

Rivalités à la Maison Blanche

M. Reagan n'a décidément pas de chance avec ses conseillers pour les affaires de sécurité nationale. Le premier titulaire de la fonction, M. Richard Allen, avait dû démissionner au bout d'un an à la suite d'une stupide affaire de dessous-de-table. Le second, M. William Clark, aux compétences assez réduites en politique étrangère, n'aura pas laissé dans l'histoire un souvenir impérissable. D'une tout autre envergure intellectuelle et professionnelle, M. Robert McFarlane n'en est pas moins contraint, malgré ses mérites indéniables, reconnus par M. Reagan lui-même, à s'effacer à son tour. Quelle malédiction frappe donc ce poste-clé du gouvernement des États-Unis ?

Créé en 1947 par le Congrès pour introduire dans la politique étrangère américaine un élément plus systématique de coordination, le Conseil national pour les affaires de sécurité, dont les réunions sont présidées par le chef de la Maison Blanche lui-même, n'a cessé, au cours des décennies, de voir grandir son importance. Cette montée en puissance s'est généralement faite au détriment du département d'État, voire de celui de la défense. Ayant, privilégié rare, un accès direct quotidien au président, le conseiller pour les affaires de sécurité peut en réalité faire de sa fonction à peu près ce qu'il veut. Jamais les possibilités offertes par une telle situation ne furent exploitées avec plus de détermination que du temps où, M. Richard Nixon siégeant à la Maison Blanche, Henry Kissinger exerçait auprès de lui cette fonction.

La volonté de pouvoir de « Dear Henry » ne lui aurait toutefois peut-être pas permis de s'imposer pleinement s'il n'avait été en totale connivence avec un président animé, en matière internationale, d'une vaste ambition aux desseins bien arrêtés. C'est bien précisément ce qui fait le plus défaut aujourd'hui à la politique étrangère des États-Unis. Après avoir traité, à son arrivée à la Maison Blanche, les Soviétiques de « menteurs » et de « tricheurs » et qualifié l'URSS d'« empire du mal », M. Reagan, désireux désormais de se donner une stature d'homme de paix, a multiplié à Genève les amabilités envers M. Gorbatchev.

Ce retournement de tendance a exacerbé les tensions latentes au sein de l'administration, illustrées à la veille du sommet par la divulgation d'une lettre de M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, mettant le président en garde contre toute concession imprudente envers Moscou. Les fréquentes vacances de M. Reagan depuis son opération d'un cancer n'ont pas contribué, en outre, à traver les frictions entre les membres de son équipe, permettant au secrétaire général de la Maison Blanche, l'énergique Ed Regan, d'asseoir une puissance démesurée.

Une étude et de dos M. Robert McFarlane ne que se lasser d'une telle on des rôles. Tout en M. Reagan d'un collabor avisé, qui avait notamment son efficacité dans aration du sommet de et le dénouement heureux l'affaire des otages de à Beyrouth, son départ e le sentiment d'incertitude donne trop souvent la le de la politique étrangère américaine.

(nos informations page 5.)

LES REMOUS APRÈS LA VISITE DU GÉNÉRAL JARUZELSKI

M. Fabius est critiqué au PS pour s'être démarqué de M. Mitterrand

M. Laurent Fabius s'est déclaré, le mercredi 4 décembre, à l'Assemblée nationale, « troublé » par la visite du général Jaruzelski à Paris et par l'audience que M. François Mitterrand a accordée au chef de l'Etat polonais. Le premier ministre a souligné que cette décision est de celles qui relèvent du chef de l'Etat, « et de lui seul ».

En se démarquant, ainsi, du geste fait envers le dirigeant polonais, le premier

ministre a surpris les socialistes. Tout en étant réservés sur la visite elle-même, ceux-ci reprochent au premier ministre de s'être désolidarisé du président de la République.

Pour leur part, les officiels polonais affichaient leur satisfaction après une visite jugée « très positive » par le numéro un polonais. (Lire page 3 l'article de Jan Krauze.)

MM. Mitterrand et Fabius auraient-ils imaginé de mimer la « cohabitation », ils s'en seraient pas pu s'y prendre mieux. Premièrement, les relations d'Etat à Etat entrent dans le domaine dont la pratique de la V^e République réserve la maîtrise au président. Deuxièmement, l'audience accordée par le chef de l'Etat au général Jaruzelski heurtait le parti au gouvernement et ses électeurs. Le premier ministre a rendu compte, le mercredi 4 décembre, à

C'est aussi, par conséquent, la première fois qu'il cite les explications reçues au lieu de les faire s'écouler. A ces observations de l'Hôtel Matignon, il faut ajouter celle-ci : on n'avait jamais vu un premier ministre exprimer dans l'hémicycle du Palais-Bourbon le « trouble » que lui a inspiré un acte du président de la République.

La décision mise en cause non seulement relève du chef de

card d'Esting c'avait pas manqué, lui, de consulter son premier ministre sur l'opportunité de sa rencontre avec Brejnev à Varsovie en 1980.

L'émotion, le « trouble », provoqués par la décision de M. Mitterrand étaient apparents lors de la rencontre hebdomadaire de mardi entre le premier ministre et les dirigeants du Parti socialiste, en l'occurrence M. Lionel Jospin et M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Fabius a donné l'impression, alors, d'une façon ou d'une autre, du chef de l'Etat. Il s'en est entretenu avec ce dernier, mercredi matin, avant le conseil des ministres. Un certain froid entre les deux hommes était perceptible à l'ouverture du conseil.

La communication de politique internationale qu'a présentée à ses collègues M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a été mise à profit par M. Mitterrand pour évoquer l'entretien qu'il allait avoir avec le général Jaruzelski. Le président a indiqué son souhait qu'existent des relations d'Etat à Etat entre la France et la Pologne. Il a rappelé que d'autres responsables occidentaux avaient rencontré le dirigeant polonais, avec lequel le pape s'était, aussi, entretenu, et il a souligné le rôle international de la France, illustré par les visites que MM. Reagan et Gorbatchev lui ont rendues. M. Mitterrand a souligné, enfin, qu'une décision comme celle de recevoir le général Jaruzelski relève de l'autorité du président et du « devoir d'Etat ».

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 4.)



L'Assemblée nationale, devant « sa » majorité, des explications demandées par lui à l'Elysée sur une décision qui « relève du président de la République et de lui seul » (cette dernière affirmation a été approuvée par M. Barre, un peu plus tard, au cours de son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2).

Il est déjà arrivé à M. Fabius, dit-on à l'Hôtel Matignon, de s'enquérir des motifs d'une décision prise à l'Elysée. C'est la première fois, en revanche, qu'il rend publique une telle démarche.

L'Etat, mais elle a été prise par lui seul. S'il y avait été associé, M. Fabius n'aurait pas présenté les raisons de cette décision comme il l'a fait mercredi, c'est-à-dire comme « les réponses que le président de la République a bien voulu [lui] faire » sur l'initiative qu'il avait prise. L'Hôtel Matignon a été simplement informé, et le chef de gouvernement semble avoir mal supporté que son point de vue n'ait pas été pris en considération sur une affaire politiquement aussi sensible. M. Barre a eu beau jeu de rappeler que M. Gis-

Troublant...

par ANDRÉ FONTAINE

LAURENT FABIUS, dans son confaisé d'Assemblée nationale, a fait grâce à son public des détails de sa visite à Varsovie, du côté français, pour réduire la portée de la réception : la porte close à laquelle s'est heurté le numéro un polonais faubourg Saint-Honoré, ou le refus du président de la République de se laisser photographier lui serrant la main. On ne peut qu'approuver Raymond Barre d'avoir jugé ces procédés peu dignes.

Qu'attendait de son côté François Mitterrand de ces quatre-vingt minutes d'entretien, dont la traduction a de toute manière réduit de moitié la durée utile ? Sans doute a-t-il fait la leçon à son hôte sur les droits de l'homme : bravo ! Mais enfin, il connaît assez d'histoire pour savoir que, sur un interlocuteur de ce type, l'efficacité de tels propos relève de celle de l'eau sur les plumes d'un canard.

La télévision de Varsovie n'a naturellement pas été jusqu'à montrer à son public les protestataires, d'ailleurs pas si nombreux, qui s'étaient regroupés aux Invalides. De même a-t-elle

(Lire la suite page 3.)

Les importations de produits pétroliers sont libérées

La décision de M. Bérézgovy, favorable pour l'indice des prix, est jugée sévèrement par les raffineurs français.

PAGE 40

La contestation des étudiants en Chine

Les manifestations répétées dans les universités, reflet du malaise social, inquiètent de plus en plus les autorités.

PAGE 6

M. Barre, ou comment marquer sa différence

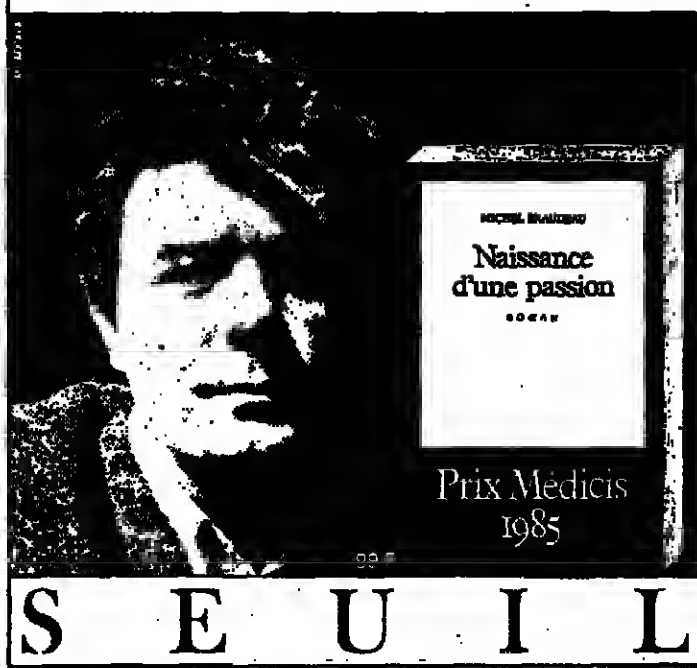
A « L'heure de vérité », l'ancien premier ministre a renouvelé son hostilité à la cohabitation et peaufiné son image d'homme en dehors des partis.

PAGE 8

Débats : Un revenu social garanti ? (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8, 9 et 16) • Société (18 et 20) • Culture (32) • Communication (38) • Economie (40 à 47)

Programmes des spectacles (33 et 34) • Radio-télévision (38) • Informations Services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (39) • Carnet (18) • Annonces classées (39)

PRIX MÉDICIS Michel Braudeau



Le goût nouveau de la tradition

« Il faut être absolument moderne ». Ce cri de Rimbaud n'a pas fini de titiller la conscience occidentale. La modernité a pris un caractère à ce point obsessionnel dans nos pays dits développés qu'elle fait maintenant partie des programmes politiques et éducatifs, des apprentissages fondamentaux. Moderniser la société, moderniser les esprits, est un devoir national. Le gouvernement en a fait sa devise, exprimant l'inquiétude d'une nation qui tremble d'être dépassée par le train du progrès.

Mais curieusement, c'est au moment où cette idée semble devenir une évidence qu'on en voit poindre une autre, apparemment contradictoire : la référence à la tradition. Et, cette fois, ce ne sont plus les passés, les nostalgiques, qui la brandissent, mais ceux-là même, qui ont les yeux fixés sur l'an 2000. Comme si la course au progrès avait besoin d'un retour à ses racines.

S'interrogeant sur les moyens de former les jeunes aux défis du troisième millénaire, le Japon insiste sur la nécessité de retrouver les valeurs ancestrales, de renouer le fil brisé du passé (1). Il observe que l'éclatement de la vie et de la culture modernes a détruit l'identité nationale, désarticulé les personnalités, les rendant plus fragiles aux chocs de futur. En France, où l'histoire connaît la vogue que l'on sait, la défense de son enseignement a suscité un mouvement d'union

A l'heure
de la modernisation,
l'histoire et le passé
retrouvent
un regain d'actualité.

nationale. Et c'est Jean-Pierre Chevènement, le chantre de la modernisation, qui préconise le rétablissement d'une filière d'« humanités » dans les lycées, faisant une large place aux langues anciennes.

La publication annuelle le Temps de réflexion réunit dans son dernier numéro intitulé « Le passé et son avenir » quelques

« essais sur la tradition de l'enseignement (2) ». Elle observe que la culture moderne, marquée par la science, repose sur l'idée de rupture. Or l'enseignement est une activité de transmission, par définition tournée vers le patrimoine. Comment affronter à la fois cette aspiration vers le nouveau et ce poids du passé ? Comment choisir dans l'immensité de l'héritage ce qui mérite d'être sauvegardé ?

FREDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 20.)

(1) Voir « L'école japonaise victime de son succès » dans le Monde du 24 octobre.
(2) Gallimard, 345 pages, 130 F.

Le Monde DES LIVRES

- Philosophie : Sartre et la déchirure de l'histoire.
- Histoire : deux détectives chez Louis XVIII ; 1939-1945, Souvenirs du temps de la nuit.
- Lettres étrangères : Rafael Alberti.
- Ecrits intimes : Monique Apple, Gabriel Matzneff et Jean L'Hôte.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Jean Cocteau, l'envers du décor.

Pages 21 à 31

débats

UN REVENU SOCIAL GARANTI ?

A mesure que l'hiver approche, la misère est de moins en moins tolérée. Le PS s'est prononcé pour un revenu minimum garanti, et Jean-Claude Boulard explique quelles pourraient être les modalités du système qu'approuve, de son côté, Roger Sue, à condition qu'il corresponde à un service rendu à la société.

Penser à la France qui perd

Le financement du minimum garanti serait assuré par l'Etat et les collectivités locales

LORSQU'UN chômeur en fin de droits, dépourvu de toute ressource, vous interpelle sur sa situation, il ne suffit pas de lui parler des contraintes de la modernisation industrielle, des impératifs de l'équilibre du commerce extérieur ou de l'impossibilité de créer par voie administrative des emplois. Une leçon d'économie ne permet pas de se nourrir, d'habiller les enfants et de payer le loyer.

Reste à fournir l'adresse du bureau d'aide sociale, du Secours catholique et du Secours populaire. Est-ce acceptable dans la France de 1985 ? L'hiver dernier, on pouvait voir dans les villes des files de mères de famille attendant la distribution de surplus agricoles.

Même si les Français, d'après une récente enquête du CREDOC, sont à 55 % hostiles à une augmentation de leurs cotisations sociales ou de leurs impôts pour garantir des ressources aux chômeurs de longue durée, il est temps d'admettre que le chômage prolongé constitue la principale maladie d'une société en voie de modernisation, un risque collectif justifiant la création d'une couverture sociale. Les Français ne perçoivent la différence entre une modernisation de droite et une modernisation de gauche que si nous sommes capables de réparer correctement les conséquences sociales de la modernisation.

Ce choix a été fait par le PS lors de sa convention « Modernisation et Progrès social » qui a décidé qu'« un revenu minimum devait être garanti à tous ». Au congrès de Toulouse, la motion de synthèse a repris à son compte la nécessaire création d'un minimum social garanti afin d'éviter la marginalisation des chômeurs de longue durée.

L'ouverture, sous condition de ressources, d'une allocation de 40 francs par jour, soit 1200 francs par mois, représenterait 31,5 % du SMIC et 50 % du minimum vieillesse. Sur la base de 900 000 bénéficiaires, le coût de cette mesure s'élève à 14 milliards de francs. Cette somme représente 0,3 % du produit national brut. Est-ce que 0,3 % de solidarité de plus constitue un défi insurmontable dans une France soucieuse de se moderniser sans rupture de son tissu social ?

La France qui se porte bien, la France qui gagne et dont il est normal d'encourager les victoires, a les moyens d'aider la France qui perd et qu'il n'est pas question d'installer dans la défaite et la misère. Afin d'éviter que le financement du minimum social ne soit noyé dans l'ensemble du budget public, il faudrait affecter les ressources à l'alimentation d'un fonds national de solidarité.

Le financement de cette nouvelle prestation sociale devrait

par JEAN-CLAUDE BOULARD (*) être assuré paritairement par les collectivités locales et l'Etat. Les communes et les départements ont d'autant plus de raisons d'accepter cette contribution que la plupart demandent l'instauration d'un minimum garanti et que la création d'un tel minimum allègerait par voie de conséquence les dépenses en très forte croissance des bureaux d'aide sociale.

L'autre source de financement peut être dégagée par l'Etat. Pourquoi ne pas faire appel aux contributions volontaires déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu, une sorte de fondation de solidarité. Beaucoup de Français qui protestent contre les prélèvements obligatoires accepteraient le prélèvement volontaire déductible.

Une taxe pourrait être également créée sur les recettes de jeux, certains produits de luxe, sur les grandes fortunes et pourquoi pas sur les notes de restaurant.

(*) Membre du bureau exécutif du Parti socialiste.

rant. La France nourrie à la note de frais peut difficilement refuser de payer pour une France qui n'a plus les moyens de se nourrir.

Au-delà des objections financières, la création d'un minimum social garanti se heurte à une autre objection. Celle du risque d'assistance. Bel alibi, comme si les bureaux d'aide sociale et les sociétés caritatives, ce n'était pas déjà de l'assistance. Et puis à tout prendre, il vaut mieux être installé dans l'assistance que d'être plongé dans la misère. La dignité c'est certes d'avoir un travail mais faute de travail, c'est au moins d'avoir un revenu.

En 1956, à l'issue de l'hiver particulièrement froid, la gauche a su faire face à la pauvreté issue de la vieillesse en créant un minimum vieillesse. Il est conforme à sa vocation que, en 1985, elle réponde à la pauvreté liée à l'inactivité en faisant sa place, au sein de notre système de couverture sociale, à une allocation minimum garantie. Les socialistes ont raison d'encourager la France qui gagne. Ils doivent renforcer la solidarité à l'égard de la France qui perd.

Sécurité et flexibilité

Remplacer le « salaire du chômage » par la rétribution d'une activité

per ROGER SUE (*)

L'INDISPENSABLE modernisation comme la situation démographique laissent peu de chances à une amélioration de l'emploi, à court terme tout du moins. Dès lors comment garantir la sécurité économique (dont dépendent les autres aspects de la sécurité) en période de crise de l'emploi, sans qu'elle se traduise par l'allocation chômage, qui de plus n'a qu'un temps ?

Pour y répondre, certains proposent l'instauration d'un « minimum social » ou revenu minimum garanti (RMG) pour tous. Les Pays-Bas sont les premiers à tenter l'expérience mais il est bien trop tôt pour établir un quelconque bilan. Ce système présente des avantages certains : simplification de la redistribution sociale réduite à une prestation unique assortie de quelques prestations complémentaires suivant les cas, sécurité économique minimale garantie « à vie », alternances facilitées entre activité - non-activité - formation, souplesse accrue du marché de l'emploi, « vécu » moins dramatisé d'une situation de non-activité, etc.

Mais les inconvénients d'un tel système apparaissent non moins certains : coût élevé pour la collectivité sans aucune contrepartie, généralisation d'un système d'assistance, moindre motivation pour la recherche d'un emploi, etc. Il est sans doute possible d'y remédier tout en gardant son idée de base : la sécurité économique comme condition de la flexibilité.

Au revenu minimum-social devrait correspondre un travail, un temps d'utilité sociale. Ce

principe légitime a inspiré les TUC. Réservés pour l'instant aux jeunes chômeurs, ils ont ouvert une voie. Leur succès (plus de 180 000 aujourd'hui) démontre bien leur « utilité » face à des tâches qui ne sont remplies ni par les collectivités publiques ni par le marché. On dira que leur extension risque d'officialiser un double marché du travail et de concurrencer le secteur privé.

L'effet des TUC

Les résultats des premières expériences montrent, au contraire, que loin de se substituer à des emplois existants nombreux sont les TUC qui finissent par créer un véritable emploi. Ils suscitent de nouveaux besoins, génèrent de nouvelles activités, et s'ils ne créent pas toujours de nouveaux marchés ils stimulent souvent les marchés existants. En remplissant des tâches utiles à la collectivité, c'est surtout le service public qu'ils pourraient concurrencer. Qui s'en plaindrait ? N'est-il pas préférable, y compris au plan économique, que les intéressés eux-mêmes prennent en charge une part du service public qui, de toutes manières, ne peut faire face à la croissance de la demande.

Le mouvement en faveur des crèches parentales, gérées par les parents qui reçoivent en échange une rétribution pour leur « travail » va tout à fait dans ce sens.

En période de sous-emploi, il paraît inconcevable de ne pas

répondre à ce type de demande sociale qui tôt ou tard se traduira par une demande de biens et services stimulant le marché. En ce sens, Alfred Sauvy a raison de dire que ce qui importe c'est moins le travail (au sens de l'emploi traditionnel) que l'activité qui génère de l'activité et au bout du compte de nouveaux emplois.

Dans ces conditions, le versement d'un revenu social garanti ne justifierait-il pas le « salaire du chômage » mais la rétribution d'une activité utile socialement et économiquement. Cette « disparition » de la banquette du chômage livrerait bien des obstacles à la flexibilité. Elle permettrait d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin dans le processus de modernisation qui ne peut aller jusqu'au bout de sa logique. Or chacun sait que plus vite se réalisera ce processus et plus vite il sera possible de retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi.

Cependant, si l'on ne veut pas que cette « élimination » du chômage ne soit artificielle, il faut éviter de cantonner une partie de la population aux seules tâches d'utilité sociale. Il faut favoriser les passages et les alternances entre l'utilité sociale et le marché proprement dit ; il faut aussi poursuivre et intensifier les efforts de formation et la meilleure répartition du « travail productif ». Le chemin est encore long mais on aurait tort, par réflexe conservateur, de négliger la voie de l'utilité sociale et de la sécurité économique auquel chacun peut légitimement prétendre.

COURRIER DES LECTEURS

« Les écrits de Charles de Gaulle »

Il faut être reconnaissant au Monde du 19 novembre d'avoir, par la plume d'André Pessen, signalé avec quel soin du détail l'ancien Philippe de Gaulle avait « collationné » les discours et les écrits de son père avant de les publier chez Plon : nous savons ainsi que le discours du Forum du 4 juin a été « omis » et que le « Vive l'Algérie française » du 6 juin à Mostaganem n'est plus qu'un « Vive l'Algérie ! » Ce ne sont sans doute que deux exemples.

Faut-il rappeler que l'exposition Charles de Gaulle présentée en France par l'Institut du même nom, faisait l'impasse complète sur l'Algérie ? Ce n'est qu'une confirmation (...).

On comprend que cela gêne ses héritiers ; mais cela nous gêne encore plus qu'ils y ajoutent leur tricherie. Espérons-ils que les historiens de demain s'y laisseront prendre ?

CHRISTIAN RENDU (Oullins, Rhône).

L'honneur d'un homme politique ?

Signent « les élus socialistes du quatrième arrondissement », M^{me} Edwige Avice, secrétaire d'Etat à la Défense, secrétaire de Paris, M^{me} Pierre Castagnon, conseiller de Paris et Roger Rouquette,

député de Paris, conseiller d'arrondissement, nous adressent la lettre suivante à la suite de la publication dans le Monde du 28 novembre d'un article de M. Christian de La Malène :

Il est des jours où le discours politique doit avoir une certaine cohérence ; il doit en particulier être en rapport avec les actes de ceux qui le tiennent. Ainsi l'article de Christian de La Malène intitulé « L'honneur d'un gouvernement » ne manque-t-il pas de sel, c'est le moins qu'on puisse dire.

Faut-il quand même rappeler que Christian de La Malène, qui clame haut le manque d'honneur du gouvernement socialiste, est le même qui a vu son élection du 19 mars 1978 dans la seizième circonscription de Paris, le quartier Plaisance, annulée par le Conseil constitutionnel par décision parue dans le Journal officiel du 16 juillet 1978 ?

Quel était le motif de cette décision ? Il est intéressant de citer le même Journal officiel (page 2844) : « Considérant qu'il résulte des télégrammes prêtés que des procurations établies au nom de François résident au Gabon l'ont été en méconnaissance des dispositions des articles R 72 à R 75 du code électoral ; à la suite d'une manœuvre ayant eu pour effet d'altérer la sincérité du scrutin... »

Quand on a vu son élection annulée à la suite d'une « manœuvre », on est vraiment mal placé pour donner des leçons sur l'honneur.

Appliquez le Coran

Vous qui gardez Michel Seurat et Jean-Paul Kauffmann prisonniers, où est-il écrit qu'un musulman ne doit être ni miséricordieux ni juste ? Qu'un partisan de Dieu ne s'indigne pas devant Lui, mais devant un chef militaire ? Qu'un partisan d'Allah légitime le martyre à celui qui ne peut aucune responsabilité dans le martyre des chrétiens ?

Pourquoi retomber à ce point dans les travers de la « période de l'ignorance » ? Tenir des étrangers responsables de ce que vous considérez des crimes contre votre communauté, n'est-ce pas se comporter exactement comme ceux qui ignorent le message prophétique ? Et même ceux-là ne considèrent-ils pas l'hospitalité comme un devoir sacré ?

Michel, Jean-Paul et les autres, pourquoi les garder ? Afin que l'on parle de vous ? C'est fait, et au-delà de ce qui servirait vos intérêts. Sont-ils des otages ? Contre qui pourraient-ils être échangés ? Des parents ou des amis, détenus par les Israéliens ? Avant Mohamed, sans doute, défendre ainsi ses proches était une obligation personnelle et familiale. Quand l'islam n'existait pas. Quand les tribus s'affrontaient. Quand l'idée d'une communauté des croyants ne s'était pas encore imposée.

Plus tard, tout ce que vous faites aujourd'hui sera déclaré condamnable par le Coran. Vous recevrez l'obligation de protéger les gens du Livre,

non de les enlever. Ils auront le droit de garder leur religion, leurs opinions, ils auront un pays. Le djihad (1) ne sera pas dirigé contre eux, mais contre ceux qui vivent hors du domaine de l'islam et se préparent à faire la guerre, à la soumission (2). Aucun de ceux que vous retenez de force n'est dans ce cas (...).

YVES SCHEMEL, directeur de l'Institut d'études politiques de Grenoble, auteur d'une thèse sur le Liban.

- (1) Guerre sainte.
- (2) Communauté islamique.

Pouvoir discrétionnaire ?

(...) Je lis, dans votre numéro daté du 16 novembre, les propos de M^{me} Samir Nair et Michel Sapin (...) sur une « grande loi sur la naturalisation qui fasse échec aux projets de la droite intolérante ». Cette idée géniale est en réalité peu de chose. En effet : le délai de cinq ans est le délai « type » de la législation actuelle, laquelle prévoit des exceptions minoritaires nombreuses. L'acte de volonté est, bien évidemment, déjà exigé. L'obligation de motiver le refus est appliquée chaque fois qu'il y a, à l'origine de la décision négative, application d'un article de loi.

Certes, les auteurs remettent en cause le pouvoir « discrétionnaire » de l'administration. Mais qu'est-ce

que ce pouvoir lorsque plus de 90 % des demandes reçoivent une suite favorable ? Et que, par ailleurs, la majorité est fondée sur des articles de la loi ? Pour, par exemple, condamnation, absence de domicile de nationalité, défaut d'assimilation. (...)

JEAN REYNAUD (Paris).

Une famille pour chaque enfant

Nous souhaitons que tous les candidats à l'adoption ne soient plus exclusivement, d'une manière érigée, pourrit-on dire, considérés comme étant à la seule recherche d'un bébé. « Mais pour qui veut donner un sens à sa vie... », écrit fort justement Roger Pruvost (le Monde du 15 novembre), favorable au « parrainage ». Pourquoi ne pas reprendre cette formule et l'appliquer aussi aux candidats à l'adoption afin de leur reconnaître en priorité un grand élan d'amour débordant largement toutes les considérations portant sur l'âge des enfants.

En conclusion, le chiffre de quatorze mille cinq cents pupilles en France, en 1984, apparaît trop fort statistiquement, mais surtout humainement. Souhaitons que demain la tendance à la classification en catégories s'efface afin que puisse poindre le bon sens qui veut que chaque enfant ait une famille.

JEAN BELLEC (La Flèche).

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
Ministre de l'Éducation Nationale

JEUDI 5 DECEMBRE
A PARTIR DE 18 H

**EUROPE 1
AU CŒUR
DU DEBAT**

sur
EUROPE 1

FRANÇOIS LEOTARD
Secrétaire Général du P.R.

ANIME PAR
GERARD CARREYROU
ET JEAN-PIERRE ELKABBACH

LES REMOUS APRÈS LA VISITE DE M. JARUZELSKI

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Fabius se déclare « troublé » par la visite du chef de l'Etat polonais

Mardi 4 décembre, à l'Assemblée nationale, pendant la séance de questions d'actualité, M. Laurent Fabius est d'abord interrogé sur la venue à Paris du général Jaruzelski par M. Jean-Michel Boucheron, député socialiste d'Ille-et-Vilaine. Le premier ministre affirme que c'est sous cette question « la plus difficile » à laquelle il ait à répondre depuis qu'il est entré en fonctions. C'est « précisément parce qu'elle est difficile », continue-t-il, qu'il veut répondre personnellement. Puis il continue, au milieu d'interjections diverses venues des bancs de l'opposition : « Je fais partie de ceux qui ont été profondément heurtés et ont manifesté leur désapprobation lors de ce qu'il est convenu d'appeler les événements de Pologne.

« C'est pourquoi — et pourquoi le cache-t-il — la visite en France, même rapide, du chef de l'Etat polonais m'a personnellement troublé. Au cours d'une discussion que j'ai eue avec le chef de l'Etat, j'ai posé, comme il est normal, les questions qui me venaient à l'esprit. Je vous transmets les réponses qu'il a bien voulu me donner. François Mitterrand a rappelé notre solidarité avec le peuple polonais, solidarité qui doit s'exprimer par toutes les voies possibles. Les contacts directs sont un moyen de faire avancer les choses en Pologne.

« Tout d'abord, le président de la République estime qu'il doit exister des relations d'Etat à Etat

entre deux pays comme la Pologne et la France. Dans un passé récent, le ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a rencontré le chef de l'Etat polonais. De même, une rencontre a eu lieu entre celui-ci et le président du conseil italien. Enfin, dans un domaine différent, Sa Sainteté le pape s'est rendu en Pologne. Le sentiment du président de la République, c'est qu'il est de l'intérêt de la France et de l'intérêt de la Pologne que des relations existent entre ces deux pays et leurs dirigeants.

« Deuxième observation : cette rencontre, qui a lieu à la demande du chef de l'Etat polonais, ne signifie en aucun cas, de la part de la France, une approbation de la politique suivie dans ce pays ni une approbation de l'attitude de ses dirigeants à propos du problème des libertés et des droits de l'homme. L'entretien a été largement consacré à faire valoir les critiques sévères que nous avions à formuler de ce double point de vue.

« La troisième observation vaut pour tous les députés présents. La décision de rencontrer ou de ne pas rencontrer un chef d'Etat étranger relève du président de la République et de lui seul.

« Personnellement, en tant que premier ministre, je n'ai rien à ajouter sinon que, lorsqu'il a appris cette rencontre, Lech Walesa a dit en substance qu'il faudrait la juger

à l'efficacité qu'elle aura pour le peuple polonais. Je partage pleinement ce sentiment.

Le premier ministre est de nouveau interpellé sur ce sujet par M. Jacques Baume, député RPR des Hauts-de-Seine, qui lui lance : « La raison d'Etat ne justifie pas tout (...). Vous donnez souvent des leçons de morale au sujet des droits de l'homme (...). Mais, du même coup, vous êtes mal placé pour tenter, d'ailleurs en cachant vos sentiments profonds, de justifier ce qui s'est passé (...). Non, on ne peut à la fois défendre les droits de l'homme et déjouer le tapis rouge sous les pieds d'un général dictateur.

M. Fabius laisse M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, apporter une réplique au député RPR. M. Dumas, lui aussi fréquemment interrompu, répond sur un ton vif qui contraste avec celui employé précédemment par le premier ministre. M. Dumas justifie d'abord le « crochet » par Paris, entre Tunis et Alger, par le voyage aux Antilles de M. Mitterrand, qui ne lui aurait pas permis de recevoir le général Jaruzelski au retour de sa propre tournée au Maghreb.

M. Dumas affirme encore : « Quoi que vous pensiez, les relations d'Etat à Etat existent. Il rappelle que le général de Gaulle fut « le premier, en 1945, à effectuer le voyage de Moscou » et continue : « L'Etat polonais existe, il faut en tenir compte. Et le peuple polonais existe aussi. Il connaît au jour le jour difficultés et souffrances. Il était important que le président de la République rencontre le chef de l'Etat polonais pour lui dire ce que les Français pensent de la situation en Pologne (...). De profonds désaccords nous séparent du régime polonais depuis 1981. Ils sont connus, nous les avons déjà exprimés (...) et nous le ferons encore si nécessaire. Nous ne renions pas un de nos propos. Nous devons prendre en compte l'existence du peuple polonais, dans le contexte géographique et historique qui est le sien. La Pologne occupe une place centrale dans notre continent, dans cette Europe séparée de la nôtre par une vicissitude de l'histoire que la France n'a jamais acceptée.

« Il fallait dire cela au général Jaruzelski, lui parler de l'exercice des libertés syndicales et politiques en Pologne, de la place de l'Eglise, des droits de l'homme... et de la nécessité de rétablir un dialogue effectif entre les Polonais.

« Personne ne peut ni ne doit en douter un seul instant : ce matin, auant qu'ilier et que demain, ce sont nos préoccupations à l'égard du peuple polonais qui guident notre comportement. J'en prends l'engagement au nom du gouvernement.

« Le chancelier Kohl approuve la rencontre. — Le chancelier Helmut Kohl approuve la rencontre entre le général Jaruzelski et le président Mitterrand, a indiqué, mercredi 4 décembre, à Bonn, un porte-parole officiel ouest-allemand. Le chancelier, qui s'est entretenu lui-même avec le chef de l'Etat et du Parti polonais, l'a remercié à Moscou, au marge des funérailles de M. Youri Andropov, estimant qu'il est juste et important de parler ensemble. — (AFP).

Les socialistes interloqués

« Un ministre, ça ferme sa gueule », a dit un jour M. Chevènement. Il aurait sans doute pu ajouter : « Un premier ministre, encore plus. » Pour avoir, mercredi à l'Assemblée, ignoré cette règle de savoir-vivre gouvernemental, M. Fabius a véritablement interloqué les députés socialistes. « La réponse qu'a faite le premier ministre m'interdisait de l'applaudir », expliquait ainsi, glacial, à la sortie de l'hémicycle, un parlementaire qui exprimait un sentiment largement partagé.

En l'absence d'informations complémentaires sur ses motivations réelles, le premier ministre a réussi un tour de force paradoxal : se mettre à dos — par son manque apparent de solidarité avec le président — des socialistes qui, sur le fond, pensent le plus souvent exactement comme lui. M. Bernard Poincaré, député rattaché du Finistère, qui arborait sur son manteau un badge Solidarisme, résumait mieux l'atmosphère que M. Georges Sarre, député CERES de Paris, qui affirmait : « François Mitterrand a fait son devoir.

Le soir même, au bureau exécutif du PS, les dirigeants du parti, qui ignoraient, pour la plupart, ce qu'avait dit M. Fabius deux heures avant, affirmaient, comme M. Joseph Lohr, un ancien socialiste, consulté, n'aurait souhaité la venue à Paris du général polonais. Le premier secrétaire du PS précisait qu'il était, lui-même, pas au courant de cette visite, tandis que M. André Lalonde exprimait un net désaccord avec la démarche présidentielle.

Il a fallu, dans ces conditions, que M. Claude Estier, l'un des quelques membres du bureau exécutif à avoir assisté à l'intervention du premier ministre, informe ses collègues et crée une certaine surprise. Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a expliqué aux dirigeants socialistes

que la venue du général Jaruzelski est maintenant à l'origine d'un « problème franco-français ». M. Estier a estimé que le premier ministre s'est désolidarisé du président, ce qui est un événement très grave et sans précédent, a-t-il dit. Mais un véritable débat s'a pu s'engager entre ceux qui, pour la plupart, s'étaient vus entends le premier ministre. Néanmoins, M. Luc Soubry a souligné qu'il craignait qu'après avoir entendu « lui, c'est lui, moi c'est moi », les électeurs et les militants ne finissent par dire : « eux, c'est eux, et ce n'est pas nous.

Un homme au moins avait, dès le matin, senti venir le « coup tordu » : M. André Billardon, qui, libre-t-il, pressentait — après l'avoir vu la veille — ce qu'allait dire le premier ministre. Le président du groupe socialiste a passé une bonne partie de la matinée à tenter de convaincre le bureau du groupe que la question ne devait pas être posée. Malgré quelques soutiens, il a dû s'incliner, la majorité des intervenants faisant valoir une thèse inverse : si, disaient-ils, le PS ne pose pas la question, il semblera se désolidariser du président et, évidemment, la question sera évoquée par la droite lors de la séance de questions d'actualité. D'autres ont fait valoir, après cette fautive sursauta, qu'interrogé par la seule opposition, le premier ministre aurait pu laisser M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, répondre à sa place.

Le mal de toute façon était fait. Jeudi matin, les socialistes s'interrogeaient encore sur le sens caché des « petites phrases » de Laurent Fabius. La ligne « officielle » du PS était, quant à elle, quelque peu surréaliste, puisqu'elle revient à dire : « Nous n'avons rien remarqué. »

M. Barre : si j'avais été troublé, je serais parti

Au cours de « L'heure de vérité », dont il était mercredi soir 4 décembre l'hôte, M. Raymond Barre a qualifié d'« étrange » le fait que M. Mitterrand ait reçu le général Jaruzelski « à sa demande ». « Ce n'est pas parce qu'on vous demande quelque chose qu'on doit l'accepter », a-t-il fait remarquer, ajoutant qu'il avait été « stupéfait d'apprendre subitement et à la sauve » cette visite.

L'ancien premier ministre a rappelé qu'il a « toujours soutenu la nécessité de maintenir des relations d'Etat à Etat. Ce qui ne signifie nullement que l'on approuve l'idéologie ou les comportements intérieurs de tel ou tel gouvernement », mais il s'est demandé pourquoi, après « les déclarations spectaculaires du gouvernement et des ministres », en décembre 1981, quand a été instauré l'état de siège en Pologne, il fallait aujourd'hui que « le dialogue soit repris au niveau des chefs d'Etat ». « Je vous dirai, a-t-il ajouté, que je

ne verrais aucun inconvénient à ce que des relations se poursuivent avec la Pologne [mais] au niveau des ambassadeurs, des services techniques, des ministres des affaires étrangères.

M. Barre a trouvé tout aussi « étrange » l'attitude de M. Fabius. Il a expliqué que, à la place de M. Fabius, « s'il avait été troublé, il serait parti », et qu'il ne serait pas « allé à l'Assemblée nationale donner le sentiment que ce que faisait le président de la République le perturbait ».

L'ancien chef du gouvernement a souligné que, lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing s'était rendu à Varsovie pour rencontrer Lech Brelnev en mai 1980, il avait été « conquis » et que, au vu « des éléments du dossier », il avait « fort bien compris » que M. Giscard d'Estaing se rendait à Varsovie. « Je n'ai pas été troublé », a-t-il insisté.

Le premier ministre est critiqué au PS

(Suite de la première page.)

La visite du dirigeant polonais n'a donné lieu à aucune autre intervention au conseil des ministres, le président s'ayant invité à aucun débat. Rendant compte du conseil à la presse, Mme Georgina Dufoir, interrogée sur cette visite, a repris les arguments développés par le président de la République, avec une tonalité sensiblement différente de celle qu'allait adopter, plus tard, le premier ministre. Par la voix de son porte-parole, le gouvernement s'affirmait implicitement solidaire de l'initiative du chef de l'Etat.

M. Mitterrand n'a pas dû être totalement surpris en découvrant, aux Antilles, la réponse de M. Fabius à la question posée par un député socialiste. Le premier ministre avait laissé prévoir qu'il se dissocierait d'une décision dont il n'avait pas dissimulé qu'il l'admettait mal. Le combat pour les droits de l'homme est, pour M. Fabius, au centre de son engagement politique, comme il l'avait rappelé, une semaine auparavant, à l'Assemblée nationale, en réponse à la question d'un député communiste sur l'Afrique du Sud. Le premier ministre a souhaité et appliqué, précisément, vis-à-vis de ce dernier pays, des sanctions économiques contraignantes pour les entreprises françaises. Il lui était difficile d'admettre que, dans le même temps, le chef de la « nor-

malisation » polonaise fût traité comme un interlocuteur respectable, surtout alors que la rumeur expliquait cette audience par des considérations relevant du commerce extérieur.

La réaction de M. Fabius témoigne, aussi, d'une mauvaise passe dans les relations entre l'Elysée et l'hôtel Matignon. Depuis la lettre que M. Mitterrand avait adressée à son premier ministre, le 19 septembre dernier, pour lui enjoindre de donner des éclaircissements et de prendre des décisions dans l'affaire de l'attentat contre le Rainbow Warrior, d'autres épisodes ont fait apparaître des divergences entre les deux hommes. L'échec de M. Fabius face à M. Chirac, à la télévision, le 27 octobre, a mécontenté le chef de l'Etat, qui semble avoir regretté, notamment, le manque de fermeté du chef du gouvernement sur la question de l'immigration (lors de sa conférence de presse, le 21 octobre, comme dans l'entretien publié mercredi par le *Matin de Paris*, le président de la République se montre plus résolu que M. Fabius à heurter de front les réactions de rejet contre les immigrés). Les décisions prises sur la cinquième chaîne de télévision et les conditions dans lesquelles elles l'ont été, ont, à l'inverse, contrarié certains projets encouragés par l'hôtel Matignon, même si le premier ministre a défendu le choix présidentiel à l'Assemblée nationale.

L'attitude adoptée par M. Fabius mercredi est loin de faire l'unanimité, non seulement au Parti socialiste, mais aussi au gouvernement. L'avenir dira si le premier ministre — qui a pris soin de rappeler les propos de M. Walesa sur l'initiative de M. Mitterrand — a eu raison de vouloir se mon-

trer solidaire d'une gauche déroute par le geste du chef de l'Etat. Il reste que la scène jouée à l'Assemblée nationale comporte une esquisse de répartition des rôles pour une cohabitation future.

Elle par une majorité qui menace des deux coalitions n'est parvenue — jusqu'à maintenant — à réunir par la seule addition des partis qui la composent, le président, mais la politique qu'il juge bonne pour la France. Il s'en rend compte qu'un pays, il l'informe la représentation nationale, s'il le juge bon, par l'intermédiaire du premier ministre, des motifs de ses décisions. Ce n'est pas la loi qui le soutient, sont invités à se ranger à ses avis, les autres à en prendre acte.

Ce retour aux mœurs gaulliennes du début des années 60 ne semble pas embarrasser les députés socialistes, surpris et choqués, en revanche, de voir le premier ministre prendre ses distances avec une décision du chef de l'Etat. Voici trois ans, pourtant, les mêmes s'étaient opposés à un geste du président de la République, tout aussi chargé de sens, la réhabilitation des généraux de l'OAS, et il avait fallu recourir à l'engagement de la responsabilité du gouvernement pour qu'ils s'inclinent devant ce qu'ils jugeaient inacceptable. Le groupe socialiste a appris que l'inconditionnalité, chère aux gaullistes d'hier, est la loi non écrite du parti du président, surtout quand il y a péril en la demeure.

La place du premier ministre de l'après-mars est indiquée, avec ses limites. Pour avoir paru refuser la « connivence » — que M. Barre dénonce pour l'avenir — avec le chef de l'Etat, M. Fabius fait l'expérience de ces limites.

PATRICK JARREAU.

M. Mitterrand impénétrable

De notre envoyé spécial

Fort-de-France. — Un trouble ? Quel trouble ? Une crise ? Mitterrand-Fabius ? Quelle crise ? M. François Mitterrand se promène aux Antilles, tout sourire, comme porté par la gonflement du feu. Comme s'il était vraiment à 7 000 kilomètres de sa rencontre avec le général Jaruzelski et des suites que lui a données M. Laurent Fabius. Le chef de l'Etat a pris connaissance, dès sa descente d'avion à Fort-de-France, vers midi (17 heures à Paris), des propos du premier ministre à l'Assemblée nationale. Il a d'abord lu les dépêches de l'Agence France-Presse, puis une télécopie de l'intervention de M. Fabius. Quelle tête a-t-il faite ?

Impénétrable, comme à l'ordinaire, surtout les témoins. Un membre de son entourage a cru déceler, pourtant, une certaine surprise. Un autre lui attribue une réaction « lucide » sur le comportement de son chef de gouvernement. Quels commentaires ? Un troisième a compris qu'il disait, en substance, de M. Fabius : « Il sera toujours comme cela, impénétrable. »

Mais, en public, rien. Pas un mot, pas même un sourire crispé, pas la plus petite situation. A un

journaliste qui lui faisait part de ses angoisses sur une « crise » possible entre le chef de l'Etat et le premier ministre, il n'a offert, pour toute réponse, qu'un long sourire épanoui et cette interrogation posée sur la commune qu'il visitait : « Comment trouvez-vous Mitterrand ? »

Quant à son entourage, il marque son embarras par un silence, en général, obatiné. « On apprend tous les jours », dit l'un, reprenant la formule utilisée par M. Fabius pour commenter son échec dans le débat télévisé face à M. Chirac. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, s'en va consulter M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, sur ce qu'il convient de penser. Mais M. Joxe, publiquement, ne dira mot.

En fait, M. Mitterrand et son entourage paraissent placés, pour faire des commentaires, dans une situation aussi délicate qu'un lémurien du face-à-face Fabius-Chirac. S'ils avaient dit : « Fabius a été mauvais », ils l'auraient enfoncé. S'ils soulignaient aujourd'hui un « dérapage », ils aggraveraient la « crise » supposée. S'ils avaient dit hier : « Fabius a été bon », nul ne les aurait crus. S'ils affirmaient aujourd'hui : « Tout va bien », qui serait dupe ?

J.-Y. L.

isth Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À
CFPA
Examen du
niveau de formation professionnelle
Placements
Préparation complète des matières
à l'entrée à l'Université
AUTREUIL 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 224.10.72

L'ARTISANAT DE L'U.R.S.S. A PARIS
Objets d'art populaire, matryoshkas, samovars, balais, pierres taillées de l'Oural, bijoux en ambre, céramique de Gzhel, porcelaine, laques de Pskov et Moscou, plats de bois de Kholmogorsky, forteresses, disques, livres d'art, reproductions d'icônes, guides, cartes, planisphères, produits alimentaires.
Rencontres avec les auteurs et artisans soviétiques en U.R.S.S.
SAISON 7 DÉCEMBRE, de 10 h à 18 h
DÉBUT 8 DÉCEMBRE, de 10 h à 17 h
Association FRANCE-U.R.S.S.
Comité de Paris
61, rue Bolchaïa, 75116 PARIS
Métro : Bolchaïa ou Victor-Hugo

allô C.V.S ? J'ai mal à mon CV
Vous avez eu une vie professionnelle agitée, Vous cherchez un nouveau job, Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV...
Branchez-vous sur **CURRICULUM VITAE SERVICES**
Notre CV différencie qui de tous les autres par son contenu et son aspect.
En option, votre photo en photographie couleur.
Si besoin le **CLASSEUR** (type deux, quatre, six...)
Nous vous livrons TOUT TOUT TOUT contre un seul prix : 100 F TTC
pour 10 CV classés (c'est bon !)
11, bis, rue Ste Anne, 45000 ORLÉANS
Pour en savoir plus : 38 53 66 64

Finlande le fin du fond.
Même si vous n'êtes pas né les skis aux pieds comme tous les lapons, n'hésitez pas à vous lancer dans le royaume du ski de fond en Laplande : vous découvrirez la griserie des courses dans le désert blanc, une nature authentique, un espace irréel et... la chaleureuse hospitalité d'un peuple on ne peut plus accueillant.
Si vous vous sentez l'âme paresseuse, vous découvrirez l'hiver en Finlande, les joies vivifiantes du traîneau tiré par des rennes, des promenades ensoleillées dans les bois de bouleaux... du sauna traditionnel. Découvrez nos différentes idées de fond : à la ferme chez l'habitant, à l'hôtel, en chalet de location, les randonnées et les raids.
Pour recevoir gratuitement les brochures du ski de fond en Finlande, retournez ce coupon à :
FINLANDIA - 11, rue Aubert 75009 PARIS - Tél. 47 42 33 33
Nom :
Adresse complète :

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan s'est donné un nouveau conseiller pour les affaires de sécurité

Le président a annoncé, mercredi 4 décembre, qu'il avait accepté, avec un profond regret, la démission de son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. McFarlane, et avait nommé à sa

place son adjoint, le vice-amiral John Poindexter.

Dans une brève allocution, M. Reagan a chaleureusement remercié M. McFarlane pour les services « exemplaires » rendus par

ce dernier à la nation américaine pendant trente ans. Le conseiller démissionnaire s'est félicité, pour sa part, d'avoir, dans ses fonctions à la Maison Blanche, contribué à « restaurer le leadership américain ».

M. Robert McFarlane : l'impossible synthèse

De notre correspondant

La gauche républicaine et la droite démocrate avaient accueilli avec satisfaction, en octobre 1983, la promotion de M. Robert McFarlane au poste, qu'il quitta aujourd'hui, de conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale. Cette satisfaction du centre de l'échiquier politique américain n'aura pas été déçue car « Bud »



SZLAMANN

(c'est son surnom) aura sans doute été d'une aide décisive pour tous ceux, M. Schultz en tête, qui souhaitent réamorcer le dialogue avec l'URSS.

Sans lui, le rapport de forces entre le département d'Etat et le Pentagone eût été différent. M. Weinberger aurait pu avoir plus de succès dans ses ardens plaidoyers en faveur de la poursuite d'une simple politique de réduction du poids relatif de l'URSS sur la scène internationale et le sommet de Gorbachev n'eût peut-être pas eu lieu. Cette influence, M. McFarlane la tenait évidemment de ses fonctions car le conseiller pour les affaires de sécurité nationale (c'est-à-dire de défense et de politique étrangère) est l'homme qui rédige les synthèses, passe les notes, formule les options et donne quotidiennement des explications orales au président.

S'il a voulu exercer cette influence, dans le sens qu'il a choisi, c'est que, à quarante-huit ans, ce fils d'un représentant démocrate du

Texas n'a pas été formé à l'école des idéologues néo-conservateurs mais à celle du conservatisme pragmatique. Ancien des « marines » avec lesquels il a combattu au Vietnam et dont il est lieutenant-colonel, Bud McFarlane a fait ses premières armes en haute politique comme assistant (de 1973 à 1975) du plus célèbre de ses prédécesseurs, Henri Kissinger. Sous la présidence de M. Ford, il devait rester deux ans au Conseil national de sécurité dont avait alors la charge M. Scowcroft, un homme tout aussi modéré.

Quand M. Carter est élu, Bud McFarlane reprend brièvement du service dans les « marines », puis vient un collaborateur, très apprécié pour son efficacité et son sens du compromis, de la puissante commission des forces armées du Sénat. C'est de cette période qu'il gardera de très solides amitiés parmi les élus modérés des deux partis, et c'est sa réputation de pilier des administrations républicaines précédentes qui le fait appeler au département d'Etat par M. Haig, après la première élection de M. Reagan.

L'ancien secrétaire d'Etat n'est certes pas d'un tempérament conciliant, mais Robert McFarlane sera précisément à ses côtés celui qui adoucit les angles et connaît les dossiers. En 1982, lorsque M. William Clark est nommé au Conseil national de sécurité, il prend Bud comme adjoint. Un an plus tard, il lui cédera cette place qu'il n'aimait guère. Entre-temps, M. McFarlane aura été le représentant personnel du président pour le Proche-Orient - domaine dans lequel l'échec est pardonné d'avance - mais qui lui a permis de se faire connaître.

Résumé, les traits encore poignants malgré les années et les cheveux grisonnants, plus portés sur la réflexion qu'à l'agitation sur le devant de la scène, il agaçait beaucoup de journalistes qui lui reprochaient un manque de caractère du sens de la formule, son peu de penchant pour les faits et son goût des grands développements philosophiques. Peu donc pour les relations publiques, il l'était cependant assez dans sa tâche pour avoir, en restant l'homme de la synthèse et de la médiation, toujours à l'avant-garde d'une politique qui mené aux entretiens en tête à tête de M. Reagan, avec M. Gorbachev. Après le succès de Genève, il part en beauté, mais fatigué sans doute d'avoir passé le plus clair de son temps à jouer les arbitres.

BERNARD GUETTA.

M. John Poindexter : efficace et discret

De notre correspondant

Nouveau conseiller du président américain pour les affaires de sécurité nationale, le vice-amiral John Poindexter est un marin connu pour une chose. C'est lui qui, quelques heures avant l'intervention militaire des Etats-Unis à la Grenade, avait fait dire par le porte-parole de la Maison Blanche que les rumeurs circulant à ce sujet étaient « préposterons » (grotesques).

Compte tenu de l'horreur que les Américains professent pour le mensonge, l'affaire avait créé un sérieux tohu-bohu. Mais, tandis que le malheureux porte-parole se faisait incendier par tout le corps de presse P la Maison Blanche, le vice-amiral avait, lui, tranquillement continué de signer à ses occupations de numéro deux du Conseil national de sécurité, poste que lui avait attribué, en octobre 1983, M. McFarlane, auquel il succède aujourd'hui.

Le vice-amiral se souciait du scandale comme d'une guigne et allait entrer, pour exactement deux ans, dans l'ombre qu'il affectionne et n'en sortit que sur un coup de maître. C'est en effet à lui qu'est revenu, en octobre dernier, le mérite d'avoir organisé sans une faille technique et avec, dit-on, un calme remarquable le détournement sur l'île de Boeie égyptienne dans lequel se trouvaient les auteurs de la prise d'otages de l'Achille-Lauro.

Le hasard seul lui avait valu cet honneur, car M. McFarlane se trouvait ce jour-là en déplacement avec M. Reagan. Mais la maîtrise avec laquelle il sut exploiter l'occasion n'est certainement pas étrangère à sa promotion.

Un militaire de carrière

Deux moments, c'est peu pour connaître un homme qui va s'asseoir dans le fauteuil qu'occupent MM. Henri Kissinger et Zbigniew Brzezinski, mais ils résument bien pourtant les traits essentiels de ce soldat de quarante-neuf ans. Militaire de carrière - et de rapide carrière - sorti major de l'Académie navale et spécialiste de physique nucléaire, John Poindexter est avant tout un homme d'appareil, efficace et discret.

C'est ensuite quelqu'un que n'effraye pas l'idée d'utiliser la force à l'appui de la diplomatie -

ce qui ne le range pas, en soi, parmi les réagistes les plus conservateurs, puisque ce trait est commun à l'ensemble de l'équipe au pouvoir, y compris M. Schultz. C'est enfin un homme qui ne s'était jamais directement frotté à la politique avant de rejoindre le Conseil national de sécurité en 1981.

Le principal conseiller de M. Reagan pour les questions de défense et de politique étrangère est



SZLAMANN

en ce sens, désormais, une personnalité sans relations réelles au Congrès, ni dans la presse, les États-majors des partis ou les grands courants idéologiques.

C'est là une situation à peu près neuve et qui laisse naturellement penser, a priori, que la fonction confiée à John Poindexter aura demain une importance beaucoup moins grande que sous M. McFarlane et, cela va sans dire, sous M. Kissinger. La sagesse commande pourtant de laisser au nouveau venu le bénéfice du doute, car il a pris soin, avant d'accepter l'offre de M. Reagan, de se faire confirmer qu'il aurait accès direct au bureau ovale présidentiel.

Le problème pour lui est qu'il trouvera sur son chemin le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, dont la volonté d'exercer son contrôle sur la politique étrangère a eu raison de la patience de M. McFarlane.

B. G.

LE PRÉSIDENT ET LES EXTRATERRESTRES

Fallston (Maryland) (AFP). - Le président Ronald Reagan a révisé mercredi 4 décembre qu'il avait invité M. Mikhaïl Gorbatchev lors du sommet de Genève à réfléchir sur l'éventualité d'une menace d'extra-terrestres et sur la réconciliation américano-soviétique qui en résulterait.

M. Reagan a confié aux élèves du lycée de Fallston, dans le Maryland, qu'il avait demandé au numéro un soviétique : « Pensez comme (votre) tâche et la mienne seraient facilitées si ce monde était soudain menacé par des espèces venues d'autres planètes au dehors de cet univers. Nous oublierions toutes nos divergences locales et nous nous rendrions compte une fois pour toutes que nous sommes des êtres humains vivant ensemble sur cette Terre ».

Le président des Etats-Unis, qui a mis son projet de défense spatiale (la « guerre des étoiles ») au centre de son approche du désarmement, n'a pas précisé quelle réaction ses propos avaient suscité de la part de M. Gorbatchev.

M. Reagan a aussi exhorté le secrétaire général soviétique, et il a déclaré à son auditoire, « à faire reculer les barrières qui séparent nos deux peuples ».

UN NOUVEAU MEMBRE DE LA FAMILLE KENNEDY ENTRE EN POLITIQUE

Boston (AFP). - La dynastie des Kennedy se perpétue avec l'entrée dans la vie politique américaine d'un nouveau prétendant : Joseph, 33 ans, fils aîné du sénateur Robert F. Kennedy, assassiné en 1968.

Joseph Kennedy a annoncé mercredi 4 décembre à Boston qu'il briguerait, l'an prochain, le siège de représentant qu'avait occupé son oncle John Fitzgerald dans le Massachusetts - fief de la famille - entre 1946 et 1952 avant de devenir sénateur, puis président des Etats-Unis.

Le neveu de l'ancien chef de l'Etat a précisé qu'il entrerait en campagne le 13 janvier prochain pour tenter d'obtenir l'investiture du Parti démocrate pour le poste de représentant du huitième district de Boston, laissé vacant par le « speaker » (président) de la Chambre des représentants, M. Thomas « Tip » O'Neill. Au moins huit autres candidats ont annoncé leur intention de participer aux primaires démocrates dans ce district, en septembre 1986.

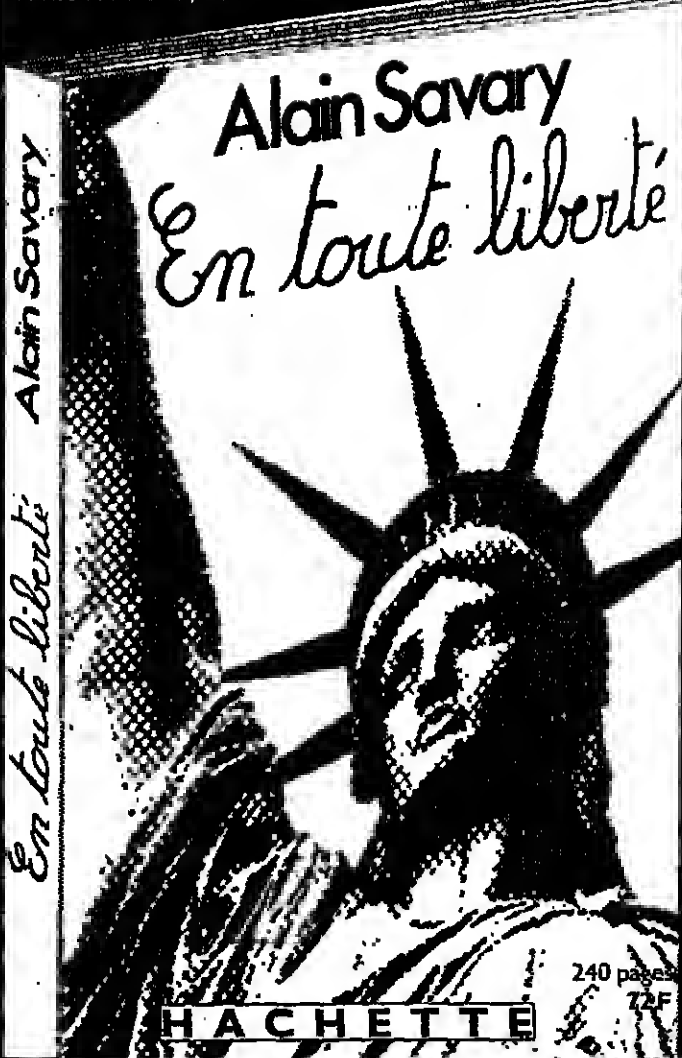
« Joseph ferait un remarquable membre du Congrès », a affirmé son oncle Edward Kennedy sénateur démocrate du Massachusetts.

« Du pétard qu'il avait entre les mains, Alain Savary a su mesurer toute la capacité explosive... »

François Furet, *Le Nouvel Observateur*

« Une contribution capitale à l'autopsie d'un projet dont le retrait fut un événement décisif du septennat... »

René Rémond, *Le Monde*



De l'hôpital au cabinet médical

tonus

c'est la puissance confraternelle

TONUS, deux fois par semaine - 48 000 exemplaires - 29, rue du Dou Poissonniers - 75 009 Paris. Tél : 42-47-13-17

Chili

Un membre de la junte se prononce pour une ouverture démocratique

Le général Pinochet a confirmé, mercredi 4 décembre, qu'il entend rester au pouvoir au-delà de 1993, date de la fin de son mandat, afin de « lutter à l'avant-garde contre le marxisme ». Le chef de l'Etat chilien s'exprimait au cours d'un déjeuner offert à l'occasion de sa visite à Orsuno, à près de 1 000 kilomètres de Santiago, une des étapes de sa tournée dans le sud du pays.

« Je ne demande rien pour moi-même, sinon un poste pour lutter contre le marxisme », a affirmé le général Pinochet, précisant que « l'ennemi » ne perdait pas une minute et que l'URSS dépensait chaque année 200 millions de dollars pour mener une campagne de désinformation contre le Chili.

Ces déclarations interviennent aussitôt après que le commandant en chef de l'armée de l'air, membre de la junte au pouvoir, eut estimé qu'il « était grand temps » que le gouvernement du président Pinochet rende possible un dialogue avec les secteurs qui demandent le rétablissement de la démocratie. « Nous autres membres du gouvernement militaire, nous n'avons pas su nous

ouvrir, ni engager le dialogue », a observé le général Matthei lors d'une conférence de presse mercredi à Santiago. Il s'est également déclaré favorable à « l'accord national » du 25 août, élaboré par onze courants de l'opposition (de la droite conservatrice aux socialistes) et qui propose des élections libres destinées à restaurer la démocratie.

Malgré la mise en garde adressée aux diplomates par le général Pinochet, le nouvel ambassadeur américain à Santiago, M. Harry Barnes, a lui aussi estimé que le Chili doit rejoindre « les nations démocratiques de l'hémisphère ». Le diplomate américain, qui est en poste depuis le 18 novembre dernier, a déclaré devant la Chambre de commerce américano-chilienne qu'il « porterait un intérêt tout particulier » au rétablissement des institutions démocratiques au Chili.

Pendant ce temps, la répression se poursuit dans les milieux de l'opposition. Le Père jésuite Renato Hevia, directeur de la revue catholique *Mensaje*, a été arrêté mercredi dans la capitale et doit être jugé pour

avoir vivement critiqué le président chilien dans divers articles de la publication mensuelle. Il a été accusé d'avoir violé la loi sur la sécurité intérieure de l'Etat.

Le sort des prisonniers politiques

Une délégation mandatée par la Fédération internationale des droits de l'homme s'est d'ailleurs rendue à Santiago ces derniers jours pour enquêter sur le sort des prisonniers politiques chiliens. Les trois cent vingt-cinq personnes recensées vivent à la merci des décrets de droit commun, utilisés par les autorités pour les intimider ou les éliminer purement et simplement, ont affirmé à leur retour à Paris le docteur Bernard Tayon et l'avocat François Julien-Laferrère. Chant de chiffres du vicar de la solidarité, ils ont, d'autre part, indiqué que sept cent soixante mille personnes ont été détenues pour des durées diverses au Chili, de septembre 1984 à septembre 1985, ce qui représente 6,5 % de la population.

Les prisonniers politiques, convaincus qu'ils vont mourir l'un après l'autre, victimes des sévices perpétrés par les décrets de droit commun, ont indiqué qu'ils envisagent une « action dure », préférant « mourir en combattant que de se laisser abattre sans rien faire ». Ils ont tous indiqué avoir été torturés, parfois en présence de médecins militaires. De telles pratiques ont d'ailleurs conduit le collège des médecins (l'équivalent du conseil de l'ordre français, mais sans rôle institutionnel) à exclure un certain nombre de praticiens ainsi mis en cause. La Croix-Rouge internationale est la seule à pouvoir examiner les prisonniers mais est tenue au silence pour pouvoir continuer son action à l'intérieur des prisons, ont précisé MM. Tayon et Julien-Laferrère.

Dans tous le pays, d'autre part, des attentats continuent à être commis. Des explosions ont fait un mort et huit blessés, mardi, à Santiago, et près de Valparaíso un fonctionnaire a été tué par des charges de dynamite placées sous un auto-

New York, Boston, Washington. 3 entrées au choix pour les USA.



Vois quotidiens de Paris CDG 1 vers New York pour 3.990F*, Boston pour 3.780F** et Washington pour 4.255F* Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47 20 62 11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.



* Tarif Loisirs.
** Tarif Super Apex.

صلى الله عليه وسلم

ASIE

Chine

La contestation des étudiants, signe du malaise social

Le Parti communiste chinois a clairement et fermement mis en garde les étudiants contre toute tentative de poursuite « sans fin des manifestations politiques » qui agitent sporadiquement les universités de Pékin et de province depuis plusieurs mois. Citant le secrétaire général du parti, M. Hu Yaobang, un éditorial paru mardi 3 décembre à la une du *Quotidien*

du peuple rappelle que l'heure est à la modernisation et non plus à la lutte des classes, au progrès économique et social, pas au chaos de la révolution culturelle. « Toute critique de notre parti et de notre gouvernement, toute demande individuelle, doivent emprunter des voies normales et démocratiques. Toute autre forme de revendication de nature à porter atteinte à l'excellente situation prévalant aujourd'hui ne sera pas tolérée », précise le *Quotidien du peuple*. Cette mise en garde solennelle semble témoigner de l'importance du malaise étudiant comme des préoccupations des autorités, jusqu'ici impuissantes à le dissiper.

temps imposés. Bien des étudiants voudraient que cela change : ils trouvent les réformes de l'enseignement supérieur insuffisantes et trop lentes et l'administration académique inefficace ou incompétente. A cela s'ajoutent le rôle de certains enseignants, mécontents de la suppression de la titularisation à vie et de la possibilité de transmettre leur chaire à leur fils.

De notre correspondant

Pékin. — Que va-t-il se passer, lundi 9 décembre, lors du cinquantième anniversaire de l'incident du 9 décembre 1935 au cours duquel les étudiants de Pékin manifestèrent contre l'impérialisme japonais ?

Les autorités avaient toléré, sinon encouragé, la manifestation estudiantine du 18 septembre dernier commémorant l'invasion de la Mandchourie par le Japon en 1931. Depuis lors, dépassées par les mouvements de protestation, elles veulent que le 9 décembre soit célébré dans l'ordre. Les dirigeants politiques font le tour des campus, la presse et la télévision publient articles, commentaires et interviews de « vétérans » visant tous à détourner l'attention des étudiants du problème japonais en « intégrant la glorieuse tradition du 9 décembre avec l'ouverture sur le monde extérieur, la réforme et la construction du pays ».

Reste à savoir si ce rappel à l'ordre sera efficace. Le sentiment anti-japonais demeure mobilisateur, tant chez les anciens, qui se souviennent des crimes de l'occupant, que chez les moins jeunes, pour qui les produits japonais sont devenus symbole de prospérité, mais aussi, sans doute, des différences de niveau

social entre ceux qui en possèdent et ceux qui n'en ont pas. D'autant que la campagne gouvernementale de septembre contre le nationalisme nippon et contre l'accroissement du déficit commercial entre les deux pays n'a pas été sans effet dans la population.

Mais il ne faudrait pas prendre l'effet pour la cause. Si le terrain anti-japonais est favorable aux manifestations d'étudiants, l'origine du mécontentement est différente, et plus... chinoise. Ce qui explique l'inquiétude des autorités. Selon un document du PCC cité par la revue de Hongkong *Cheng Ming*, l'agitation estudiantine représente « le défi le plus sérieux depuis la chute de la bande des quatre ». On attendait des difficultés du côté des militaires, forcés de démobiler le quart de leurs effectifs, mais c'est dans la jeunesse que fleurit la contestation.

Si le parti refuse pour le moment d'employer la manière forte, il n'en est pas moins décidé à résorber le mouvement avant qu'il ne prenne trop d'extension. Car déjà les manifestations se sont étendues à plusieurs villes du pays. Les étudiants de diverses universités ont établi des contacts, se rendent dans les provinces. Il est donc d'autant plus difficile de circonscire l'agitation. Les étudiants sont mécontents des dérapages de la politique de réformes, en particulier de la hausse des prix et de la corruption. Depuis le début de la réforme urbaine, il y a un an, le prix des produits alimentaires à Pékin a augmenté d'au moins 50 %. La population, habituée depuis 1949 à une inflation voisine de zéro, accepte mal ces phénomènes. Quant à la corruption, s'il est impossible de la quantifier, il est évident qu'elle fleurit parallèlement à l'augmentation du niveau de vie. Elle a redonné naissance à la prostitution.

Dépolitisés depuis plusieurs années (les autorités ayant réduit l'endoctrinement politique au profit des études), les étudiants ne se sentent plus guère concernés par les objectifs du parti. Ils veulent une société plus juste, mais aussi des conditions de travail et de vie meilleures, alors qu'elles sont souvent déplorables sur les campus surpeuplés. Ainsi, la semaine dernière, à l'université Qinghua de Pékin, il y a eu une grève de la cantine. Au printemps dernier, les étudiants de Beida, l'autre grande université de la capitale, avaient manifesté contre une réduction des bourses et obtenu satisfaction.

Les places dans les universités sont chères en raison d'une sélection implacable : le nombre des étudiants chinois est proche de celui des Français pour une population vingt fois plus importante. Les débouchés, pas toujours exaltants, sont la plupart du

temps imposés. Bien des étudiants voudraient que cela change : ils trouvent les réformes de l'enseignement supérieur insuffisantes et trop lentes et l'administration académique inefficace ou incompétente. A cela s'ajoutent le rôle de certains enseignants, mécontents de la suppression de la titularisation à vie et de la possibilité de transmettre leur chaire à leur fils.

Toujours à l'avant-garde de la contestation depuis le début du siècle, que ce soit contre les Mandchous, les « impérialistes occidentaux », les Japonais, le Kuomintang ou pendant la révolution culturelle, les étudiants chinois reprennent aujourd'hui du service. C'est un signe du malaise que connaît actuellement la société chinoise, bouleversée par une ouverture brutale après des décennies de repli frileux et qui confond parfois les excès des réformes avec les réformes elles-mêmes. C'est également un signe que les Chinois, avec la timide libéralisation, redécouvrent des gens comme les autres, et respirent la contestation, sans pour cela tomber dans les extrêmes de la révolution culturelle. Le défi est d'autant plus sérieux pour M. Deng Xiaoping et ses amis que c'est sur cette même jeunesse qu'ils comptent pour consolider leur politique d'ouverture et de réformes.

PATRICE DE BEER.

Prochaine reprise des liaisons aériennes avec la Mongolie

Pékin. — Les liaisons aériennes entre la Chine et la Mongolie seront rétablies l'année prochaine après une interruption de près de vingt ans, a annoncé jeudi 5 décembre un porte-parole de l'ambassade de Mongolie à Pékin. La fréquence des vols dépendra du nombre des passagers.

entre Pékin et Moscou, se sont améliorées ces dernières années. La Mongolie, ancienne province chinoise, amorcée le déplacement de 25 000 soldats soviétiques à sa frontière avec la Chine. A Oulan-Bator, on affirme que le contingent de l'armée rouge se retirera lorsque Pékin aura abandonné sa « politique d'annexion » à l'égard de la Mongolie. — (Reuters.)

Inde

● **Grave fuite de gaz à New Delhi.** — Des centaines de milliers d'habitants de New Delhi ont été affectés par une fuite de gaz nocif survenue mercredi 4 décembre dans une usine chimique de la capitale. Quarante personnes au moins, sur les 250 admises à l'hôpital, sont toujours hospitalisées dont six dans un état critique.

laquelle 2 500 personnes avaient été tuées par une fuite de gaz toxique (le *Monde* du 5 décembre). A New Delhi, la fuite s'est produite après l'effondrement d'une cheminée contenant 40 tonnes d'acide sulfurique, un liquide très corrosif, qui a sauté et dans les égouts, provoquant, en contact de l'eau, des émanations d'anhydride sulfurique. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

M. KADDOUMI ET LA MORT DE LÉON KLINGHOFFER

Dans une déclaration, mercredi 4 décembre, lors d'un dîner organisé par la Ligue arabe, à New-York, le dirigeant palestinien Farouk Kaddoumi a estimé que Léon Klinghoffer, le savant juif new-yorkais, tué par les pirates de l'Achille-Lauro — autopsie et témoignages en font foi — avait en fait « peut-être été poussé par-dessus bord par un homme pour sauver l'assurance ». M. Kaddoumi, dont les propos ont été rapportés par les agences Reuters et AFP, est le chef du département politique de l'OLP.

● **Les relations entre Israël et le bloc de l'Est.** — Le président Chaim Herzog, premier chef de l'Etat israélien à participer au congrès du parti communiste Rakah, a déclaré à cette occasion, mercredi 4 décembre, que son pays n'était pas « hostile à l'URSS » et souhaitait « une amélioration des relations avec l'ensemble des pays communistes ». Les précédents présidents avaient toujours évité tout contact avec le Rakah, en raison de son alignement sur les positions soviétiques. La radio nationale a qualifié la présence de M. Herzog au congrès de geste en direction de Moscou. — (Reuters.)

● **RECTIFICATIF.** — Une faute d'impression a dénaturé le sens d'une phrase dans l'article de notre correspondant au Caire, publié dans la première édition du *Monde* du 5 décembre. Il fallait lire : « Elle (la diplomatie égyptienne) espère une rapide réintégration au sein de la Ligue arabe en comptant sur les bons offices de l'OLP ». Et non pas, évidemment : « ... sur les officiers de l'OLP... ».

ON ANNONCE LA RENAISSANCE DES NOUVELLES LITTÉRAIRES.



Je croyais qu'ils avaient été rachetés par Tapie.

LES NOUVELLES Littéraires

LETTRES, SPECTACLES, ARTS, SCIENCES ET TECHNIQUES, VOYAGES, COMMUNICATION. 30 F.

Cadres de l'Exportation

L'E.N.E. VOUS PROPOSE :

Un cycle de Perfectionnement des Cadres de l'Exportation, le C.P.C.E. Enseignement à temps partiel pour mener parallèlement votre activité professionnelle et votre formation. Des méthodes pédagogiques inductives. Des programmes de conférences en accord avec les réalités de la compétition économique internationale. Une formation polyvalente et performante. L'E.N.E. Des professionnels de l'exportation pour des professionnels. Un enseignement opérationnel pour la maîtrise de l'ouverture internationale de l'entreprise et l'approche des cultures et des modes de communication.

Ecole Nationale d'Exportation



Établissement privé d'enseignement technique supérieur reconnu par l'État. Formation de techniciens, cadres et dirigeants. C.P.C.E. : Date limite des inscriptions le 20/12/85. 10 avenue d'Iéna - 75016 Paris - Tél. (1) 45.05.35.00. Télex : 611934 F.

Pour recevoir le programme du cycle et un dossier de candidature, téléphonez au (1) 45.05.35.00 ou renvoyez le coupon ci-joint.

NOM _____ Prénom _____
Fonction _____
Entreprise _____
Adresse _____
Tél. _____

Désire recevoir le programme du cycle C.P.C.E. accompagné du dossier de candidature.

crise ouverte et la cl

Polemique à propos du p

Une démarche après de M. M

LES VOLS A DESTINANCE DU GOLFE ARABIQUE ESTAR EQUIPES

EUROPE

AFRIQUE

Italie

Crise ouverte entre la magistrature et la classe politique

De notre correspondant

Rome. — Une crise institutionnelle sérieuse s'est ouverte, le mercredi 4 décembre, en Italie. Les vingt juges du Conseil supérieur de la magistrature, élus par leurs collègues des palais de justice, ont envoyé leur démission au chef de l'Etat, président de droit de cette instance créée en 1958 pour assurer en particulier la gestion des carrières des magistrats et l'indépendance du troisième pouvoir face à l'exécutif. Les dix membres du CSM élus par le Parlement ont refusé en revanche son fonction — pour peu de temps il est vrai, puisque le renouvellement de l'instance constitutionnelle était prévu pour le début de février.

A l'origine de ce geste sans précédent se trouve une affaire complexe, dont le dernier acte a été une lettre envoyée, mardi, par le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga, au CSM, lui faisant interdiction de porter à son ordre du jour un débat sur certains faits et gestes du président du conseil, M. Bettino Craxi.

Celui-ci avait, le 27 novembre, fait, contre une décision de justice, une des violentes « sorties » dont il est coutumier. Il avait très vivement critiqué une sentence du tribunal de Rome condamnant à des peines de prison le directeur du quotidien socialiste *l'Avanti*, M. Ugo Intini, et trois de ses journalistes, ainsi que deux parlementaires du PS.

A l'origine, le procès Tobagi, du nom d'un journaliste tombé le 28 mai 1980 sous les balles d'un terroriste d'extrême gauche, Marco

Barbone. L'assassin, s'étant « repenti », avait livré des informations qui ont permis l'arrestation de plusieurs dizaines de ses camarades, parmi lesquels ses complices dans l'assassinat de Walter Tobagi. Lors du procès, Marco Barbone, en vertu de la loi sur le repentir, avait bénéficié d'un traitement de faveur : une condamnation à huit ans et demi de prison, suivie assez rapidement d'une mise en liberté provisoire. C'est pour avoir critiqué ce jugement rendu en novembre 1983 par le procureur Armando Spataro que les journalistes d'*l'Avanti* ont été condamnés. Alors que la loi sur le repentir est vivement contestée dans certains secteurs de l'opinion, cette affaire apparaît comme particulièrement scandaleuse : un assassin en liberté alors que ceux qui dénonçaient ce « droit de justice légal » étaient menacés d'empêchement.

Le pouvoir des juges

Sur cet excellent terrain, M. Craxi a donc attaqué directement la sentence légitime prononcée contre les assassins de Walter Tobagi. « Nous confirmons une à une les sévères critiques portées par nos compagnons condamnés (le directeur d'*l'Avanti*, ses collaborateurs et les deux parlementaires socialistes) sur le comportement de la magistrature ». Le premier ministre a ajouté que le procès Tobagi avait été « un chapitre obscur de la vie démocratique ».

Aussitôt les magistrats de toute l'Italie se sont mobilisés en faveur de leur collègue Spataro attaqué par

M. Craxi. L'abaissement a été la démission, le 4 décembre, des juges du Conseil supérieur de la magistrature.

En réalité, cette affaire s'inscrit dans le cadre d'un contentieux beaucoup plus vaste qui oppose la classe politique d'un côté à la justice, de l'autre. Tous les partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ont d'ailleurs approuvé l'initiative du président Cossiga interdisant au CSM de débattre sur la mise en cause de leur collègue par M. Craxi. Dans l'Italie des « années de plomb », les juges ont en effet largement pris, dans la défense de l'Etat contre les attaques du terrorisme, le relais d'une classe politique divisée et parfois incertaine. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs payé de leur vie leur attitude sans concession. Mais il est de fait que, les choses désormais rentrées dans l'ordre, les magistrats ont, eux, du mal à rentrer dans le rang et à renouer à un certain « interventionisme ». Le PS est sans doute de toutes les grandes formations la plus intolérante à l'égard de ce « pouvoir des juges ». C'est-à-dire, il est vrai, qu'il a eu plus d'une fois l'occasion de censurer des actes répréhensibles de dirigeants socialistes compromis dans des scandales. Le 8 août dernier encore l'ancien président du parti pour la Ligurie, M. Alberto Teardo, a été condamné à douze ans et neuf mois de prison pour concussion, corruption et association de malfaiteurs. L'affaire « Tobagi-Intini » est donc bien, par delà ses aspects circonstanciels, une crise institutionnelle de première grandeur.

JEAN-PIERRE CLERC.

Polémique turco-américaine à propos du génocide des Arméniens

Alors que le Congrès américain a entrepris, mardi 3 décembre, l'examen d'un projet de résolution qualifiant de « génocide » le massacre des Arméniens pendant et après la première guerre mondiale, les protestations se multiplient en Turquie contre cette résolution. « *Refleks* bien, *Oncle Sam* », titrait, mercredi à la « une », le quotidien *Hürriyet*, tandis que de nombreuses organisations turques, parmi lesquelles des partis politiques, des syndicats et des associations d'émigrés, adressaient des télégrammes de protesta-

tion au Congrès et à la Maison Blanche. Le texte, présenté par le représentant démocrate californien Tony Coelho, propose de faire du 24 avril (jour où les Arméniens commémorent ces massacres) : « une journée nationale du souvenir des actes inhumains commis par l'homme contre l'homme ». Une résolution similaire avait déjà été présentée au Congrès le 5 juin dernier, avec 233 voix pour et 190 contre, elle avait été rejetée à la majorité des deux tiers requise. M. Bulent Akar-

call, porte-parole du parti au pouvoir à Ankara, a déclaré, mardi, que « ce jour de commémoration ne reflète pas la réalité historique » et que l'adoption d'un tel texte « encouragerait la terreur internationale et nuirait gravement aux relations turco-américaines ».

Le thème central de ces relations est actuellement le renouvellement de l'accord d'aide économique et militaire à la Turquie. Des difficultés d'approvisionnement sont en cours qui devraient se conclure vers la mi-décembre. La Turquie réclame une aide militaire accrue, dont l'augmentation annuelle serait fixée à 10 pour cent. Elle voudrait aussi que soit remis en cause le rapport de 7 à 10 existant traditionnellement entre l'aide allouée par les Américains à la Grèce et celle qu'ils accordent à la Turquie. Enfin, elle demande que des unités comme Chypre ou la question arménienne n'interfèrent plus dans les débats du Congrès à propos du montant de l'aide. Autant de revendications que l'administration américaine n'est guère en mesure de satisfaire.

« *Nouvel attentat des CCC en Belgique* ». Un attentat à la bombe, qui a provoqué d'importants dégâts matériels mais n'a pas fait de victimes, a été commis mercredi 4 décembre à Anvers contre le siège local de la Bank of America. L'attentat a été revendiqué par les Cellules communistes combattantes (CCC). Le personnel de la banque a été préalablement averti de l'imminence de l'explosion par les auteurs de l'attentat. Il s'agit d'un attentat de ce type revendiqué en quatorze mois par les CCC, un groupe clandestin d'extrême gauche dont les conquêtes belges pensent qu'il a des liens étroits avec Action directe en France et la Fraction armée rouge en Allemagne. (A.F.P.)

Une démarche auprès de M. Mitterrand

Plusieurs personnalités, dont quatre prix Nobel, ont adressé une lettre au président Mitterrand, dans laquelle elles lui demandent de soumettre à ses parlementaires européens « une proposition de résolution en vue de la reconnaissance du génocide des Arméniens ».

« La nation arménienne », dit le texte, « a vécu en 1915 un génocide où plus d'un million deux cent mille personnes ont disparu, victimes d'un plan d'extermination conçu et exécuté par le gouvernement turc de l'époque. »

avec le souci de faire respecter les droits élémentaires de l'homme, vous avez estimé impossible de garder le silence sur l'appréhension de ces événements, et, à ce titre, la France, par votre intermédiaire, a reconnu le fait historique du génocide des Arméniens en 1915.

« Nous pensons que cette reconnaissance devrait également émaner de tous les Etats européens attachés aux principes universels des droits de l'homme. »

La lettre est signée par : Sean Nio Brade, prix Nobel de la paix (Irlande); Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix (Argentine); Günter Grass, écrivain (RFA); Alberto Moravia, écrivain (Italie); Louis Neel, prix Nobel de physique (France); Françoise Rigaux, président du tribunal permanent des peuples (Belgique); Georges Wald, prix Nobel de biologie (USA).

Zimbabwe

Le difficile choix des Blancs

Quelque quatre-vingt mille Blancs, sur les deux cent mille qui vivaient dans l'ancienne Rhodésie avant l'indépendance, ont été placés cette semaine devant un choix difficile : adopter la citoyenneté zimbabwéenne ou conserver leur passeport britannique. La possibilité de garder une double nationalité avait été posée en principe lors des négociations qui, en 1979, sous l'égide de Londres, aboutirent à l'indépendance d'un an plus tard. Les autorités n'ont pas respecté cet engagement, et ont décidé de procéder à un « test de loyauté ». Ceux qui ont fait le second choix pourront en principe continuer à vivre dans le pays, mais ils n'auront pas le droit de vote.

Selon les premiers chiffres connus, vingt mille personnes ont opté pour la nationalité zimbabwéenne et un nombre égal ont pris la décision contraire. Deux événements ont contribué à rendre ce choix particulièrement difficile : l'assassinat d'une personnalité blanche et les démentis de l'ancien premier ministre, M. Ian Smith, avec le parti de M. Mugabe, son successeur, Douglas Colard « Boss » Litford, propriétaire de terres, à la tête d'une des plus grosses fortunes du pays, a été abattu par des inconnus le 29 novembre. Cofondateur du Front rhodésien, que

dirige M. Ian Smith, il demeurait le président honoraire de cette formation, devenue l'Alliance conservatrice. Une quarantaine d'exploitants agricoles blancs ont été assassinés depuis 1980. La plupart de ces crimes ont été commis dans la province du Matabeland, que le pouvoir central contrôle mal. M. Litford, lui, a trouvé la mort à seulement une trentaine de kilomètres de la capitale.

De quoi inquiéter ceux des Blancs qui ne s'étaient pas repliés en Grande-Bretagne ou dans cette Afrique du Sud devenue à son tour un asile précaire. Jusqu'à présent, Harare et ses environs étaient sûrs. Les Blancs, surtout ceux qui ne travaillent pas dans les grandes firmes indépendantes de l'économie nationale, ont adopté un profil bas. Beaucoup de jeunes estimant qu'ils n'ont plus d'avenir au Zimbabwe, mais leurs parents paraissent vouloir finir paisiblement leur vie dans ce pays. Dans les rues hautes d'Harare, nombreux sont encore les vieux couples hors du temps, plus « british » que nature.

M. Ian Smith sur la sellette.

Cette communauté a cependant exprimé ses sentiments profonds en juin lors des élections

législatives pour l'attribution des vingt sièges que la Constitution — disposition temporaire — réserve pour les Blancs au Parlement, contre quatre-vingts aux Noirs. Le parti de M. Ian Smith a remporté quinze sièges, et les indépendants, mieux disposés à l'égard de M. Mugabe, seulement cinq.

« Les choses deviendront très difficiles, vraiment très difficiles, pour les racistes qui ont voté Smith », avait aussitôt averti le premier ministre. Insensible à la menace, le chef de l'Alliance conservatrice a dénoncé l'évolution du Zimbabwe vers un système à parti unique et ses orientations marxistes. « Dans mon cœur, le Zimbabwe est toujours la Rhodésie », a-t-il dit à la télévision britannique.

Le parti de M. Mugabe a jugé ces propos « intolérables » et a obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire, qui sera présidée par un député indépendant blanc. Etrange destin que celui de M. Ian Smith, qui, après avoir dirigé la Rhodésie de 1965 à 1979, a dû s'accommoder du rôle de chef de l'opposition minoritaire dans un Parlement où il estime que les dés sont pipés. Il a opté pour la citoyenneté zimbabwéenne, mais il risque maintenant d'être exclu de l'Assemblée.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Tunisie

M. Sadek Allouche remplace M. Habib Achour à la tête de l'UGTT

De notre correspondant

Tunis. — A la suite de la rencontre qui a eu lieu mercredi 4 décembre entre le ministre du travail, M. Noureddine Hached, et les membres du bureau exécutif de la centrale ouvrière UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), une amorce de solution se dessine dans la crise syndicale qui pèse depuis plusieurs mois sur la vie politique tunisienne.

Un communiqué a précisé que le ministre et les syndicalistes se sont mis d'accord sur quatre points :

« La normalisation de la situation syndicale dans toutes les régions, sous la présidence des membres du bureau exécutif », qui se trouvent ainsi officiellement confirmés dans leur légitimité par le gouvernement. La plupart des locaux de l'UGTT ont été occupés, le plus souvent avec l'appui des autorités locales, par des « comités régionaux » se réclamant de la « base », qui se sont substitués, sans autre forme de procès, aux structures en place. Il s'agit donc de rétablir une légalité bâtarde en brèche, mais en tenant compte de l'existence de ces comités jouissant de la bienveillance du pouvoir.

« La libération des syndicalistes arrêtés. Selon les dirigeants de la centrale, ces derniers, interpellés pour la plupart en novembre, seraient encore au nombre d'une centaine.

« L'ouverture de négociations « franches et responsables » en vue de régler les problèmes sociaux en suspens. En outre, ce contentieux devrait donc figurer la question de l'augmentation des salaires, qui est à l'origine de la crise.

Si ces différentes dispositions donnent assez largement satisfaction aux revendications des syndicalistes, ceux-ci doivent en payer le prix. Bon gré mal gré, il leur a fallu accepter la condition que posait le gouvernement à tout arrangement : l'éviction du secrétaire général de la centrale de M. Habib Achour, qui se trouve assigné à résidence depuis le 8 novembre. La décision qui devrait être annoncée ce jeudi a été prise après d'âpres discussions par le bureau exécutif UGTT (1), qui a siégé lundi et mardi. La formule arrêtée tente de sauver les apparences : il sera précisé que la direction syndicale a procédé à une nouvelle répartition des tâches en son sein et a désigné M. Sadek Allouche en tant que secrétaire général, fonction dont il assume déjà l'intérim (le Monde du 15 novembre). Jusqu'à nouvel ordre, M. Achour demeurera donc membre de l'exécutif, les statuts de la centrale stipulant que seul le congrès — ou, à défaut, le conseil national — est habilité à l'écarter de cette instance ou à l'exclure de l'UGTT.

MICHEL DEURÉ.

(1) Les membres du bureau exécutif, plus les secrétaires généraux des unions régionales.

Tchad

M. HISSÈNE HABRÉ ÉVALUÉ A SEPT MILLE LE NOMBRE DES SOLDATS LIBYENS PRÉSENTS DANS LE NORD

La visite du colonel Kadhafi en Tchad, qui devait s'achever en principe jeudi 5 décembre, a eu lieu dans une grande discrétion. Aucune déclaration publique n'a été faite par les deux présidents. M. Ali Frikhi, chef de la diplomatie libyenne, s'est contenté d'indiquer que la question tchadienne avait été évoquée.

A Genève, nous indique notre correspondant Isabelle Vichnie, M. Hissène Habré, venu ouvrir la conférence du PNUD sur l'aide à son pays (le Monde du 5 décembre), a catégoriquement rejeté l'idée d'une force interafricaine d'interposition que M. Kadhafi aurait avancée devant le président Diouf.

A propos de la situation dans le Nord, le président Habré a dit : « La Libye occupe environ 500 000 kilomètres carrés de territoire tchadien, où vivent cent cinquante à cinq cent mille personnes. Elle y entretient une force d'environ sept mille hommes répartis en six bases principales, soutenues par 300 chars, 60 avions de différents types, et un matériel de défense contre avions sophistiqués comprenant des Crotales (de fabrication française) et des SAM, de fabrication soviétique. »

JEUX & STRATEGIE

PERES NOEL

Cette année, n'offrez pas n'importe quoi ! Choisissez bien grâce au GUIDE DE TOUS LES JEUX. C'est une grande première ! JEUX & STRATEGIE EN VENTE PARTOUT.

TOUS LES VOLS A DESTINATION OU EN PROVENANCE DU GOLFE SONT EFFECTUES EN TRISTAR EQUIPES



24 SIEGES PREMIERE CLASSE — 35 SIEGES BUSINESS CLASS 188 SIEGES EN ECONOMIE

LUNDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - ABUDHABI DEPART 22H30
MARDI - GF 022 PARIS CDG 1 - DOHA - ABUDHABI DEPART 22H30
MERCREDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - MUSCAT DEPART 22H30
VENDREDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - ABUDHABI DEPART 22H30
SAMEDI - GF 022 PARIS CDG 1 - DOHA - ABUDHABI DEPART 22H30

طيران الخليج
GULF AIR

LUNDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
MERCREDI - GF 023 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
JEUDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
SAMEDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
DIMANCHE - GF 023 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05

GULF AIR 117, CHAMPS-ELYSEES - PARIS 75008 - RESERVATIONS (16) 1 47-23-70-70 OU VOTRE AGENT DE VOYAGE

صلى الله عليه وسلم

صوتنا من الداخل

politique

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ANTILLES

M. Mitterrand insiste sur le développement économique des départements français d'outre-mer

De nos envoyés spéciaux

Fort-de-France. — « L'ami et frère socialiste », selon l'expression de M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, a été accueilli comme il convient à la Martinique, mercredi 4 décembre. Comme il convient, sans plus : couleures et chaleur antillaises, villes et villages pavés, cloches à toute volée, vingt et un coups de canon tirés par la frégate *Duguay-Trouin*, la « Chœur des esclaves », de Nabucco, de Verdi, qui est de patrimoine commun — à la droite et à la gauche, — craché par les haut-parleurs de la municipalité RPR de Morne-Rouge, bords de foule tropicaux à chaque étape ou presque.

Mais il n'y avait pas la foule des grands jours à Fort-de-France dans les jardins de la place de la Savane, près du monument aux morts, première étape obligée. Le général de Gaulle avait d'abord posé le pied à cet endroit en 1960 et 1964 : 50 000 personnes chaque fois. M. Valéry Giscard d'Estaing lui avait emboîté le pas en 1974, et la place était encore grouillante. Il est vrai que les opposants étaient venus en masse dire son fait au chef de l'Etat de l'époque, qui, bousculé par des groupes d'indépendantistes, n'avait pas pu franchir les 200 mètres qui séparent la préfecture de la mairie.

Mercréd, quelques milliers de personnes seulement avaient fait le déplacement. Les services chargés de la sécurité présidentielle avaient contribué à ce médiocre résultat. Le vieux Fort-de-France avait été inter-

dit à toute circulation la nuit précédente, à partir de 3 heures du matin, et la fourrière n'a fait des affaires d'or. Dans la matinée, des groupes de jeunes gens, manifestant pourtant une sagesse relative, avaient été expulsés du jardin de la Savane. La rue Victor-Séver, qui relie la préfecture à la mairie, était presque aussi déserte qu'un boulevard de la banlieue parisienne un dimanche matin d'hiver pluvieux. Seul le vieux théâtre municipal était bourré à craquer. Mais il ne compte guère que quatre cents places, au mieux.

Pourtant, les Martiniquais paraissent fort bien disposés à l'égard de M. François Mitterrand. L'envoyé spécial de l'Humanité a éprouvé toutes les peines du monde à obtenir, à l'arraché, des déclarations glanées dans les masses populaires pour faire dire que la crise, le chômage et tout le reste, c'est la faute aux socialistes. Elle disait « chômage », on lui répondait « Chirac » ou « Giscard ».

L'ami et frère

Pourtant, M. Aimé Césaire avait engagé ses amis à « faire une ovation » au visiteur. Et le poète a payé de sa personne, au théâtre, devant lequel on avait tendu une banderole que M. Mitterrand n'en a jamais vu en métropole : « Bienvenue à l'élu des travailleurs de France ». M. Césaire a salué une fois encore « L'ami et frère », « l'homme de Concorde et de Mexico », celui qui estime, comme lui, que « le sous-développement, voilà l'ennemi », celui aussi qui, à ses yeux, est capable de sortir les

Antilles « de l'infinie condition de l'éternel protégé, du perpétuel assisté ».

A ses « amis » et à ses « frères », M. Mitterrand est venu dire : « A l'heure qu'il est, réjouissons-nous. Je suis venu vous voir avec le volonte de vous connaître et de vous reconnaître ».

La faute majeure

On s'est donc réjoui. Plus dans les villages qu'à Fort-de-France. M. Mitterrand a été chaleureuse-

ment accueilli par trois maires d'union à Saint-Pierre (divers droite) et à Case-Pilote (UDF), où la population a manifesté joyeusement, en saluant le chef de l'Etat, son légitime et son attachement à la France. M. Mitterrand a aussi fait halte dans le village qui porte le nom de Victor Schoelcher, le principal artisan de l'abolition de l'esclavage, compagnon de Victor Hugo.

Il a salué le président de la République s'est recueilli devant la statue de ce héros, dont le socle porte gravée l'une de ses professions de foi : « Nulle terre française ne peut plus porter d'esclaves » — quatre ans

« L'ami et frère socialiste », selon l'expression d'Aimé Césaire, a pris des bains de foules... chaleureuses mais clairsemées

Après avoir déposé une rose sur son tombeau au Panthéon, le 21 mai 1981.

L'amitié a également prévalu au cours de cette première journée antillaise dans les échanges sur le bilan de la politique de la gauche outre-mer. M. Mitterrand n'avait aucune révélation à faire aux Martiniquais, aucun « paquet-cadeau » à leur offrir, mais ses interlocuteurs ne lui en ont pas fait grief. Dès son arrivée à Fort-de-France, le président a simplement tenu à « bien cadrer » sa démarche : la régionalisation a pour objectif d'adapter le département-

République française et leur légitime volonté d'épanouir leur propre culture. Pour M. Mitterrand, « la faute majeure » de nos républiques a été d'avoir « trop longtemps ignoré la nécessité de concilier ces deux aspirations. Le devoir de la France est de voir qu'elles représentent un vaste ensemble où chacun doit pouvoir s'accomplir », a-t-il dit.

Le chef de l'Etat a donc affirmé que le gouvernement avait sa raison d'accorder la priorité à la mise en place dans les départements d'outre-mer d'un nouveau système institutionnel. Les réformes engagées depuis 1981 constituent à ses yeux le « levier nécessaire » pour engager désormais la bataille du développement. Ce rappel s'adressait à ceux qui estiment qu'en privilégiant les réformes institutionnelles le gouvernement a négligé les dossiers économiques et sociaux.

La parade au plan Reagan

Pour le reste, il est apparu que M. Mitterrand ne fait pas un très grand cas du « plan Reagan » pour la Caraïbe qui va financer le développement des vingt-cinq pays parmi lesquels, beaucoup bénéficient déjà des accords de Lomé : « Il ne faut pas se lancer dans une concurrence, mais il est vrai que si d'un côté certains pays ont l'avantage de recevoir deux formes d'aide, il serait dommage que les départements d'outre-mer soient pénalisés. C'est un sujet que je traite et sur lequel je pense parvenir à des solutions raisonnables, car il ne faut pas exagérer la

portée pratique d'un certain nombre de dispositions couchées sur le papier ».

M. Mitterrand estime que les départements antillais peuvent trouver un paradigme en profitant de leurs équipements pour intensifier leur rôle économique dans la Caraïbe et en coordonnant localement leurs initiatives. Il a suggéré sur ce dernier point la création d'une « structure de concertation appropriée ».

Le président de la République a surtout insisté sur les disparités sociales, qui se traduisent outre-mer par l'existence de sociétés à deux vitesses. Il a fait un signalement d'abord que « souvent ceux qui les dénoncent aujourd'hui sont les mêmes qui dans le passé les ont laissés durer plus longtemps qu'il ne fallait » et en convenant ensuite que « si l'héritage de 1981 a été allégé », il reste encore beaucoup à faire. « Un effort de clarification doit être fait pour mesurer l'ampleur des problèmes à résoudre », a-t-il affirmé avant d'ajouter que la suppression totale de la règle qui, outre-mer, subordonne le versement des prestations familiales à l'exercice d'une activité professionnelle devrait intervenir dans un délai de trois ans.

Puisque le chef charismatique de la gauche martiniquaise, M. Césaire juge « intégralement positif » le bilan socialiste et lui rend hommage pour avoir inspiré cette « révolution tranquille », pourquoi diable M. Mitterrand aurait-il été plus imaginaire ?

JEAN-YVES LHOMEAU et ALAIN ROLLAT

M. RAYMOND BARRE A L'HEURE DE VÉRITÉ

« Nous assistons à l'apparition d'une idéologie de droite »

● Cohabitation. — Après avoir donné son sentiment sur la rencontre entre le président de la République et le général Jaruzelski, et sur la réaction de M. Fabius, M. Barre a rappelé que « la Constitution donne au président de la République le pouvoir de conduire la politique étrangère ». Il a noté : « S'il le chef de l'Etat estime qu'il doit prendre telle décision, c'est une affaire qui le regarde, mais il appartient au premier ministre de donner aussi son opinion... D'habitude, cela se passe en privé... Sous la V^e République, le président de la République et le premier ministre sont un couple, sous régime de communauté, par conséquent il y a confiance réciproque. C'est l'une des raisons pour lesquelles je partage la thèse selon laquelle il ne saurait y avoir d'hybridation à la tête de l'Etat ».

M. Barre a réaffirmé que, à ses yeux, « lorsque les Français s'expriment par un vote, soit qu'il s'agisse d'un référendum, soit qu'il s'agisse d'élections législatives, la responsabilité du président de la République se trouve engagée ». Et pour appuyer ses dires, il a lu un extrait d'un article de Robert Badinter, l'actuel garde des sceaux, qui, dans le *Nouvel Observateur* du 30 août au 5 septembre 1976, concluait que « à chaque consultation nationale, le président de la République engage son sort personnel ».

Après avoir estimé que M. Mitterrand, dans sa récente conférence de presse, avait été « relativement clair » quand il avait défini « ce qu'il était prêt à accepter et à ne pas accepter » après mars 1986, M. Barre a précisé que, sauf à avoir une cohabitation « bras de fer », « mais alors qu'on la fasse tout de suite », « la cohabitation ne pouvait finir que par le compromis », voire « la connivence entre le président de la République et le premier ministre ».

dans la perspective de l'élection présidentielle ».

Pour sa part, il se contentera de « regarder ce qui se passe », et « celui qui ira à l'Elysée recevra de M. Mitterrand son décret de nomination (à Matignon) reconnaissant la légitimité de M. Mitterrand et (...) ne tiendra pas compte du désaveu donné par le peuple à M. Mitterrand. Je regarderai ce spectacle singulier, sans éclat, sans obstruction... Vous savez il n'y a rien, dans certains cas, de plus important et de plus efficace que le silence ».

M. Barre a précisé qu'il ne « désavouait » pas ceux qui participaient à un gouvernement de cohabitation. « Je ne suis pas un chef de faction », a-t-il remarqué. Il n'a rien dit de plus d'un « putschiste », a-t-il ajouté. « Si M. Mitterrand veut rester qu'il reste, mais à nous de ne pas accepter de gouverner car nous nous mettrons entre ses mains ».

● M. Barre à l'Elysée. — Dans cette hypothèse, la première initiative que prendrait M. Barre serait de « faire un référendum de l'article 11 rétablissant le scrutin majoritaire à deux tours » en engageant sa responsabilité et « dans la foulée », expliquait-il, je disais et je demande aux Français de me donner la majorité qui sera nécessaire pour gouverner ».

● Le « grand dessein » de M. Barre. — « Ce n'est pas l'occasion de le dire », a affirmé M. Barre, qui exprimera les « quelques idées » qu'il a en tête « le moment venu ». Il a précisé d'autre part qu'il n'est « ni pour la droite, ni pour la gauche ». « Nous assistons, a-t-il remarqué, à l'apparition d'une nouvelle idéologie de droite et j'observe qu'un grand nombre de Français ne veulent plus d'idéologie. Moi je considère qu'il y a la France, et la France, comme l'a dit un jour le général de Gaulle, ce n'est pas la droite, ce n'est pas la gauche, la France, c'est autre chose ».

● Union de l'opposition. — Après avoir refusé d'être « opposé aux autres responsables de l'opposition », M. Barre s'est demandé comment il pouvait à lui « tout seul » être le diviseur de l'opposition. « Pourquoi voulez-vous caporaliser, enrégimenter ceux qui sont dans l'opposition. Moi je suis un homme libre et je ne demande rien à personne... Je pratique la loyauté », a-t-il ajouté.

● Immigration. — « Je ne pratique pas l'angélisme », a souligné M. Barre, qui souhaite que ce sujet « ne soit pas traité avec la passion

des campagnes électorales ». S'il n'écrit pas qu'il soit « nécessaire de modifier le code de la nationalité », M. Barre estime qu'il est judicieux de confier ce dossier à une « commission composée d'hommes responsables dont l'autorité morale et scientifique soit indiscutée et qui examine tous les problèmes liés à la présence d'immigrés sur notre sol ».

A la question, accepteriez-vous qu'un président de la République française soit d'origine maghrébine, il a répondu qu'il ne se préoccupait pas de savoir « quelle est l'origine de celui qui a peu » d'une « personnalité qui dispose de la confiance des Français ».

● Communication. — « Il faut éviter d'avoir des concessions de service public ou des opérations qui ne soient pas transparentes, a jugé M. Barre, faisant allusion à la V^e chaîne. Il pense d'autre part, à propos de la SOFIRAD, qu'il faut que « les conditions de privatisation soient clairement définies » et qu'une « autorité indépendante soit chargée de superviser cela » comme elle pourrait « veiller à ce qu'il n'y ait pas des concentrations trop grandes dans une ville, dans un pays, à la fois de la presse écrite et de la télévision ».

● Mesures économiques de l'après-86. — « L'ensemble des prix doit être libéré », a affirmé M. Barre, qui s'est prononcé pour une « politique progressive de dénationalisation de tout ce qui appartient au secteur concurrentiel ». Mais il a dénoncé, « la frénésie de dénationalisations », et rendu hommage aux PDG des entreprises nationalisées.

● Trilatérale. — L'ancien premier ministre a souligné que cette commission n'avait rien d'une « loge ». Cette pensée l'a amusé : « Il a précisé, avant d'ajouter que « devant la bassesse et la stupidité » de certaines attaques « il n'y a qu'une attitude qui soit possible, c'est la provocation ».

Comment affirmer sa différence...

Après M. Jacques Chirac, très combattu dans son duel télévisé avec M. Laurent Fabius, M. Raymond Barre est apparu comme détaché, serein, signifiant qu'il entendait bien éviter les « sables mouvants » de la campagne électorale, les excès de « passion partisane », qu'elle favorise, les « géométriques » médiatiques qu'elle engendre. « L'heure de vérité », pour lui, s'est transformée en une sorte de « Questions à domicile » où l'ancien premier ministre, très à l'aise, souvent amusé, semblait recevoir les journalistes, les laissant faire le tour de la maison Barre, émissaire, courtis, répondant de bonne grâce à leurs questions, mais sans jamais se laisser entraîner dans une voie qu'il ne voudrait prendre : notamment celle de la critique explicite de ses perceptions de l'opposition, — oubliant le professeur donner de leçon, sarcasme, voire méprisant le père à la rigueur, — crispé et hautain comme il avait pu apparaître lors de précédentes émissions radiodiffusées ou télévisées.

Sur le forum, l'opération médiatique, semble-t-il, est parvenue à son terme.

Sur le fond, pas de grandes révélations. L'heure n'était pas venue de débiter un « grand dessein ». Même si la charge suprême n'était pas l'ancien premier ministre et s'il y a quelques idées à quant à la manière de l'exercer — « j'organiserai un référendum sur le rétablissement du scrutin majoritaire à deux tours en engageant ma responsabilité... Je dissuaderai l'Assemblée nationale en demandant aux Français de me donner la majorité nécessaire pour gouverner », — il n'a pas voulu annoncer quel pourrait être le grand plan de réformes sociales et financières qui suivrait son éventuelle accession au pouvoir. Il s'est contenté d'invoquer les Français à s'en remettre à son « bon sens », à sa « raison », à sa

« sagesse », qualifiés qu'il ne manque pas de reconnaître au « peuple de France », celui-là seul qui « compte », dit-il, au-delà des « idéologies » de gauche ou de droite. Et de se féliciter ponctuellement, à chaque fois qu'apparaissent sur l'écran les résultats d'un sondage SOFRES effectué « à chaud », de ce même « bon sens » des sondés qui, heureuses coïncidences, ratifient les orientations prises par l'ancien premier ministre, qu'il s'agisse de l'intégration, de la politique économique ou de la cohabitation.

Il est vrai que sur ce dernier point la récente conférence de presse de M. Mitterrand et la réaction « troublée », quelques heures plus tôt, de M. Fabius après la rencontre entre le président de la République et le général Jaruzelski, ont permis à M. Barre d'expliquer son hostilité à la cohabitation.

Spectateur

Le président de la République et « les pouvoirs propres », qui lui donne la Constitution notamment dans le conduite de la politique étrangère et « souligne M. Barre, l'actuel président de la République a bien marqué qu'il entendait pas, à l'avenir, limiter son rôle. Comment dans ces conditions occupés de euhébit, demande l'ancien premier ministre, qui condamne toute « cohabitation bras-de-fer », comme toute cohabitation « compromis » ou « connivence » et se prépare à regarder ce « spectacle singulier » qu'offrira à celui qui ira à l'Elysée recevoir son décret de nomination (à Matignon), reconnaître [et] la légitimité de M. Mitterrand et [donc] ne tiendra pas compte du désaveu qui, à ses yeux, aura été infligé à ce dernier par un vote massif en faveur de l'actuelle opposition.

Une nouvelle manière pour M. Barre de faire apparaître « le

piton » dans lequel selon lui, s'engageront ceux qui se prêtent à la cohabitation et, plus particulièrement, celui qui accepterait la fonction de premier ministre de M. Mitterrand.

Tout l'héritage de M. Barre au cours de cette émission aura été d'éviter de tomber dans la controverse avec ses partenaires de l'opposition et de ne s'appuyer que sur des faits, récents ou sur l'histoire, pour qu'apparaissent, sans qu'il ait besoin de le dire, les erreurs ou le double langage des autres « bacheliers » de l'opposition. Ce n'est certes pas un hasard si M. Barre, pour se laver de tout soupçon de « diviseur » de l'opposition, il évoque les années 1976 (M. Chirac en désaccord avec M. Giscard d'Estaing quitte Matignon), 1979 (les législatives), 1981 (les élections présidentielles et législatives) où se levèrent à l'égard du président de la République comme de la mort le noir, a-t-il souligné, être mise en doute.

Et de faire remarquer aussi que lui, depuis 1981 n'a jamais joué avec les socialistes, n'a jamais rompu en cause la « légitimité » du président de la République (le d'autre « ont fait ») et que, enfin, il ne voit pas pourquoi, en constituant une liste barriste à Lyon, il apparaît davantage comme un diviseur que ceux qui constituent leur propre liste à Paris ou à Marseille (villes dans lesquelles le choix de listes séparées a été fait du RPR).

Tout cela en filigrane de propos qui, s'ils se voulaient dénués de toute agressivité, d'attaques directes, n'étaient pas moins riches de critiques contre le programme de l'opposition. Mais n'est-ce pas M. Barre lui-même qui, au cours de l'émission, estimait que, dans certains cas, rien n'est plus efficace que le silence...

CHRISTINE FAUVET-MYCA

SELON BVA

Une majorité de Français souhaite que l'opposition cherche à s'entendre avec M. Mitterrand

Les intentions de vote des Français pour les élections législatives, telles que les mesure BVA, pour l'instant, varient peu. Selon la dernière enquête effectuée par cet institut au mois de novembre (1), la gauche est créditée, comme en octobre, de 38 % des suffrages et la droite de 57 % (au lieu de 58 %).

A gauche, le PC (35,5 %) gagne un demi-point par rapport au précé-

dent sondage de BVA, et les divers gauches (5 %) au point, tandis que le PS (21,5 %) en perd un et demi. L'extrême gauche reste stable à 2 %.

A droite, le RPR (25,5 %) progresse d'un demi-point, l'UDF (17 %) et le Front national (8 %) restent stables. Les divers droites, en revanche, passent de 8 % à 6,5 % des intentions de vote.

Le sondage de BVA indique par ailleurs que 41 % des personnes interrogées jugent préférable que M. Mitterrand se maintienne, en cas de victoire de l'opposition en mars prochain, contre 40 % qui souhaitent qu'il se retire. De même, 45 % pensent que dans l'hypothèse d'une victoire de la droite les dirigeants de celle-ci devraient plutôt chercher à s'entendre avec le chef de l'Etat.

36 % estimant au contraire préférable qu'ils cherchent à obtenir son départ de l'Elysée.

(1) Les intentions de vote aux législatives proviennent de 3 719 interviewés effectuées en deux vagues, du 26 octobre au 3 novembre et du 15 au 20 novembre. Les autres questions ont été posées à 1 007 personnes du 15 au 20 novembre.

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Schuytman 177 - 2018 Antwerp
Tél. : 03/222.07.88 - Belgique

LES COMMUNISTES
remplacer toute tra

Un test pour

STRATE
LE TRIOMPHE DE

LA « FLEXIBILITÉ » DU TRAVAIL A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les communistes font de l'obstruction pour effacer toute trace de l'union de la gauche

Treize heures de spectacle pour faire passer un message : il est des socialistes qui ont l'esprit plus synthétique que les communistes ! Mais ceux qui ont assisté, de la fin de l'après-midi du mercredi 4 décembre à l'aube du jeudi matin, aux débats de l'Assemblée nationale sur le projet de loi aménageant la législation du temps de travail (la flexibilité) ne peuvent plus avoir le moindre doute : le PC critique et critique avec la même virulence que le RPR et l'UDF la politique des socialistes.

Il n'y a pas de degrés dans l'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche. Celle-ci, pour défendre le code du travail, qu'elle juge attaqué par le gouvernement, utilise les mêmes armes que celle-là avait employés pour défendre la « liberté de la presse » ou la « liberté sociale ». Aux électeurs de gauche de comprendre que pour les communistes la défense des droits des « travailleurs » est aussi importante que celle des « patrons de presse » et des « enseignants privés » par les chiraquiens et les giscard-baristes.

L'union de la gauche n'est plus à l'heure ; il restait à assembler les traces qu'elle avait pu laisser. Ce fut fait au cours de cette longue nuit : mais les restes de « camaraderie » qui témoignaient des longs combats menés de concert. Les anciens alliés se sont injuriés, se livrant une partie de bras de fer sous le regard ironique et curieux des quelques députés de droite venus assister à une représentation à laquelle ils ne se voyaient que spectateurs et pour laquelle les acteurs ne leur demandaient aucune participation. Pour que la mise à mort fût assurée, le PS a essentiellement fait donner ceux des siens qui furent les plus fervents partisans de l'union avec le PC ou qui s'en présentaient, comme les héritiers : les adhérents du CERES, les fidèles de M. Pierre

Mauroy. Les recordistes se pouvaient que se montrer ravis de voir les proches de Jean-Pierre Chevènement reprendre leurs idées sur un thème qui est leur : la flexibilité du temps de travail.

Les communistes avaient prévu : les syndicats n'y étant guère favorables, tant la CFDT et la CGC, la CGT y était farouchement hostile. Ils firent tout pour s'opposer au projet de M. Michel Delebarre. Ils ont tenu parole, utilisant tous les instruments que la droite a mis progressivement au point depuis 1981 pour freiner un débat parlementaire : demandes de suspension de séance à répétition, utilisation de toutes les motions, de procédures (exception d'irrecevabilité, le texte étant jugé contraire à la Constitution : question préalable, le texte étant estimé si mauvais qu'il est inutile d'en discuter, demande de renvoi à une commission pour approfondir l'étude, etc.), dépôt de multiples amendements (plus de deux cents) et sur un texte qui comprenait quatre articles, demande de vérification du quorum, ce qui permet de suspendre le débat pendant au moins une heure et demie, refus de voter.

L'objectif était clair : empêcher l'adoption de ce projet en première lecture au jour voulu par le gouvernement. Faut-il évaluer les moyens déployés ? L'offensive, symboliquement, que de briser de force le regard ironique et curieux des quelques députés de droite venus assister à une représentation à laquelle ils ne se voyaient que spectateurs et pour laquelle les acteurs ne leur demandaient aucune participation. Pour que la mise à mort fût assurée, le PS a essentiellement fait donner ceux des siens qui furent les plus fervents partisans de l'union avec le PC ou qui s'en présentaient, comme les héritiers : les adhérents du CERES, les fidèles de M. Pierre

Mauroy. Les recordistes se pouvaient que se montrer ravis de voir les proches de Jean-Pierre Chevènement reprendre leurs idées sur un thème qui est leur : la flexibilité du temps de travail.

Les socialistes se sont passés le relais pour répliquer que la modulation du temps de travail était déjà permise par le code du travail, et qu'il fallait justement mettre fin aux abus (M. Gérard Collomb) : « Ce n'est pas reconnaître au syndicalisme son vrai rôle que de refuser de lui ouvrir des espaces de négociation nouveaux » (M. Delebarre) ; il s'agit mieux d'accorder des libertés professionnelles, comme le prévoit le projet, là où les syndicats sont forts, que dans les entreprises, comme actuellement, là où ils sont plus faibles (le même) ; « Aucune disposition du code du travail ne pourra être modifiée s'il n'y a pas négociation et accord des partenaires sociaux » (le ministre du travail) ; « Ce n'est pas avec les vues du dix-neuvième siècle que l'on prépare le troisième millénaire » (M. Georges Sarre) ; « Ces batailles de procédure montrent bien l'exploitation politique que certains ont tenté de faire à partir de syndicalisme et de déformation idéologiques de la réalité » (le même).

L'analyse que firent le RPR et l'UDF fut, dans ces conditions, à peine écoutée. Pour le premier, M. Etienne Pinte expliqua que le gouvernement complétait sur la liberté de négociation des partenaires sociaux, qu'empêcher la négociation dans l'entreprise était « un retour en arrière » et qu'il était « paradoxal qu'un texte qui se veut social soit refusé par ceux auxquels il s'adresse ». Au nom de la seconde, M. Jean-Paul Fuchs affirma que ce projet était « symboliquement méritore », mais qu'il fixait des normes trop strictes à la négociation, que lui aussi souhaitait, au niveau des entreprises.

Même si les auteurs socialistes leur répliquèrent que la droite venait en fait « le laisser-faire total pour les patrons », l'ancien n'était pas là. Le PC voulait, lui aussi, son grand combat parlementaire contre le pouvoir. Mais l'expérience de ces dernières années a montré que, pour remporter une telle bataille, une présence massive de députés dans l'hémicycle, comme cette nuit, était moins utile qu'un clair soutien de l'opinion publique.

LA JOURNÉE D'ACTION DE LA CGT A EU PEU DE RETENTISSEMENT

Décidé pour s'opposer au projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, examiné par l'Assemblée nationale, la journée d'action de la CGT le 4 décembre n'a pas eu le retentissement qu'elle espérait.

Six mille manifestants environ, auxquels s'étaient joints des milliers de la CGT de la Société générale, ont défilé du Palais-Bourbon à la place du Châtelet en fin de matinée. « Une chose est sûre, c'est que vote ou pas, ce texte va rencontrer une résistance de plus en plus forte dans les entreprises, dans les services, dans les branches », a déclaré M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT, qui a fait état d'« innumérables initiatives diverses » à travers toute la France.

Des « milliers de pétitions » ont été réunies par l'union régionale CGT d'Ile-de-France. Des envois de motions et de télégrammes, et quelques débrayages limités ont été recensés dans quelques départements. A Bordeaux, Lyon, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque, Nantes, Le Havre, Rouen et Caen, des rassemblements ont réuni quelques centaines de manifestants à chaque fois.

Reçu à l'Assemblée nationale par le groupe socialiste, M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT, a déclaré qu'il n'avait « aucun espoir d'avoir été entendu » et que sa rencontre l'avait « conforté dans le fait qu'il fallait se battre ».

La vraie guerre des étoiles a commencé : celle des satellites idéologiques

APRÈS SOFTWARE*

LE NOUVEAU ROMAN-ÉVÉNEMENT DE THIERRY BRETON



VATICAN III Un thriller d'aujourd'hui qui révèle les enjeux de demain.

*Thierry Breton et Denis Beneich (Robert Laffont, 1984)

ROBERT LAFFONT

L'ÉLECTION CANTONALE PARTIELLE DE VÉNISSIEUX

Un test pour le PCF

De notre correspondant régional

Lyon. — Le décès, le 18 octobre dernier, du maire et conseiller général communiste de Venissieux entraîne une élection cantonale partielle, dont le premier tour est fixé au dimanche 3 décembre. Marcel Houllé était un des plus anciens élus du conseil général du Rhône. Il a toujours été considéré comme politiquement « imbattable », question de sociologie politique. Venissieux, troisième ville du département, est une cité ouvrière — et de personnalité. Son successeur à la tête de la municipalité, M. André Gerin, essaie de capter à son profit cet héritage. Mais il aura beaucoup de difficultés pour retrouver les 45 % de voix recueillies par son prédécesseur au premier tour des cantonales de mars 1982.

Plusieurs phénomènes s'opposent à la permanence communiste, en particulier la baisse nationale du parti. Une baisse qui, au printemps dernier, a entraîné la chute de deux autres « bastions » : Vaulx-en-Velin et Givors ont, depuis le printemps, des maires communistes et des conseillers généraux RPR. S'ajoutent à cette perte d'audience les séquelles d'une succession qui n'a pas suivi, à la mairie de Venissieux, un schéma classique : le premier adjoint, M. Guy Fischer, a été écarté au profit de l'homme d'appareil, M. André Gerin, membre du comité central du PCF. Face à la droite, les communistes ont serré les rangs : M. Fischer préside le comité de soutien à la candidature de M. Gerin.

« Sous-marin »

Et les militants développent une campagne sur des thèmes locaux : porte-à-porte, affichage omniprésent. M. Gerin, dans ce canton Nord-Mingettes, met en avant le métro qui va arriver dans sa ville ou la rénovation des quartiers, plutôt que la dénonciation des errements socialistes. La spécificité communiste : l'occasion de se manifester très vive-

ment pour la « défense de l'outil industriel de la ville » (Renault-Véhicules industriels ou l'entreprise de cantonniers SNAV, en liquidation de bilan).

Parallèlement, d'autres candidats, deux semblent dominer : le socialiste Jacques Magnanet et le RPR Joseph Ferrari. L'extrême droite (M. Yves Dandieu), restée derrière les autres partis de l'opposition, M. Jean Girma (UDF) fait à Venissieux figure de « parachuté ».

A gauche, le candidat du MRG, Jean Samia, fait un tour en tenue de défilé. « C'est un sous-marin du PC », affirme M. Jacques Magnanet (CERES), qui tient des comptes précis : la désunion de la droite — quatre candidats en tout — pourrait entraîner son élimination au second tour. Mais M. Magnanet doit aussi franchir la barre des 10 % de voix par rapport aux électeurs inscrits et arriver avant M. Gerin. Hypothèse électorale malgré la saine « Zénith » tombée du ciel parisien sur la commune (le site a été présenté à M. Jacques Lang la semaine dernière).

Reste M. Ferrari. Un agent de maîtrise RPR, très fier de sa maison construite de ses propres mains, qui ne recule pas ses origines ouvrières, mais qui est excédé par le montant de ses impôts locaux et par les problèmes venissiens, l'insécurité et l'immigration. Avec un de ses collègues de la minorité du conseil municipal, il fait des statistiques : « 6 000 plaintes des communistes de la ville depuis le début de l'année ». Beaucoup trop pour 63 000 habitants. Il rejette ceux des immigrés qui se comportent en « horde sauvage ». En 1982, il avait promis d'« ouvrir les écoles ». Aujourd'hui, il avoue : « Je ne le dirai plus. D'ailleurs, le RPR voulait me virer ». Seulement, en « cognant » (vandalisme), M. Ferrari a émis les attitudes du Front national. Sa présence au meeting de M. Le Pen ? « Attention, moi je n'ai rien à voir avec Le Pen, je suis gaulliste ».

CLAUDE RÉGENT.

JEUX & STRATEGIE

Revivez le grand match du championnat du monde d'Échecs. Toutes les parties, coup par coup. C'est superbe !

JEUX & STRATEGIE EN VENTE PARTOUT.

صوتك من الامل

Belfond / Beaux Livres

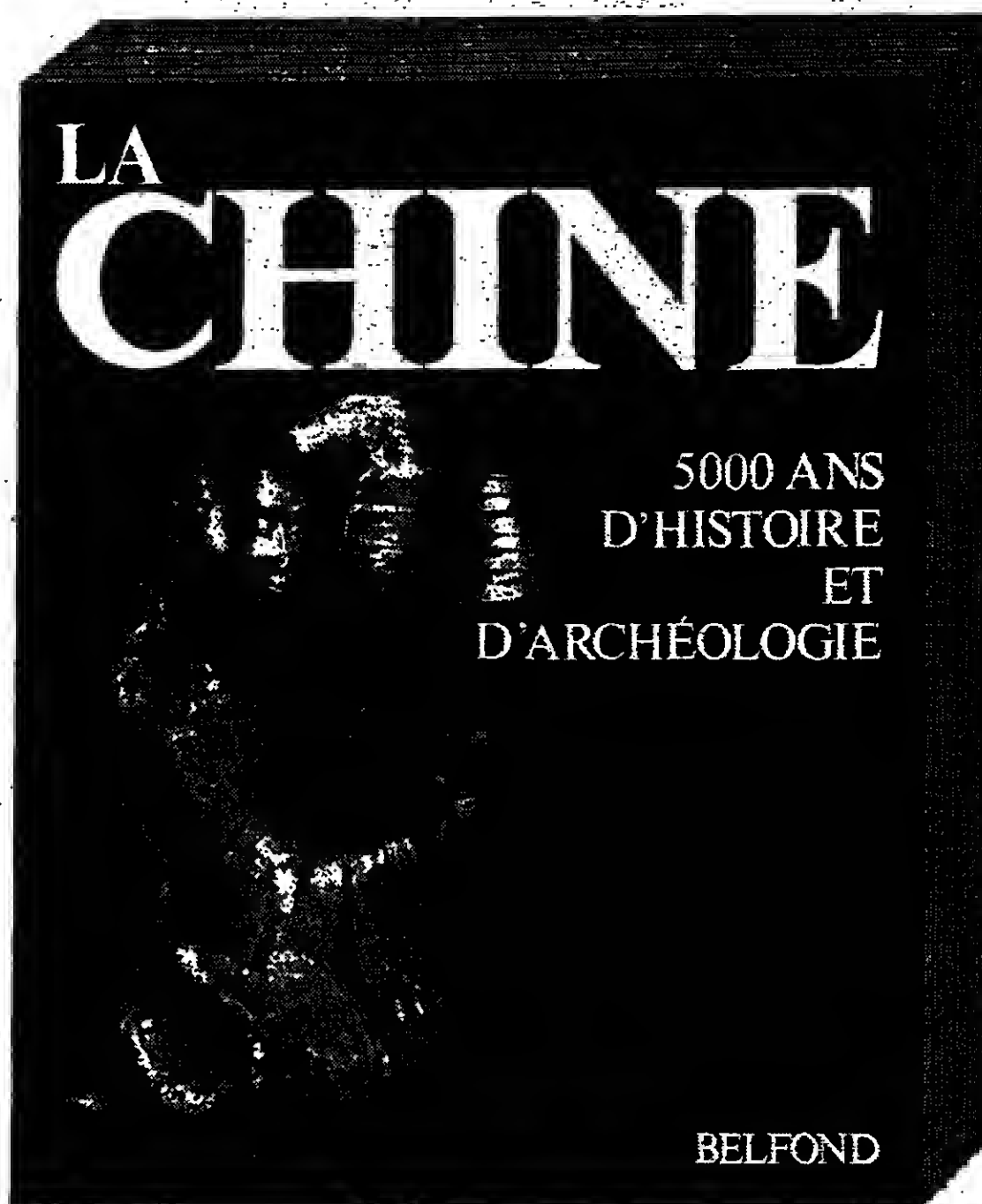
LA CHINE

5000 ANS D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

Outre les pièces les plus célèbres de l'héritage artistique chinois, cet ouvrage présente des merveilles récemment redécouvertes - comme la fabuleuse cavalerie de l'Empereur, à Xian - ou encore jamais présentées au public occidental.

Un album relié sous jaquette en couleurs et pelliculée, 250 x 300, 280 pages, 200 photos environ.

398 F



Publiscopie

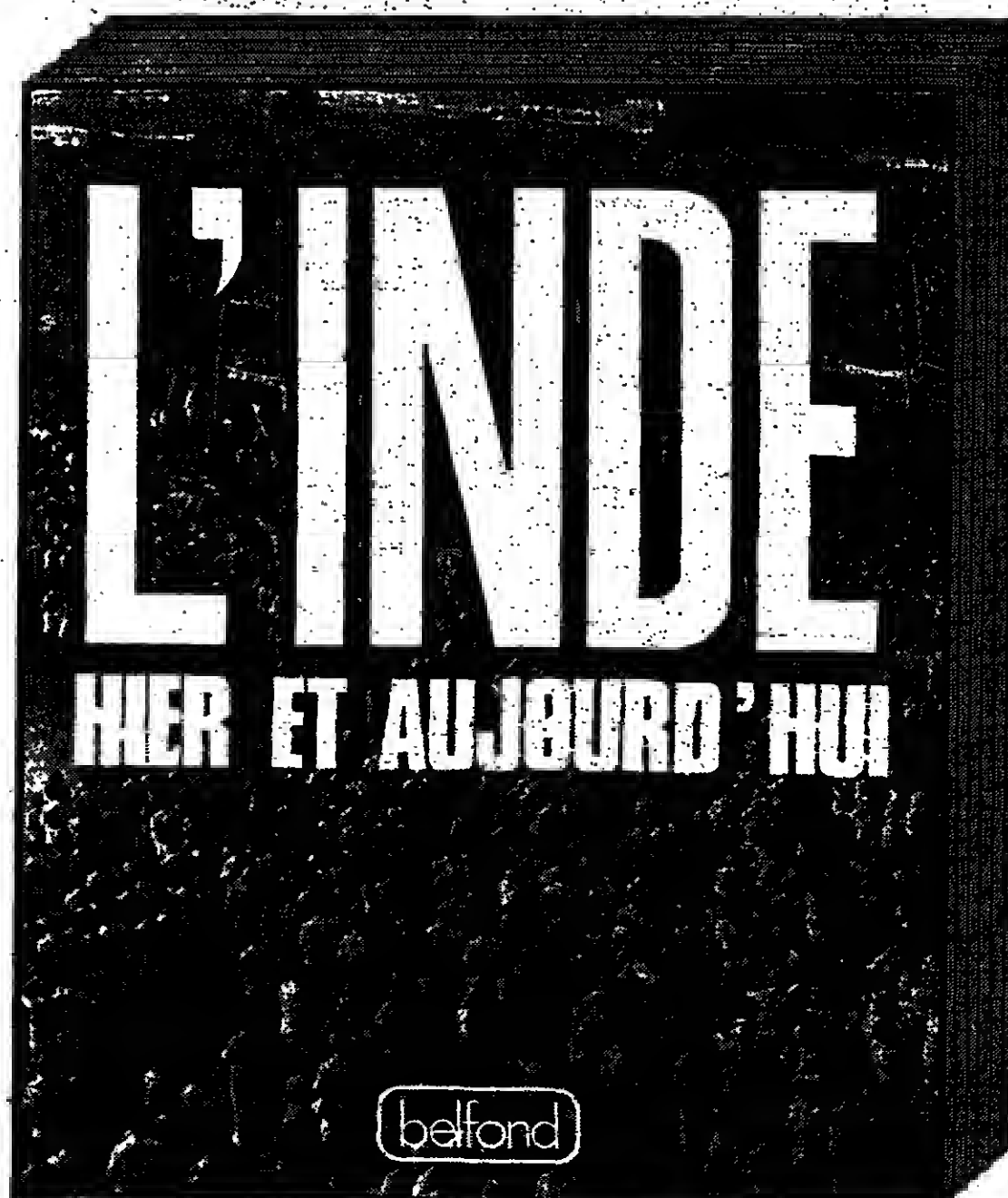
L'INDE

HIER ET AUJOURD'HUI

D'admirables photos en couleurs nous restituent les chefs-d'œuvre de l'architecture et de la sculpture et nous font partager les temps forts d'une civilisation "toujours recommencée".

Un album relié sous jaquette en couleurs et pelliculée, 250 x 300, 288 pages, 165 photos environ

345 F





ALGÉRIE (II)

Le second souffle

Une voix écoutée

De notre envoyée spéciale

Alger. — « Rééquilibrage dans le sens du non-alignement. » À peine lâchée par un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères à propos de la visite du président Chadli aux États-Unis, la phrase est regrettée. Inscrite dans la charte de 1975, le non-alignement est un dogme de la diplomatie algérienne. Plutôt que de rééquilibrage, on préfère parler à Alger « d'adaptation d'intérêts et d'objectifs permanents à des situations qui évoluent ».

En tête de ces objectifs, l'équilibre de la construction du Maghreb est d'autant plus actuelle qu'elle est dans l'esprit des dirigeants algériens une façon de régler le problème du Sahara occidental qui demeure la principale préoccupation de la diplomatie algérienne.

Le traité d'Oujda entre le Maroc et la Libye, et la stratégie militaire marocaine des « murs » inquiètent d'autant plus à Alger que la sécurité du territoire national — deuxième d'Afrique par la superficie avec un vaste espace saharien — difficile à contrôler, demeure la priorité des priorités.

Héritier de cette pomme de discorde saharienne dont il se serait sans doute bien passé, le président Chadli a d'autant moins bien accepté l'union maroco-libyenne qu'il l'a jugée comme un affront personnel — n'avait-il pas pris le risque politique de réconcilier le roi Hassan II ? — et une tentative d'encerclement militaire de l'Algérie.

« Alger n'aura de cesse de tenter de faire échouer cette union », explique un diplomate, « le prend en sandwich entre les deux autres grands du Maghreb : le Maroc, par son histoire, son peuple et aujourd'hui la puissance de son armée ; la Libye, dont l'arsenal militaire est au service d'un homme d'autant plus honni à Alger qu'il est imprévisible... ».

La stratégie marocaine des murs d'autre part mis à certains endroits les forces armées royales

à moins de 3 kilomètres des frontières algériennes, multipliant les risques d'incidents. Conscient du rapport de forces sur le terrain, l'Algérie a donc cherché à développer ses relations avec des pays qui, pour des raisons diverses n'étaient pas parmi ses proches.

La signature du traité d'Oujda, a incontestablement apporté aux relations américano-algériennes un plus consacré par la visite du président Chadli aux États-Unis. Celle-ci était certes prévue avant l'union maroco-libyenne, mais Alger a su très habilement jouer du mécontentement américain envers le Maroc. La méfiance à l'égard du colonel Kadhafi, la volonté de stabiliser la région, la protection apportée à Tunis par Alger au moment de la crise tuniso-libyenne, sont autant d'éléments de convergence entre Alger et Washington.

Il ne s'agit certes pas pour Alger d'accepter toute la politique américaine, mais tout se passe comme si les deux pays, « pour se donner le temps de se connaître », avaient décidé de mettre entre parenthèses tout ce qui les divise. On déplore par exemple du côté américain l'aide donnée par Alger à des commandos palestiniens qui s'entraînent ici, ou le fait que le Front de libération de la Palestine d'Abou Abbas ait un bureau à Alger. Mais, dit-on, il est de toute façon préférable que l'Algérie garde sa réputation de neutralité dans le tiers-monde et puisse jouer un rôle modérateur au sein du mouvement des non-alignés.

De côté d'Alger, où l'on bannit le renouveau d'un dialogue « normal » correspondant aux très importantes relations économiques — les États-Unis sont le deuxième client de l'Algérie — on ne se prive pas pour critiquer la politique moyen-orientale de Washington, par exemple. Mais pourquoi ne parlerait-on pas avec le deuxième « grand » et se fermerait-on l'accès à la technologie militaire américaine qui a si bien réussi à Rabat ?

Quoi qu'il en soit, et sans illusion sur les limites d'un dialogue qui se heurte aux intérêts stratégiques américains au Maroc, dépassant de loin la région, on est décidé de chaque côté à aller ensemble aussi loin que possible. Déjà l'Algérie s'est vue autorisée à acheter des armements aux États-Unis. Depuis juillet, les discussions sont ouvertes, mais, notent les observateurs, elles risquent d'être longues. Les parties ne se connaissent encore mal, n'ont pas de tradition militaire commune, et toute méfiance n'est pas totalement abolie.

L'épine du Sahara

Le rapprochement avec l'Égypte n'est pas non plus sans rapports avec le traité d'Oujda et les mauvaises relations algéro-libyennes. Il s'agit, pour reprendre l'image du sandwich, de déplacer le jambon vers l'est et d'encermer la Libye entre l'Égypte et l'Algérie, alliée de la Tunisie. Les « allées » et « venues » tunisiennes, le Caire-Alger au moment de la crise tuniso-libyenne n'avaient d'autre but que d'étudier une réponse commune à une éventuelle agression ou à un faux pas du colonel Kadhafi, qui aurait pu se traduire par une ouverture de deux fronts pour soulager la pression sur la Tunisie.

Plus globalement, on observe à Alger que l'Égypte du président Mubarak n'est pas celle du président Sadat et qu'elle se démarque de plus en plus des accords de Camp David. « Qu'on fait les Arabes, note un politicien, pour sortir le Caire de Camp David ? Le président Mubarak est aujourd'hui le plus fidèle et le plus sincère allié des Palestiniens. » Sans vouloir rompre le consensus arabe qui exclut l'Égypte, il ne fait pas de doute que l'Algérie souhaite la réintégration du Caire au sein de la Ligue arabe et œuvre dans ce sens. « Certes, la présence du drapeau égyptien au Caire, note un haut responsable, sera un obstacle psychologique pour la reprise des

relations diplomatiques, mais le monde arabe ne peut plus ignorer l'Égypte. »

Le spectaculaire soutien à la Tunisie lors de la crise du mois d'août doit aussi être considéré à l'heure de la crainte qu'inspirent à Alger les menées du colonel Kadhafi. Certes, Alger et Tunis sont depuis le 19 mars 1983 liés par un traité de fraternité et de coopération, mais il semble bien, au-delà des vides libyens sur la Tunisie, que ce qu'on craint à Alger, c'est une déstabilisation de l'Algérie par ce qui est encore son point faible : le Sahara. Le bon usage des frontières, réussi avec le Mali et le Niger, n'a jamais pu avoir lieu avec Tripoli, qui conteste celles-ci. Le renforcement des troupes algériennes à la frontière libyenne, qui s'est traduit par l'envoi de blindés, d'avions de reconnaissance et d'interception, a été de pair avec des conseils de modération prodigués à Tunis par le président Chadli. Modération à l'égard de la Libye mais aussi à l'égard des syndicalistes de l'UGTT, car le sort de la Tunisie ne peut laisser Alger indifférent.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 12.)

Se préparer

pour l'« après-pétrole »

De notre envoyée spéciale

Alger. — Le fait est jusqu'ici passé inaperçu. Il est pourtant d'importance : sans publicité, sans tapage, l'Algérie s'apprête à adopter à la fin de l'année, près de quinze ans après la nationalisation du secteur des hydrocarbures, un nouveau code pétrolier afin de faire revenir sur son territoire les compagnies internationales. L'objectif est clair : tripler d'ici quatre ans l'effort d'exploration pétrolière sur le sol algérien. Nécessité fait loi : actuellement, c'est à peine si une vingtaine de puits sont forés chaque année depuis que les compagnies, découragées par les conditions qui leur étaient imposées, ont mis en veilleuse, ou carrément abandonné, leurs activités. Résultat : les réserves stagnent depuis dix ans, et, si rien n'est fait pour relancer l'exploration, l'Algérie aura tout juste en l'an 2000 de

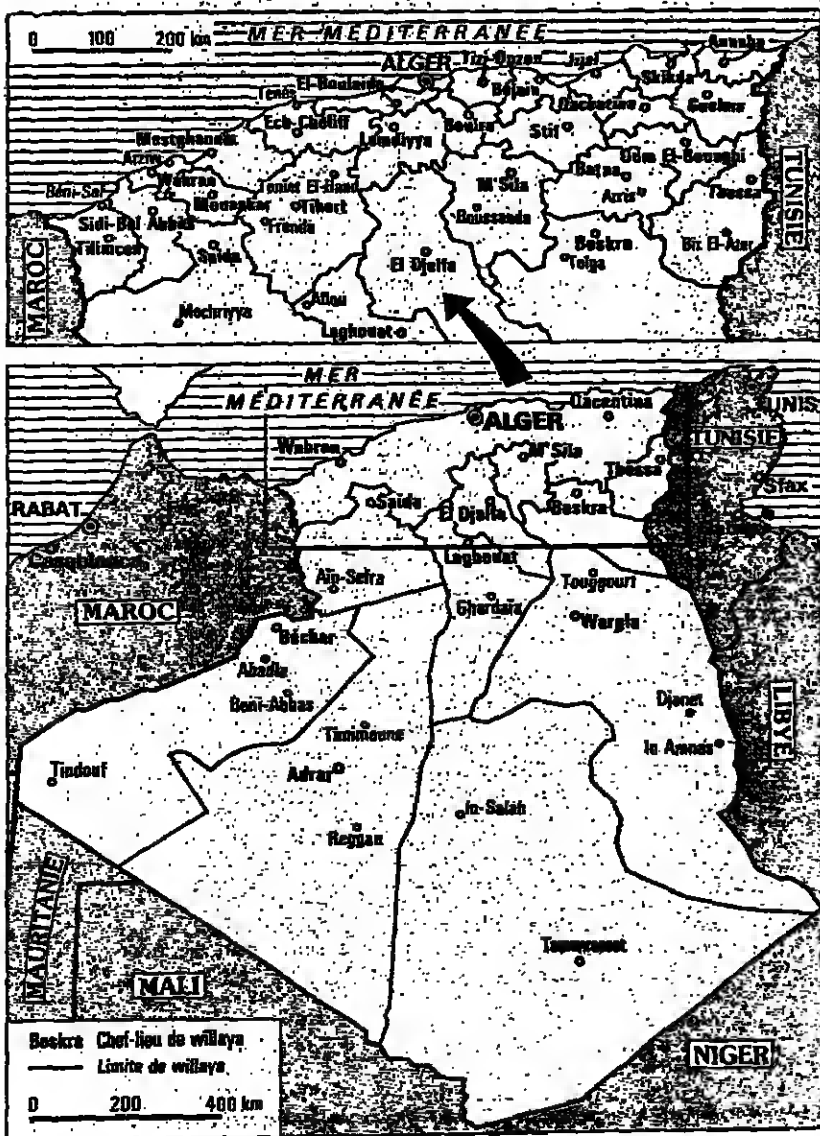
quoi faire face à ses besoins domestiques.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, les moyens nationaux ne suffisent pas, reconnaît-on au ministère de l'énergie. Conclusion : on assouplira considérablement le régime pétrolier afin de réduire les risques, d'accroître la rémunération, de faciliter la récupération des bénéfices par les compagnies étrangères.

Virage ? Il ne faut pas s'y tromper. L'Algérie ne deviendra pas demain un paradis pour compagnies pétrolières en quête de profits. Celles-ci demeurent d'ailleurs fort réservées. « Le nouveau code est un cadre général dont nous craignons qu'il reste vague. Il faudra ensuite négocier des accords concrets », déclare l'une d'elles. « C'est un pas en avant certain. Reste à voir quelle en sera l'application », dit un autre.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 14.)



Deuxième pays d'Afrique après le Soudan par la superficie, 2 381 740 kilomètres carrés, l'Algérie compte plus de vingt et un millions d'habitants ; 94 % de la population vit dans le nord du pays, où est concentré l'essentiel des industries. La production minérale, pétrole et gaz naturel est la première ressource du pays. L'agriculture ne représente qu'une part modeste du PNB ; l'Algérie est le deuxième importateur de céréales d'Afrique.

IMPORTATEURS EXPORTATEURS

- Pour la prise en charge de vos opérations de transit import-export
- Pour l'efficacité et la rapidité du transport
- Pour le stockage, la conservation et la sécurité de vos marchandises



NE CHERCHEZ PLUS, VOICI VOTRE PARTENAIRE

LA SONATMAG

avec

- Ses sept unités opérationnelles à travers les ports du pays ;
- Des moyens de transport et de manutention adéquats ;
- Des aires de stockage au niveau des ports et à l'intérieur du pays ;
- Un important réseau de transitaires et transporteurs à travers le monde ;
- Un personnel qualifié.

Adressez-vous à nos unités implantées aux adresses suivantes :

- Siège social : 8, rue Said-Bakel, ALGER
Tél. : 64-86-38 à 38 - Téléc. : 52 071
- Unité d'Alger : 2, rampe Chasseriau, ALGER
Tél. : 63-18-40/42, 64-90-80/81 - Téléc. : 52 101
- Unité d'Oran : 2, rue Mekki-Khelifa, ORAN
Tél. : 34-82-10, 34-80-52 - Téléc. : 22 124
- Unité de Mostaganem : MOSTAGANEM PORT
Tél. : 26-12-24 - Téléc. : 14 059
- Unité de Béjaïa : BEJAIA PORT
Tél. : 92-86-47 - Téléc. : 83 067
- Unité de Skikda : 75, rue Didouche-Mourad-Skikda
Tél. : 74-53-22 - Téléc. : 87 835
- Unité de Constantine : cité du 5-Juillet-1962, 8T21, CONSTANTINE
Tél. : 82-79-17, 70-04-17 - Téléc. : 81 967
- Unité de Ténès : TENES PORT
Tél. : 43-73-69
- Agence Houari-Boumediène : AÉROPORT D'ALGER
Tél. : 64-90-60/61, 63-18-40/42.

صكنا من الاجل

CINQ MILLIONS D'ENFANTS DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

Objectif : l'école pour tous

De notre envoyé spécial

Bou-Saada. — Elle était belle, l'institutrice de Bou-Saada ! Grande, élancée, elle portait une longue robe rose et une blouse blanche. Elle avait sur les cheveux un très beau voile mauve. Droite, le regard clair et ferme, elle dominait sa classe, avec des airs de princesse du désert, tout proche. Elle ne s'était pas penchée pour l'occasion, puisqu'on passait dans sa classe par surprise et qu'on lui demanderait, à brûle-pourpoint, d'improviser un de ces « cours d'éducation islamique » qui font mystère pour l'Occident, et de l'école algérienne une école unique... et avec Dieu.

« Elle a vingt-huit ans et deux enfants », précisait la directrice. Il y avait, justement, vingt-huit enfants dans cette classe, une troisième année de l'école fondamentale, des bambins donc, âgés de huit-neuf ans. Ils occupaient ces petits bureaux d'école, tubes métalliques verts et surface dans les jaunes, qu'on vit — et voit encore — dans tant d'écoles françaises. Les garçons et les filles étaient mélangés.

Jugement dernier

Leçon de Coran. On récite à tour de rôle, chacun ou chacune d'une voix forte : « Gare à celui qui amasse beaucoup d'argent et qui croit que l'argent est une source de pouvoir éternel. Le jour du jugement dernier l'argent ne servira à rien car Dieu sait ce que vous avez dans votre cœur et ce que vous cachez. » On récite, en arabe, bien sûr. Parfois on psalmodie.

La maîtresse écrit au tableau noir, d'une écriture méticuleuse et nette, une autre parole du Prophète, sur laquelle on va réfléchir : « Celui qui croit en Dieu et au jugement dernier, qu'il prenne soin de son voisin. » M. Zemmouri, directeur de l'école fonda-

mentale au ministère de l'éducation nationale, bavarde au fond de la classe avec son visiteur et lui glisse à l'oreille : « Vous voyez, dans l'éducation islamique, on ne met pas seulement l'accent sur le contenu religieux mais aussi sur les valeurs morales. L'islam régit les rapports entre l'homme et le Créateur, mais aussi les rapports entre les hommes. L'islam n'est pas pris comme dague mais au niveau des rapports sociaux. »

La phrase écrite doit entrer dans les petites têtes brunes. On lèvera la main et on proclamera, une fois, dix fois, vingt fois la formule du Prophète. « Pourquoi le prophète a-t-il été choisi par Dieu ? », demande la maîtresse. Les réponses, toujours en arabe, fusent, se succèdent et se ressemblent : « Pour qu'il instruisse les gens », « Pour leur montrer le bon chemin », « Pour leur dire que Dieu est unique », « Pour enseigner la bonne morale », « Pour apprendre les bons comportements en société », « Pour apprendre la valeur de la liberté. » On n'avance pas mais la leçon est sue. Dehors le ciel est gris — un comble à 300 kilomètres au sud d'Alger quand on espérait le désert, ses mirages, son soleil, ses ocres ! Il a même plu pendant la nuit. Pourtant, pendant le cours d'éducation islamique, il a fait une courte apparition, le soleil. On se gardera bien d'interpréter ce signe du ciel...

Islam et modernité. A quelques centaines de mètres de cette école, une autre école, plus grande, l'école fondamentale polytechnique Tarik Ibn Ziad, bruisse d'activités diverses. Dans une classe de neuvième année, des élèves âgés de quinze-seize ans s'initient à la problématique de l'agriculture algérienne. On parle céréales. « Notre production ne suffit pas », dit une jeune fille. Le maître approuve. Un garçon complète : « L'Etat est obligé

d'importer. » On passera quelques diapositives et on évoquera le funeste exode rural qui vide les campagnes et prive l'agriculture de bras alors qu'on en aura besoin, dit l'enseignant, « pour préparer l'après-pétrole. »

Dans un « atelier » surchauffé, on élève des poussins. Les élèves de septième année les pèsent un à un, notent le résultat et comparent avec celui de la pesée précédente. En voici un qui a pris trente-cinq grammes.

Filles à l'établi

Dans l'atelier d'éducation technologique, on s'active autour du bois pour fabriquer des « borloges », des camions des petits avions. Les filles ne sont pas les dernières à s'affairer autour des établis, scie ou chignole en main : « Ça, dit un accompagnateur, c'est une véritable petite révolution : les filles à l'atelier ! » Autre révolution silencieuse : dans la salle de gymnastique : les cours sont

mixtes. Et la révolution encore que cette vision, sur le lopin de terre annexé à l'école, où l'on voit des garçons et des filles sarcler, bêcher, planter, remuer la terre sous les serres on à l'air libre.

Islam, révolution et tradition. L'école fondamentale plait à M. Chevènement. Dans tout le pays le port de la blouse est obligatoire. Et la consigne est respectée. Tous les samedis matins — premier jour de la semaine scolaire — les élèves et les maîtres, rassemblés au garde-à-vous dans les cours de récréation, chantent l'hymne national ; tandis que s'élève le drapeau algérien. Le jeudi à midi, dans toutes les cours de récréation du pays, on amène les goulueurs. C'est que l'école fondamentale polytechnique (EFP) se veut le creuset de la nation algérienne, un peu comme, jadis, l'école primaire française fut conçue comme le creuset de la République. L'EFP, dont la création remonte à 1980, est une école unique et nationale :

contenus et parfois ses maîtres — de l'époque coloniale. Bien des enseignants ont eu du mal à s'adapter. Aujourd'hui, l'école fondamentale est une école arabe. Mais la langue française n'a pas disparu. Au contraire. Elle figure en bonne place dans les horaires. Dans le deuxième cycle (de la quatrième à la sixième année), sept heures hebdomadaires lui sont consacrées au titre de première langue étrangère et obligatoire. Cela représente, à ce niveau, plus du quart du temps scolaire. « Compte tenu du nombre d'enfants que nous scolarisons », dit en souriant M. Zemmouri, « on peut dire que le français est plus enseigné aujourd'hui en Algérie qu'il ne l'était du temps des Français. » C'est, statistiquement, imparable.

Ecole pour tous ? On y tend, mais l'objectif, s'il se rapproche, n'est pas encore complètement atteint. L'EFP, selon des sources officielles, scolarise 85 % des enfants « scolarisables ». Il persiste des disparités géographiques : à Alger, la scolarisation est pratiquement de 100 %, taux qu'elle est loin d'atteindre dans certaines zones rurales. D'autre part, il subsiste un retard au niveau de l'enseignement des filles, dont le taux de scolarisation reste — bien qu'il progresse d'année en année — moindre que celui des garçons. Environ un quart des filles échappent encore à la scolarisation, surtout dans les zones rurales.

Défi ambitieux, l'école a bénéficié d'une réelle priorité dans les budgets de l'Etat algérien. Un effort colossal d'équipement et de recrutement (trois écoles normales en 1962, une soixantaine aujourd'hui) a été fait. Il se traduit dans un chiffre : 23 % du budget de fonctionnement de l'Etat sera consacré cette année à l'école (fondamentale ou secondaire) soit 17 milliards de dinars. Si l'on y ajoute les universités et le secteur de la formation professionnelle, on aboutit au chiffre de 29 %.

Mais l'école fondamentale reste un immense chantier. Il est trop tôt pour juger de la validité d'un système d'école unique de neuf ans qui n'est en place que depuis cinq ans. Les responsables répondent cependant en citant un chiffre : en 1979, 27 % seulement des élèves étaient admis dans ce qui s'appelle alors l'école moyenne (équivalent de la sixième française). Cette année, 85 % des élèves de sixième année sont passés en septième année de l'école fondamentale.

BRUNO FRAPPAT.

Des chiffres

Le nombre des élèves scolarisés dans l'école fondamentale polytechnique (EFP) de six à quinze ans) était de 3 798 000 en 1979 ; il s'est établi en 1985 à 4 950 000. Le taux de scolarisation a dépassé 82 %.

Pour accueillir ces enfants, l'Algérie dispose d'environ 185 000 enseignants (dont 123 000 instituteurs). 21 000 enseignants sont en fonctions dans la secondaire.

Les programmes de l'école fondamentale font une large place à l'enseignement des langues, à commencer par l'arabe : quatorze heures par semaine les trois premières années, sept heures trente la quatrième

année, un peu moins ensuite. Cette diminution s'explique : il faut progressivement faire leur place aux langues étrangères obligatoires, français et anglais. Le français est enseigné dans la quatrième année (équivalent du CM1 dans le système français) à raison de sept heures par semaine. En septième année, il passe à cinq heures, puis s'établit ensuite à quatre. Les deuxièmes langues étrangères (l'anglais) est enseignée quatre heures par semaine à partir de la huitième année. L'éducation islamique occupe deux heures par semaine dans le premier cycle, une heure trente dans le deuxième cycle, et une heure dans le troisième.

(Sources : ministère algérien de l'éducation nationale.)

القرض الشعبي الجزائري crédit populaire d'Algérie

Banque des grands secteurs de réalisations,
le Crédit populaire d'Algérie
est au cœur du développement
de l'Algérie.

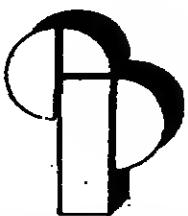
Un réseau de quatre-vingts agences
réparties sur tout le territoire
est à votre disposition.

DIRECTION GÉNÉRALE :

2, boulevard Colonel-Amirouche
ALGER

Tél. : 61-13-34

Télex : CREPOPAL 52512



DIRECTION DE L'ÉTRANGER :

5, rue Maître-Ali-Boumendjel
ALGER

Tél. : 64-67-94 à 98

Télex : CREPOREX : 52949, 52283, 52284

Une voix écoutée

(Suite de la page 11.)

Autre évolution sensible de la diplomatie algérienne, liée elle aussi aux problèmes de la région, le rapprochement entre Alger et N'Djaména. Le temps n'est plus où, il y a deux ans, un responsable algérien traitait le président Hissène Habré de « marionnette des Américains » et vilipendait Paris pour avoir changé d'allié au gré des événements, venant en aide à M. Hissène Habré après avoir entraîné l'Algérie à soutenir l'ex-président Goukouni Oueddei.

Aujourd'hui, le président tchadien est vu comme « un patriote nationaliste, le meilleur défenseur de l'intégrité territoriale de son pays ». Son opposition farouche aux menées libyennes lui vaut un succès à Alger. Les rumeurs d'une éventuelle rencontre Kadhafi-Habré par l'intermédiaire de Rabat ont incité Alger à se rapprocher de N'Djaména. L'Algérie, qui garde des relations avec l'ex-président Goukouni Oueddei — il a toujours une villa à Alger, — aimerait sans doute aussi pouvoir jouer un rôle dans une éventuelle réconciliation tchadienne. En attendant, un ambassadeur d'Algérie au Tchad pourrait prendre ses fonctions dès janvier 1986.

Mais le rapprochement avec le Tchad s'inscrit dans l'ensemble de la politique algérienne en Afrique. Si grâce à ses efforts et à des promesses, pas toujours suivies d'effets — le Libéria attend encore le pétrole promis en échange de la reconnaissance de la RASD, — l'Algérie a réussi à faire admettre la République sahraouie au sein de l'OUA, il n'en reste pas moins qu'Alger se rend compte que l'affaire du Sahara

« empêche » l'Afrique noire. Le discours du président Houphouët-Boigny stigmatisant les « querelles d'Arabes », n'est pas passé inaperçu, et, sans rien lâcher sur les principes, on estime à Alger qu'il est temps d'améliorer les rapports avec les Etats modérés d'Afrique. Il est vrai que, sur le terrain, Alger peut profiter des faiblesses de la diplomatie marocaine, et comme à l'habitude d'expliquer un diplomate français particulièrement au fait des questions africaines à terme, l'Algérie sera le plus grand concurrent de la France en Afrique.

En attendant, le soutien au Polisario conditionne les efforts de la diplomatie algérienne, qui a remporté un beau succès en octobre dernier avec la reconnaissance de la RASD par l'Union, nation phare du mouvement des non-alignés.

Mais les succès diplomatiques d'Alger en faveur de son allié du Polisario n'ont d'égal que les succès de Rabat sur le terrain. L'impasse semble aujourd'hui totale dans le conflit du Sahara. Les discussions maroco-algériennes interrompues depuis février, derrière n'ont pas repris. « Nous avons le sentiment que le dialogue a été considérablement enrichi », affirme un diplomate algérien. De toute façon, la balle est dans le camp marocain. Tahir le Polisario, ce serait remier tout ce que pour quoi nous avons vécu. »

« L'union maroco-libyenne a réveillé le peuple algérien, qui a maintenant conscience qu'en défendant le droit des Sahraouis il défend ses propres frontières », souligne, quelque peu optimiste, un haut responsable. Car le peu-

ple algérien se sent moins concerné par l'affaire du Sahara que le peuple marocain.

Le pari sur l'effacement à terme du Maroc que l'on semble faire à Alger, est à double tranchant, car nul ne souhaite ici la désintégration du royaume. Le problème demeure toutefois de trouver une solution qui permette à chacun de sauver la face.

En attendant, l'épine du Sahara est un élément perturbateur dans les difficiles relations avec la France. La neutralité proclamée par Paris est difficilement admise à Alger, où l'on a pas oublié l'escapade d'Ifrane, ce week-end « privé » que M. Mitterrand a passé au Maroc à la veille et au lendemain du référendum de l'union avec la Libye en août 1984. Mais il est vrai que les relations franco-algériennes d'inspiration d'un cadre beaucoup plus vaste qui n'est pas toujours dominé de part et d'autre par la raison.

En perdant le caractère flamboyant et parfois bruyant qu'elle avait au lendemain de l'indépendance, la diplomatie algérienne a gagné en crédibilité et sans doute en efficacité. Personne n'oublie le rôle qu'elle a joué dans la libération des otages américains de Téhéran, puis dans la négociation avec les pirates de l'air libanais qui s'étaient emparés, en juin dernier, du Boeing de la TWA. Aujourd'hui encore, elle n'est pas absente des nombreuses démarches entreprises ici ou là pour la libération des otages américains et français détenus au Liban. Une chose est sûre, en tout cas : l'Algérie reste une voix écoutée dans les instances internationales.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

L'ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ DANS LE SUD

Quand les vaches mangeront des dattes

De notre envoyé spécial

El-Oued. - « Elles ont passé l'été. » Passer l'été, ce n'est pas rien, pour une brave vache parente prisée de s'installer en plein désert : le grand erg oriental, qui, ici, dans les environs d'El-Oued, offre la plus parfaite vision de carte postale ou de bande dessinée. Du sable fin et des dunes jusqu'à l'infini, et puis, tout de même, quelques palmiers. Sous le sable, et pas trop profondément, il y a de l'eau, sinon l'histoire s'arrêterait là, ou plutôt elle n'aurait jamais commencé.

N'empêche qu'elles sont bien saugrenues, ces onze vaches dans leur petit enclos et leur petite étable au milieu des dunes. Pas le moindre brin d'herbe à l'horizon, évidemment, alors elles mangent du fourrage venu des hauts plateaux, à plusieurs centaines de kilomètres au nord. Et elles s'acclimatent au point d'apprécier aussi le fleuron de la gastronomie - et de l'économie - locales : la dattes. Pas la « deglet noir », bien sûr, le « doigt de lumière », reine des oasis. Modestes, nos bovines se contentent de dattes impropres à la consommation, sèches diverses de la récolte. Et elles s'accommoderaient sans doute aussi des dattes touchées par un fœtus insoupçonné : la pluie.

La pluie, dans le désert, n'est pas toujours la bienvenue. Qu'elle survienne au moment de la récolte, en octobre-novembre, et les dattes, toutes poisseuses de sucre et qui ne supportent pas le contact de l'eau, seront perdues.

A peine moins surprenantes dans le paysage, des brebis, toujours dans un enclos, avec déjà des agneaux nés sur le sable. Les moutons, eux aussi, aiment les dattes, mais, nuancées, ils recrachent les noyaux, alors que les vaches les absorbent sans sourcilier.

Autre incongruité, sous ce climat : des serres de plastique, sous lesquelles on cultive poivrons, tomates, concombres et melons.

Pourquoi des serres ici ? D'abord, parce que l'hiver s'est fait parfois frisquet, et surtout parce que l'évaporation, sous serre, est beaucoup moins forte. On doit pouvoir faire plusieurs récoltes par an, en évitant, par un traitement approprié, d'épuiser immédiatement un sol très fragile.

Tout cela constitue une exploitation pilote qui pourrait être « banalisée ». Après tout, on peut faire de nos jours à peu près n'importe quoi, à condition d'y mettre le prix. Mais l'intérêt essentiel est ailleurs.

Cinq ans pour réussir

L'expérience, tout autant qu'agricole, est économique et sociale. C'est la mise en application d'une loi, votée il y a déjà quelques années, mais entrée dans les faits depuis la fin de l'an dernier : l'accession à la propriété foncière. Le terrain, vierge ou improductif, est accordé par l'Etat à des particuliers, et il deviendra leur propriété si, en l'espace de cinq années, ils se sont montrés capables de l'exploiter. L'Etat, certes, y met du sien, sous la forme de crédits bancaires à très faibles taux d'intérêt, ou bien en permettant l'acquisition pour un prix modéré de camionnettes Mazda ou de tracteurs est-allemands. De véritables subventions : 42000 dinars pour une Mazda flamboyante neuve, alors qu'une malheureuse R 4 vaut près du triple sur le marché « fibre » d'Alger (soit la bagatelle de 200000 F). L'Etat assure aussi certains gros travaux d'infrastructure (le forage de puits à très grandes profondeurs). Mais l'essentiel de l'effort financier est en principe supporté par les candidats à la propriété eux-mêmes à leurs risques et périls.

La loi s'applique à tout le territoire, mais surtout là où la terre est disponible - c'est-à-dire, en particulier, dans les oasis du Sud. Et la wilaya d'El-Oued, où, en dépit des apparences, l'eau est relativement abondante, est la première concernée. Près de 10000 hectares ont déjà été attribués - mais, pour la moitié de cette superficie, il a suffi de légaliser une situation de fait. Bien des gens avaient déjà « squatté » des dunes et commencé à les exploiter. Dans bien des cas, on s'est contenté d'étendre un peu le domaine qu'ils s'étaient approprié. Après avoir assez longtemps hésité, les responsables algériens ont décidé de jouer le jeu de la manière la plus large possible. La loi d'accession à la propriété foncière agricole s'applique à tous - et donc aussi à ceux qui possèdent un autre bien, un autre moyen d'existence, magasin, entreprise artisanale, etc. Et il n'y a aucune limite de superficie, sinon un minimum (2 hectares, considérés comme un seuil de rentabilité). Dans la pratique, et dans le cas d'El-Oued, où l'espace ne manque pas, les « lopins » distribués atteignent couramment 50 hectares. (Ce n'est pas le cas à Biskra ou à Ghardaia, où le manque de terres à « distribuer » a même provoqué quelques chamailleries.)

A El-Oued, c'est-à-dire dans le Souf, c'est au total 30000 hectares qui doivent ainsi être attribués, ce qui doublera la surface actuellement cultivée et devrait permettre à la région de produire, dans un premier temps, une part beaucoup plus grande de sa propre consommation, avant de songer à vendre aux régions du Nord et, qui sait, à l'étranger.

Tout cela est ratonné et moderne, surtout quand le programme est exposé par un wali (préfet) plein de finesse, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration d'Alger, et secondé par une équipe de hauts fonction-

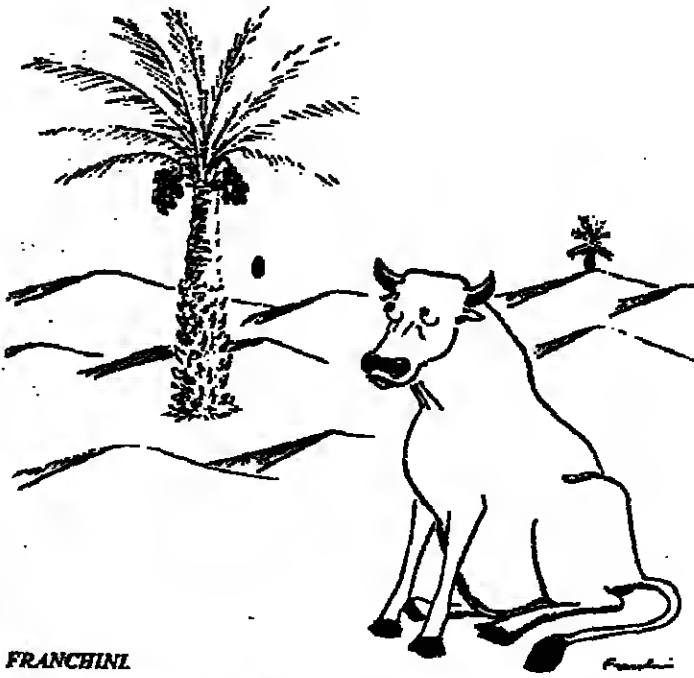
naires et de techniciens venus eux aussi du Nord faire œuvre de pionniers.

Mais il suffit de sortir de ce sable qui envahit tout et brûle les yeux pour réaliser qu'il y a tout de même loin de la coupe aux lèvres. Cultiver les dunes, cela veut d'abord dire engager des frais considérables de déblaiement.

Autrefois, on avait le temps, alors on rusait avec le vent, et de l'ennemi numéro un on essayait de se faire un ami : les sables se construisaient, avec des palmes sèches, des sortes de clôtures quasi circulaires, soigneusement orientées en fonction de la direction du vent qui venait tournoyer à l'intérieur, creusant peu à peu le sable, jusqu'à ce que, au bout de plusieurs années, la couche soit suffisamment mince pour qu'on puisse achever le travail à main d'homme et planter un palmier dont les profondes racines pourraient atteindre la nappe phréatique. Aujourd'hui, les bulldozers sont là et, pour fixer les dunes, on a parfois recouru à des « trucs » plus efficaces qu'esthétiques : de longues traînées d'huile de vidange qui nait, paraît-il, l'étrange pouvoir de faire reculer le sable.

« Une chance sur deux »

Mais l'entreprise reste hasardeuse. « Une chance sur deux de réussir », selon un responsable local, même si le directeur de l'agriculture est là pour veiller sur ses ouailles et leur prodiguer de bons conseils. Tous les nouveaux exploitants sont d'ailleurs loin d'être des paysans nés. La plupart de ceux que nous avons rencontrés étaient même d'anciens commerçants et artisans, et l'océan ou le grand-père continuait à tenir la boutique qui a permis d'accumuler les fonds nécessaires pour se lancer dans l'aventure. Mais, assure le wali, les « riches » n'ont

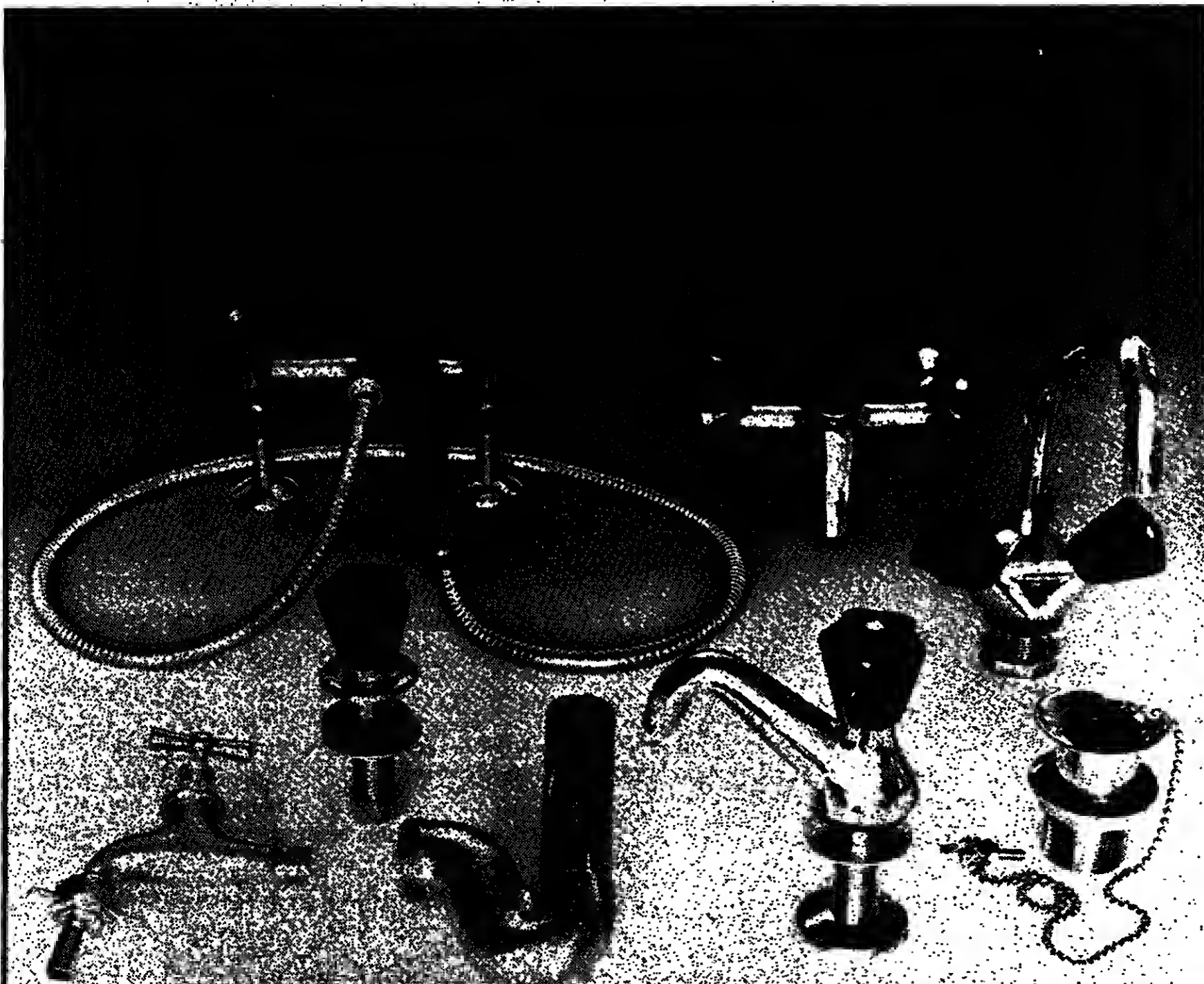


FRANCHINI

les régions voisines. « Maintenant, beaucoup souhaitent revenir », affirme fièrement le directeur de l'enseignement, également satisfait de voir de nouvelles écoles pousser comme des champignons.

Si l'expérience en cours réussit, si l'agriculture se développe vraiment, la région connaîtra bien d'autres transformations. Il faudra assurer des services, faire en sorte que les machines agricoles puissent être entretenues et réparées, mettre en place des réseaux commerciaux autres que le marché d'El-Oued et sa sympathique cohue du vendredi matin. Et aussi continuer à construire, avec l'espoir que les garages et autres édifices « modernes » ne prendront pas le pas sur les jolies maisons couvertes de coupoles - une spécialité de la région, à peu près unique en Algérie. D'ici là, les trois cent cinquante vaches de l'époque héroïque (c'est-à-dire d'aujourd'hui) se seront, on l'espère aussi, multipliées. Et elles donneront, on l'espère aussi, beaucoup de lait. Car tous les connaisseurs vous le diront, rien ne vaut le lait... pour accompagner les dattes.

JAN KRAUZE.



Entreprise nationale de production de Boulonnerie, Coutellerie et Robinetterie

Unités Boulonnerie, Visserie, Robinetterie

Oued Rhiou
Tél : 14047
Tél : 29-68-32, 29-68-40, 29-68-43

Ain El Kebira
Tél : 86912
Tél : 99-73-50

Unités Boulonnerie-Visserie

Delly Ibrahim
Tél : 53998
Tél : 79-30-86, 79-40-77, 79-19-24

Unité Coutellerie

Bordj Menaïel
Tél : 76910
Tél : 42-30-76, 42-30-78



PRODUCTION ROBINETTERIE

Robins de lavabo, bidet et urinoire
Mélangers
Mécanisme de chasse
Siphons, bandes
Robins pour gaz
Robins pour chauffage
Corps de compteurs d'eau.

PRODUCTION BOULONNERIE-VISSERIE

Qualité : 4, 6 à 10, 9
vis à métaux
Vis métriques
Vis à tête
Vis à bois
Vis à tête hexagonale
Vis à tête cylindrique à six pans creux
Tiges d'ancrage
Boulons
Ecrous
Rondelles
Rivets.

PRODUCTION COUTELLERIE-PLATERIE

Qualités : ménage, orfèvre
(18/10) argentée
Couverts
Plats (ovales, ronds)
Saladiers
Soupières
Coupes à glace
Louches et brochettes
Terrines
Pots.



BCR
Siège social
Sétif
18, rue des Frères-Maslem, SÉTIF
Tél : 86 966 - Tél. : 90-36-84,
90-36-87, 90-20-75

صناعات الحديد

Se préparer pour l'« après-pétrole »

(Suite de la page 11.)

Meis dans un pays où le souci de l'indépendance prime tout, ce geste d'ouverture est doublement significatif. Il témoigne d'une part d'une prise de conscience et d'un pragmatisme nouveau, perceptibles à tous les échelons de l'économie algérienne. « Nous nous adaptons toujours au marché », explique le ministre du plan. Si nous avions il y a quelques années considérablement réduit les avantages consentis aux compagnies étrangères, c'est que les conditions du marché le permettaient. Aujourd'hui les conditions nous sont devenues défavorables ; nous sommes obligés de nous aligner sur les autres pays afin d'attirer les compagnies chez nous. »

La révision du code pétrolier est aussi le signe d'une inquiétude profonde sur le long terme, hantée de tous les responsables algériens. L'en 2000, c'est demain. L'Algérie aura alors plus de trente-cinq millions d'habitants. Elle aura du gaz, certes, et même beaucoup (soixante-dix ans de réserves) à condition que les débouchés subsistent, mais plus de pétrole à exporter.

Les limites d'une stratégie

L'après-pétrole est donc sur toutes les lèvres, dans tous les documents officiels, et la nécessité de le préparer est au cœur de toute la stratégie économique du pays, même si à court terme la situation apparaît meilleure que beaucoup d'autres.

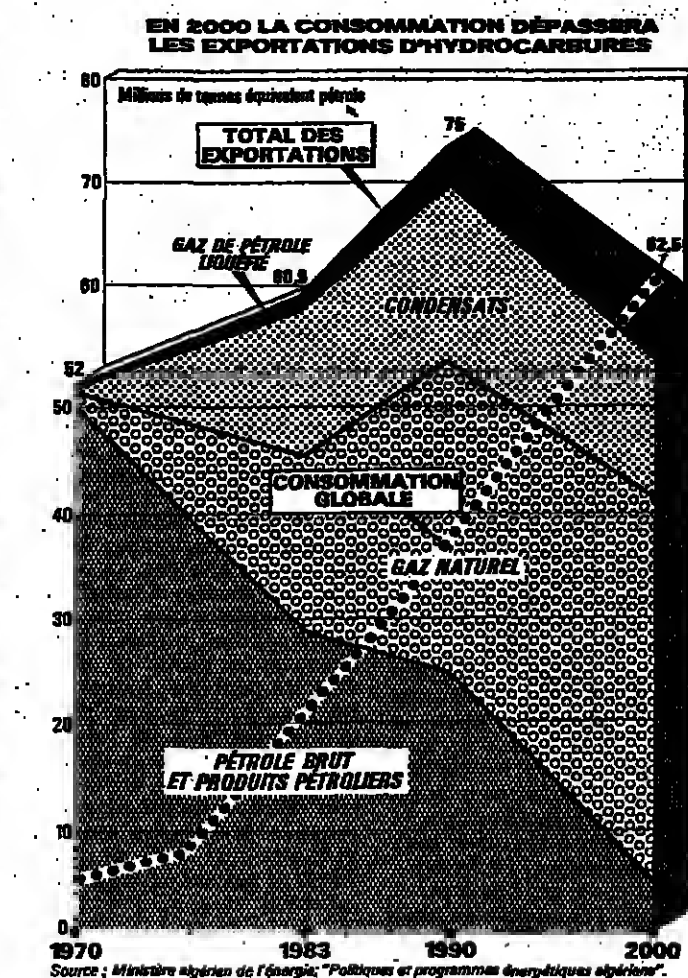
Jusqu'à présent, l'Algérie est l'un des rares pays pétroliers qui ait réussi à maintenir depuis le retournement du marché, il y a trois ans, le niveau de ses recettes (aux environs de 12 milliards de dollars par an). La chance s'en est faite, elle a pu bénéficier des fruits d'une politique d'investissements massifs, lancée depuis vingt ans vers la valorisation et la diversification de ses ressources d'hydrocarbures.

La montée en puissance des accords de livraison de gaz avec l'Algérie, signés au début de la décennie, l'arrivée de nouvelles

capacités de raffinage et de transformation, jointes au goût nouveau des raffineurs pour les condensats (1) lui ont permis de compenser la baisse des prix et des ventes de pétrole brut par une diversification de ses ventes. De 72 % en 1975, la part du brut dans les recettes globales d'hydrocarbures est tombée à 16 % l'an passé. Dans le même temps, celle des condensats est passée de 9 à 24 %, celle des produits raffinés de 8,4 à 32,4 %, et celle du gaz de 7,1 à 14,5 %, le solde étant constitué par les gaz de pétrole liquéfiés.

Mais cette stratégie touche à ses limites : et l'année 1986 constitue un tournant extrêmement important. L'Algérie n'a en effet désormais plus guère de moyen d'éviter dès l'an prochain une baisse de ses recettes en devises. La plan pour 1988 a d'ailleurs été basé sur l'hypothèse d'une diminution de 10 % des ressources tirées des hydrocarbures. Tout se cumule : la faiblesse quasi inévitable du marché pétrolier et la baisse probable des prix mondiaux du brut, le déclin du dollar, et surtout la renégociation, prévue d'ici à la mi-1988, des accords de livraison de gaz naturel avec le Belgique, l'Italie et la France, qui absorbent plus de 80 % des ventes de gaz naturel algérien.

Plus encore que la faiblesse des marchés pétroliers, le retournement du marché du gaz depuis trois ans place l'Algérie dans une situation fort délicate. Les conditions de prix extrêmement favorables arrachées par le SONATRACH à ses clients au début de la décennie au plus fort du second choc pétrolier, mettent aujourd'hui le gaz algérien dans une mauvaise position concurrentielle à l'égard des autres producteurs (URSS, Pays-Bas, Canada, etc.). Les trois compagnies américaines clientes ont toutes depuis 1983 arrêté leurs enlèvements pour des motifs divers, et plusieurs pays (Belgique, Espagne, France) ont réduit leurs achats en dessous des quantités prévues par les contrats. Résultat : les ventes de gaz n'ont pas dépassé 20,2 milliards de mètres cubes l'an dernier contre



près de 40 milliards prévus par les contrats signés.

Pie, toute concession quelle qu'elle soit en matière de prix aurait peu de chance d'entraîner une augmentation immédiate des ventes de gaz. Elle se traduirait donc par une perte sèche au niveau des recettes. Mis à part quelques petits contrats (signés avec le Yougoslavie et négociés avec l'Autriche ou la RFA), l'Algérie n'a de chance d'accroître rapidement ses ventes de gaz que si les compagnies américaines acceptent de reprendre leurs enlèvements ; ce qui, compte tenu de l'état du marché gazier outre-

Atlantique, paraît peu probable à court terme.

Il sera toutefois très difficile à l'Algérie de ne pas accepter des aménagements, au moins partiels, de ses contrats avec les Européens. La place est limitée sur ce marché. Les contrats déjà signés couvrent les besoins de l'Europe jusqu'en 1995. Au-delà, un créneau de quelque 50 milliards de mètres cubes reste à couvrir. L'Algérie est sur les rangs, mais elle n'est pas seule en course : la Norvège a engagé des négociations avancées avec le consortium européen des compagnies distributrices de gaz, et le

Nigéria, le Cameroun, voire le Qatar montrent également des signes d'intérêt, sans parler de l'URSS, qui s'emploie depuis un an à casser les prix... Compte tenu des délais et des rigidités imposées par la chaîne gazière, les contrats doivent être conclus dans les prochaines années, voire les tout prochains mois.

Assouplissement

Aussi note-t-on depuis peu un assouplissement subtil de la position algérienne. « Nous ne voyons pas la nécessité de changer de formule de prix, mais ce n'est pas un dogme », assure-t-on au ministère de l'énergie. « Il y a un équilibre à trouver entre acheteurs et vendeurs », reconnaît le président de la SONATRACH.

La gaz constitue à long terme la seule chance du pays de maintenir les exportations et les recettes nécessaires à son développement. Les hydrocarbures représentent toujours 98 % des ressources en devises du pays et contribuent pour 43 % au financement de son budget. Et les prévisions officielles sont claires : l'Algérie n'exportera plus en l'an 2000 que 4,8 millions de tonnes environ de pétrole et de produits raffinés, soit 83 % de moins qu'en 1983.

D'où l'importance cruciale accordée aux négociations gazières, d'où également une nouvelle politique énergétique soucieuse d'agir autant sur le développement ou la préservation des ressources existantes que de peser sur la consommation interne. Les besoins de l'économie algérienne absorbaient en 1970 7 % de la production nationale d'énergie ; ils en absorbent aujourd'hui plus du quart, et si rien n'est fait ce sera plus de la moitié (80 %) en l'an 2000.

Les autorités se préoccupent avant tout de limiter l'usage des produits pétroliers au strict nécessaire (transport) et de réorienter la consommation vers les ressources abondantes, au premier rang desquelles le gaz. Les prix de l'essence ont été fortement majorés ; le super est passé de 1,70 dinar en 1980 à

2,80 dinar en 1984. Un vaste programme de distribution a été adopté afin de promouvoir l'usage du gaz par les ménages et les centrales électriques.

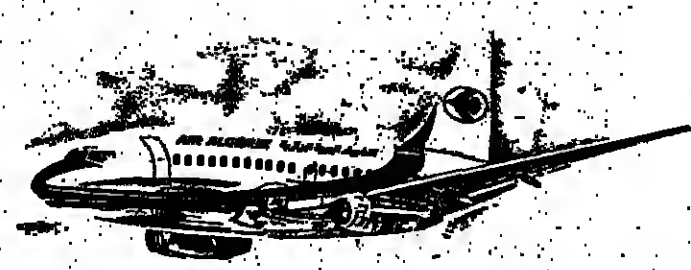
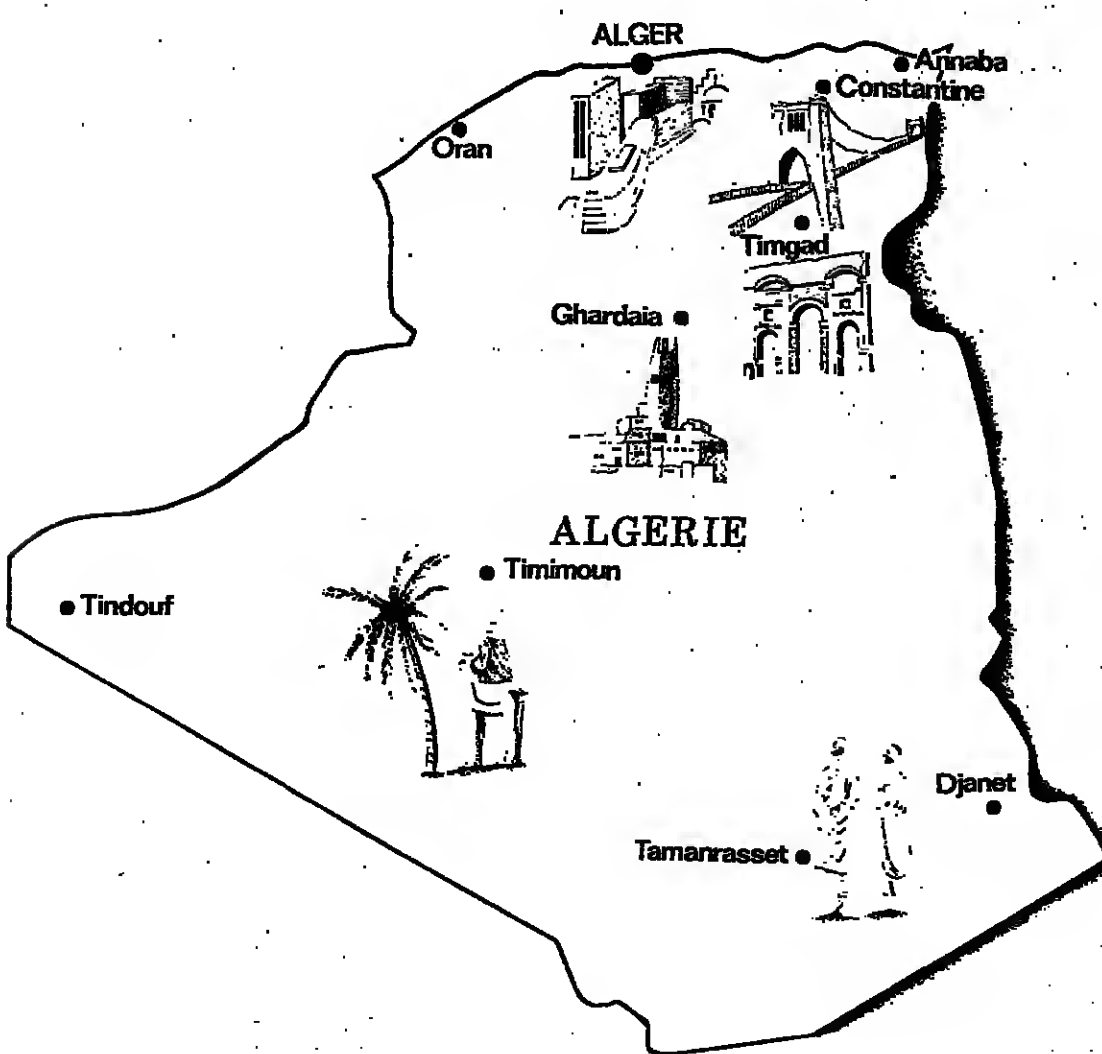
Signe des temps, et symbole de l'après-pétrole : les énergies nouvelles figurent désormais également en bonne place dans le programme énergétique : le solaire tout d'abord, mais aussi l'énergie éolienne, géothermique, et même, à long terme, le nucléaire. Un accord vient d'être conclu avec l'Argentine pour la construction d'un petit réacteur de 500 kilowatts destiné à la formation. En attendant de disposer des hommes capables de gérer un éventuel programme — qui ne pourrait au mieux démarquer qu'après l'an 2000 — l'Algérie s'emploie dans l'immédiat à maîtriser et à développer les applications du nucléaire dans le secteur médical, l'industrie, la conservation des aliments, etc.

« Pendant longtemps, la politique énergétique a consisté à produire et à exporter au maximum », explique M. Belisidia, conseiller du premier ministre. On a pris conscience que le stock d'énergie est épuisable et qu'il faut penser aux générations futures, préparer l'après-pétrole. Cela se traduit dans l'immédiat par une politique prudente et à terme par un développement de toutes les ressources alternatives. »

L'Algérie parviendra-t-elle à négocier ce virage difficile ? Les délais sont très courts (moins de vingt ans), les moyens limités et les conditions internationales défavorables. Mais une chose est certaine : le souci de l'après-pétrole va désormais au-delà des discours et des cercles officiels. Il suffit pour s'en persuader de parler de l'énergie avec ce jeune Algérois de dix-huit ans rencontré au hasard d'un dîner : « En l'an 2000 que nous restera-t-il ? 7 % du gaz, Bon. Mais il faudra le vendre... »

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Condensat : huile extra-légère extraite à partir de la production du gaz naturel.



VOYAGE D'AFFAIRES OU D'AGREMENT

Nous vous transportons vers les centres commerciaux et les sites touristiques de votre choix en Algérie.

De Paris Lyon Nice Toulouse Lille Marseille
mais également de Genève Londres Madrid
ou Djeddah et Dakar.
Chaque semaine de nombreux vols adaptés à vos besoins.
Au départ d'Europe d'Afrique et du Moyen Orient vers l'Algérie.
Pour votre voyage d'affaires ou d'agrément.



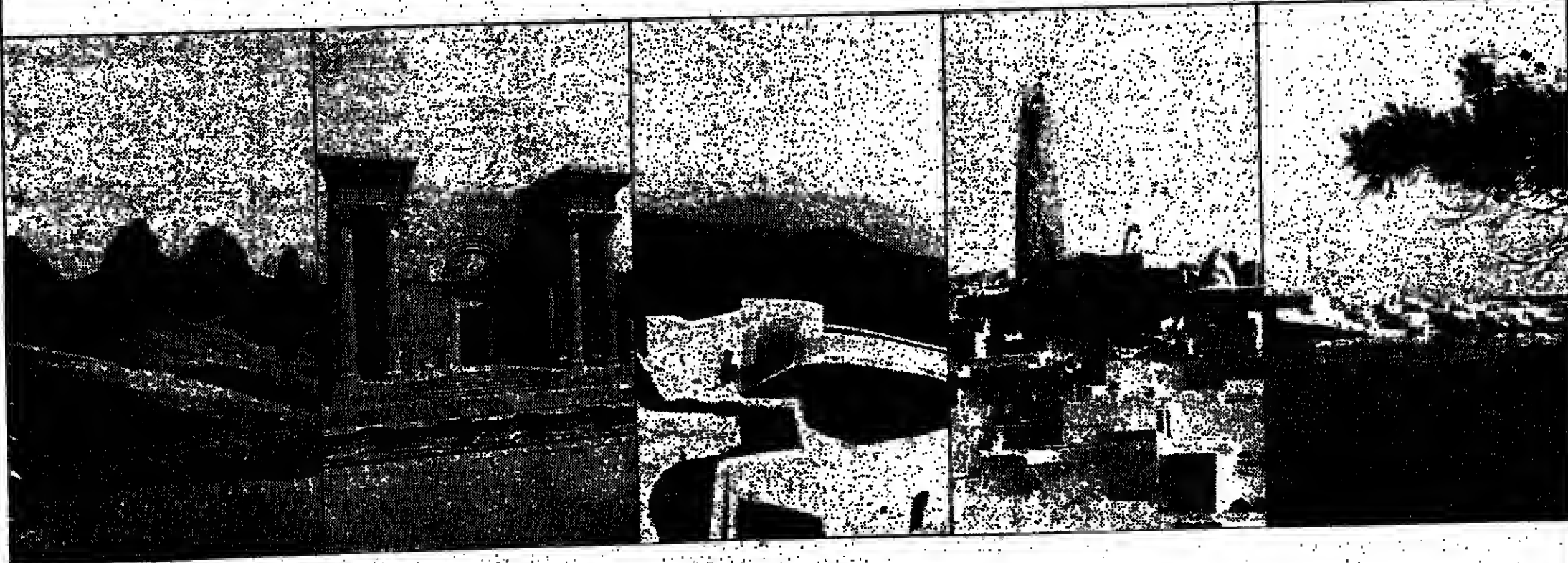
AIR ALGÉRIE الخطوط الجوية الجزائرية



(Publicité)



Magnifique Algérie



Pour voyager en Algérie
contactez l'OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN DU TOURISME

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 4 décembre. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

• RÈGLEMENT DU BUDGET DE 1983

Le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant règlement définitif du budget de 1983.

Ce projet de loi, approuvé en temps utile par le Parlement, a été déclaré non conforme à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel du 24 juillet 1985, en raison de la procédure parlementaire employée. Il est donc soumis à nouveau au vote du Parlement.

• L'AMÉLIORATION DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS LES QUARTIERS

Le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports a présenté au conseil des ministres une communication sur les actions entreprises pour améliorer la vie quotidienne dans les quartiers urbains, notamment dans les banlieues des grandes villes.

La décentralisation a confié aux communes la maîtrise de l'évolution de leurs quartiers. Mais il appartient à l'Etat, pour remédier aux situations les plus critiques et éviter leur renouvellement, de mettre en œuvre un effort de solidarité nationale.

Dans ce cadre :

1) 500 000 logements HLM ont été remis en état et modernisés depuis 1981. Cette action se poursuit à un rythme qui a triplé depuis cinq ans.

2) 120 quartiers parmi les plus dégradés ont fait l'objet d'un effort particulier associant l'Etat et les collectivités locales, sous l'impulsion de la commission nationale pour le développement social des quartiers. La vie sociale y connaît une amélioration ; la délinquance régresse ; la dégradation des immeubles est arrêtée ; de nouveaux habitants viennent s'y installer. Le quartier des Minimes à Vincennes est un bon exemple d'une telle évolution.

3) 100 opérations conduites au titre de la mission « banlieue 89 », dont la réalisation est en cours, ont montré qu'il était possible de rendre les banlieues plus agréables à vivre en les embellissant et en leur faisant retrouver leur caractère propre : commerces, services, équipements, etc.

4) Dans 300 communes ont été mis en place des conseils locaux de prévention de la délinquance associant élus, habitants, policiers, magistrats, travailleurs sociaux ; la délinquance y a reculé de façon souvent très sensible.

L'ensemble de ces interventions est coordonné par le comité interministériel pour les villes, qui leur a consacré 1,1 milliard de francs en deux ans, permettant de lancer plus de 3 milliards de travaux. Cet effort essentiel pour améliorer la vie quotidienne de nombreux Français sera poursuivi à un niveau élevé tout au long du IX^e Plan.

• LA POLITIQUE DES MUSÉES

Le ministre de la culture a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique des musées.

Les musées français accueillent chaque année plus de 20 millions de visiteurs. Le mois des musées et des arts plastiques, organisé en novembre, a été un incontestable succès populaire.

1) La politique menée depuis 1981 s'est organisée autour de deux axes : l'enrichissement des collections et le rajeunissement des musées.

Le triplement depuis 1981 des crédits d'acquisition des musées nationaux et la mise en place des fonds régionaux d'acquisition (dotés de plus de 30 millions de francs en 1985) ont redonné aux musées la maîtrise de leurs collections et leur permettent d'avoir accès au marché des grandes œuvres d'art.

2) La création et la rénovation depuis 1981 de plus de 200 musées en province, l'ouverture du musée Picasso et bientôt du musée d'Orsay et du Grand Louvre dessine le nouveau visage des musées qui ont cherché, avec succès, à concilier qualité architecturale et impératifs fonctionnels.

3) De nouvelles actions, visant à renforcer les structures scientifiques, administratives et financières des musées, seront engagées dès 1986 :

- modernisation de la gestion des musées, notamment en donnant aux responsables des grands établissements (Louvre, Orsay, Versailles...) une plus grande autonomie ;

- meilleure exploitation du patrimoine grâce à une politique commerciale plus active et à l'utilisation de nouvelles techniques audiovisuelles ;

- création, au sein de l'École du Louvre, d'un département pour la formation supérieure des conservateurs de musées, qui ouvrira dès septembre 1986.

- reconnaissance des responsabilités exercées par les conservateurs chefs d'établissement ;

- amélioration de l'équipement scientifique des musées. En particulier, un accélérateur de particules spécialement conçu pour l'analyse des œuvres d'art sera installé au Louvre et un grand centre national de restauration sera créé à Versailles ;

- poursuite, dans le cadre du mouvement de décentralisation, de la politique menée en faveur des musées des collectivités locales.

• L'AMÉNAGEMENT RURAL

Le ministre délégué chargé de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres une communication sur l'aménagement rural.

15,5 millions de personnes, dont 4 millions d'agriculteurs ou de membres de leurs familles, habitent dans les 32 000 communes de moins de 2 000 habitants. Pour encourager la démarche d'autodéveloppement de ces zones rurales, le gouvernement a retenu un ensemble de mesures qui poursuivent les objectifs suivants :

1) Faciliter le développement des activités complémentaires forestières et touristiques des agriculteurs ;

- d'importantes mesures de simplification en matière sociale et fiscale ont été prises en faveur des agriculteurs exerçant ce type d'activités annexes ;

- les agriculteurs qui modernisent leur exploitation en réalisant des investissements forestiers et touristiques bénéficieront, sous certaines conditions, des prêts bonifiés initialement prévus pour les seuls investissements agricoles.

2) Mieux adapter au milieu rural certaines interventions de l'Etat : - le ministère de l'éducation nationale signera, avant la fin de l'année, seize conventions avec des collectivités locales rurales afin de favoriser le regroupement périodique d'élèves de classes et écoles isolées ;

- d'autres mesures concernent l'amélioration et la rénovation des locaux commerciaux, artisanaux et touristiques, la transmission d'entreprises commerciales en milieu rural et l'adaptation de la formation professionnelle des jeunes ruraux ;

- une mission sera confiée à un membre du Conseil d'Etat pour rechercher l'adaptation des réglementations aux besoins du développement rural.

3) Mieux insérer le milieu rural dans les réseaux de formation et d'information essentiels à son développement :

- six nouveaux schémas directeurs de la communication seront mis à l'étude afin d'assurer la complémentarité des programmes nationaux et régionaux et des initiatives locales de communication (radios et télévisions locales, journaux de pays, services télématiques, réseaux téléphoniques) ;

- une expérience d'organisation de télétravail, permettant l'exercice à distance de tâches de secrétariat ou de saisie informatique, sera réalisée dans un département rural.

MESURES INDIVIDUELLES

Sur la proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget :

- M. Gabriel Palloz a été nommé président du conseil d'administration de la Compagnie financière de crédit commercial de France et président du conseil d'administration de la Banque Odier Bungeur Courvoisier.

- M. Isabelle Bouffier est nommée président du conseil d'administration de l'Union des banques à Paris.

- M. Roger Pujol est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de l'Européenne de banque.

- M. Daniel Houli est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de la Banque parisiennaise de crédit.

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale :

- M. Dominique Lecourt, professeur d'université, est nommé administrateur délégué du Centre national d'enseignement par correspondance.

Sur proposition du ministre de l'agriculture :

- M. Michel Goeley est nommé inspecteur général de l'agriculture.

En outre, sur proposition du ministre de la défense, diverses mesures d'ordre individuel relatives à la situation administrative d'officiers généraux et d'officiers supérieurs du contrôle général des armées ont été adoptées.

LE CARNET DU Monde

Réceptions

- M. Ibrahim Nasir, président du conseil d'administration et rédacteur en chef d'Al-Ahram, a offert, mercredi 4 décembre, une réception à l'hôtel de Crillon, à l'occasion de l'ouverture du bureau parisien du grand quotidien égyptien. Le bureau de Paris sera dirigé par M. Chérif El-Shoubashi.

Naissances

- Patrick VERMEREN et Marina FUSTER ont leur fille Pauline.

ont le plaisir de vous annoncer la naissance de

Hugo-Hippolyte,

le 2 décembre 1985.

Mariages

- Annelik HARNET

et

Jean SALM,

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré le 30 novembre 1985.

11, rue Marmar,

75009 Paris.

Décès

- M. Robert Gourmand, M. et M^{me} François Haeg, Aurélie et Xavier, M. et M^{me} Christian Lasky, Céline et Sophie, Et leurs familles,

ont le plaisir de faire part de la mort de

Robert GOURSAUD, ancien élève de l'École polytechnique, chevalier de l'Ordre national du Mérite,

décédé accidentellement, le 3 décembre 1985, dans sa résidence personnelle.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation aura lieu le lundi 9 décembre, à 14 h 30, en l'église de Lajonchère (Haut-Rhin).

Un service sera célébré ultérieurement à sa mémoire en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris-8.

Ses amis en seront informés.

84, avenue Jean-Moulin,

92260 Fontenay-aux-Roses.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

S. 5. - Art primitif - M^{me} LOUDMER.
S. 8. - Bouteilles pressées, bijoux argentés - M^{me} BOISGIRARD.
S. 12. - Livres anc. et mod. - M^{me} DEURBERGUE.

LUNDI 9 DÉCEMBRE

S. 1 et 7. - 14 h 30. Sculptures, table 1950/1960, 20 h 30 : Vitrine d'Albert DAMMOUSE Art contemporain - M^{me} CHARBONNEAU.
S. 3. - Col. Flacons à set et à parfum - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 9. - Tableaux anc. Bx, argt, mbls et objets d'art - M^{me} LOUDMER.
S. 13. - Tab. bib., mbls anc. et de style - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 14. - M. M. COULET, M^{me} ROBERT.
S. 15. - Lucie GUTHRIY, Sacha GUTHRIY. Souvenirs de Théâtre - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 10 DÉCEMBRE

S. 1 et 7. - 21 h. Importants tableaux modernes et contemporains - M^{me} BRIEST.
S. 3. - Bijoux, argentés - M^{me} MILLON, JUTHEAU. Cab. de Fournier, experts.
S. 5/6. - 14 h 30. Importants dessins et tableaux modernes notamment par : BOUGUEREAU, BUFFET, CEZANNE, CHAGALL, COUBERT, KISLING, LAPICQUE, H. MARTIN, MASSON, LEBORG, LOISEAU, RENOU, SERUSIER, SOUTIN, VIAMINCK, etc. - M^{me} LOUDMER.
S. 8. - Bibliothèque Jack GROUT. Marine, voyages - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Mesdard, Clavreuil, experts.
S. 9. - Bibliothèque Jack GROUT. Marine, voyages - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Mesdard, Clavreuil, experts.

MERCREDI 11 DÉCEMBRE

S. 2. - Objets d'art d'Extrême-Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Portier, experts expo : mardi 10 de 11 h à 15 h.
S. 4. - Tableaux modernes et du 19^e s. - M^{me} BOISGIRARD. M. Maruau, expert.
S. 5/6. - 21 h. Importants tableaux modernes - M^{me} LOUDMER. Expo. mardi de 11 h à 15 h et mercredi de 11 h à 18 h.
S. 11. - Monnaie, bix, argt, mbls - M^{me} DELORME.
S. 13. - Timbres, tabx, mbls - M^{me} RENAUD.

JEUDI 12 DÉCEMBRE

S. 1 et 7. - 21 h. Col. de M^{me} Claude-Henri LEVY et appart à divers amateurs - M^{me} MATHIAS, M^{me} LE ROUX, M. Beller, expert.
S. 9. - 20 h 30. Tableaux chinois - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 10. - Tab. bib., bous mbls - M^{me} LANGLADE.

VENREDI 13 DÉCEMBRE

S. 2. - Bijoux, argentés anciens et modernes - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 4. - Tableaux anc. mbls et objets d'art - M^{me} GROS, DELETTREZ.
S. 7. - 21 h. Bouteilles en or. Orfèvrerie anc., objets de Fabergé - M^{me} CHAYETTE.
S. 8 bis. - Cartes postales - M^{me} MORAND.
S. 9. - Art d'Extrême-Orient - M^{me} MILLON, JUTHEAU. MM. Portier, experts.
S. 11. - Linge, dentelles, fourrures, bijoux, poupées - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M^{me} Daniel, expert.
S. 12. - Timbres poste - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 13. - Tab. bib., bous mbls - M^{me} LANGLADE.
S. 15. - 1900/1925 - M^{me} CHEVAL, M. Marvilbac.
S. 16. - Tableaux anc. 19 et 20^e s. mbls et objets d'art - M^{me} CORNETTE de ST CYR.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BRIEST, 24, avenue Matisson (75008), 42-68-11-30.
C. CHARBONNEAU, 134, rue du Fbg-Saint-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.
CHAYETTE, 12, rue Rossini (75009), 47-70-38-89.
CHAYET, 32, rue du Fbg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
DELETTREZ, 14, avenue de Messine (75008), 42-62-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-30.
GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 46-27-00-91.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-61-50-91.
LE ROUX, 18, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-83-00.
LOUDMER, rue de Provence (75009), 42-61-52-25.
MATHIAS, 19, rue Ampère (75017), 46-27-70-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
MORAND, 7, rue Ernest-Renan (75015), 47-34-81-13.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROBERT, 3, avenue d'Eylau (75016), 47-27-95-34.

- M. René Ploard, M. Michel Ploard, Emmanuel et Jean-Serge, M^{me} François Ploard, Et ses amis,

ont le plaisir de faire part de la mort de

M^{me} André LABARTHE, née Dantes Ploard,

survenue en son domicile, 48, avenue de New-York, à Paris-16^e, le 4 décembre 1985.

La levée du corps aura lieu le vendredi 6 décembre, à 13 heures.

L'inhumation se fera le samedi 7 décembre, à 11 heures, au cimetière de Lésion (Pyramide-Adriennes).

52, rue de Longchamp, 75116 Paris.
29, rue Saint-Augustin, 75002 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

André MOUTON,

survenu le 27 novembre 1985, à l'âge de soixante-quatre ans.

Il n'y aura pas d'enterrement, car selon sa volonté, son corps a été remis à la faculté de médecine.

De la part de M^{me} André Mouton, son épouse,

M^{me} Marie-Andrée Mouton, M. Patrick de Chiré, ses enfants.

Saint-Maur 32300 Mirande.

- M^{me} Anne G. Collé, M. et M^{me} J. POUPÉLIN, Michel, Marie-Charlotte, Laurence, Pascale Poupélin, ont le plaisir de faire part de la mort de

Nathalie,

leur petite-fille, fille et sœur.

Une messe sera dite à son intention le mardi 10 décembre 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, à Paris-4^e.

- Grenoble, Paris, Montpellier, Villefrance, Nîmes.

M^{me} Charles Robequain, M. et M^{me} Daniel Robequain et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Loup Robequain et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Simon et leurs enfants,

ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Lucie ROBEQUAIN, épouse de M. Robequain, agrégée de l'Université.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité à Meudon (92), le jeudi 5 décembre 1985.

- M. Jean Edouard Senn, M. et M^{me} Jean-François Senn, MM. Alain et Pierre Edouard Senn, M^{me} Fernande Dugot, M. Christophe Karvella, ont le vif plaisir de faire part du décès de

M^{me} Suzanne SENN, née Harlé,

survenue le 30 novembre 1985, à l'âge de quatre-vingts ans.

Ses obèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, à Fougères, en Suisse, auprès de ses fils, Philippe et Olivier.

Pour ceux qui l'ont connue et aimée, un service religieux sera célébré en sa mémoire, au temple, 58, rue Madame, 75006 Paris, le mardi 10 décembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

« Heureux ceux qui sont doux, car la terre leur appartient. »

34, rue Guyonnet, 75006 Paris.

Remerciements

- M^{me} Jacques Goupil, née Thévenaz, Frédérique et Daniel Muller-Goupil, Bertrand Goupil et Marie-Pia Pringault, Et toute la famille,

profondément émus, remercient tous ceux qui ont partagé leur peine lors du décès de

M. Jacques GOUPIL.

- M^{me} Joseph Rodrigue, M. Jean-Paul Rodrigue,

remercient tous ceux qui, par leur présence et leurs témoignages d'affection et d'amitié, se sont associés à leur immense chagrin lors du décès de leur épouse et père.

M. Joseph Roddy RODRIGUE.

27, boulevard Seiche, 75016 Paris.

7, rue St-Roch, 75001 Paris. Tél. 42-60-67-70

CHARLES LEROUX

aime les grandes femmes et les chausse avec élégance du 41 au 45

7, rue St-Roch, 75001 Paris. Tél. 42-60-67-70

- La direction et le personnel de la Société Dore, à Rouen.

La présidente, La direction, Et tout le personnel de la Compagnie gérière Paris et de la Société AGRIVIN,

remercient les nombreuses personnes qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

M. Joseph RODRIGUE.

46, rue Pierre-Charron, 75008 Paris.

Anniversaires

- Il y a un an,

Lucie BALLUSSAUD DESLOUTURES

nous quitte.

Avis de messes

- Pour

Charlotte HAROUX, née Castel,

toujours présente dans nos mémoires et dans nos cœurs, une messe sera dite ce jour, chapelle Saint-Roch, à Meudon (Alpes-Maritimes).

De la part de l'OABA et de M^{me} Gilardoni.

Messes anniversaires

- Il y a deux ans, disparaissait

Isabelle BER FRYDMAN.

Sa famille et ses amis se réuniront le dimanche 8 décembre 1985, à 12 heures, à l'entrée principale du cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, à Paris.

Communications diverses

- Une présentation exceptionnelle de la collection Thyssen-Bornemisza sera lieu le lundi 9 décembre, à 15 heures, au Musée d'Art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, à Paris-16^e. Cette présentation sera faite au bénéfice de l'hôpital Henri-Dunant de la Croix-Rouge.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-1, samedi 7 décembre, à 14 h 30, amphithéâtre de Gestion, M. Bruno Koper : « L'école polytechnique de l'histoire (1945-1980) ».

- Université Paris-6, jeudi 12 décembre, à 13 h 30, salle 308, M^{me} Nathalie Poulès-Papadimitriou : « Sources paléontologiques d'appartenance archéologique ».

- Université Paris-X, mardi 17 décembre, à 15 heures, salle 614, M. François Chénais : « Technologie, économie et transformation sociale ».

- Université Paris-X, vendredi 20 décembre, à 14 h 30, salle C 24, M. Jean Lemaire : « Soutenance de thèse de doctorat d'Etat sur travaux ».

- Université Paris-X-Nanterre, mercredi 11 décembre, à 14 heures, salle C 26, M. Rabbia Mimoun : « La pensée de Jean Wahl, ou de la tradition vers la révolution en philosophie ».

</

Il y a des prix qui sont une véritable incitation à la débauche.



940 F

DACKE
Lit 160 x 200 cm
Sans sommier ni literie
Pin massif/plaqué
naturel verni



سكنيا من الاميل

société

JUSTICE

DEVANT LES ASSISES DE LA DORDOGNE

Le double crime de Jacques Geneau de Lamarlière

De notre envoyé spécial

Périgueux. — A l'heure de l'audience, les affaires criminelles requièrent toujours un peu d'imagination. Cette fois, il en faut vraiment beaucoup pour se dire que cet homme âgé de trente-sept ans, Jacques Geneau de Lamarlière, si strict dans son costume gris, si égal et courtois dans le propos, a pu comme un farouche tueur, au château de Lamouzie-Saint-Martin (Dordogne), son beau-frère, Jacques Boudet, et sa belle-mère, Jeanne-Marie Boudet, mettant fin par-dessus le marché, en cette nuit du 4 novembre 1981, à la descendance d'une famille d'authentique noblesse d'Empire.

Il en faut encore davantage pour le voir ensuite porter les corps inanimés dans une voiture, s'en aller ainsi sur une route départementale où, après avoir arrosé ses victimes d'essence et d'alcool, il transforma le véhicule en brasier.

Ce fut pourtant ainsi, et Jacques Geneau de Lamarlière l'a dit à l'instruction : « Pour la famille, il valait mieux qu'on croit à un accident. » Ces horreurs ont mis le pays de Bergerac dans tous ses états. Il reste à solder les comptes. Rude sujet pour les jurés de la cour d'assises de la Dordogne, réunis depuis le mercredi 4 décembre, et non moins rude pour la famille Boudet, représentée par ses trois filles, partie civile, qui n'ont fini leur jamais de mesurer la bête par laquelle ce Jacques Geneau de Lamarlière a pu, un moment, être des leurs.

« Vous allez mourir de faim »

Il venait, lui, homme de rotture en dépit du nom, d'une famille du Pas-de-Calais s'étant installée sous les cieux plus cléments du Lot-et-Garonne pour cultiver des terres. Sept enfants, dont Jacques était le troisième. Une vocation agricole, une grande pitié aussi. On l'éleva dans les bons principes. Il fut même, deux ans, élève au petit séminaire de Marmande. Après de médiocres études, le voici à son tour exploitant rural, installé à Moulon, à 40 kilomètres de Lamouzie. Il travaille dur, connaît des débâcles. Un incendie ravage une de ses propriétés. Il a eu « de nuit envoyer balader ». Cependant, il persévère. Mais cela ne va pas sans des temps de loisir.

C'est dans ces occasions qu'il rencontre Jacques Boudet. Par lui, il connaît une de ses sœurs, Laurence. Les Boudet ne sont pas n'importe qui. Ils descendent du général d'Empire Jean Boudet. Celui-là, de Marengo à Essling, fut un brave, avec constance, au point d'être anobli par Napoléon et d'avoir son nom gravé parmi d'autres sous les voûtes de l'arc de triomphe de

l'Etoile. A quarante ans, il meurt, laissant à ses héritiers cette terre de Lamouzie qu'ils ne quitteront plus. Ils y connaîtront des fortunes diverses au gré des temps.

En tout cas, en 1975, lorsque Jacques Geneau de Lamarlière courtise avec succès, Laurence, le domaine Boudet représente encore 100 bons hectares d'asperges et de maïs. Autrement dit, environ 500 millions de centimes au soleil. Mais, quand on va parler mariage, les Boudet n'apprécieront pas. Le comte, qui va bientôt mourir, ne veut pas de

Geneau de Lamarlière allant de difficulté en difficulté. Dépit de bilan d'une société de transport de produits agricoles qu'il avait créée, soucis de santé à cause d'un asthme chronique qui le tenaillait depuis l'enfance, décès à l'âge de cinq ans de sa première fille, frappée de leucémie.

« J'ai peur dans ce château »

Que venait-il faire à Lamouzie au soir du 3 novembre 1981 ? Est-il vrai, comme il l'a affirmé, qu'il ne nourrissait aucune arrière-pensée,

L'accusé a tué son beau-frère et sa belle-mère. La partie civile estime, contrairement à l'accusation, qu'il y a eu préméditation.

Geneau pour rendre. La comtesse Jeanne-Marie convoque le prétendant.

Lui s'excuse encore : « Elle m'a dit que ce n'était pas souhaitable, que Laurence était trop jeune. Elle m'a même fait cette réflexion : « Mais mon pauvre Jacques, vous allez mourir de faim. Elle ne sera même pas capable de vous » faire cultiver un œuf à la coque. »

Il ajoute : « Alors, tout en nous rendant compte qu'on allait leur faire de la peine, on a un peu forcé le destin. » Dans sa bouche, cet aimable euphémisme signifie, tout simplement, que le premier enfant allait naître bientôt.

Sans joie, les Boudet sont forcés de s'incliner. Le couple vivra quelques mois au château de Lamouzie.

« Vous n'avez pas eu l'impression, alors, de vous sentir inférieur ? »

« Non, pas du tout. J'étais parfaitement à l'aise. »

Après quoi, Jacques Geneau va partir avec sa femme sur ses propres terres, à Rouheron. Il y appelle même à ses côtés, à la demande de son beau-père, Jacques Boudet, son beau-frère, qui connaissait, à l'époque, des difficultés.

« Pendant deux ans, nous avons travaillé ensemble. Il avait mon matériel à sa disposition. Je lui avançais de l'argent, à tel point que ma femme m'a dit un jour : « Il ne faut pas que ce soit toujours toi qui l'aides. » On fit donc établir devant notaire une reconnaissance de dettes de 128 000 francs, que Jacques Boudet s'engageait à rembourser dans l'année. »

En fait de remboursement, rien ne vint. Un beau jour, Jacques Boudet tira sa révérence, annonçant qu'il retournait auprès de son père malade à Lamouzie. Dès lors, ce fut la fin des sympathies. D'autant plus que Jacques

mais que dès que son beau-frère l'a vu il l'envoya bouler dans l'escalier non éclairé, qu'il voulait se défendre, qu'il ne vit même pas sa belle-mère, accourue elle aussi, et la frappa dans le noir, sans même s'en rendre compte. De tout cela, on va maintenant parler en détail.

Tout d'abord, il convient de fixer les portraits des uns et des autres. Vu par Laurence, qui fut sa femme, car aujourd'hui elle a obtenu le divorce, Jacques Geneau de Lamarlière est celui qui « voulait toujours avoir l'air de faire mieux et plus que les autres ». En quelques phrases acérées comme des lames de stylet, et prononcées d'une voix glacée, elle en fait un ambitieux, négligeant ses enfants, la négligeant elle-même. Les deux sœurs de Laurence sont moins cruelles, se souve-

nant du « garçon charmant » qu'elles avaient connu naguère mais « beaucoup changer ». Et puis elles glissent cette phrase : « Papa, nous a dit qu'il avait pris des renseignements sur lui et qu'il avait qu'il était malhonnête. »

Ainsi se dessine la thèse de la partie civile, plus exigeante que l'accusation elle-même puisqu'elle vise à démontrer une préméditation, qui n'avait pas été retenue par la chambre d'accusation, dans le seul dessein de s'assurer l'héritage. Pour la conforter, il y a ces mots de la comtesse à des proches ou à des religieuses, qui les ont rapportés : « Madame a dit, deux jours avant le drame : « priez pour nous, priez fort, il va y avoir un drame à la maison. J'ai peur dans ce château. »

Pour mieux le noircir encore, un autre ajoute : « Tout lui était bon pour accabler sa belle famille. »

Ainsi parlait-on côté château. Côté Geneau, c'est le contraire. Voici la mère, le père qui, évidemment, verront toujours leur enfant doux et paisible comme un berger de fable. Voici ceux avec qui il a travaillé et qui célèbrent avec ferveur son honnêteté, sa fidélité à la parole donnée, son souci du bien des autres.

Il reste l'horreur exposée par le professeur Lepé, médecin légiste, et réalisée : « J'ai retrouvé de la suite et de la fin dans les trachées et les poumons des victimes. Elles respirent encore au moment de l'incendie. » C'est sa seule certitude après une autopsie de corps « dont les organes étaient cuits et recuits, éclatés, déchirés, comme on retrouverait un morceau de viande oublié dans le four. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Le « procès » du président Polac

L'émission « Droit de réponse », l'esprit de contradiction, animée par Michel Polac, est-elle une sorte de tribunal populaire qui doit être soumise aux règles des instances judiciaires ? M. Jean-Marie Varaut, conseil de M. Jean Romanet, est de cet avis. Il considère que son client, directeur général de la Société d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux en France, n'a pas bénéficié d'une procédure contradictoire lors de l'émission n° 1 demandant la condamnation de Michel Polac au franc symbolique de dommages et intérêts, en réparation des déclarations diffamatoires ou injurieuses dont M. Romanet aurait été victime lors de l'émission.

« Sous le couvert d'une émission satirique, on a organisé la presse truquée de M. Romanet. Un procès sans défense. Il y avait une volonté de nuire et de discréditer M. Romanet », a plaidé M. Varaut, après que son confrère, M. Bruno Chain, ait dénoncé « la technique de l'obscurantisme » pratiquée dans l'émission.

Qualifié de « président », l'intervenant de « Droit de réponse » s'est vu reprocher d'avoir frôlé l'arbitraire. Interruption de l'accusé, Jean Romanet, qui prétend de sa « défense » et de faire surgir un « témoin » surprise en l'occurrence, la veuve de Patrice Desmoutis, qui prononce un « réquisitoire » suscité, selon l'avocat, par Michel Polac.

M. Varaut, président du tribunal de Paris, et ses deux assesseurs ont assisté pendant près de deux heures à une diffusion de l'enregistrement de l'émission, et il est vrai que les intervenants n'ont guère été tendres avec le PMU et le milieu des

courses en général. Au cours des « débats » de l'émission, on parle de « caisses noires », de « magouilles » de « courses truquées » ou de vente à l'étranger des meilleurs chevaux français à des prix « bradés ».

Un dessin satirique de Plantu illustrant ces derniers propos comportait une légende faisant dire à un cheval : « Je ne suis pas seul à être vendu », et l'une des dernières caricatures représentait des routes pavées de billets de banque sous le commentaire de « Tous les chemins mènent à Romanet » au moment où la voix de l'intervenant demandait à ce que soient nettoyées les écuries d'Auguste.

Répondant à ses adversaires, le défenseur de M. Polac, M. Yves Cournot, a estimé que, s'il y avait eu « presse », M. Romanet avait eu tout le loisir de s'exprimer et qu'on lui avait même demandé à plusieurs reprises s'il avait quelque chose à dire. Mais l'avocat ajouta : « Bien que n'ayant aucune fonction au PMU, il a constamment répondu aux interventions concernant cet organisme, qui avait pourtant délégué deux représentants. Il a lui-même créé une confusion dont Michel Polac n'est pas responsable, pas plus que des propos tenus par les invités. »

Quant aux diffamations que M. Cournot a bien voulu admettre tout en étant prêt à apporter des preuves, deux concernant le PMU : les termes « caisse noire » et « courses truquées », les autres sont constitués par les dessins de Plantu, qui n'a pas été poursuivi.

Jugement le 22 janvier. MARC PORTEY.

A Nancy

M. PAUL LÉONETTI « DISPENSÉ D'AUDIENCE »

M. Paul Léonetti, substitut général près la cour d'appel de Nancy, qui avait déclaré au cours d'une audience qu'il s'abstenait aux instructions de la garde des sceaux concernant les peines de substitution, (le Monde du 28 novembre), est « dispensé d'audience » depuis jeudi dernier, a annoncé, mercredi 4 décembre, M. Roger Deschamnes, procureur général du parquet de cette ville.

« Le comportement de ce substitut général qui abuse de sa liberté de parole à l'audience ne saurait être approuvé. Il porte l'ensemble des magistrats et en particulier ceux du ministère public », indique, dans un communiqué, M. Deschamnes.

« Dans le cadre de l'organisation du service dont j'ai la responsabilité, j'ai décidé, à compter du 28 novembre, de dispenser M. Léonetti de tout service d'audience, tant à la chambre des appels correctionnels qu'à la cour d'assises », ajoute M. Deschamnes. « Je précise que s'agit d'une décision que j'ai prise personnellement et pour laquelle la chancellerie n'est pas intervenue », conclut-il.

FAITS DIVERS

A Roissy

UN COPILOTE D'AIR FRANCE EST ARRÊTÉ POUR TRAFIC DE DROGUE

Un copilote de la compagnie Air France a été arrêté, mardi 3 décembre, à l'aéroport de Roissy, alors qu'il transportait 10 kilogrammes d'héroïne, estimés à 15 millions de francs. Le copilote, M. Bertet, a été interpellé par les douaniers, éperdument bien renseignés, alors qu'il descendait à 8 h 45 d'un Boeing-747 venant d'assurer une liaison entre Hongkong, Bombay et Paris. Immédiatement après lui avoir passé les menottes, les douaniers se sont rendus dans la suite à bagages où ils ont saisi la valise personnelle de M. Bertet, dans laquelle se trouvait la drogue. Pour les douaniers, M. Bertet, qui a été placé en garde à vue, n'en était vraisemblablement pas au coup d'essai.

L'enquête sur les commanditaires de ce trafic a été confiée à l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRTIS), dirigé par le commissaire Jacques Franquet.

C'est la première fois qu'un membre d'un équipage d'Air France est arrêté pour trafic de drogue.

TOURISME

Les associations en quête d'une place au soleil

Confronté à de réelles difficultés, illustrées par la récente liquidation judiciaire de l'association Tourisme et Travail (le Monde daté 28 septembre et 1-2 décembre), s'estiment « lâchés » par les pouvoirs publics et dénigré par un secteur privé se disputant déjà l'héritage de cet apparent moribond, le tourisme associatif semble aujourd'hui vouloir réagir. Non seulement pour se défendre mais pour passer à l'offensive et revendiquer, dans un domaine — celui des loisirs — en pleine évolution, une place au soleil.

Un état d'esprit observé notamment lors du colloque organisé récemment à Paris par le CECOREL (1) et un cours auquel le mouvement associatif a été invité à participer, ont permis d'aborder les marchés étrangers, mais des voies possibles de son salut.

Encore convient-il, dans cette hâte à s'en sortir, de ne pas mettre la charrue avant les boeufs. Le constat, désormais, est bien établi : en ces temps d'austérité et de rigueur, les fonds publics se font rares et, dans l'ordre, le tourisme social ne figure pas au rang des priorités. « Il importe donc », estime François Duvergé, ancien sous-directeur au tourisme et responsable de Bienvenue France (un organisme chargé de la promotion à l'étranger), d'ouvrir les yeux et de lever certaines ambiguïtés. « Celle, par exemple, qui voit opposer le tourisme associatif au tourisme commercial. Dans un cas comme dans l'autre, observe-t-il, il s'agit de vendre. » On celle qui découle de l'omose entre tourisme associatif et tourisme social. « Ce dernier, rappelle M. Duvergé, a un prix, acquis jusqu'ici par la puissance publique, tel n'est plus le cas. Conclusion : « Le tourisme associatif ne fera plus de social si personne ne lui en donne les moyens, et si le désengagement de l'Etat se confirme, des mutations s'imposent. »

Une analyse qui, outre qu'elle interpelle également la gauche au pouvoir, est, pour les intéressés, dure à avaler. A plus forte raison, justement, lorsque la politique s'en mêle. Car, là plus qu'ailleurs peut-être, les dégués du socialisme donnent aujourd'hui de la voix. Pour insinuer, comme Yves Raynaud, délégué général du CECOREL, jusqu'en 1983, le procès d'un gouvernement : « on avait beaucoup espéré [de ce gouvernement] mais en fait il n'a cessé d'enterrer l'originalité de ce secteur et rien fait pour sauvegarder un patrimoine qui fait le camp de paroli. Et il nous

demande maintenant de passer brutalement d'un rôle social à la maîtrise des techniques du marketing ! »

Une égalité des chances

Ce sentiment d'avoir été trahi et lâché habite aujourd'hui nombre des acteurs d'un mouvement qui, reprochant aux pouvoirs publics d'avoir brutalement changé la règle du jeu, demandent à présent que le tourisme associatif, secteur en difficulté, bénéficie lui aussi d'un traitement analogue à celui consenti à l'autonomie ou à la sidérurgie. Ou, à tout le moins, de mesures de transition et d'accompagnement sans lesquelles, prévient-on, « les dégâts risquent d'être importants ».

D'autres, plus réalistes, réclament « l'égalité des chances ». « Si nous continuons à nous présenter comme des demandeurs d'aide », explique, l'un d'eux, nous ne sortirons pas de notre ghetto. » Tarandé par l'inquiétude et le doute, le tourisme associatif s'offre ainsi des séances de psychologie collective où le malin débouche souvent sur une autocritique courageuse. Chacun est alors invité à balayer devant sa porte, à cesser de rejeter sur l'extérieur la responsabilité de la désaffection dont il est victime, à parler un peu moins de ses droits et un peu plus de ses devoirs, notamment à l'égard du consommateur.

Sans oublier le problème sans doute le plus urgent : celui de la dégradation de l'image d'un secteur trop souvent considéré comme « un tourisme assisté pour assistés ». Victime d'un affaissement de son projet, le tourisme associatif a son plus « porté par le public », voire par des partenaires naguère privilégiés, tels que les comités d'entreprise démunis de sociétés aux avances de sociétés privées très agressives. « Victime mais passif », il s'est ainsi trop souvent retranché sur une position défensive, étirée qui le rend encore plus vulnérable. « Notre discours », reconnaît ainsi Jeanne Ruzet (Villages Vacances Familiales), est parfois tellement négatif que, si nous étions cotés en Bourse, personne n'aurait actuellement l'idée de nous acheter. » Défaillance injustifiée, estime-t-elle, en vantant le professionnalisme d'un secteur où, « si des réajustements sont nécessaires, les points positifs l'emportent largement ».

Coups de gueule et cris du cœur qui ne semblent guère perturber

autre mesure un ministre du tourisme qui, tout au long de ses discours, n'a fait que de broder sur les thèmes de la crise, de la gestion (« ni de gauche ni de droite mais bonne ou mauvaise »), de la décentralisation (des pouvoirs et des moyens), de l'utilisation de l'argent public (« pas pour boucher les trous ») et des mutations « inéluctables ». Face à face (ou dos à dos), un plaidoyer tristounet (pour un ministre de gauche s'entend) et des inquiétudes légitimes. A en croire un haut fonctionnaire, même les associations apparemment les plus solides seraient, en effet, aujourd'hui menacées.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs.

DÉFENSE

LE PRIX SCIENCE ET DÉFENSE A TROIS CHERCHEURS FRANÇAIS

Le prix Science et défense 1985, d'un montant de 100 000 francs, a été remis, jeudi 5 décembre, à l'Ecole polytechnique à Palaiseau (Essonne), par le ministre de la défense, M. Paul Quilès, à trois chercheurs : MM. Jean-Jacques Frey, Joseph Mariani et Jean-René Costet. Le jury de ce prix, décerné tous les deux ans, est présidé par M. Louis Néel, prix Nobel de physique.

[Chercheur en Commissariat à l'énergie atomique, M. Jean-Jacques Frey, cinquante-deux ans, est un spécialiste de la physique des réactions thermonucléaires et, à ce titre, il a joué un rôle déterminant dans la mise au point de l'arme à rayonnement renforcée (autrement baptisée bombe à neutrons).]

Chercheur au laboratoire d'informatic pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur, M. Joseph Mariani, trente-cinq ans, a, avec M. Jean-René Costet, trente-sept ans, responsables des études ergonomiques au service des études générales de la société Crouzet, conçu des travaux importants à la mise au point d'un système de commande vocale pour le pilotage des avions de combat. Basé sur un Mirage-3, ce système pourrait être monté sur des versions ultérieures du Mirage-2000 ou de son successeur.]

● Nomination militaire. — Le conseil des ministres du mercredi 4 décembre a promu contrôleur général des armées le contrôleur des armées René Fiehon.

PRÉVENU DE CORRUPTION

Le commissaire Rémi Leclair est condamné à dix-huit mois de prison avec sursis

Le commissaire divisionnaire Rémi Leclair, ancien commissaire du huitième arrondissement de Paris, a été condamné, mercredi 4 décembre, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, à dix-huit mois de prison avec sursis et à une amende de 63 000 francs, représentant le double des sommes qu'il a reçues en 1983, de la part d'un patron de boîte de nuit, en échange de la surveillance spéciale dont bénéficiait cet établissement (le Monde du 13 novembre 1985).

La même amende a été infligée à M. Michel Ammel, ténancier des boîtes de nuit L'Apocalypse et Le Garage, reconnu coupable du délit de corruption active de fonctionnaire.

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission s'est glissée dans les déclarations que M. Mario Stasi, nouveau bâtonnier de Paris, a faites à CFM mardi 3 décembre lors de l'émission « Le Monde report ». Nous aurions dû imprimer dans le Monde du 5 décembre : « Nous n'interviendrons dans le débat politique que si les valeurs essentielles sur lesquelles repose la liberté sont en cause. »

naire, condamné à un an de prison avec sursis.

A l'audience du 13 novembre, le commissaire Leclair avait affirmé que, s'il avait bien reçu certaines sommes de la part de M. Ammel, il s'agissait de témoignages de reconnaissance pour des renseignements et des conseils relatifs à la gestion d'un établissement de nuit, mais les juges ont rejeté la thèse des cadeaux offerts a posteriori, en retenant contre le policier le délit de « corruption passive ». Dans son jugement, M^{me} Jacqueline Clavery, président de la dix-septième chambre correctionnelle, déclare : « Il est certain qu'on serait en droit d'attendre d'un commissaire divisionnaire un tout autre comportement, les faits qui lui sont reprochés revêtent une gravité certaine. » Le magistrat note qu'il ne bénéficie du sursis que grâce à ses états de services passés.

M. Victor Louis, dit « Caminet », directeur du Crazy Horse Saloon, poursuivi pour complicité de corruption active de fonctionnaire pour avoir, selon M. Ammel, conseillé de verser des gratifications au commissaire, a été relaxé, sa culpabilité n'ayant pas été établie.

Vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous avait pas prévenus.



940F

DACKE
Lit 160 x 200 cm
Sans sommier ni literie
Pin massif/plaqué
naturel verni.

Ha, ha, ha, ha, ha! Pardon... Vous êtes trop mignons... Chez IKEA on vous aime comme ça, quand vous faites la fête... On devrait peut-être dire les fêtes?...
Au moins, ça prouve une chose: vous savez profiter de la vie autant que de nos prix. Et là, vous n'avez pas fini. Il n'y a pas que les prix de nos grands lits qui soient tout petits. Il suffit d'ouvrir le catalogue IKEA pour voir tout ce qu'on peut économiser sur un an. On vous laisse le soin de savoir quoi faire avec la différence.

Une vraie incitation à la débauche... Justement, vous voyez comme les choses arrivent, en ce moment chez IKEA il y a une foule de cadeaux tous plus beaux les uns que les autres. Tellement pas chers, que les prix eux aussi sont des cadeaux.
Pour un peu, on se ferait bien un petit Noël avant Noël... Quitte à revenir pour remplir les petits souliers à la bonne date... Avec ce qui reste, vous pourrez toujours offrir à votre foie le réveillon de sa vie.

Même plusieurs soirs de suite... Mais rappelez-vous: les fêtes c'est sa fête... On vous aura prévenu...



IKEA des prix qui vous laissent de quoi passer de bonnes fêtes.

IKEA ÉVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES-AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (1) 64.97.65.65. LUN. MAR. MER. VEN: 11-20H - JEU: 11-22H - SAM: 10-20H - DIM: 10-19H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
IKEA BOBIGNY: CTRÉ CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 48.32.32.35. LUN. MAR. MER: 11-20H - JEU. VEN: 11-22H - SAM: 9-20H. IKEA LYON: CTRÉ CIAL DU GRAND VIRE, VAILLY-EN-VELIN. TÉL. 78.79.23.26. LUN. VEN: 10-20H - SAM: 9-20H
IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON 13127 VITROLLES. TÉL. 42.89.96.16. LUN. MAR. MER. JEU: 11-19H - VEN: 11-22H - SAM. DIM: 10-19H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANT

سكننا من الاله

RELIGION

Sortie de messe

De notre envoyé spécial

Chrétiens du Vatican. — Barbara Burke a quarante-trois ans, de longs cheveux blonds dans le dos, tressés en natte. Cette infirmière, mère de quatre enfants, vit en Floride. Elle a fait à ses frais le voyage de Rome, pour le synode. Le 30 novembre, déjà, au cours d'une conférence de presse, sa question sur les « discriminations sexistes » dans l'Eglise avait été lue sans voir un cardinal et deux évêques : « La moitié de l'Eglise ne participe pas au synode », avait-elle dit. A nouveau, ce sont cent cinquante-cinq hommes qui vont décider de l'avenir.

Le mercredi 4 décembre, elle a joint le geste à la parole. Basilique Saint-Pierre, vêtue d'une djellaba sombre brodée par des amis d'Afrique du Nord, et d'une

étole verte qu'elle venait d'acheter à Rome, elle a gravi les marches d'un autel, s'est mise à prier, a levé au ciel une grande hostie, un calice, fait les genuflexions d'usage, et a communiqué. Tout cela, en quelques secondes, avant que les gardes de la basilique ne se rendent compte du sacrilège, ne la saisissent, et ne la remettent entre les mains de la police italienne.

Elle devait être relâchée quelques temps après, et gagnait aussitôt la France.

Cette provocation ou geste symbolique, il avait été largement prémédité. Barbara Burke avait pris soin, en effet, d'amener un journaliste et de faire distribuer un texte réclamant pour les femmes formées à la théologie la droit d'accéder au sacerdoce.

HENRI TINCO.

● Le Noël des chrétiens libanais. — Une douzaine de personnalités françaises, dont MM. Jules Roy, Nicolas Sautray, Jean-François Deniau et Jean-Marie Daillet, participeront à l'opération « Un bateau pour le Liban » qui va amener pour Noël aux chrétiens déplacés sur leur propre sol une cargaison de vivres et de vêtements. Les dons peuvent être adressés à François Fromont-Meurice, président de SOS-Christiens du Liban, 46, rue de Rome, 75008 Paris, tél. : (1) 42-93-69-02.

SPORTS

FOOTBALL

MUNDIAL 86 : LA COUPE EST PLEINE

L'Ecosse s'étant qualifiée, mercredi 4 décembre, grâce à un résultat nul (0 à 0) en match retour de barrage contre l'Australie (après l'avoir emporté 2 à 0 au match aller), les vingt-quatre pays devant participer à la phase finale de la Coupe du Monde, du 31 mai au 29 juin, sont désormais connus.

Le football européen ira en force au Mexique puisque, outre l'Italie, tenant du titre, deux quatrièmes d'office, treize équipes du Vieux Continent ont conquis sur le terrain le droit de participer au Mondial. Ce sont l'Allemagne de l'Ouest, l'Angleterre, l'Irlande du Nord, l'Ecosse, le Danemark, la Belgique, la Bulgarie, la Hongrie, l'Espagne, le Portugal, l'URSS, la Pologne et la France.

Le continent américain sera représenté par le Canada, le Mexique, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ; l'Afrique par l'Algérie et le Maroc ; l'Asie par la Corée du Sud et l'Irak.

La composition des six groupes de quatre pour le tour préliminaire sera déterminée par un tirage au sort effectué le 15 décembre prochain à Mexico. La veille, les six quatrièmes de série auront été désignés. En principe, ce seront le Mexique, pays organisateur, le Brésil, triple vainqueur de l'épreuve, l'Italie, la RFA, la Pologne et la France demifinalistes en 1982. Mais pour des raisons de notoriété, donc de retombées commerciales, le Comité organisateur préférerait l'Angleterre, voire l'Argentine, à la place de la Pologne. Israël-tout-jus à modifier les critères de désignation ? La France serait dans ce cas retenue au titre de championne d'Europe, l'Allemagne et l'Angleterre (ou l'Argentine) en tant qu'anciens vainqueurs de la Coupe du Monde.

● BASKET-BALL : Coupe Korac. — En quarts de finale (premier tour aller) de la Coupe Korac, Chris Evert-Lloyd et Martina Navratilova se retrouveront ce samedi 7 décembre en finale de l'Open d'Australie. La tenante du titre, Chris Evert-Lloyd, s'est qualifiée en battant l'Allemande de l'Ouest Claudia Kohde-Kilsch (6-1, 7-6), tandis que Martina Navratilova, victorieuse en 1981 et 1983, éliminait la Tchèque Hana Mandlikova en trois sets (6-7, 6-1, 6-4). Chez les hommes, Ivan Lendl s'est qualifié pour les demi-finales en battant la Britannique John Lloyd (7-6, 6-2, 6-1).

ÉDUCATION

Le goût nouveau de la tradition

(Suite de la première page.)

« Qu'allons-nous, que devons-nous transmettre ? demande J.-B. Pontalis. Pouvons-nous encore prendre appui sur quelque chose comme une tradition ? La rupture elle-même suppose une tradition et exige à son tour d'être légitimée. »

La transformation des mythes

Cette idée qu'il y a un nouvel usage de la tradition et que celle-ci doit être arrachée des mains des conservateurs pour nourrir la construction de l'avenir est développée par Karl Popper dans un article, « Pour une théorie rationaliste de la tradition », publié dans le dernier numéro des Cahiers STS du CNRS (3). Pour Popper en effet la pensée scientifique repose sur l'observation et la critique des mythes et des théories existantes. L'invention scientifique, que ce soit dans le domaine

des sciences exactes ou des sciences sociales, n'est jamais absolue. Elle ne se fait pas à partir de rien. Elle naît du choc et de la transformation des idées fabriquées par les générations précédentes. Le progrès de la science ne consiste pas en une accumulation de connaissances toujours nouvelles. Il ne procède pas par révolutions, mais par transformations. Il se nourrit de l'expérience accumulée par les hommes.

Le sociologue allemand Norbert Elias va plus loin encore — comme il l'a expliqué dans une conférence qu'il vient de faire au Collège de France sur le thème « Continuités et discontinuités dans la transmission du savoir » — puisque pour lui il existe une continuité, non seulement à l'intérieur de la pensée scientifique née en Grèce, mais entre celle-ci et le savoir non-scientifique des Babyloniens qui l'a précédée. « C'est en vain, observait-il, qu'on chercherait dans le processus millé-

naire de transmission du savoir humain des découvertes ayant un caractère d'absolu commencement et de totale discontinuité. »

Le spécialiste de l'éducation Bernard Charlot affirmait, lors d'une intervention devant l'Association des professeurs de mathématiques, que cette prise en compte de la dimension historique dans le travail de la science marquait, en fait, un changement profond dans l'attitude des chercheurs (4). Alors que, pendant une période récente, ces derniers ont eu tendance à concevoir les mathématiques modernes comme un langage radicalement nouveau, aspirant à l'unité et à l'universel et « ne portant aucun stigmate du passé », l'idée apparaît maintenant que les mathématiques ne trouvent leur sens que dans leur histoire et dans leur développement. « Pour les promoteurs de la réforme des maths modernes, la mathématique est l'état de sa jeunesse sans cesse renouvelée. Pour

les historiens, les mathématiques énoncent des vérités qui, pour reprendre l'expression de Bachelard, sont toujours des erreurs rectifiées (...). Il y a là deux conceptions différentes des mathématiques, mais aussi du savoir et plus profondément de l'homme face au temps. »

Ce regain de l'histoire comme substrat de la pensée scientifique imprègne une réflexion menée au sein de la Société française d'histoire des sciences et des techniques, comme l'explique celle-ci dans le dernier numéro de sa revue (5). On la retrouve dans une récente résolution de l'Académie des sciences rédigée par le professeur Kastler en faveur de l'enseignement de l'histoire des sciences ou dans le rapport du Collège de France sur l'éducation. S'interrogeant sur l'enseignement de l'avenir, les professeurs du Collège insistent sur « la nécessité de rappeler l'enracinement historique de toutes les œuvres culturelles ; y compris les œuvres scientifiques ».

Un contre-poids nécessaire

Ce goût nouveau pour la tradition reflète la préoccupation de relativiser les acquis de la science et l'unité de la culture. La mise en perspective historique rejoint la relativité géographique, marquée par l'influence des sciences humaines et l'accent mis par l'anthropologie sur les différences culturelles. Mettre en valeur les cheminement de l'histoire et la multiplicité des cultures, c'est lutter contre l'exercice d'orgueil de la modernité et l'imperialisme de la science. C'est apprendre le doute et la tolérance. C'est enseigner que la vérité d'aujourd'hui n'est que l'état provisoire d'une réflexion destinée à être constamment contestée et rectifiée. En ce sens, le regain de la tradition participe de l'ère du doute qui marque cette fin de siècle.

Mais sans doute n'est-ce pas un hasard s'il apparaît au moment même où l'accélération des mutations sociales et technologiques prend un tour vertigineux. Il agit comme un contre-poids nécessaire à l'aspiration moderniste. Karl Popper, dans l'article cité précédemment note que l'angoisse naît de l'imprévisible. Les individus, comme les groupes, ne supportent pas d'être mis dans des situations entièrement inédites, qui ne comportent pas de points fixes aidant à ajuster les comportements. N'est-ce pas pourtant ce qu'on ne cesse de nous annoncer ? Les exhortations continues au changement, à la mobilité, à l'innovation sont difficiles à supporter. Plus on incite à aller de l'avant, plus grandit le désir de se réfugier dans le passé.

L'enseignement ne peut ignorer ce mouvement. Les efforts qui ont été faits depuis plusieurs années, pour « adapter » l'école aux « évolutions » du monde moderne répondent à une évidente nécessité. Mais l'éducation ne se réduit pas à l'adaptation.

L'helléniste, Jacqueline de Romilly, insistait dans un livre récent sur la « distance » nécessaire que l'école devait instaurer entre le monde et l'école (6). C'est ce décalage qui est recherché dans ce regard nouveau sur la tradition. Une façon d'aider les jeunes à ne pas se dissoudre dans le présent. A être modernes intelligemment.

FREDÉRIC GAUSSEN.

(3) Cahiers STS n° 3, éditions du CNRS, 90 F. — la Documentation française — 29-31, quai Voltaire, 75340 Cedex 07.

(4) Voir « Les profs de math se rebiffent », dans le Monde du 31 octobre.

(5) « La mémoire de la science et ceux qui la servent dans les structures de l'enseignement scientifique français », Bulletin, numéro spécial n° 14, 15 et 16 de la Société française d'histoire des sciences et des techniques, 12, rue Colbert, 75002 Paris.

(6) L'Enseignement en déroute, Julliard, 1984.

ENVIRONNEMENT

Des banlieusards de Paris se mobilisent contre la plus grande poubelle de France

Ils sont venus à plusieurs centaines, bravant le froid humide, le samedi 30 novembre. En longues processions automobiles, ils ont convergé de Villeparisis, Courtry, Le Pin, Vanjous et Tremblay-Lès-Gonesse, communes riveraines de « la plus grande décharge de France en milieu urbain » — un trou de dix millions de mètres cubes situé à la limite des départements de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne, à une vingtaine de kilomètres de Paris.

Pendant que mouettes et corbeilles tournoient au-dessus de la grande fosse, les militants d'une quinzaine d'associations (écologistes, consommateurs, parents d'élèves, copropriétaires) se rassemblent aux grilles — fermées pour l'occasion — de la décharge gérée par l'entreprise « France-déchets ». Les animateurs du collectif s'adressent à la foule transie à l'aide d'un mégaphone que porte discrètement Jean-Claude Delarue, président de SOS-Environnement : « Voilà des années qu'ils nous empestent avec leurs ordures. Ça ne peut plus durer. Nous allons porter à la présidence de M. Mitterrand une pétition géante pour demander son laxisme. Et nous vous donnons rendez-vous le 25 janvier prochain, ici même, pour faire le point. »

L'assistance applaudit, y compris les élus venus « en spectateurs », comme M. Roger Grosmaire, maire de Vanjous et M. Georges Prud'homme, maire (PC) de Tremblay-Lès-Gonesse. Ce qui n'empêche pas les gens, empoisonnés chaque saison par les odeurs pestilentielles de la décharge, c'est que l'on s'apprête à l'agrandir encore : de 9 à 30 décembre, une enquête d'utilité publique sera menée à Courbron

(Seine-Saint-Denis) pour le creusement de nouvelles carrières de gypse. Le site est actuellement occupé par le bois de Bernouille, une parcelle verte de 39 hectares à laquelle les habitants sont évidemment très attachés puisqu'elle les isole encore de la fosse pestilentielle.

« Nous ne sommes pas contre les fabricants de plâtre, explique un riverain, nous sommes contre l'utilisation des carrières sous forme de décharges publiques à deux pas des habitations. Encore si la décharge était exploitée convenablement. Mais ce n'est pas le cas. Ils ne mettent que les couches de terre obligatoires que lorsque nous nous plaignons. » Les soixante mille riverains se plaignent donc régulièrement depuis 1983 (le Monde du 22 juillet 1983). Rien n'y fait. La situation a même tendance à empirer avec l'accumulation des déchets. Rats et renards — souvent enrages — se mettent à proliférer. « Je vote comme je respire », disait un slogan peint sur une poster pour les manifestants de samedi. L'approche des élections va-t-elle activer la recherche d'une solution ?

R. C.

PARIS

M. Chirac : pas d'urbanisme sauvage

Après notre article sur la révision du plan d'occupation des sols de Paris (le Monde du 26 novembre) nous avons reçu du maire de la capitale, M. Jacques Chirac, les précisions suivantes :

Je crains que votre article ne donne l'impression que la municipalité entend modifier profondément sa politique d'urbanisme dans le sens d'un retour à des conceptions périmées définies sous l'expression d'« urbanisme sauvage ». Je voudrais dissiper cette impression, s'il l'ont ressentie, auprès de vos lecteurs.

Le paysage de Paris, avec des immeubles de hauteur modérée, alignés le long des rues, doit être et sera préservé. L'équilibre entre les grandes fonctions : logement, commerce, équipements publics, surfaces d'activités secondaires et tertiaires, ne saurait être remis en cause. Ces orientations, déjà inscrites au schéma directeur d'urbanisme de la capitale, elles restent d'actualité.

En entreprenant la révision du POS de Paris, l'objectif de la municipalité est d'actualiser un document élaboré il y a plus de dix ans. Aujourd'hui, les constructions de

logements et de locaux d'activités restent freinées par trop de dispositions réglementaires inutiles. Il faut tout faire pour éliminer les freins aux initiatives d'acteurs qui viennent, dès lors, bien sûr, qu'elles ne s'éloignent pas des objectifs fixés par la collectivité. A ce titre, le maître mot est et restera : préserver le paysage de la capitale. Contrairement à ce qui a été écrit, il n'est nullement dans mes intentions de remettre en cause la protection des sites et monuments.

Le POS concerne la ville tout entière et donc tous ses habitants. Chacun, représentants élus ou membres d'association, va contribuer à son élaboration. Des orientations sont proposées. Paris prendra le temps nécessaire de réfléchir à son avenir.

L'occupation des Tuileries

M. LANG POURSUIT LES FORAINS EN JUSTICE

Procès et polémiques en cascade autour de l'occupation des Tuileries depuis dimanche 1^{er} décembre par des forains squatters. Ceux-ci ont déposé une plainte pour propos diffamatoires contre M. Jean-Pierre Weiss, directeur du patrimoine au ministère de la culture, qui avait accusé les professionnels de la fête d'être entrés aux Tuileries par effraction. En riposte, le ministre de la culture a assigné les forains devant le tribunal administratif de Paris, auquel il demande de prononcer l'expulsion des manifestants. Le jugement « en urgence » sera rendu jeudi 12 décembre prochain. En attendant, les attractions seront ouvertes dès vendredi 6 décembre et le porte-parole des forains, M. Marcel Campion, a annoncé que ce jour-là elles seraient gratuites pour les enfants.

L'affaire devient aussi politique. M. Jack Lang, ministre de la culture, a indiqué que, selon lui, « il appartient à la ville de Paris de trouver une solution définitive pour que les forains puissent exercer leur métier ». Dès le lendemain, M. Jacques Chirac a répliqué : « Le mouvement de protestation des forains ne s'adresse pas à la municipalité mais tout spécialement à l'Etat. » Et de faire distribuer à la presse une note détaillée sur « les actions menées par la ville de Paris en faveur des industriels forains ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde LOISIRS

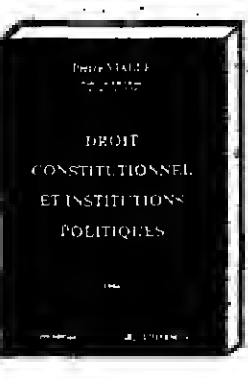
JEUX & STRATEGIE

Cette année, n'offrez pas n'importe quoi ! Choisissez bien grâce au GUIDE DE TOUS LES JEUX. C'est une grande première ! JEUX & STRATEGIE EN VENTE PARTOUT.

Editions L'HERMÈS

« Le droit constitutionnel est l'interprétation juridique du pouvoir politique » 736 p. ; 1^{re} éd. ; 135 F

L'HERMÈS 31 r. Pasteur LYON 7 23 r. du Départ PARIS 14



25. Lettres étrangères : une réédition des œuvres de jeunesse de Rafaël Alberti

29. Histoire : 1939-1945, souvenirs du temps de la nuit

Le Monde DES LIVRES

Deux détectives chez Louis XVIII

L'enquête d'un historien et d'un psychanalyste sur l'extraordinaire aventure de Martin, le paysan visionnaire qui fut reçu par le roi.

La France est bien considérée du Bon Dieu. Dès que quelque chose ne tourne pas rond au royaume de France, l'Eternel s'affole. Il expédie sur la Terre un de ses collaborateurs, avec la charge de gronder le roi, de lui faire connaître le bon choix. Ces envoyés ne sont pas les premiers venus. Parmi eux, on reconnaît des anges et, dans les circonstances graves, la Sainte Vierge même. Au quatorzième siècle, Jeanne d'Arc, Constance de Rabastens, Jeanne-Marie de Maille, Marie Robine, Pierrette la Bretonne, sont choisies comme intermédiaires. En 1699, un maréchal-ferant de Salon-de-Provence, chapitré par le Ciel, attire l'attention de Louis XIV sur quelques-unes de ses bêtes.

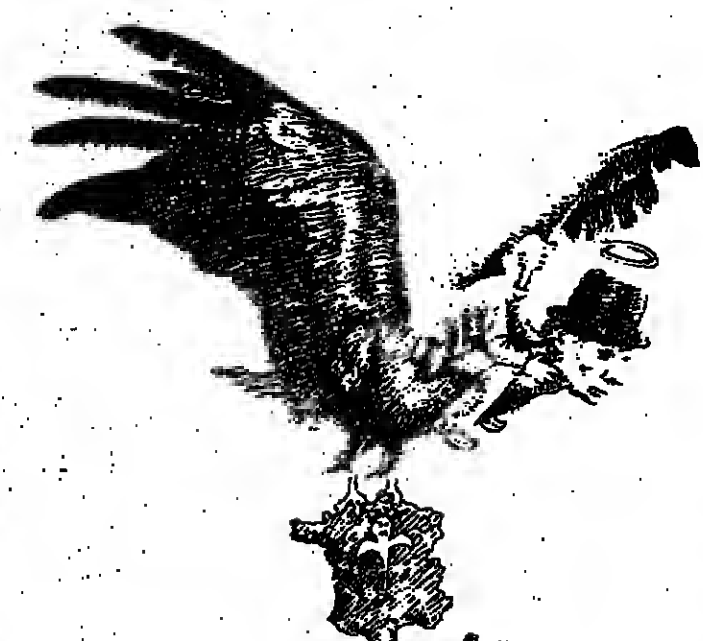
Le dix-neuvième siècle, qui verra fleurir jusqu'au délire le culte de l'Immaculée Conception, reçoit à son tour plusieurs messagers de haut rang. La Vierge visite Bernadette Soubirous et quelques bergères. Mais l'échange Raphaël n'est pas en reste. Il est dirigé vers un haricotier de Gallardon, dans la région de Chartres, un "brave" type nommé Thomas Ignace Martin, qui, du coup, sera reçu incontinent aux Tuileries par le roi Louis XVIII. Aujourd'hui, ce Martin est passé de mode mais il fut glorieux en son temps. Coiffé

de son chapeau rond et chaussé de ses guêtres de haricotier, il vaticana dans les salons ultras du faubourg Saint-Germain, devant les douairières palmées et les seigneurs emperruqués, avant de mourir dans des circonstances bizarres en 1834.

Un ange en redingote

Qu'un paysan obtienne une audience du roi, même avec une recommandation de l'archevêque Raphaël, la chose n'est pas ordinaire. Aussi, un psychanalyste, Jacques Nassif, et un historien, Philippe Boutry, ont-ils en l'idée excellente de prendre la piste du haricotier prophétique. Il ont relu son histoire, ils ont dépouillé la littérature empliée sur Martin et interrogé le secret redoutable que l'envoyé de Raphaël a déposé dans l'oreille du roi. Les deux auteurs procèdent par échange de lettres, ce qui donne vie à leur recherche : nous voyons l'enquête se dérouler sous nos yeux, comme un direct à mesure des trouvailles que l'historien fait dans les archives, que le psychanalyste fait dans l'inconscient de Martin.

Tout commence le 15 janvier 1816. Martin étend du foin dans son champ. Un personnage haut de cinq pieds et un ou deux pouces, au visage effilé et pâle, vêtu d'une redingote de couleur



BERENICE CLEEVE.

blonde, l'interpelle. « Il faut que vous alliez trouver le roi. » Allons, bon ! Le haricotier se fait tirer l'oreille. Il dit que d'autres seraient mieux désignés que lui. Mais l'être ne plaisante pas. « C'est vous qui irez ! » Les semaines suivantes, nouvelles apparitions. Le haricotier est de plus en plus ennuyé. Il consulte son frère. Il se confie au curé de Gallardon, M. La Perrière. Il traîne les pieds, il ne veut pas voir le roi. L'apparition s'énervait et finit par décliner son identité. « Je suis l'archange Raphaël, très illustre auprès de Dieu. » Bigre ! Martin fait le voyage de Paris. Il y rencontre le ministre de la police, A. Charanton, le grand Finel l'ausculte. Finalement, toujours chaussé de ses guêtres de paysan, le voici dans le bureau du

roi. Tout se passe très bien. Raphaël avait tout prévu. Il avait bien expliqué au paysan que les mots lui viendraient d'eux-mêmes dans la bouche et ils viennent si bien que Louis XVIII, foudroyé par la révélation, fait promettre au bonhomme le secret sur cet entretien - où plutôt sur le « dire » du paysan, s'il faut s'exprimer ici comme le font les historiens frontés de psychanalyse.

Fin du premier épisode. Le temps passe. Louis XVIII meurt en 1824, et cette mort délivre le haricotier de sa promesse. Il se confie à un autre prêtre, l'abbé Perrean, et ce Perrean publiera la véritable révélation faite par Martin à Louis XVIII.

GILLES LAPOUPE.

(Lire la suite page 29.)

Sartre et la déchirure de l'histoire

Le tome II, inédit, de la Critique de la raison dialectique pose, pour nous, vingt-cinq ans après, cette question : le khrouchtchéisme fut-il la dernière illusion de Sartre et des intellectuels progressistes ?

Il ne faudrait pas que le tourbillon médiatique soulevé par Sartre à travers la biographie que vient de publier Annie Cohen-Solal (1) retombe sans qu'on se soit interrogé sur l'urgence de sa pensée aujourd'hui. La notion romantique de génie - qui nous décritrait un géant mort dominant un monde de nains vivants - n'est pas indispensable pour rendre compte de l'impact extraordinaire que ce nom, Sartre, continue d'avoir parmi nous.

Sa présence tiendrait-elle à ce simple fait que Sartre posthume est un auteur plus prolifique que Sartre vivant ? Cinq livres en trois ans : il faut remonter à l'immédiat après-guerre pour seulement approcher un tel rythme de publication. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que Sartre n'ait pas connu le purgatoire qui lui avait été prédit aussitôt après son enterrement. Ce purgatoire, il l'avait traversé de son vivant, en France du moins, entre la publication des *Mots* (et le Nobel consentit, en 1964) et 1975. A cette date, l'effet biographique cumulé de la biographie de Simone de Beauvoir, et de nombreuses interviews et à un film à commencer de statuer tout vif l'écrivain, qui ne pouvait plus écrire, et qui tantôt se prêtait comme un bon type, tantôt résistait comme un beau diable à cette célébration pérfide.

Et voici que, après au moins dix ans d'absence dans les débats d'idées, Sartre est revenu avec, coup sur coup, cinq ouvrages qui sont tout le contraire de ces fonds de tiroir que d'ordinaire la mort d'un écrivain fait surgir, mais

bien des livres majeurs : les *Carnets de la drôle de guerre*, les *Cahiers pour une morale*, les *Lettres au Castor* (si discutables soient-elles, justement, pour ce qui concerne la personnalité morale de Sartre), le *Scénario Freud* et, à présent, le volume II, inachevé, de la *Critique de la raison dialectique*, autant de textes problématiques qui remettent la pensée sartrienne en chantier et appellent au travail des contemporains.

Si ces textes sont « urgents », c'est que leurs contradictions demeurent pour une part les nôtres. A première vue, cependant, quoi de plus périlleux que la problématique « freudo-marxiste » à laquelle introduisait *Questions de méthode*, placé en tête du tome I de la *Critique* ?

Le sérum existentialiste

Le retour en arrière, ici, s'impose : que cherchait Sartre en 1958, année où il rédige l'essentiel de son second ouvrage philosophique majeur ? A ranimer un marxisme sclérosé en lui injectant le sérum existentialiste. En termes philosophiques : à lui donner les fondements critiques qui lui font défaut. Comme on sait, le marxisme ossifié les a rejetés et s'est bétonné encore plus inexpugnablement dans ses dogmes, qui ont, aujourd'hui, l'allure de pierres tombales.

MICHEL CONTAT.

(Lire la suite page 26.)

(1) Voir « Le Monde des livres » du 25 octobre 1985.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Passé défini, de Jean Cocteau

Cahiers Cocteau

Moi, Jean Cocteau, de Philippe de Miomandre

L'envers du décor

Il y a deux façons d'être ignoré : ne pas être célèbre du tout, ou l'être trop. Cocteau fut de la seconde sorte. Il se définissait lui-même comme le plus inconnu des hommes connus. Les manchettes retroussées sur les mains belles comme des moules, ou s'envolant comme des colombes d'illusionniste, le profil en lame de Cocteau, les images lapidaires tombant de la bouche sans lèvres, la voix théâtrale, les mondanités tapageuses - Cocteau pluriel de cocktail, - les anges boudeurs en forme de clefs de sol dessinés sur les nappes de restaurant, cela, c'était la poudre lancée aux yeux des échos : la paillette des funambules, la parade de cirque, l'obligation faite aux vedettes « vendeuses » de coller à leur légende pour moins la subir.

L'envers du décor était tout autre, le contraire de la futilité désinvolte, une vie de travailleur acharné, d'artiste inquiet, de citoyen déçu, d'ami écopché. Plusieurs textes ont permis de rectifier l'image de l'oiseleur léger par politesse : les entretiens avec William Fiffeld, André Fraigneau, Roger Stéphane... Trois livres, la même semaine, complétant ces confidences et retouchant le portrait d'un autre Cocteau, mal dans sa peau et dans son temps, grave jusqu'au désespoir.

PHILIPPE DE MIOMANDRE est poète lui-même, auteur notamment de *Sens et percussions*. Il s'apprête à tourner un long métrage. Ces deux activités le préparent à entrer dans l'intimité de Cocteau par une voie peu banale : celle d'une biographie intérieure reconstituée. Il imagine un dialogue intime entre le poète à l'âge mûr et un jeune double de lui-même baptisé Angelo.

L'auteur ne peut négliger que la vie de Cocteau fut d'abord un bouquet de rencontres prodigieuses. Les portraits défilent, plus vivants que dans la biographie de F. Steegmüller (Buchet-Chastel, 1973) : les peintres, dont Picasso et Marie Laurencin, les danseurs russes ; les musiciens, de Satie à Auric ; les comé-

dians, de Sarah Bernhardt à Marais ; les écrivains, de Gide et Mauriac à Radiguet et Genet.

Dans *Opium*, Cocteau se demandait comment on pouvait écrire la vie des poètes, qui leur échappe à eux-mêmes par excès de « mystères », de « vrais mensonges », d'« enchevêtrements ». Il pensait que la connaissance de l'œuvre était encore la moins mauvaise approche possible. Les témoins directs pourront contester le droit que s'adjuge Philippe de Miomandre d'imaginer certaines réactions secrètes du poète, mais non sa parfaite assimilation des écrits, et sa sympathie en profondeur avec l'homme.

Le document central des derniers *Cahiers Jean Cocteau* (n° 10) contribue lui aussi à sauver l'homme de sa légende. Il s'agit du journal intime du poète Roger Lannes (1909-1982). Auteur de *Signe de reconnaissance*, la *Nuit quand même*, les *Voyageurs étrangers*, Lannes a signé le Cocteau de la collection « Poètes d'aujourd'hui » chez Seghers. Il a fréquenté Cocteau entre les années 1937 et 1950, date à laquelle la mélodie l'a littéralement exilé. Le numéro des *Cahiers* comporte également deux petits inédits de Cocteau dramaturge : l'un à propos des adieux d'Albert Lambert à la Comédie-Française, en 1937, l'autre pour le cinquantenaire du restaurant Maxim's, en 1949.

Enfin, Gallimard nous livre la deuxième tome du *Journal de Cocteau*, sous le titre *Le Passé défini*. Le précédent couvrait les années 1951 et 1952. Voici 1953. Les événements de la période ne portent pas à la gaieté. La Hollande est inondée, la terre tremble en Céphalonie, une longue grève assombrit l'été. M. Joseph Laniel n'est pas homme à faire aimer la politique. Peu de créatures se révèlent ou s'épanouissent. La France se passionne pour la longueur des jupes...

(Lire la suite page 30.)

PRIX PASSION

Sylvie
GERMAIN



Le livre des nuits

roman

GALLIMARD nrf

دنيا من الاعمال

VIENT DE PARAÎTRE

LA VIE AGRICOLE ET PASTORALE DANS LE MONDE

par Mariel J. Brunhes Delamarre

Une vision mondiale, exhaustive, des techniques, des outils agricoles et pastoraux et des transports ruraux.

Un livre d'ethnologie comparée, une somme irremplaçable, jamais encore réalisée, pour les historiens, les collectionneurs... et les amoureux de la vie agricole et pastorale.

216 pages en grand format - 933 documents dont 26 en couleurs - 600 F (TTC).

Documentation gratuite, sans engagement, en écrivant aux ÉDITIONS JOËL GUÉNOT - B.P. 24 - MEUDON-NEUILLY 92194 MEUDON CEDEX ou en téléphonant au: 45 07 18 11



PARUTIONS DE NOVEMBRE 1985

Isaac BABEL
Le moulin chinois et autres scénarios
Traduit du russe par Lily Denis

Karen BLIXEN
Lettres d'Afrique 1914-1931
Éditées et préfacées par Frans Lasson
Traduites du danois par Philippe Bouquet

Iris MURDOCH
L'élève du philosophe
Roman traduit de l'anglais par Alain Delahaye

Ezra POUND
Poèmes suivis de Hommage à Sextus Propertius
Traduit de l'anglais par Michèle Pinson, Ghislain Samois et Alain Sured

GALLINARD *nrf*

SALON DU LIVRE DE JEUNESSE

Des milliers de livres à regarder, à emporter, à acheter.
Des centaines d'activités culturelles.
Samedi 7 décembre 14 h / 19 h
Dimanche 8 décembre 10 h / 19 h
Centre des expositions Esplanade Benoit Frachon
Métro : Mairie de Montreuil
ENTRÉE LIBRE

MONTREUIL 7-8 DECEMBRE

ROMANS

Au pays des aveugles

C'est dans le dernier roman d'Hubert Nyssen qu'apparaît cette rare figure d'écrivain qui « fit trois fois les livres avant d'en parler » : la première pour se défaire de l'anecdote, la deuxième pour les besoins de l'analyse, la troisième pour jouer de la plénitude de l'écriture. C'est un épais roman, une fresque multiple que ces Rois borgnes, dont le découpage rythmé des chapitres aboutit, sans motif, le cours tranché de fort nombreux destins : entre Francfort, Lille, Paris, s'embrassent, entre autres, les vies d'un écrivain en panoplie convenue - Mont-Blanc, lunettes demi-lune, rue Bonaparte - d'une traductrice qui s'arroge tous les pouvoirs qu'auto-

rise le sacrifice de soi, d'une prostituée polonoise qui s'agit dans un « moulin » de Provence, d'un artisan-maquetiste au faciès « pesonien », d'une réfugiée chilienne qui fut sardinière à Marseille, d'un prince africain totalement déboussolé, d'une sorcière épre et dévouée qui ne peut écrire ses romans « qui feront un tabac, à Paris, cet automne » qu'après des simulacres de sexe et de violence...

Rapprochements, désirs, heurts, dégoûtements, ressentiments, reproduisent, en l'espace de quelques jours - durée qui est celle de la vie même, dit Hubert Nyssen - le mouvement relationnel des rencontres et des correspondances, le flux et le reflux de la vie mondaine et sociale. Dans ce marigot, qui est essentiellement celui des « lettres et de l'édition de Paris », l'écrivain Galien, roi borgne au pays des

aveugles, empereur romain de la décadence, engendra, en contrepoint fictif, son Doppelgänger, son double : un nain « persécuteur et persécuté », car « tout homme - et a fortiori un écrivain - porte en lui un double exaspérant qui lui démontre ses certitudes, l'incite à inverser vie et mort et lui suggère de céder à la perversité de la folie ».

Soit. Mais ce Doppelgänger n'est que le fruit d'une imagination complaisante d'écrivain : ubiquiste, turiste et prophétique, ce double, quand il ne lit pas les Bijoux indiscrets, mord les femmes sous leurs jupes... Fantômes de l'écrivain étouffé par ses propres monstres que n'aide guère cet aphorisme de Cortázar : « Le seul moyen de tuer ses monstres, c'est de les accepter. »

Récrit plusieurs fois au long de deux années de mise en place, ce roman se nourrit de ce que Virginia

Woolf appelait l'« herbe entre les pavés », ce tissu intersticiel qui lie, à l'échelle de l'infiniment petit, les êtres vivants. Mais Nyssen, non sans recourir à un fantastique déformant, à la caudex d'un écrivain qui ne peut dans, non sans céder à l'ambiguïté d'une charge contre un milieu dont il participe, s'attache, en géomètre de la fiction, en romancier non euclidien, à faire paraître convergentes, sécantes, interférentes même toutes ces vies parallèles : « Au pays des aveugles... » - C. P.

★ LES ROIS BORGNES, d'Hubert Nyssen, Grasset, 373 p., 89 F.

Erik

le flamboyant

Erik, dit « le Rouge ». Dernière des mots, le colosse silhouette d'un homme aussi flamboyant que sa chevelure, que ses colères, que ses conquêtes. Fasciné par ce Viking de légende, Daniel Lacotte raconte l'épopée des Conquérants de la terre verte : ou comment, menés par leur chef Erik, des Vikings virent un jour « monter en un ciel igné des étoiles nouvelles ». Un roman historique, avec ce que cela comporte d'intérêts et de défauts.

Intéressante, fabuleuse même, l'histoire d'Erik l'est certainement. Banni d'Islande à l'approche de l'an mil, il décide de conquérir d'autres terres. Affrétant drakkars, femmes, concubines et compagnons, il s'engage vers le nord. Et le Groenland, « terre verte », devient son nouveau royaume : celui des tempêtes et de la glace ; celui aussi du pouvoir et d'une forme nouvelle de gouvernement.

Mais raconter l'histoire n'est pas chose facile, la romancer moins encore : le narrateur court toujours le risque de l'édulcorer, d'être écrasé par sa grandeur même. Affronté à cette difficulté, Daniel Lacotte présente parfois une vision très « dix-neuvième siècle » d'Erik le Rouge : d'inspections en notations minimalistes, le grand Islandais perd un peu de son caractère fabuleux, sans gagner toujours en crédibilité.

Revers positif de cette médaille : l'épopée des Groenlandais nous devient proche, presque familière ; et l'on peut trouver du plaisir à suivre de près l'aventure de ces ancêtres si lointains. - R. R.

★ LES CONQUÉRANTS DE LA TERRE VERTE, de Daniel Lacotte, Hémis, 370 p., 85 F.

LETTRES

ÉTRANGÈRES

Groupuscules

et chiens errants

Il ne faut pas se laisser tromper par le titre de cette traduction (en italien, le livre s'appelle *Chiens errants*, ce qui était beaucoup plus parlant) ni par l'illustration de la couverture, qui peut laisser croire qu'il s'agit d'un livre pour les enfants. En fait, dans ce pseudo-roman par lettres, qui oppose vraisemblablement deux visages d'un même personnage, ce qui apparaît, ce sont quelques gauchistes, étudiants en fin de cycle, ou jeunes enseignants catapultés dans des écoles de campagne vers la fin des années chaudes de l'après-68. Ils se confient leurs problèmes, leurs tentatives d'action et leur angoisse, leur désir aussi de remuer un monde qu'ils haïssent mais auquel ils adhèrent plus fortement qu'ils ne le voient eux-mêmes.

Avec *Occidente*, de F. Camon, mais de façon autrement convaincante, c'est là, sans doute, le seul texte littéraire important venu d'Italie qui rende perceptible ce que fut le monde troublé de ces groupuscules un peu déboussolés, de ces chiens errants. Cela tourne court, certes, et cela date aussi ; mais c'est précisément l'intérêt de ce livre que de nous ramener ainsi au cœur de cette période cruciale dont les contours commencent à s'estomper maintenant. - M. F.

★ BOUMBOUTCHA, de Renato Paris, roman traduit de l'italien par J.-M. Lachet, avec un dialogue-préface d'A. Moravia, éd. Desgouttes, 160 p., 78 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

HISTOIRE

● Ouvrage collectif : *Mouvements populaires et conscience sociale. XVI^e-XIX^e siècles*. Ce volume contient les actes du colloque qui s'est tenu à Paris en mai 1984, recueillis et présentés par Jean Nicolas. (Université de Paris VII-CNRS, Éditions Mouton, 773 p., 220 F.)

● Philippe Erlanger : *Richelieu*. À l'occasion du quatrième centenaire de la naissance de Richelieu, la biographie du cardinal, « ambassadeur », « révolutionnaire », et « dictateur », par Philippe Erlanger est rééditée en un volume. (Librairie académique Perrin, 680 p., 150 F.)

● Robert K. Massie : *Pierre le Grand*. Pierre I^{er} Alekseyevitch (1672-1725), le tsar de la grande Russie en Europe occidentale, le fondateur de Saint-Petersbourg, donna, après sa victoire sur Charles XII de Suède, un rôle prépondérant à la Russie en Europe du Nord. La biographie de R.K. Massie a obtenu le prix Pulitzer. (Traduit de l'anglais par D. Wiesner, Éditions Fayard, 863 p., index, 180 F.)

● Eugen Weber : *L'Action française*. Paru d'abord aux États-Unis en 1962, l'ouvrage de référence d'Eugen Weber sur l'Action française, avait été publié chez Stock en 1964. Il reparaît aujourd'hui chez Fayard, avec une postface rédigée pour cette occasion. Malgré ce texte et ce qu'il indique de la prière d'insérer, cette réédition ne peut être considérée comme une mise à jour. (Traduit de l'anglais par M. Christien, Éditions Fayard, 666 p., chronologie et index, 150 F.)

● Ouvrage collectif : *L'Allemagne nazie et le génocide juif*. Ce volume rassemble les actes du colloque tenu en 1982 sur ce thème par l'École des hautes études en sciences sociales, sous la présidence de Raymond Aron et François Furet. Ce livre fait le point des travaux les plus sérieux concernant l'antisémitisme nazi, le génocide et les réactions et interprétations qu'il suscitèrent. (Éditions Gallimard-Seuil, 600 p., index, 195 F.)

● Nicole Tousseint du West : *Laure Junot, duchesse d'Abrantes*. Par l'auteur de la biographie de Rachel (Stock), la vie peu connue d'une grande dame non conformiste, femme de lettres aussi, et qui relata tant les souffrances de Napoléon I^{er} que ceux de Balzac. (Éditions Fayard, 320 p., 84 F.)

POLITIQUE

● Jacques Bidet : *Que faire du « Capital » ?* Le livre de J. Bidet, maître de conférences à l'université Paris-X, porte comme sous-titre : *Matériaux pour une refondation*. L'auteur se propose d'étudier l'objet de la théorie marxiste ou s'articulent les catégories de l'économie, du social et du politique. Cette « refondation » implique également d'interroger la genèse de cette théorie exposée,

d'une manière inachevée, dans le *Capital*. (Éditions Klincksieck, 283 p., 130 F.)

MÉDECINE

● Galien de Pergame : *Souvenirs d'un médecin*. Galien (deuxième siècle après J.-C.) a été, avec Hippocrate, le grand nom de la médecine antique. Paul Moraux a traduit et présenté les fragments autobiographiques tirés du corpus galénique. (Éditions Les Belles Lettres, 197 p., 99 F.)

CORRESPONDANCE

● Joris-Karl Huysmans : *Lettres à Théodore Hannon*. Huysmans préface le recueil de l'écrivain belge Théodore Hannon, *Rimes de joie*, paru en 1881 avec des gravures de Félix Rops. Autour de cette collaboration, une importante correspondance s'instaure entre les deux hommes de 1876 à 1886. Cette édition des lettres de Huysmans est présentée et annotée par Pierre Cogy et Christian Berg. (Éditions Christian Piret, diffusion Alternative, 300 p., 126 F.)

RELIGION

● Ouvrage collectif : *Idoles*. Les intellectuels juifs de langue française ont réuni leur colloque annuel en 1984 sur les différentes formes d'idolâtrie et le refus rigoureux que leur oppose la conscience juive. La traditionnelle leçon talmudique d'Emmanuel Lévinas porte sur « Le Maître de la Thoré ». (Éditions Denoël, 222 p., 54 F.)

SCIENCES

● Rudy Rucker : *La Quatrième Dimension*. « Partie intégrante de nombre de théories scientifiques respectées, la quatrième dimension est cependant beaucoup utilisée dans des domaines guère estimés comme le spiritisme et la science-fiction ». R. Rucker guide le lecteur dans des dimensions qui n'ont rien d'ordinaire. (Traduit de l'américain par C. Jeanmougin, Éditions du Seuil, 277 p., 89 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Iris Murdoch : *L'Élève du philosophe*. Dans une station thermale britannique, le grand philosophe Rozanov continue de fasciner son ancien élève ainsi que tout le cercle de ses familiers. Son projet : écrire le livre dans lequel il va révéler sa « doctrine secrète ». (Traduit de l'anglais par Alain Delahaye, Gallimard, 604 p., 150 F.)

● Han-shan : *Le Mangeur de brumes*. L'œuvre du poète-vagabond que les adeptes du zen ont cultivée à la suite des maîtres du Tao pour son enseignement désinvolte, narquois et profond tout à la fois. (Traduit du chinois par Patrick Carré, Phébus, 312 p., 120 F.)

PENDANT 8 JOURS, CAP VOUS SACRIFIE 100 CANAPES "CORDIAL" PAS UN DE PLUS.

CAP



7950 F

Du 5 au 12 décembre 1985

Profitez vite de cette offre exceptionnelle car il n'y aura pas un jour de plus. À partir du 13 décembre le canapé CORDIAL retourne à son vrai prix : 9.750 F

CAP - 37, rue de Cîteaux - 75012 PARIS
Tél : 43 07 24 01
CAP - 27, avenue Rapp - 75007 PARIS
Tél : 45 55 58 22

DU LIBRAIRE

HISTOIRE

Elisabeth

La reine vierge

Avec un barbe-bleue pour père, comment une jeune fille, même de sang royal, peut-elle rêver au prince charmant ? La future Elisabeth I^{re} avait deux ans et huit mois lorsque Henri VIII fit exécuter sa mère, Anne Boleyn. Devenue reine, elle s'obstina à refuser le mariage : elle se voulait souveraine de sa vie privée comme de son royaume. En cela, elle ressemblait à son père. Comme lui, elle était résolue à ne jamais laisser ses conseillers s'unir contre elle. A une époque où le gouvernement des femmes était jugé « contraire à la nature » et l'espérance de vie des princes fort courte, Elisabeth régna avec une habileté et une autorité remarquables pendant quarante-cinq ans.

La pitié ne cessa de lui reprocher la liberté de ses mœurs, mais la nommait avec admiration « la reine vierge ». Si elle ne pouvait nier son sexe, elle n'hésita pas à proclamer, devant des soldats qu'elle exhortait au combat, qu'elle possédait « le cœur et l'estomac d'un roi et, qui plus est, d'un roi d'Angleterre ». Elle couvrait ses beaux cheveux roux de fleurs et de pierres précieuses, mais de ses livres tombaient des jurons. Malgré une santé qu'on disait fragile, elle enterra plu-

sieurs générations de médecins. Elle consacra la rupture avec Rome et devint le chef de l'Eglise anglicane. La fin de son règne vit la victoire de l'Anglais sur l'invincible Armada espagnole. L'histoire de l'Europe venait de changer de visage.

Sensible et documentée, cette biographie élisabéthaine nous promène dans le sillage d'une reine qui entre cœur et cœur affronta déjà les soucis et les chocs des femmes de notre siècle. — L. F.

★ ELISABETH I^{re}, par Carolly Erickson, Seuil, 416 p., 120 F.

L'impuissance

des antifascistes

Alors que se multiplient les ouvrages sur les fascismes européens, il n'en existait aucun en langue française sur le combat des opposants. Jacques Droz comble enfin cette lacune avec un livre clair, fouillé et pourvu d'une très utile bibliographie internationale.

La propos est plus spatiale que temporelle, sauf pour montrer les flottes stratégiques de l'Internationale communiste avant et après 1935. Si quelques pays sont délaissés, la Hongrie et la Roumanie en particulier, l'opposition aux fascismes triomphants d'Italie, d'Allemagne, puis d'Autriche est décrite sous toutes ses variantes, ouvrières, démocratiques et bour-

geoises. La menace interne dans les pays démocratiques, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, fait l'objet d'utiles chapitres synthétiques.

Au cœur, l'impuissance des antifascistes à surmonter leur division de 1920 : on sait comment la haine des communistes allemands pour le social-démocratie joua un rôle décisif dans le triomphe de Hitler en 1933. Partout, l'héroïsme et le sacrifice — des Iles Lipari à Dachau, — l'élan des Fronts populaires, sont gâchés par d'énormes erreurs dans l'appréciation du phénomène fasciste. Miné par un pacifisme viscéral, irrémédiablement déchiré, incapable de mesurer la force bestiale de l'adversaire, prisonnier de certains schémas de pensée sur l'agonie fatale du capitalisme en crise, l'antifascisme échoue dramatiquement en Espagne, puis, coup fatal, avec le pacte germano-soviétique de 1939.

Une autre étape s'amorce en 1941, que Jacques Droz, malheureusement, n'examine pas et qui aurait pourtant éclairé rétrospectivement l'impuissance d'avant 1939 : celle des résistances, quand l'antifascisme trouve enfin ce ressort trop longtemps ignoré par ses penseurs marxistes, le patriotisme. — J.-P. R.

★ HISTOIRE DE L'ANTI-FASCISME EN EUROPE, 1923-1939, de Jacques Droz, La Découverte, 318 p., 125 F.

Mandrou,

ombrageux et fidèle

Robert Mandrou, mort l'an passé, attend toujours qu'on lui accorde sa vraie place, toute sa place, dans notre paysage culturel.

Après un rude voyage organisé qui lui offrit le STO en Europe centrale, et qui lui fit admirer à jamais le Marc Bloch de l'Etrange Défaite, le jeune égrégé fraya dans le sillage des Annales : dès 1957, son séminaire des Hautes Etudes fut un de ces lieux rurs où l'on raisonnait juste. Avec Duby et Ariès, malgré une brouille dramatique avec Fernand Braudel, cet homme d'orages et de foudres, ombrageux et fidèle, lança l'histoire dite « des mentalités », loin des chapelles insouciantes : il fit du mental collectif et de la sensibilité des silencieux de beaux objets d'histoire.

Féru de méthodologie, passionné par cette Europe des Fugger et de Jan Hus où notre destin s'est scellé, cet homme mérita d'être découvert et reconnu : Philippe Joutard et Jean Lecur ont rassemblé une cinquantaine de textes d'amis et de disciples dans Histoire sociale, sensibilités collectives et mentalités. Seuls ceux qui s'habitent en prêt-à-porter intellectuel s'abstiendront d'aller y voir. — J.-P. R.

★ HISTOIRE SOCIALE, SENSIBILITÉS COLLECTIVES ET MENTALITÉS. Mélanges Robert Mandrou. PUF. 580 p., 350 F.

SCIENCE-FICTION

Des futurs excessifs



On peut donc interpréter comme un signe de bonne santé du genre la parution de mois-ci de trois romans « radicaux » d'un seul coup.

Vautours, de Joël Houssin, marque le retour à la SF d'un auteur qui s'était porté ces deux dernières années sur la série policière du Dobermann. Et quel retour ! D'abord, là où Houssin nous avait naguère habitués à des livres très courts et très percutants, il nous offre ici une œuvre longue, dense, ambiguë. La violence que l'on trouve dans Blue ou Game Over acquiert une dimension hallucinatoire propre à secouer le lecteur et à transformer Vautours en source durable de cauchemars...

Dans un monde où la greffe d'organes est devenue une pratique courante, le collectionneur indépendant David Tolland se heurte aux Vautours du trust de Steve Dede, qui n'hésitent pas à tuer eux-mêmes manifestants ou accidentés de la route pour accroître les bénéfices de la compagnie. Cette trame, on s'en doute, engendre des scènes sanglantes et choquantes, mais... et c'est là la force du livre — la violence défilante mise en œuvre par Joël Houssin correspond à quelque chose, signifie quelque chose, et renvoie à un désespoir absolu, à une interprétation très noire de la vie sociale. Paradoxalement, Vautours est plus proche de Locomotive Rictus, premier roman éclaté et « littéraire » de Houssin, que d'aucun de ses autres livres. De ceux-ci, il reste la dimension « populaire », la capacité à transmettre immédiatement, sans fioritures, sans concessions, une vision très personnelle du monde, aussi politique et nihiliste que celle de Locomotive Rictus, mais considérablement plus achevée. Vautours est sans conteste le meilleur livre de Houssin à ce jour. (Joël Houssin, Vautours, Editions Fleuve Noir, hors collection, 270 p., 78 francs.)

Coincidence ou rencontre significative ? Toujours est-il que le roman dévastateur de K.-W. Jeter, Dr Adder, s'enfonça lui aussi dans le cauchemar chirurgical. Greffes, mutilations volontaires, trafic de fantasmes meurtriers... Plus « travaillé » sans doute que le livre de Houssin, Dr Adder n'en est pas pour autant moins dérangeant — il s'en faut de beaucoup.

Ce n'est certainement pas par hasard que le livre e dû attendre douze ans sa publication aux Etats-Unis, et ce en dépit du soutien actif d'un auteur de l'emvergure de Philip Dick, qui ne s'est pas contenté d'ajouter une postface à ce roman, dont il est l'un des personnages, mais s'est aussi employé à lui trouver un éditeur, sans succès.

C'est que Dr Adder est un livre dangereux. Là où Vautours relève de la satire sociale, Dr Adder travaille à même les fantasmes. Les prostituées s'y font sectionner bras ou jambes pour séduire le client, on y fabrique des vagins dentés pour castrer ses ennemis, on s'y greffe des mains artificielles particulièrement meurtrières. Les « forces morales » elles-mêmes n'hésitent pas à recourir au meurtre organisé pour « nettoyer » Los Angeles de l'influence du Dr Adder, le chirurgien fou. Les fous se rassemblent en bandes rivales dans les égouts où ils pratiquent parfois l'entrophagie...

Et le style haché, nerveux, presque névrotique de K.-W. Jeter, style faussement plat et populaire, n'autorise pas une seconde de répit au lecteur. Dr Adder est un cauchemar dont on ne parvient pas à s'extraire avant qu'il n'en décide lui-même — un de ces cauchemars cellulaires qui aident à bâtir. (K.-W. Jeter, Dr Adder, Editions Denoël, coll. « Présence du futur », 248 p., 42 francs.)

Beaucoup moins violent mais infiniment plus complexe, le dernier roman choisi par Gérard Klein pour « Ailleurs & Demain » : la Locomotive à vapeur céleste, de Michael Coney. On n'avait pas eu l'occasion de lire Coney depuis les Brontosaurus mécaniques (1979), les éditeurs français n'ayant jugé bon de faire traduire son Cat Kerina, pourtant excellent et directement relié à cette Locomotive à vapeur céleste, qui constitue le premier volet de la trilogie du Chant de la Terre.

Sans bouleverser sa thématique personnelle, Coney semble entrer dans une nouvelle phase et « franchir le pas », quittant le domaine des intrigues intimistes et un peu nostalgiques pour se lancer dans la description d'un avenir très lointain où les contours égrenent les différentes légendes entrecroisées du Chant de la Terre. De même que chacun des précédents romans de Coney apparaissait comme pièce d'une œuvre-mosaïque, chacun des motifs narratifs de la Locomotive... se combine à tous les autres pour composer une histoire plus grande que celle de l'humanité tout entière. Livre fascinant, tendre et impossible à résumer, où Coney laisse enfin la bride sur le cou à une imagination hors pair, la Locomotive à vapeur céleste inaugure sans doute possible une trilogie qui restera comme l'une des œuvres majeures et parfaitement inclassables du genre, au même titre que pour les mêmes raisons que les Seigneurs de l'Instrumentalité, de Cordwainer Smith. (Michael Coney, la Locomotive à vapeur céleste, Editions Robert Laffont, coll. « Ailleurs & Demain », 300 p., 89 francs.)

EMMANUEL JOUANNE.

UN NOUVEL OUVRAGE DE
MARCEL LÉGAUTCroire
à l'Eglise
de l'avenir

Le livre qui fait avec lui
pour mesurer les enjeux du 5^e mode.

R. PANIKKAR

Le dialogue interreligieux

Un dialogue interreligieux qui permet de mesurer les enjeux du 5^e mode. Dans le sillage de l'Année d'Europe, l'ouvrage de R. Panikkar propose une approche nouvelle de l'interreligieux, plus exigeante, plus vivante, de l'interreligieux.

Aubier

PRIX MÉDICIS
ÉTRANGER

Joseph Heller



Du même auteur
dans la Collection
Les Cahiers Rouges
"Catch 22"

DIEU SAIT

ROMAN

traduit de l'américain par Robert Pénin

GRASSET

PASCAL LAINÉ
TROIS PETITS
MEURTRES
ET PUIS

S'EN VA



RAMSAY

LIVRES
POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél : 326-51-09

JOURNAL
HISTORIQUE DE LA FRANCE

Combien de soldats
ont été transportés
par les taxis de la Marne ?
Réponse dans
"LE JOURNAL HISTORIQUE
DE LA FRANCE"
HATIER

FERNAND BRAUDEL

A PUBLIE CHEZ
ARMAND COLINLa Méditerranée
et le monde méditerranéen
à l'époque de Philippe II

Le chef-d'œuvre de
F. Braudel
seule édition intégrale
2 volumes brochés,
chacun : 75 F

Civilisation matérielle,
Economie et Capitalisme
XV^e - XVIII^e siècle

I. Les Structures du Quotidien
II. Les Jeux de l'Echange
III. Le Temps du Monde
3 volumes reliés,
chacun : 297 F



صلى الله عليه وسلم

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

SCIENCES

Le miracle des chiffres

Il faut revoir les idées reçues. C'est en Inde du Nord qu'est né, aux alentours du cinquième siècle de notre ère, le système moderne d'écriture des chiffres dits « à tort » arabes, et avec lui la base de tous les calculs actuellement possibles. Une découverte — un « miracle », dit Georges Ifrah — qui n'aurait pu prendre corps sans la réunion de trois grandes idées.

Il fallait d'abord pouvoir représenter les unités de un à neuf par des chiffres distincts, et détachés de toute intuition visuelle; puis acquiescer le « principe de position », cette règle qui fait qu'un chiffre prend des valeurs différentes (unité, dizaine, centaine...) suivant sa place dans un nombre; enfin découvrir le zéro et faire de ce « rien » une « quantité nulle » ou un « nombre zéro ». On doit donc au « génie indien » cette « découverte extraordinaire » qui a joué un rôle essentiel dans toutes les branches des mathématiques, des sciences et des techniques actuelles.

Mais avant d'en arriver là, que de tâtonnements, que d'ingéniosité aussi ont été déployés pour compter les têtes du cheptel ou les guerriers morts au combat. Coquillages, perles, ossements, bâtonnets furent tour à tour utilisés, de même que les doigts des mains et les différentes parties du corps. Sans oublier les cordelettes à nœuds des Incas — qui servaient déjà à faire des statistiques — ou la « première calculatrice de poche », sans doute antérieure à l'ère chrétienne, plaquette métallique munie de rainures parallèles le long desquelles glissaient des boutons mobiles.

Entre-temps apparut le besoin de garder durablement le souvenir du dénombrement, et les chiffres furent inventés, il y a plus de cinq mille ans, par les civilisations de Sumer et d'Elam. Il s'agissait de calcul, de « cailloux-jetons », ces « ancêtres de la comptabilité écrite ». Tout comme les pictogrammes égyptiens, ils permettaient déjà de faire des multiplications et des divisions, mais ces opérations étaient si complexes qu'elles étaient réservées à une élite.

Babylonienne, égyptienne, grecque, romaine, hébraïque, maye, chinoise, indienne, arabe : toutes les grandes civilisations ont contribué à écrire l'histoire de ce nombre. Georges Ifrah, l'histoire d'une immense série d'inventions nées des soucis des comptables, des prêtres, des astronomes-astrologues, et en dernier lieu seulement des mathématiciens.

Passionné par son sujet, Georges Ifrah y avait d'abord consacré une *Histoire universelle des chiffres* (publiée en 1981 aux éditions Seghers) qui racontait par le menu les péripéties de cette immense série de découvertes étalée sur de nombreux millénaires. Il en retracait ici, à l'intention d'un public beaucoup plus large, les principaux épisodes.

★ **LES CHIFFRES OU L'HISTOIRE D'UNE GRANDE INVENTION**, de Georges Ifrah, Laffont, 336 p., 92 F.

EN BREF

● L'Assemblée générale du SYNDICAT DES ÉCRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE (SELF) se tiendra le samedi 7 décembre 1985 à partir de 10 heures dans ses locaux, 10 rue de la République, 75001.

● Des Journées de POÉSIE ITALIENNE auront lieu du 10 au 13 décembre à Lyon (10 et 11 décembre), Grenoble (12 décembre) et Annecy (13 décembre) en présence des poètes Giorgio Caproni et Mario Luzi qui participeront à des tables rondes et des lectures avec Mario Fusco, Jean-Charles Vegliante, Philippe Renaud, Alberto Del Pizzo, Maurice Nadeau, Bernard Simeone.

● LES RENCONTRES LITTÉRAIRES DE TOULON se dérouleront cette année du 6 au 20 décembre. Expositions, rencontres, débats et séminaires alternent en présence de nombreux écrivains, dont Lucien Bodard, Michel Hottel, Alain Peyrefitte, Bernard-Henri Lévy. Une « table ronde » sur le poète grec Odyssée Elytis se tiendra le 7 décembre.

● Les Éditions Uzes et la Galerie Remarque organisent, du 6 décembre 1985 au 6 janvier 1986, une « exposition de LIVRES OUVERTS » avec des œuvres originales de nombreux artistes, dont Tapies, Van Velde, Debré... (Galerie Remarque, 2, place de la Mairie, 83720 Trans-en-Provence).

● Un colloque sur CHOUANERIE ET LITTÉRATURE se tiendra du 12 au 15 décembre, à l'université d'Angers. (Secrétariat du colloque : 2, rue Lakanaal, 49045 Angers Cedex; tél. 41-48-32-24, poste 74.)

● A l'occasion du neuvième centenaire de la Reconquête de Tolède (1085), une quarantaine d'auteurs et d'universitaires européens et arabes participeront du 18 au 20 décembre à la faculté des lettres de Montpellier à un colloque sur TOLEDE dans la littérature et les traductions. (Renseignements : M. Jacques Huré, Université de Haute-Alsace, 68090 Mulhouse. Tél. 89.46.18.47.)

POÉSIE

Yves Martin

dans son errance

Piéton et gibier de Paris, comme dans ses recueils précédents, Yves Martin erre au hasard de ses voyances, dans *Mr. Williams*. Il se peut bien que ses poèmes soient moins denses, voire moins étonnants que naguère. Ils n'en sont pas moins originaux, avec cette belle tristesse des êtres qui se trouvent mal dans leur peau, mal devant les autres, mal devant leur verre, mal sous les voûtes d'une gare anonyme qui va les conduire n'importe où : là-bas, dans le même ennui que celui qu'ils arrachent à la semaine de leurs soubres. Ce qui importe ici, c'est d'avoir un monde intérieur et de le vomir à la face : mais sait-on à la face de qui ?

Quand le litige n'est pas facile, elle prend le lecteur aux tripes : Jean-Paul Fargue, André de Richaud, Léopold Sédar Senghor, ont connu les mêmes marins bien-aimés, qui ne permettent pas au jour de sortir de ses brumes. Les visages aussi sont imprégnables : on les embrasse malgré tout. Il y a de quoi se fâcher : un poète tragique au sens le plus grave du terme.

Tout est noté. Par qui ? un dieu, un ange ?
La démesure ? Quelque un comme nous et moi
Qui a exploré tous les anneaux,
Qui a dit contre l'éternel ennui
Ce travail nul, maniaque, formidable.
Je suis rassuré. Je peux progresser
[dans mes labyrinthes
De plusieurs coups de ravaloir...]

★ **MR. WILLIAMS**, d'Yves Martin, Le Poète de l'Épée, 188 p., 160 F.

Ont collaboré aux pages 22, 23 et 24 : Alain Bosquet, Pierre Drachmann, Lydia Flem, Marie Fusco, Elisabeth Gordon, Patrick Kéchichian, Claire Pauline, Raymond Rételle et Jean-Pierre Rioux.

Cadavre exquis

Découvreur de mondes, Marco Polo inspire les explorateurs du vingtième siècle. Sous son égide, le CIRCA (Centre de création et d'animation), le ministère des relations extérieures et celui de la culture se sont unis pour sonder une nouvelle forme du jeu multimédia. Marco Polo, le nouveau livre des merveilles est le noyau dur de ce projet.

A l'origine de ce livre, huit écrivains francophones, des quatre coins du monde, joignent leurs plumes. Miracle de la communication, les machines (télécopie par exemple) transportent leurs textes sans qu'ils aient à se déplacer. Chacun d'entre eux doit imaginer un personnage et le promener au fil de récits entrecroisés. Tous les deux jours, Jean-Marie Adiaffé (Côte d'Ivoire) ou Louis Caron (Canada), prolongent la fiction de l'un des six autres, qu'il s'agisse de Florence Dalay (France) ou d'Abdelaziz Kacem (Tunisie).

L'expérience a eu lieu du 15 au 27 juillet 1985 et s'est matérialisée de deux manières : un ouvrage, gigantesque cadavre exquis édité en huit jours, mais aussi une bande dessinée diffusée sur Antenne 2. L'œuvre est donc à la fois linguistique et médiatique pour ce projet qui veut mettre les nouvelles technologies au service de la créativité.

★ **MARCO POLO, LE NOUVEAU LIVRE DES MERVEILLES**, CIRCA et Éditions Solis, 288 p., 98 F.

L'art du théâtre

Les Éditions Actes Sud et le Théâtre national de Chaillot publient le premier numéro d'une revue dirigée par Antoine Vitez, *L'Art du théâtre*.

● Parler de tout ce que le théâtre donne à voir... écrire sur le théâtre plutôt que la photographie... approcher le théâtre pour ce qu'il est aujourd'hui ou tend à être sans complaisance ni suspicion... tels sont quelques-uns des impératifs qui s'est fixés cette élégante publication.

Illustré par des dessins originaux d'Erik Desmazères, ce premier numéro comporte un ensemble d'articles sur la « théâtralité du roman », avec des textes de F. Regnaud, M. Carrière, E. Pélissier et G. Barau. D. Salansu s'interroge sur l'achèvement de l'œuvre théâtrale en constant devenir. *L'Art du théâtre* se propose également d'ouvrir un dialogue avec les critiques. Notre collaboratrice Colette Godard répond, la première, de son métier.

P. Ka.
★ **L'ART DU THÉÂTRE**, n° 1, Éditions Actes Sud, 130 p., 44 F.

Une visite

à la « Deltheillerie »

Jacques Laurans, qui aime à se pencher sur son passé pour à nouveau converser avec les êtres qu'il a aimés, a écrit *Deltheillerie*, ce mot, aux voyelles pleines de vent, que Joseph Delteil composa pour nommer sa vie. « Il me plaît, écrit-il, le poète, de m'imaginer une seule cathare et parfaite : Roxane du Thell... Elle était archiduchesse, et maîtresse du comte de Foix par-dessus le marché. Salut Roxane du Thell, brûlée vive à Montségur au camp des Cathares en 1244. »

Jacques Laurans réunit à haute voix l'œuvre de Joseph Delteil. En parfait dilettante, il prend le temps de musarder entre les pages et de s'interroger sur l'imaginaire de l'écrivain. Joseph Delteil, qui avait scandalisé les surréalistes en déclarant qu'il ne rêvait jamais, sut néanmoins faire prendre le grand large au réel et se jouer de la logique.

(1) Le temps qu'il fait.

Delteil, inventaire : comme le titre l'indique, il s'agit d'une bibliographie minutieuse de l'œuvre de Joseph Delteil — et de ses alentours. Robert Biette a recensé tout ce qu'a écrit Delteil, mais aussi tout ce qu'on a écrit, dit, montré — voire dessiné — de lui. Un outil précieux pour amateurs et chercheurs. (Préface

de Robert Moni - Édition de la Jonque, 1, rue Vieille Commune, 34700 Lodève, 119 p., 75 F.)

Une encyclopédie

à vocation

pédagogique

La *Nouvelle Encyclopédie Bordas*, dont les trois premiers volumes viennent de paraître, se veut un outil pédagogique destiné aux enfants et adolescents d'âge scolaire et à leurs parents.

L'ouvrage, qui comportera dix volumes, a été conçu comme un vaste manuel éducatif, pouvant fournir une documentation de base adaptée au travail et à la recherche des lycéens. Dans les livres qu'il s'est fixés, il répond à sa vocation.

Présentée dans un format maniable, l'*Encyclopédie Bordas* est le fruit de cinq années de travail d'une équipe dirigée par Georges Pascal, professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble. L'informatique a servi à la constitution du fichier d'entrées et à la vérification des systèmes de renvois. La présentation graphique, sans être d'une originalité novatrice, facilite la visualisation et la mémorisation de l'information : usage de la couleur, brèves définitions séparées, pour les articles les plus importants, du développement encyclopédique. 700 tableaux synthétiques regroupent, sur fond jaune, les données statistiques, et sur fond bleu, les informations à caractère général. Parmi les 37 000 articles que compte l'ouvrage, 420 avertissements « dossiers » thématiques. Si la qualité de reproduction des 8 400 photos laisse souvent à désirer, les 2 250 cartes, schémas et planches, donnent à cette encyclopédie une réelle valeur documentaire, pour les sujets relevant d'une approche visuelle.

Un dictionnaire de langue en deux volumes, par Jean Grodet, a été joint à cet ouvrage : mais les dix volumes de l'encyclopédie elle-même peuvent être achetés séparément. La publication de l'ensemble sera achevée en février prochain.

P. Ka.
★ **NOUVELLE ENCYCLOPÉDIE BORDAS**, les douze volumes — deux pour le dictionnaire et dix pour l'encyclopédie : 5 184 F. Vente à demi-titre par la SCED-Bordas, 11, rue Georges 92543 Montrouge Cedex, tél. 46-56-52-66.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

DÉCEMBRE 1985 - N° 225

Dix ans de philosophie en France

Nouveaux problèmes, nouveaux courants, nouveaux enjeux. Le Who's Who des philosophes contemporains. Les jugements de Desanti, Levinas, Sorrent, Baudrillard, B.-H. Lévy, Glucksmann, Lévi-Strauss, Lyotard.

Paul Veyne et l'histoire de la vie privée
Entretien : Saul Bellow

En vente chez votre marchand de journaux : 20 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 72 F
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines : la crise (numéro double)
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Vienne, l'aube du XX^e siècle
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ La littérature et le mal
- ☐ Proust, autour de la Recherche
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Verses des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'écrit

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. 45-44-14-51

CONCOURS

DES CADEAUX EN MUSIQUE

Le Monde de la Musique

Elles sont belles les fêtes de fin d'année au Monde de la Musique : chaînes hi-fi, lecteurs de Compacts-discs, baladeurs... il y a 100 cadeaux à gagner grâce au concours Pavarotti organisé en collaboration avec Decca et Autisme 2. Pour concourir, regardez attentivement le « Grand Ecliquier » qui lui est consacré le 22 décembre prochain ! Savez-vous que vous pouvez offrir à vos amis mélomanes des cadeaux originaux ? Le Monde de la Musique a sélectionné pour vous un shopping inattendu : A lire : une interview de Riccardo Chailly, le jeune et brillant chef italien, qui succède à Bernard Haitink à la tête du Concertgebouw d'Amsterdam. Un portrait de

Misha Maisky, élève de Rostropovitch et de Piatigorski, dont la carrière s'affirme de jour en jour. Au terme de la célébration du tricentenaire de Bach, Le Monde de la Musique scrute la personnalité du Cantor au miroir de ses « Cantates ». Il s'est interrogé, par ailleurs, sur l'authenticité de la célèbre « Toccata » pour orgue. Également au sommaire, un dernier hommage au pianiste Emil Gilels ; un portrait de Pierre Henry ; la présentation de la revue noire « Black and blue » ; et une « Petite histoire de la musique » inédite, due au jongleur de mots, Georges Perec.

Le Monde de la Musique de décembre. 22 F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la Musique

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Rafael Alberti et l'allégresse de la poésie pure

Les œuvres de jeunesse dans une nouvelle traduction intégrale : le désir de jouer avec les mots et les images

QUICONQUE, à dix-huit ans, n'a pas connu l'irrésistible nécessité de secouer son destin, vivra dans la norme, comme s'il n'était que sa propre doublure. Il y a toujours une prise de risque initiale, absolue, pour accéder à soi. Ainsi Rafael Alberti, en 1920, au sortir de l'adolescence, s'engage-t-il tout entier : « Je voulais seulement être poète. Et je le voulais avec fureur. »

De ce pari, chimérique entre tous, il ne reviendra plus. « Mon terrible, mon féroce et angoissant combat pour être poète avait commencé », notera-t-il dans son autobiographie (1), insistant sur cet acharnement à se réaliser poète, mais n'accordant aucune attention au credo de la prédestination poétique. La publication aujourd'hui, dans la traduction française de Claude Couffon, des trois recueils composés pendant cette période décisive, permet d'affirmer que, chez Rafael Alberti, la volonté, voire le volontarisme, n'a pas brimé la grâce.

L'exil forcé à Madrid

Eclate au contraire dans ces pages un étonnant plaisir de jouer avec les mots, avec les images ; et passe l'insouciance libérée de qui se tient à l'écoute de son chant originel. Même la sombre nostalgie qui semble l'inspirer, première de *Marth à terre*, doit faire place à la fougue de la création, à ce trop-plein de sève qui soudain s'émoussille aux rythmes de ses mélodies.

Loth de la mer, je me perdis parmi les terres.

Loth de la mer, je me perdis parmi les terres. Loin de la baie de Cadix, et de l'espace andalou de son enfance, Alberti improvise au gré de sa mémoire : il invoque ses racines de ciel et d'eau, ses désirs en partance, ses vertiges de grand large. La douceur de l'éloignement prend parfois des accents sauvages :

Tordez mon corps sur l'océan, au soleil, comme si j'étais un pan de voile déchiré.

Faites-en jaillir tout mon sang, puis mettez ma vie à sécher au bord du quai, sur les cordages.

Mais l'exil forcé du poète à Madrid oriente souvent son chant vers les rivages qui suggèrent quant à eux de plus lointains exils. Il y a là comme une aspiration familiale, non pas au retour, mais au départ, à l'éternité, aux périples imaginés, aux exploits rêvés.

Pirate de mer et de ciel, si ne le fus, je le serais.

Si je n'ai pas volé l'aurora sur les mers, si ne l'ai pas volée, oui, je la volerais.

Contre un présent immobile, le futur répond à tous les appels. Chaque poème, en lisant le réel et des songes, dessine sa ligne de fuite, son désir, son secret. Alberti écoute, avec une évidente jubilation, l'émergence de sa voix. Déjà virtuose, il célèbre, par-delà l'univers maritime, l'immense territoire poétique qui affleure au fond de ses yeux. Et, pour l'heure, il ne célèbre que cela.

« Ici nul ne vend rien de rien », proclame-t-il. Pas de message, pas de mots d'ordre : une fête de sonorités, de couleurs, un élan vigoureux pareil à la course du soleil en été, un bain radieux de poésie pure.

Et si Rafael Alberti s'écrit : « Nommez-moi ce que je veux être ! » chacun de ses mots a déjà répondu pour lui, tant ils gardent l'éclat de sa joie intérieure. On ne peut d'ailleurs trouver de dénomination plus juste que celle de José Bergamín qui décelait en ce poète adolescent, un « homme allègre ».

ANDRÉ VÉLTER.

★ MARIN A TERRE / L'AMANT / L'AUBE DE LA GÉOLOGIE, de Rafael Alberti, traduit de l'espagnol par Claude Couffon, Gallimard, 371 p., 110 F.

(1) *La Fatale perdue*, Belfond (voir le monde des livres du 25 mai 1984).



Rafael Alberti : « Je voulais seulement être poète. Et je le voulais avec fureur. »

Fray Louis de Léon un écrivain capital

FRAY LOUIS DE LÉON (ou Luis, si l'on respecte l'orthographe espagnole, était connu pour être poète. Il y avait eu, des vingt-trois poèmes qu'il écrivit, des traductions approximatives. Il a fallu l'actuelle réussite de Bernard Sesé, qui nous avait déjà donné, aux mêmes éditions Obsidiana, une version remarquable des poèmes de Jean de la Croix, pour que Fray Louis de Léon (1527-1591) nous soit enfin révélé. Et révélé dans sa candeur, dans son amour de la nature, dans sa proximité de Virgile et de certains poètes grecs. Jean de la Croix lui doit beaucoup, mais Louis de Léon paraît plus paisible, comparé à son successeur. Cela fait son charme, et cela crée problème.

Où, Louis de Léon était hébraïsant. Il passa plus de quatre années dans les geôles de l'Inquisition parce qu'il avait mis en castillien le *Canticum des Cantiques* d'après le texte original et non d'après celui de la Vulgate. Il revint ensuite à l'université de Salamanque qui fut le plus célèbre d'Europe, et qui dépassait la Sorbonne de plusieurs coudées. Il ne faut pas oublier qu'il fut le premier éditeur des textes de Thérèse d'Avila, et donc un fervent défenseur de la réforme du Carmel. Il ne faut pas oublier, dans le même temps, qu'il écrivit un

traité qui est un chef-d'œuvre à la fois de littérature, de théologie et de mystique : *Les Noms du Christ*, si bien mis en français par Robert Ricard (1). C'est un livre considérable, et d'une admirable élégance d'écriture.

Viennent les poèmes, qui sont des textes fondateurs à deux titres : d'abord, ils s'établissent à partir de thèmes populaires ; ensuite, ils sont rimés dans l'allant même du parler (ou du chant) du peuple. *Epris d'harmonie*, disait de lui Unamuno. C'est exact. Fray Louis de Léon, c'est la neuve en sa fraîcheur même. Lorsque l'Inquisition le rendit à sa chaire d'études bibliques à Salamanque, il eut ce mot, quatre ans et demi s'étant passés : « Comme nous disions il y a peu... Il faut ajouter que, décidément, Bernard Sesé est un traducteur incomparable. »

HUBERT JUN.

★ POÉSIES COMPLÈTES, par Fray Louis de Léon, nouvelle traduction intégrale et avant-propos de Bernard Sesé, préface d'Alain Guy, postface de Demasio Alonso, Illustration de François Champs, éd. Obsidiana, 166 p., 90 F.

(1) *Les Noms du Christ*, Etudes augustiniennes.

Nagai Kafu

Interminablement la pluie...

et deux autres récits traduits et commentés par Pierre Faure

Bibliothèque de l'Institut des Hautes Etudes Japonaises : 60 francs.

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

cedic/nathan

Enseigner
Apprendre
avec l'
ORDINATEUR

Corinne Hermant

Un ouvrage de référence sur l'informatique pour enseignants, formateurs et parents. Plus qu'un état de la question, ce livre est une réflexion stimulante sur l'une des grandes révolutions de notre temps. (240 p - 89 Frs)

6-10, Bd Jourdan 75014 Paris - 45.65.06.06

Sempé. Vaguement compétitif



dénoël

Dans les profondeurs des Amériques

Mémoires du feu (tome 2), une fresque des XVIII^e et XIX^e siècles

LES Visages et les Masques sont le deuxième volet de la trilogie consacrée par Eduardo Galeano à l'histoire des Amériques. On retrouve dans cette fresque couvrant cette fois les dix-huitième et dix-neuvième siècles le souffle épique du premier tome. La phrase est rapide, nerveuse, les descriptions sans emphase, et des nouvelles comme celle des amants de Buenos-Aires tiennent en quelques lignes. Mais le lyrisme est partout sous-jacent. Galeano se moque de l'histoire avec un grand H, et des grands personnages. Il préfère les profondeurs des vieilles légendes indiennes ou noires. Il règle son compte à l'Eldorado que les conquérants recherchaient avec obstination du côté de la sierra de Parima. Les lagunes de Guatavita, en Colombie, sont bien plus réelles.

Galeano conte la fuite des esclaves, les révoltes des nègres marrons, les errances du baron de Humboldt et la mort sereine de Bonpland, deux savants étrangers mais tellement américains. Il se moque des contumes et du maniérisme de la haute société européenne, passe du Canada à la Terre de Feu, des Andes à la pampa argentine. De l'impressionnisme sans doute mais aussi un carrousel

d'images, de citations, de récits. Le cycle du rhum et le cycle des crabes.

Au centre de cette histoire bien vivante et tourbillonnante, l'épopée de Tupac Amaru occupe un espace respectable. La faiblesse et la tendresse de Galeano pour les révoltés aux causes perdues d'avance sont encore plus évidentes dans cette étonnante galerie de refuges, de vice-rois, de prêtres, de traîtres et de belles âmes. Vaste et riche est la documentation de Galeano mais il travaille dans le minutieux, le petit tableau de mœurs ou le condensé historique qui en disent plus long sur la marche de la véritable histoire des hommes que de longs développements.

On peut s'essouffler cependant à passer si vite des Laurentides au cap Horn, de Bolivar aux jésuites, du carmel de Mexico aux déserts du Chaco. Ces aller et retour de l'histoire et de la géographie, ces paris perdus et ces occasions manquées ne peuvent se comprendre que si l'on prend la peine de les savourer.

MARCEL NIEDERGANG.

★ LES VISAGES ET LES MASQUES, MÉMOIRES DU FEU (tome 2), d'Eduardo Galeano, traduit de l'espagnol, Plon, 350 p., 190 F.

ARMAND COLIN

nouveautés

HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE

Kenneth Morgan

De Jules César à Margaret Thatcher, vingt siècles d'histoire racontés par dix historiens britanniques réputés. Un éclairage nouveau, qui fait voler en éclats bien des clichés consacrés. Une histoire surprenante à bien des titres, celle d'un peuple qui n'ignore pas les conflits internes, mais possède très fort le sentiment de son identité nationale et insulaire.



Un volume, 18 x 25 cm, 560 pages, 250 illustrations dont 24 hors-texte en couleurs, reliure toile sous jaquette : 325 F



HISTOIRE DES ESPAGNOLS

Tome 1 - VI^e-XVII^e siècle - Tome 2 - XVIII^e-XX^e siècle

Bartolomé Bennassar

L'histoire des Espagnols, une aventure collective fascinante, une série de flashes éblouissants ou dramatiques, séparés par de vastes plages obscures. Un millénaire et demi d'histoire, présenté ici de façon continue, sans aucune rupture, accordant la primauté aux Espagnols plutôt qu'à l'Espagne. Une place importante a été réservée à l'époque contemporaine et à l'après-Franco. Une illustration remarquable et abondante éclaire et complète le texte.

Chaque volume, 18 x 25 cm, 560 pages, très nombreuses illustrations, 32 hors-texte en couleurs, reliure toile sous jaquette : 350 F. Les deux volumes ensemble : 650 F

Documentation sur demande
ARMAND COLIN : 105, bd Saint-Michel 75005 Paris

صكنا من الامم

● PHILOSOPHIE

Sartre et la déchirure de l'histoire

(Suite de la page 21.)

Pour Sartre, il s'agissait de prendre à la lettre la formule marxiste : « Les hommes font l'histoire et l'histoire fait les hommes » afin d'en mettre au jour l'intelligibilité, sur des exemples allant du plus simple au plus complexe. Ainsi cherchait-il, sur un plan théorique, les médiations et les interactions entre le sujet (le projet) et l'objectif (le projet réalisé), bref le rapport de l'homme et de la chose et tant que l'une et l'autre se produisent réciproquement.

Cette histoire, la nôtre, ne serait pas la même si elle n'était conditionnée par le fait contingent de la rareté. Ce que nous appelons les « hommes » sont des organismes pratiques qui doivent en permanence reproduire leur vie

tous, et ainsi le groupe institué retrouve la sérialité. D'apocalypse (moment de la fusion) en institutionnalisation et ainsi de suite, l'histoire avance selon ces schémas d'intelligibilité dialectique, celle-ci étant définie comme la « logique vivante de l'action ». Fondamentalement, l'histoire est conflictuelle.

Le vieil ami-ennemi

Le premier tome de la *Critique de la raison dialectique* proposait cette « Théorie des ensembles pratiques » que nous venons de résumer à grands traits. Il a suscité les contestations de Raymond Aron qui refusait, au nom de la raison analytique, la possibilité même d'une raison dialectique et voyait dans l'ouvrage de Sartre

Parti communiste français parce que celui-ci approuvait la répression de la révolte hongroise par les Soviétiques, n'a pas rompu avec l'URSS. Il continue d'y voir, si désastreuse et criminelle qu'elle ait été la période stalinienne, le pays où l'avenir socialiste jouait sa chance. En un mot, il pense que le réformisme khrouchtchevien est possible. En France même, l'alliance conflictuelle avec un Parti communiste qu'il s'agit de pousser à abandonner le dogmatisme pour mieux lutter contre la guerre d'Algérie fait de ce parti, et du marxisme qu'il incarne, l'adversaire idéologique que Sartre veut transformer en lui donnant philosophiquement tort, mais sur la base d'un projet commun, défini comme la révolution socialiste mondiale.

Le gigantesque effort intellectuel entrepris dans la *Critique* consiste à penser le marxisme contre les marxistes et même, au niveau épistémologique, contre Marx. D'où la formule célèbre, qui décrit le marxisme comme « horizon philosophique indépassable de notre temps », dans laquelle il faut lire aussi un mot d'ordre pour les révolutions nationales du tiers-monde.

Staline n'était pas dans Lénine

Pour Sartre, en effet, l'intelligibilité dialectique de l'histoire ne peut se développer que dans et par l'action, c'est-à-dire dans la discussion vivante et pratique (impliquant des options politiques concrètes) d'un penseur engagé avec d'autres penseurs également engagés. L'interlocuteur de Sartre, dans la *Critique*, sera donc l'intellectuel-militant marxiste, qu'il soit russe ou français ou algérien, qui veut comprendre l'expérience soviétique pour en tirer, pratiquement, enseignements et mises en garde, et son adversaire philosophique est la raison analytique, qui prétend juger cette expérience de l'extérieur, juchée sur le perchoir du scepticisme idéaliste et positiviste. On aura reconnu là le vieil ami-ennemi Raymond Aron, devenu sociologue des sociétés industrielles.

L'essentiel des pages jusqu'ici inédites de la *Critique* est donc consacré à la déviation stalinienne du projet révolutionnaire. Le point de vue adopté n'est pas celui de l'historien positiviste ou libéral. C'est plutôt une position, celle du dialecticien aîné à un certain moment du développement de l'intelligibilité dialectique, le moment étant défini comme celui

où le réformisme khrouchtchevien peut donner aux marxistes soviétiques les moyens de comprendre leur propre histoire et leur propre pratique. La révolution d'Octobre n'est pas décrite comme un coup d'État, une entreprise volontariste de dirigeants professionnels, mais comme la réponse adaptée de ces dirigeants à la praxis des masses.

Staline n'était pas dans Lénine, pas plus que Lénine n'était dans Marx. Ce sont les conditions objectives qui ont entraîné les masses à une action que leurs dirigeants ont radicalisée. A partir de quoi se produit un processus historique que Sartre définit comme une praxis-processus.

Le socialisme autoritaire (baptisé par Sartre « société directoriale » par opposition aux « sociétés désuètes » que sont les démocraties bourgeoises) est ainsi décrit comme une réponse aux difficultés d'un grand pays presque exclusivement agricole, mais en voie d'industrialisation, sans bourgeoisie et, après les massacres de la guerre civile, presque sans prolétariat, que le blocus occidental contraint à l'autarcie, c'est-à-dire à sacrifier la classe paysanne à la production de biens d'équipement. Le Parti est forcé d'exercer sa dictature au nom d'une classe ouvrière à venir, et il cumule tous les pouvoirs, s'identi-

fié à l'État et se paralyse lui-même par sa toute-puissance. La bureaucratie transforme cette déviation en système, lequel s'incarne dans l'individu-souverain Staline.

Pouvait-il en être autrement ? C'est à quoi la *Critique* ne répond pas. La question des possibles en histoire n'était peut-être traitable que par un sujet omniscient. Dieu, en somme. C'est dans les *Mots* que Sartre s'aperçoit de ce que son ambition de tout connaître avait de névrotique. La morale, désormais, consistera à se désencroûter de l'histoire comme processus fatal.

Deux utopies

De toute évidence, dès 1960, Sartre cesse lentement de croire que le socialisme bureaucratique est réformable. La *Critique* reste en plan, l'illusion khrouchtchevienne se défait, et c'est du côté de Cuba et du tiers-monde qu'il cherche, pour un temps, les prémisses d'un socialisme libéral. La conclusion de la *Critique*, pour ce qui concerne le socialisme concentrationnaire, viendra en 1970, après la répression définitive du printemps de Prague, qui avait enfin conduit Sartre à rompre avec l'URSS : « C'est au régime qu'il faut s'en prendre [...] : on ne réparera pas la machine, il faut que les peuples s'en emparent et la jettent au rebut ». Toute la question, pour lui, devient alors : « Comment s'unir, liquider les vieilles structures ossifiées, dans quel sens produire les nouvelles pour éviter à la révolution prochaine d'accoucher de ce socialisme-là ? ».

A cette interrogation, la *Critique de la raison dialectique*, et plus particulièrement son deuxième volume (qui ne peut se lire profitablement sans le premier) apporte non pas une réponse, mais le nécessaire approfondissement réaliste de la question elle-même. Cette question est celle de la déchirure de l'histoire par les conflits, et, bien évidemment, en dernière analyse, par l'antagonisme des blocs. Pourquoi ne pas reprendre où il l'avait laissée la question de Sartre ? Quitte à lui donner, dans nos têtes, Aron pour contradicteur...

Il ne semble pas que la gauche, même si elle a heureusement abandonné toute idée de révolution minoritaire et violente, puisse faire l'économie de cette interrogation radicale. L'actualité de Sartre tient au fait que sa pensée nous désigne comme urgent le projet utopique de construire une société pour les hommes, plutôt que d'adapter les hommes à une société conçue pour gérer les choses. Cette dernière, ainsi que le montre André Gorz, en véritable continuateur de Sartre (5), est d'ailleurs une utopie aussi, une utopie conservatrice qui suppose que nous pouvons échapper aux gigantesques transformations technologiques et économiques en cours. Utopie pour utopie, mieux vaut choisir celle qui propose la maîtrise de l'avenir.

MICHEL CONTAT.

★ **CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE**, tome I, « Théorie des ensembles pratiques », précédée de « Questions de méthode ». Nouvelle édition, texte établi et annoté par Arlette Elkaim-Sartre. Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 921 p., 295 F (prix de lancement jusqu'au 31-3-1986 : 252 F).

★ **CRITIQUE DE LA RAISON DIALECTIQUE**, tome II (inachevé), « L'intelligibilité de l'histoire ». Établissement du texte, notes et glossaire par Arlette Elkaim-Sartre. Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 469 p., 210 F (prix de lancement jusqu'au 30-4-86 : 180 F).

(2) *Histoire et dialectique de la violence*, Gallimard, 1973.

(3) *La Pensée sauvage*, Plon, 1962.

(4) « Le socialisme qui vient du froid », *Situations IX*.

(5) Dans « Socialisme : thèmes pour demain », *Les Temps modernes*, n° 471, octobre 1985.



Dessin de CAGNAT.

Le maître abandonné

Un jeune philosophe, André Comte-Sponville, explique comment Sartre l'a marqué, et pourquoi il s'en est détaché.

SARTRE a joué un rôle décisif dans ma vie, et presque nul dans mon évolution philosophique. Qu'en me pardonne, pour éclaircir ce paradoxe, quelques confidences, qui n'ont d'intérêt que d'évoquer Sartre, et d'excuser que d'avoir été sollicités.

J'avais seize ans. Je voulais écrire. Sartre s'imposait comme le modèle, unique, incontestable. Je voulais, comme quelques milliers d'autres sans doute, être Sartre ou rien. Aussi ai-je calqué mon itinéraire, à cinquante ans de distance, sur le sien. C'était, avec ses cases bien marquées, comme un jeu de foie du destin : la khagne de Louis-le-Grand, Normale-Sup, l'agrégation de philosophie... J'ai même joué le jeu, en en souriant moi-même, jusqu'à demander, pour mon premier poste d'enseignant, la région du Havre... ou de Bouville. Sans succès. Un ordinaire s'était glissé là, entre Sartre et moi. Mais déjà, je m'y croyais plus : j'avais d'autres maîtres, d'autres modèles. Sartre était entré, définitivement, dans mes souvenirs d'adolescence.

J'essaie de comprendre ce qui s'est passé. Sartre m'a mené — ou plutôt je l'ai suivi — de la littérature, que j'aimais d'abord, à la philosophie. En quoi, là encore, je lui restais fidèle. Mais la philosophie est un monde. D'autres que lui, souvent très anciens, m'y ont paru plus profonds ou vigoureux. Comment expliquer cela, cette évidence obscure par quoi tel ou tel s'impose, ce qu'il faut bien appeler un goût philosophique ? Il se trouve que, des l'hyphokhagne, je n'ai jamais pu prendre au sérieux, philosophiquement parlant, les grands concepts sartrien : ni la conscience, ni la liberté (au sens où il l'entend), ni le néant, ni le groupe, ni même la phénoménologie... Et ce choc, au contraire, de reconnaître, dans telle page d'Epicure ou de Spinoza, la force intacte et neuve

d'une pensée, me semblait-il, autrement radicale... Douce violence. Philosophique, c'est apprendre à se déprendre. Cela ne va pas sans casse ni abandons. Sartre, pour moi, fut du nombre. Et sans doute l'aurait-il accepté. N'aurait-il pas écrit dans les *Mots* : « Je fus amené à penser systématiquement contre moi-même, au point de mesurer l'évidence d'une idée au déplaisir qu'elle me causait... » Cela même, qui est très vrai, nous a séparés. Je l'avais tellement aimé, tellement admiré, que j'étais tellement identifié à lui... qu'il était un peu moi. Penser contre moi-même, ce fut penser contre lui. Je n'ai vraiment commencé de philosopher qu'en cessant d'être sartrien.

Il reste que, sans lui, très certainement, je n'aurais jamais été philosophe. Je n'aurais aujourd'hui ni le même métier, ni les mêmes amis, ni les mêmes préoccupations... Toute ma vie, donc, porte sa marque, et je ne vois personne qui puisse, de ce point de vue tout égoïste, lui être seulement comparé. Surtout, il ne m'a jamais déçu. Même de très loin, il restait l'homme irréprochable. Je ne l'ai rencontré qu'une fois, et cela ne compte guère. Mais il avait, et d'autres le diront mieux que moi, cette grandeur murale faite de géométrie, d'ouverture, de simplicité. On dit maintenant qu'il s'est beaucoup trompé, en politique surtout, et on lui oppose tel ou tel de ses pairs, plus prudent. Admettons. Mais nous l'aimions pourtant, comme un maître de vérité, et bien rare. D'autres, peut-être, mirent tous leurs soins à ne pas se tromper. Lui craignait surtout de mentir.

ANDRÉ COMTE-SPONVILLE.

★ André Comte-Sponville a publié le *Mythe d'Eros. Traité du désespoir et de la béatitude*, éd. PUF (voir « Le Monde des livres » du 13 avril 1984).

Le travail d'Arlette Elkaim

Le travail accompli par Arlette Elkaim, la fille adoptive de Sartre, sur la nouvelle édition de la *Critique* — vérifier sur le manuscrit le texte mal corrigé par l'auteur sur épreuves, introduire et titrer des subdivisions dans la compacité coulée en spirale de l'écriture sartrienne, joindre une table analytique précise réalisée par J. Simont et P. Verstraeten — ce travail devait susciter les excuses de ceux qui ont hâtivement affirmé, après la mort de Sartre, que son héritage était tombé entre les mains d'une sorta d'Elisabeth Förster-Nietzsche juifisante, prête à tous les abus. Arlette Elkaim-Sartre a publié avec le même soin le tome II (qui comporte glossaire, index et table détaillée). Son annotation, discrète et stimulante pour la réflexion sur l'ensemble du projet philosophique sartrien, infirme — tu, pour le moins, rend caduc — le jugement abrupt de Simone de Beauvoir dans la *Cérémonie des adieux* : « Arlette ne connaissait

rien à la philosophie. » On peut critiquer certains détails de cette édition (en particulier, l'imprécision, parfois, des références données en note) ; elle n'en resta pas moins un progrès considérable et facilitera l'accès à cet ouvrage réputé pour sa difficulté. Édité à la hâte pour une part et laissé à l'abandon pour l'autre, le texte de *Critique* a trouvé en Arlette Elkaim-Sartre le curateur scrupuleux qu'il attendait.

Elle s'est refusée à interposer entre Sartre et le lecteur une interprétation de son abandon. C'est au lecteur de la chercher. Peut-être celui-ci aurait-il pu être devantant prévenu que le volume présenté maintenant comme le tome II ne réalise pas la projet historique-anthropologique annoncé à la fin du tome I comme devant constituer le tome II, mais qu'il assure une transition, incomplète, avec ce tome I non écrit.

M. C.

dans un champ matériel où il n'y en a pas assez pour tout le monde. L'autre, le voisin, apparaît donc nécessairement comme un adversaire virtuel. Chacun est ainsi renvoyé à l'intérieur des collectifs dont il fait partie, à sa solitude, à l'impuissance sérieuse. Momentanément, l'impuissance « antagonistique » peut être levée par le groupe en fusion qui se forme sous la menace d'un groupe tiers. Pour éviter la retombée dans l'isolement sériel, le groupe formé à chaud s'assermisse, chacun exerçant sur la possible trahison de l'autre la pression unanimement cosociale de la Fraternité-Terreur, laquelle finit nécessairement par faire de chacun l'antagoniste virtuel de chacun et de

une justification de la violence (2). Claude Lévi-Strauss s'en est pris à la notion même d'histoire, au nom du structuralisme positiviste (3). L'ouvrage n'a eu pour ainsi dire pas de postérité, d'autant moins que le deuxième tome annoncé ne voyait pas le jour.

Une suite au premier tome était pourtant écrite, mais laissée inachevée. Sa publication, aujourd'hui, par les soins d'Arlette Elkaim-Sartre, permet de mieux comprendre pourquoi le projet même du tome II a été abandonné. Les raisons en sont indissociablement philosophiques et politiques.

En 1958-1960, Sartre, qui a rompu, après Budapest, avec le

Restauration de tableaux

(toutes époques).
Exécution de copies selon sujets
Devis gratuits Tél. : (1) 338-94-15

— LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

TOUS LES LIVRES

disponibles en France
dans les meilleurs délais
uniquement par
CORRESPONDANCE
Lettre périodique d'information
gratuite sur demande
Librairie N. HUBMANN
B.P. 43
78392 BOIS-D'ARCY CEDEX

L'ODEFI

Librairie neuf et occasion
Littérature, Érotica, Clés et Photo,
Art, Bibliophilie, Œuvres d'artistes
VENTE PAR CORRESPONDANCE
Catalogue gratuit sur demande
2bis, rue des Champs-Maliens,
76000 ROUEN
Tél. : 33-89-31-77

CATALOGUE VARIA

Trimestriel n° 4
SUR DEMANDE
Librairie E. DAVAL
26, rue Auguste-Comte, 69002 LYON
Tél. : (7) 637-41-43

Michel BRAUDEAU

Naissance d'une passion
aux Éditions du SEUIL
dédiée à son œuvre à la
Librairie MILLE PAGES
174, rue de Fontenay
94300 VINCENNES
le samedi 7 décembre de 16 h à 19 h.

Autres publications

Sartre, un homme en situations, de Jeannette Colombel, vol. 1. La première qualité de cet ouvrage d'initiation tient à l'intelligente conception de la collection, qui confronte les pièces les plus importantes des grands débats intellectuels. (Coll. « Textes et débats », Hachette-Livre de poche, 416 p.)

Sartre : les Meins sales, de Françoise Bagot et Michel Kail. Une analyse précise et bien informée, menée avec des méthodes modernes, de la pièce du vingtième siècle la plus étudiée en classe. (PUF, Coll. « Études littéraires », 127 p., 20 F.)

Sartre : « La mauvaise foi » (*Être et Néant*, première partie, Ch. II), commentaries par Marc Wetzlar. Étude tout à fait remarquable d'un des thèmes centraux de l'existentialisme sartrien. (Hatier, Coll. « Profil-Philosophie », 78 F.)

Le Philosophie louche, d'Alain Buisine, dans la *Revue des sciences humaines*, n° 198, 1985-2. Inventive et fluide, une étude de l'écriture « scopique » de Sartre, par l'un des jeunes critiques les plus stimulants.

Sartre et Giacometti, de James Lord, dans *Commentaire* (n° 31, automne 1985). Une étude biographique qui explique les motifs de la brouille d'Alberto Giacometti avec l'auteur des *Mots*.

● BIOGRAPHIES

En attendant
Simone de Beauvoir...Un morne reflet de la grande aventure
féminine du siècle.

TOUTES les femmes qui ont partagé les combats de Simone de Beauvoir, ou qui sont nées, par elle, à l'idée de leur indépendance et de leur liberté, auront envie de lire le livre de Claude Francis et Fernande Gontier, présenté comme « la première biographie consacrée à Simone de Beauvoir, riche d'apports inédits ». On en attend, évidemment, un éclairage des Mémoires de Simone de Beauvoir et une réflexion sur les rapports de la biographie et de l'autobiographie.

Claude Francis et Fernande Gontier ont commencé leur travail à partir de la découverte des lettres de Beauvoir à l'écrivain américain Nelson Algren (mort en 1981), avec lequel elle eut une longue liaison amoureuse. Cette correspondance inédite, ce sont, expliquent les biographes, « mille six cent quatre-vingt-deux pages d'une fine écriture, qui racontent, parfois au jour le jour, la vie de Simone de Beauvoir, de Jean-Paul Sartre, de leurs amis célèbres et de ceux qui le sont moins ». A cela se sont ajoutés, pendant dix ans, de nombreux entretiens avec Beauvoir elle-même, avec des témoins, et l'examen de centaines de documents.

« Gourmande, sensuelle
voyageuse... »

Malheureusement, les deux biographes n'ont pas surmonté la difficulté qu'ils ont éprouvée à retracer et réinterpréter la vie d'une femme qui s'est tant racontée. D'autant que le « contrat de transparence » de Beauvoir avec Sartre a amené celle-ci à écrire sans masque. On le lui a souvent reproché, notamment à propos de la *Cérémonie des adieux* (1) où elle décrit les dernières années de Sartre, ses « absences », ses faiblesses physiques.

Certes, la biographie dévoile quelques noms occultés dans les Mémoires — certains apparaissent déjà dans les *Lettres au Castor* (2) — et insiste sur l'amour d'Algren pour Beauvoir, devenu rancune et aigreur. Mais les auteurs ont trop utilisé les Mémoires, les démarquant sans analyse, et sans le talent qu'a Simone de Beauvoir pour la chronique du temps. La « femme douée pour le bonheur, gourmande, sensuelle (...) sportive (...), voyageuse » que « révèle » cette biographie, selon le préface d'insérer, c'est celle de l'autobiographie de Simone de Beauvoir,

pas celle de ce livre, qui n'en est que le reflet morne — et mort.

Si l'on connaît l'œuvre de Simone de Beauvoir, on s'ennuie et l'on reste sur sa faim. N'y avait-il vraiment rien à trouver et à comprendre en confrontant les écrits de Beauvoir et sa correspondance avec Algren ? En outre, Beauvoir elle-même ouvre des pistes que ses biographes n'exploitent pas. « Si je devais récrire mes Mémoires, je ferais un bilan très franc de ma sexualité, dit-elle notamment. Mais alors vraiment sincère, et cela d'un point de vue féministe (...) parce que ce n'est pas une question individuelle mais politique. » Il aurait été plus intéressant de refaire le trajet amoureux de Simone de Beauvoir, en « traquant » la sincérité, plutôt que de s'attarder sur cent pages aux détails de son enfance et de son adolescence sans en rien conclure qu'on ne sache déjà.

Enfin, malgré son apparente précision, ce travail est parfois hâtif. Certaines erreurs sont regrettables : des orthographe incorrectes, tant dans le texte (Contat pour Michel Contat) que dans la bibliographie, des légendes erronées dans le cahier de photos, des explications approximatives. Par exemple, celle du surnom de Beauvoir : « Castor ». Son ami René Mahen baptisa ainsi Simone de Beauvoir parce que, disent les biographes, « les castors vont en bande et ont l'esprit constructeur ». Il suffit d'ouvrir les *Mémoires d'une jeune fille rangée* pour savoir que le surnom a été bûti à partir de l'analogie Beauvoir/beaver (castor, en anglais). La phrase citée n'était qu'un commentaire.

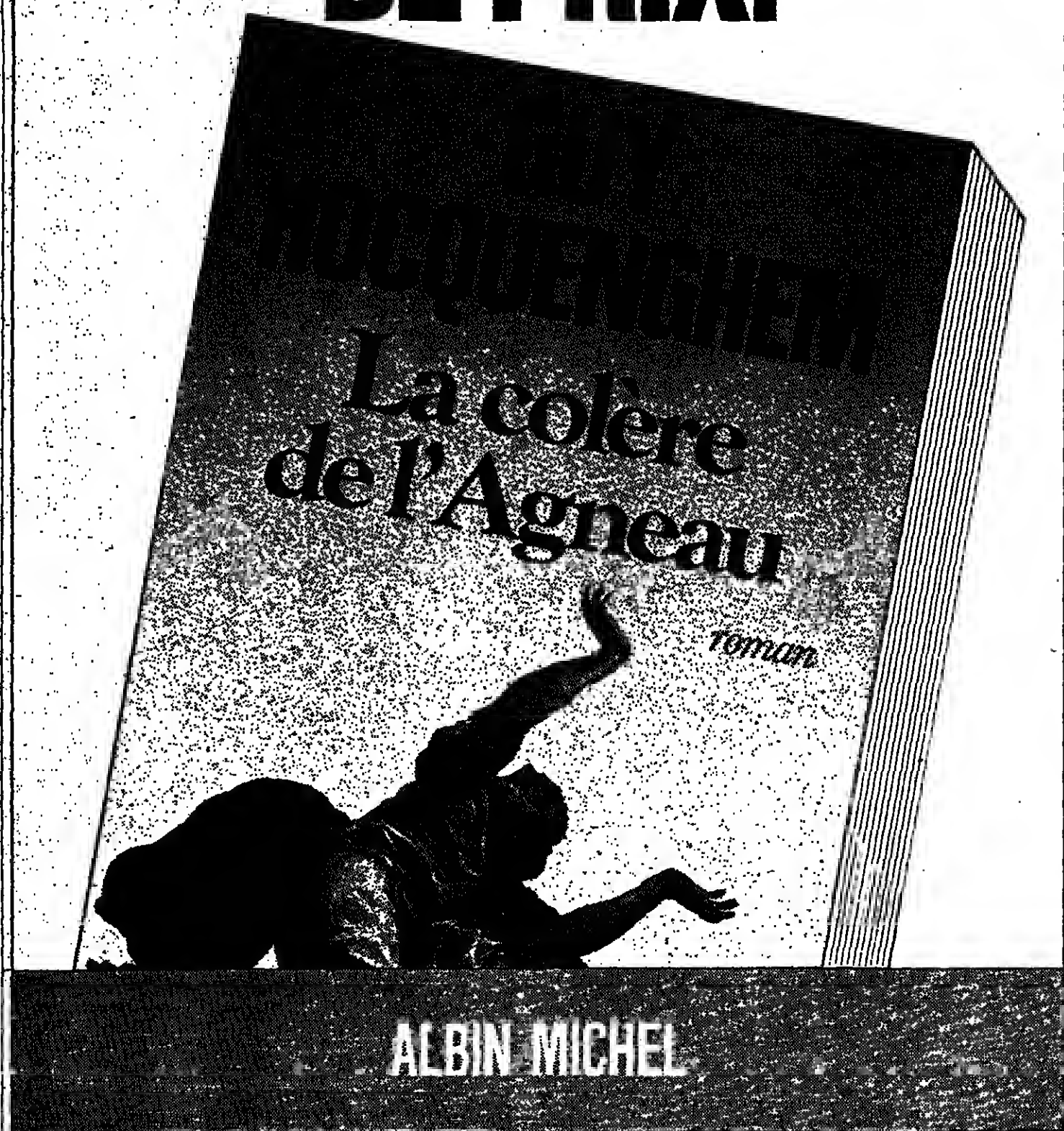
Pour qui ne sait rien de Simone de Beauvoir, ce livre paraîtra sans doute utile. Mais pourquoi faire connaissance avec celle qui a modifié la vie des femmes de ce siècle — qu'elles lui en soient reconnaissantes ou non — en empruntant les chemins de traverse, d'un commentaire plat, alors qu'on peut suivre Simone de Beauvoir dans sa traversée du siècle, des *Mémoires d'une jeune fille rangée* à la *Cérémonie des adieux*, de 1908 à 1981, et partager, à son rythme, une aventure qui a fasciné plusieurs générations ?

JOSYANE SAVIGNEAU.

* SIMONE DE BEAUVOIR, de Claude Francis et Fernande Gontier, Librairie académique Perrin, 415 p., 120 F.

(1) Gallimard, 1981.
(2) Gallimard, 1983.

MERCI GONCOURT, RENAUDOT, FEMINA, MEDICIS... UN GRAND LIVRE ÇA N'A PAS DE PRIX.



VILLO

Le catalogue Villo vous propose un choix de plus de 1.300 livres :

Peinture, sculpture, architecture, livres de collection, automobiles, tapis, porcelaine, faïence, histoire, religion, voyages...

Allez votre libraire.

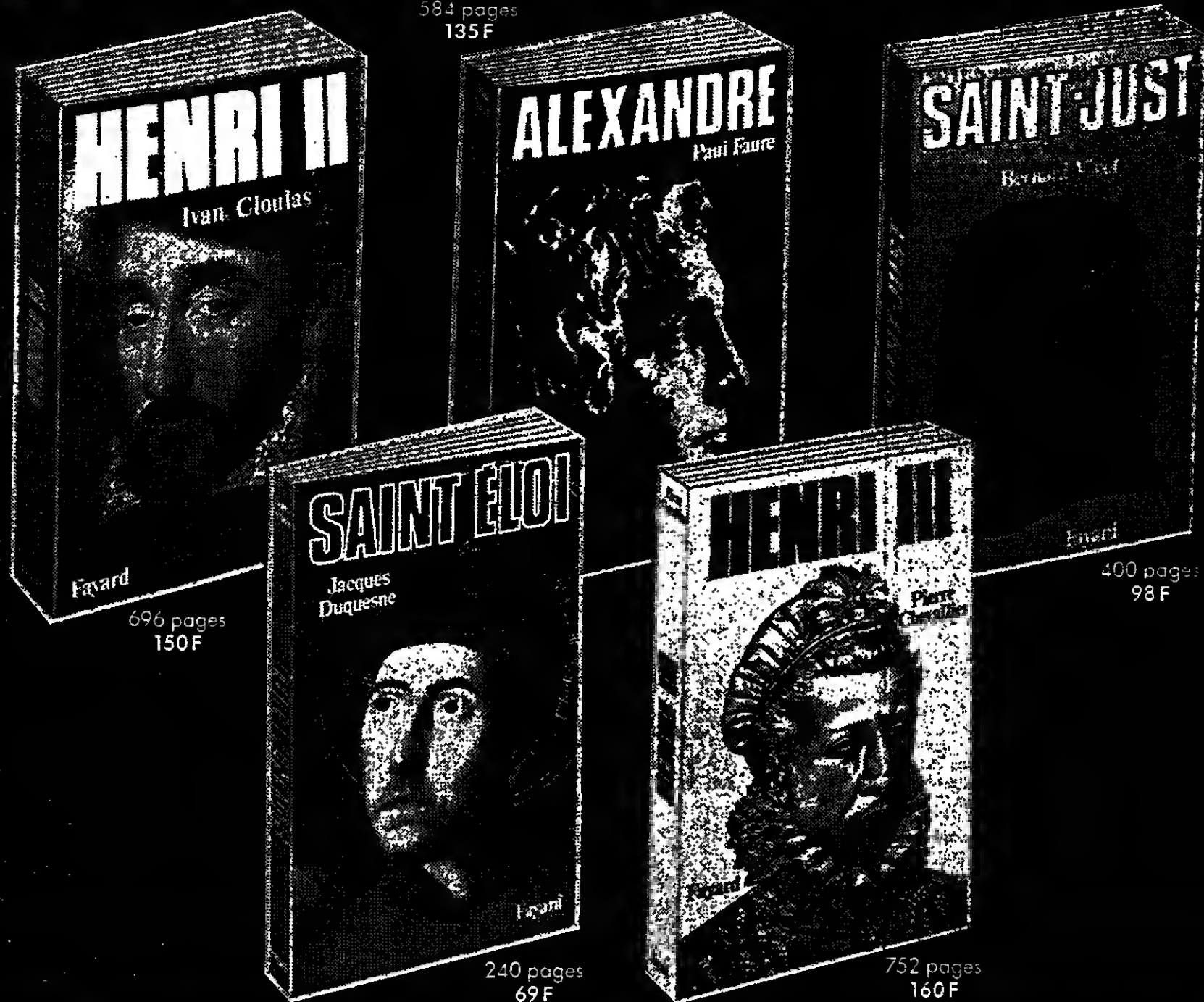
Offrez une signature

VILLO

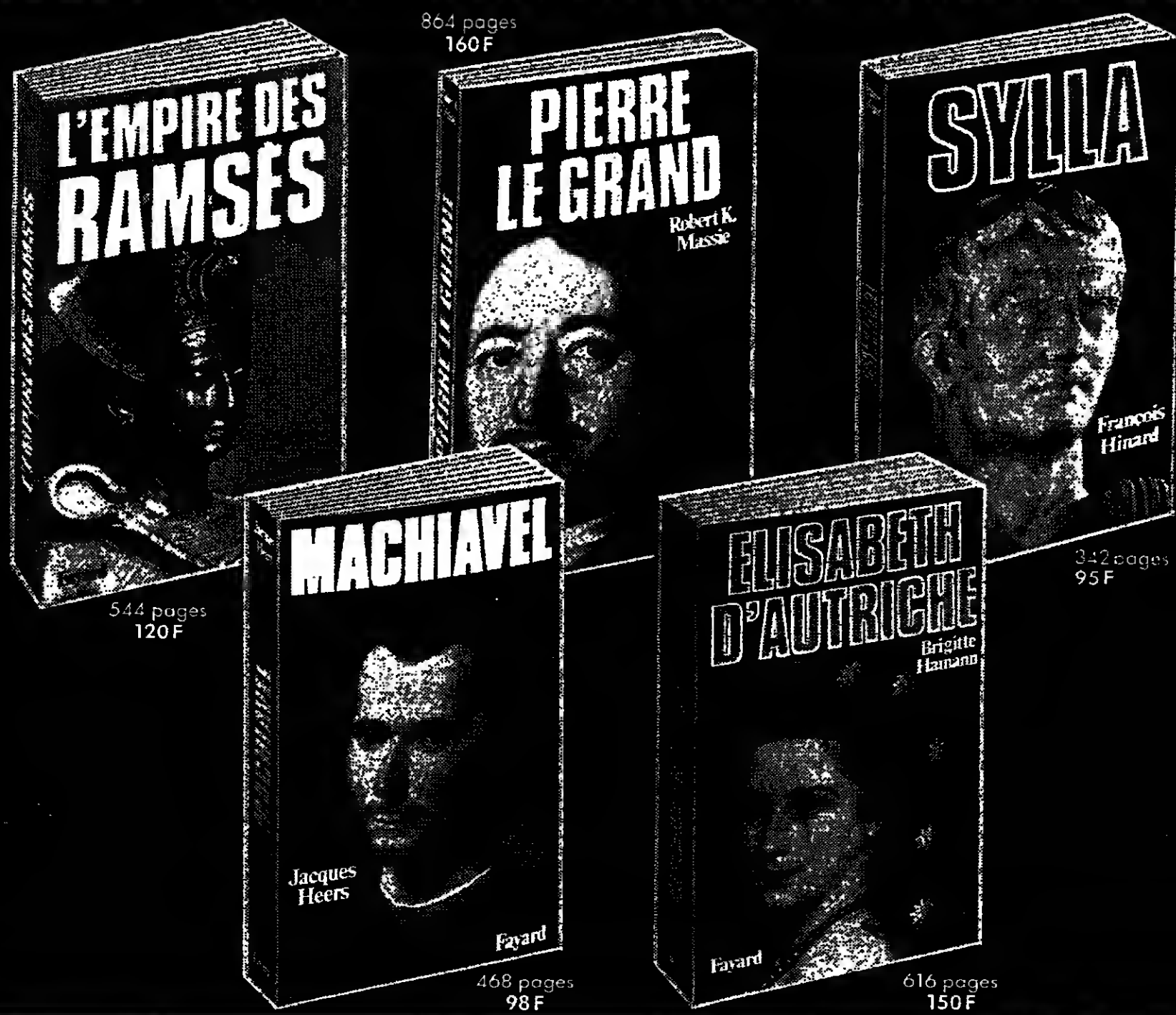
24, rue Cinox - 75015 Paris - Tél. 45.77.88.85

صكنا من الامل

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



DES LIVRES A LIRE ET A OFFRIR



menirs du ter

phie

détectives
Louis XVIII

TRouver un
EPISE:
DU MONDE

● HISTOIRE

Souvenirs du temps de la nuit

On a beau s'étriper aux quatre vents de la planète, la guerre de 1939-1945 reste le drame-référence, épique et monstrueux. Avant que ne tombe le rideau sur le dernier acteur, sur le dernier spectateur, les témoins se hâtent de livrer leurs récits.

L'AVANT-GUERRE et les germes qui prolifèrent dans le moule des chancelleries, Girard de Charbonnières les décrit à travers les notes qu'il prit de 1933 à 1940, lorsqu'il était secrétaire de l'ambassade de France à Londres. Jusqu'au désastre. Ce désastre dont Claude Paillet poursuit la description minutieuse. Mille détails éclairent le sinistre tableau. L'imprévoyance, la bêtise, l'incompétence, éclatent au détour des pages. Et l'héroïsme de certains.

Henri Amouroux en est au septième tome de sa *Grande Histoire des Français sous l'Occupation*. Il s'étend de la décisive tentative de Pétain en novembre 1943 pour s'appuyer sur les ruines de la III^e République, qu'il avait chargée de tous les péchés, jusqu'au débarquement de Normandie. Bardé d'honnêteté et fier d'équilibre, Amouroux répartit fermement le blâme et l'hommage sans oublier jamais qu'il est un homme d'ordre. Il trédie des légendes tenaces et efface des maquillages craquelés par les ans.



Jeunes maquisards prisonniers : dans l'attente de la mort.

Le « cas » Darlan

Et voici que surgit une fois de plus François Darlan et son « cas ». On réédite les souvenirs, pleins d'anecdotes et de talent, de Pierre Ordioni : *Tout commence à Alger*. Ce diplomate guerrier y retrace avec alacrité, sur le ton des conversations d'après-dîner, les potins et les intrigues de la Ville blanche, et la fin tragique du « dauphin » de Philippe Pétain. Dans ces souvenirs (posthumes), l'amiral Moreau, préfet maritime d'Alger en 1942, s'efforce de « blanchir » son ancien chef. Il apporte, sur les infimes complications des événements du 8 novembre 1942, date du débarquement

américain, et des jours suivants, des précisions inédites.

Habile, trop habile Darlan, que les balles de Bonnier, de la Chapelle, ont frappé, à la veille de Noël 1942, au milieu de ses intrigues éphémères, au moment où les Américains, eux-mêmes, se lasaient de l'« expédient provisoire » dont ils avaient usé. Sans doute n'y a-t-il d'autre « mystère Darlan » que les silences d'un marin retors qui s'efforçait de composer avec les tempêtes, changeant de cap sans regarder les étoiles et sans souci de l'équipage.

Raymond Dronne, le capitaine de la division Leclerc qui, arrivé le premier à l'Hôtel de Ville en août 1944, fut l'officier le plus embrassé de France et devint député de la Sarthe, poursuit la

publication de « carnets de route ». Etre vainqueur est bien agréable. Et Dronne est pittoresque et truculent.

Triste police

Ce n'est pas le cas d'Henri Longuechaud, qui publie une des premières études d'ensemble sur le comportement des forces de l'ordre sous l'Occupation. Comment pouvait-on être policier ou gendarme sous la botte allemande ? En se réfugiant derrière l'excuse traditionnelle : l'obéissance. En jouant, non sans péril, le double jeu, ou en se tenant à l'écart de toute initiative compromettante.

Le gouvernement de la Libération était soucieux de disposer rapidement des moyens de proté-

ger l'Etat et de faire respecter la loi. Il a pris les sanctions indispensables, mais il s'est gardé d'insister sur le comportement passé des hommes et des chefs, petits et moyens, qui s'étaient aussitôt ralliés à lui par enthousiasme, habileté ou simple prudence. Les cinquante policiers qui, à Paris, s'emparèrent de la Préfecture de police et en firent un bastion contre l'ennemi ont offert une magnifique occasion de cacher sous un voile tricolore des actes commis « conformément à l'ordre » donné. Longuechaud, tout soucieux qu'il soit de faire la part du feu, démonte les mécanismes et dégage tristement la vérité.

JEAN PLANCHAIS.

★ LA PLUS ÉVITABLE DE TOUTES LES GUERRES. — *Un témoin raconte*, par Girard de Charbonnières. Albin Michel, 272 p., 90 F.

★ DOSSIERS SECRETS DE LA FRANCE CONTEMPORAINE. — *Le désastre de 1940. Tome III. La guerre éclair*, par Claude Paillet. Laffont, 120 photographies, 12 cartes hors texte, 697 p., 180 F.

★ LA GRANDE HISTOIRE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION. — Tome VII. *Un printemps de mort et d'espoir. Décembre 1943-6 juin 1944*, par Henri Amouroux. Laffont, 576 p., 110 F.

★ TOUT COMMENCE A ALGER, par Pierre Ordioni. Albin Michel, 692 p., 130 F.

★ LES DERNIERS JOURS DE DARLAN, par l'amiral Jacques Moreau. Fayard-Gérard Watel, 292 p., 95 F.

★ L'HALLALI DE PARIS A BERCHTESGADEN. — *Août 1944-1945*, par Raymond Dronne. France-Empire, 264 p., 79 F.

★ CONFORMEMENT A L'ORDRE DE NOS CHEFS... — *Le drame des forces de l'ordre sous l'Occupation*, par Henri Longuechaud. Plon, 226 p., 100 F.

Deux détectives chez Louis XVIII

(Suite de la page 21.)

En réalité, il y avait deux révélations. La première est que le futur Louis XVI et le futur Louis XVIII, en leur adolescence, chassaient ensemble dans la forêt de Rambouillet et le plus jeune tenta de tuer d'un coup de feu son frère aîné, promis au trône. De sorte que Louis XVIII était un récidive en puissance.

« Bonjour, mon prince »

La deuxième révélation : le fils de Louis XVI et de Marie-Antoinette, Louis XVII, l'enfant mort, n'est pas mort du tout. Il vit toujours, si bien que Louis XVIII ne se contente pas d'être récidive, il est usurpateur. Du reste, quelques années plus tard, un horloger prussien nommé Naundorff débarque à Paris pour faire reconnaître ses droits à la couronne. Martin le rencontre dans un salon et procède un peu à la manière de Jeanne d'Arc. « Bonjour, mon prince », s'exclame-t-il. C'est bien lui.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines), vous l'aurez en 24 heures.

— Si n'y figure pas : nous pouvons généralement vous le commander après d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre. AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

et il n'y en a pas d'autre. Triomphe du visionnaire, mais triomphe dangereux puisque le pauvre Martin va mourir l'année suivante, empoisonné, assurera un de ses fils.

On imagine ce qu'un historien et un psychanalyste très dégoûtés peuvent extraire d'une affaire pareille. L'historien fait défilé au pas de charge toute la France de la Restauration, dominée par l'affrontement entre la monarchie, bien tempérée, réaliste et constitutionnelle, de Louis XVIII et la monarchie légitimiste, miraculeuse, providentielle et de droit divin des Ultras, Martin jouant son rôle dans l'empoisonnement, mais très probablement de son propre chef et non pas manipulé, comme les libéraux le pensèrent à l'époque, par les nostalgiques de la monarchie absolue, et de l'alliance du trône et de l'autel. Le psychanalyste, lui, se régale à farfouiller dans la tête de Martin qui est sans doute la tête de l'inconscient du temps. Le haricoter inspiré, qui a suscité en la personne de Raphaël son propre double, fonctionnait comme un médium, un télépathe, qui prononce le « dire » que ses contemporains avaient le plus envie d'entendre et qu'il a su parfaitement lire dans les cervelles. Au passage, Jacques Nassif débute une paranoïa, un peu d'hystérie, il met au jour ici un pénis et là un phallus, il produit quelques-uns de ces jeux de mots qui font la friandise des psychanalystes. Négligeons ces jeux de mots : il reste un beau livre, un modèle de complexité intelligente entre l'histoire et l'inconscient.

GILLES LAPOUGE.

★ MARTIN L'ARCHANGE, de Philippe Bosty et Jacques Nassif. « Bibliothèque de l'inconscient », Gallimard, 386 p., 175 F.

Nuremberg : les ambiguïtés d'un procès

Le procès des grands criminels de guerre nazis s'ouvrit à Nuremberg le 20 novembre 1945, et s'acheva le 1^{er} octobre 1946, suivi, quinze jours plus tard, de dix exécutions par pendaison et d'un suicide, celui d'Heinrich Goering. Jeune magistrat, Serge Fuster appartenait à la délégation française. Devenu, pour ses lecteurs, Casenayor, il se penche aujourd'hui sur les quatre cent trois audiences et les dizaines de documents qui y furent produits, tous signés, authentifiés et tamponnés au nom des juridictions judiciaires, accumulées, des quatre puissances qui composaient la cour.

Souvenirs ? A peine ? Récit ? Non plus. Les réflexions d'un passionné de justice, farouchement indépendant. Casenayor plane le décor : la marche à la guerre, celle qu'elle fut, sans oublier les complexités, les lâchetés et l'aveuglement des futurs vainqueurs, devenus les juges de 1945. Il ne dissimule pas non plus qu'après les reprises assaut d'hypocrisie, il le dit à sa manière, sarcastique, « Fustler 100 000 hommes, femmes et enfants comme la Wehrmacht le fit en Ukraine, c'est mal. Tu es 100 000, 200 000, 300 000 hommes, femmes, enfants, vieillards par bombardement comme à Dresde, Hiroshima, Nagasaki, c'est bien... »

Non, bien sûr, qu'il éprouve quelque sympathie pour les dirigeants du III^e Reich, mais les « nécessités de la guerre » seraient-elles simples « affaires d'appréciation » ? Le procès lui-même est une fastidieuse « stracade », avec la disproportion fabuleuse entre la minute tatonnement des procédures et l'énormité des faits. Ces derniers sont connus de tous, et Nuremberg apparaît, au fil des pages, comme une sorte de festival international organisé par les vainqueurs pour satisfaire leur goût de la chose judiciaire bien plus que leur souci de la justice.

Il n'y avait pas d'innocents à Nuremberg, même parmi les acquittés. Et les ordes sentences de mort étaient largement méritées. Pourquoi faut-il que le rappel du plus grand procès de tous les temps laisse un goût d'amertume ?

J. P. ★ NUREMBERG, 1945. LA GUERRE EN PROCÈS, par Casenayor. Stock, 208 p., 79 F.

Important Editeur Parisien

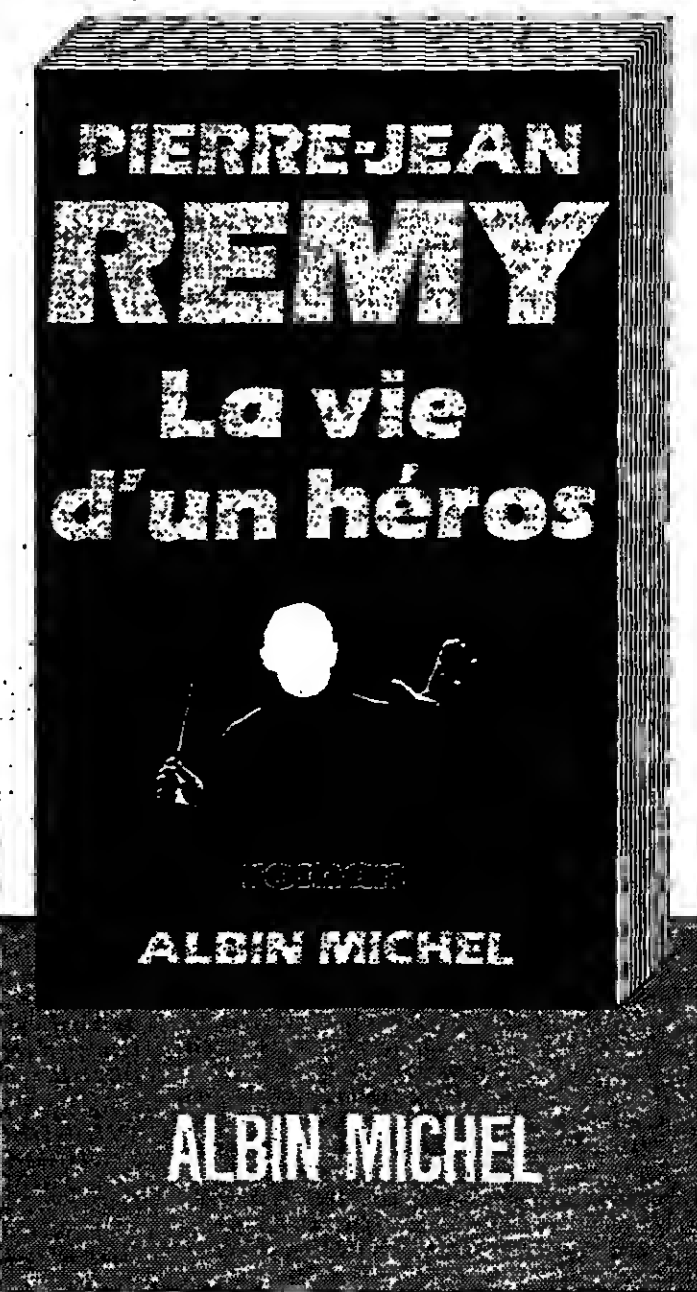
recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

UN GRAND LIVRE ÇA N'A PAS DE PRIX.



سكنا من الامال

صوتك من الامم

● ÉCRITS INTIMES

La sale gamine et le funambule

Les maximes de Monique Apple et le journal intime de Gabriel Matzneff : deux manières de brûler sa fortune à la roulette...

ON flâne en lisant les pensées de Monique Apple. Mais la promesse d'attention et de... distraction. Il faut savoir se distraire de tout ce qui se passe autour de soi. Faire le nettoyage. Si l'on accomplit cet effort, on obtient de multiples récompenses. Étrange messagerie que celle de ce livre. Remarqué par Henri Michaux et par Jean Paulhan — qui fit paraître quelques maximes de Monique Apple dans la NRF, en novembre 1962, — ce recueil allait attendre vingt-trois ans pour être enfin publié.

« Un certain H.M. »

Dans la postface, Pierre Bettecourt cite des extraits de la « correspondance plutôt orageuse » qui fut échangée, au début des années 60, entre « un certain H.M. » et l'auteur de ces maximes — une jeune femme mystérieuse, vivant alors au Brésil. Henri Michaux était à la fois courroucé, étonné, séduit. Sur un ton mêlant le reproche et la louange, il avouait à sa correspondante qu'elle avait réussi à

l'« inquiéter », qu'elle le forçait à se reconstruire. Pour sa part, Pierre Bettecourt évoque une « œuvre abrupte », « riche d'éclairs ». Ces compliments ne sont pas immérités. On s'co convainc aussitôt lorsqu'on lit *Qui livre son mystère meurt sans joie*.

Curieux titre, mais les pensées qu'il recouvre ne sont pas moins insolites. En voici quelques-unes :

« Mourir, oui, pouvoir enfin s'attaquer à l'espace, en grand... »

« Dieu, ce misanthrope que nulle morale ne saurait atteindre... »

« Céder, c'est reprendre tout ce que l'on a vraiment donné... »

« Dieu, je vous le dis, s'aliène de sentiments barbares... »

« Si le personnage est englobé par le flot, c'est le flot qui devient personnage... »

« Être en harmonie avec le monde, c'est arriver à lui faire croire qu'il vous a vaincu... »

« Se chercher, c'est s'approfondir à l'extérieur de soi... »

« Je ne réduis les gens qu'à leur infini... »

Monique Apple n'est pas égoïste des choses quand on lit le Journal de Gabriel Matzneff pendant les années 1977-1978. Il faut s'accorder au rythme de ce dilettante qui semble se promener dans l'existence. Avec un mélange — fort séduisant — d'élégance et de spontanéité, il nous conte par le menu ses rencontres, ses amours, ses félicités, ses voyages, ses lectures, ses émotions... Voilà le carnet de bord d'un égoïste. « Je ne me refuse jamais rien de ce que je désire », écrit-il. L'existence ne serait donc qu'une partie de plaisir ? Que l'on ne s'y méprenne

pas. Notre égoïste ne se refuse rien, mais, pour lui, qui, « fondamentalement, n'aime pas la vie », c'est « la seule façon de supporter [celle-ci] ».

« Quelle illusion, quelle déraison, la vie ! », dit encore G. M. Alors, il veut s'écrouler, il laisse faire sa passion de l'immédiat, il obéit à son goût de la diversité, et son lecteur est entraîné dans une manière de tourbillon, car notre dilettante se transforme le plus souvent en homme pressé, multipliant les conquêtes, courant de l'un à l'autre, n'aimant ni ne croyant aimer que cela. « Que je suis combustible ! », dit-il avec humour, mais ce séducteur impénitent, qui déteste l'« opacité adulte », la pesanteur physique et morale, même sa carrière avec des façons de funambule. Une sorte de frénésie l'anime, qui est le masque du désespoir, la médecine du désarroi : « Nous refaisons l'amour. Au petit jour, le malheur se dissipe... »

Voilà ce qui fait le charme, très particulier, de ces pages : l'alliance — comme chez Baudelaire — du luxe et du deuil ; cette volonté éperdue de vivre selon ses désirs derrière laquelle se tapit, ne dormant que d'un œil, la pensée constante du vieillissement et de la mort, à quoi s'ajoute le chagrin des ruptures... Tout cela exprimé dans une belle prose française unissant la fermeté, le naturel et la clarté. « Votre logique est celle d'un fou, mais votre syntaxe est si rigoureuse que vos lecteurs ne s'en aperçoivent pas », disait à G. M. l'une de ses amies...

pas. Notre égoïste ne se refuse rien, mais, pour lui, qui, « fondamentalement, n'aime pas la vie », c'est « la seule façon de supporter [celle-ci] ».

« Quelle illusion, quelle déraison, la vie ! », dit encore G. M. Alors, il veut s'écrouler, il laisse faire sa passion de l'immédiat, il obéit à son goût de la diversité, et son lecteur est entraîné dans une manière de tourbillon, car notre dilettante se transforme le plus souvent en homme pressé, multipliant les conquêtes, courant de l'un à l'autre, n'aimant ni ne croyant aimer que cela. « Que je suis combustible ! », dit-il avec humour, mais ce séducteur impénitent, qui déteste l'« opacité adulte », la pesanteur physique et morale, même sa carrière avec des façons de funambule. Une sorte de frénésie l'anime, qui est le masque du désespoir, la médecine du désarroi : « Nous refaisons l'amour. Au petit jour, le malheur se dissipe... »

Voilà ce qui fait le charme, très particulier, de ces pages : l'alliance — comme chez Baudelaire — du luxe et du deuil ; cette volonté éperdue de vivre selon ses désirs derrière laquelle se tapit, ne dormant que d'un œil, la pensée constante du vieillissement et de la mort, à quoi s'ajoute le chagrin des ruptures... Tout cela exprimé dans une belle prose française unissant la fermeté, le naturel et la clarté. « Votre logique est celle d'un fou, mais votre syntaxe est si rigoureuse que vos lecteurs ne s'en aperçoivent pas », disait à G. M. l'une de ses amies...

Sous les dehors de l'insouciance

Les ennemis de notre égoïste ne verront que frivolité dans son Journal, mais sous les dehors de l'insouciance, le tragique entoure chaque pensée de sa sombre lumière. G. M., c'est un Casanova orphelin de ses anciennes passions. Il éprouve comme une des pires infortunes la « fatale dégradation des sentiments », et surtout cette « trahison totale » qui lui a valu d'être considéré soudain comme un étranger par une personne qui, hier encore, lui déclarait sa flamme. Depuis hier, des siècles semblaient s'être écoulés dans le regard de cette même personne...

Quand l'amour meurt, G. M. entre en « convalescence » : il se distrait du malheur en se dissipant. Il se hâte vers les rendez-vous les plus divers. Il va à la recherche d'une éclaircie dans sa vie : « Pauline est adorable. Elle m'aime [...] Il fait beau, j'ai toutes les raisons d'être heureux. Mais le sub-je ? » G. M., c'est un chercheur extrême de ce beau temps de l'âme que nous trouvons si rarement.

On lui a tenu rigueur de ses maux, de son goût des adolescentes, de son libertinage immature, sans vouloir discerner l'obsession de l'éphémère qui se dissimule dans la conduite de cet homme ; pour lui, le beau temps de l'âme, c'est une sorte de grâce ennemie de l'âge adulte, c'est le contraire de la pesanteur qui nous punit d'avoir eu l'indiscipline de vivre.

Cet immoraliste s'efforce d'obéir à une « diététique » sans laquelle la dissipation deviendrait dispersion, naufrage. Si l'on se réfère à l'origine grecque du mot, dit-il, « genre de vie ». G. M. est très soucieux du meilleur emploi de son temps : « Cesser de me disperser. Écrire mon livre. » Pour lui, l'écriture est justement une manière de se surveiller, de se tenir et de se rassembler. « [Mes] plaies, dit-il, je les aime, je les entretiens, je les gratte pour en faire des livres. Assurément, cela me perdra un jour, mais, jusqu'à présent, c'est ce qui m'a sauvé... »

FRANÇOIS BOTT.

★ QUI LIVRE SON MYSTÈRE MEURT SANS JOIE, de Monique Apple. Ed. Lettres vivres. Distribution Distique, 60 p., 59 F.

★ AUTRES OUVRAGES DU MÊME AUTEUR : QUE MAL Y SOIT. Ed. Pierre Bettecourt, 1961. EN DEÇA, AU DELÀ. Desoël, 1962. ★ UN GALOP D'ENFER. JOURNAL 1977-1978, de Gabriel Matzneff. La Table ronde, 294 p., 95 F.

Jean L'Hôte « de la laïque »

Le charme de la « communale » au temps du Front populaire.

L'ÉCOLE laïque, gratuite et obligatoire à sa mythologie, ses images, ses héros aussi : les maîtres, vaillants et incorruptibles fonctionnaires au service de l'Idée républicaine, missionnaires pleins de foi, pourfendeurs d'une catégorie bien déterminée : d'« incroyants », les obscurantistes, calotins et autres papistes... L'attention renouvelée prêtée à la pédagogie, les luttes violentes dont l'école reste l'enjeu ont relégué au musée des souvenirs une certaine imagerie d'Épinal de la laïcité. Les crispations de l'anticléricalisme militant ne

reste encore un luxe un peu honteux. Le narrateur, fils et élève de l'instituteur, assiste et participe aux épisodes cocasses dont l'engin est l'occasion, avec comme bouquet final une expédition drolatique jusqu'à Lourdes.

Les épisodes se succèdent, écrits d'une plume légère, sans affectation. L'ironie de Jean L'Hôte n'est pas destructrice, mais toujours compensée par une tendresse visible qui imprègne chaque page.

De Jean L'Hôte on ne sera pas étonné d'apprendre qu'il travailla



sont plus vraiment à l'ordre du jour.

C'est cette imagerie un peu datée que s'est proposé de restituer, en racontant ses souvenirs d'école, Jean L'Hôte dans *La Communale*. Décédé en avril dernier à l'âge de cinquante-cinq ans, Jean L'Hôte avait accepté la réédition de son livre, paru quelques années auparavant, et en avait même pour l'occasion recopié à la main le texte, le remaniant en plusieurs endroits.

La tonalité un peu surannée du récit, le réalisme poétique des situations, la justesse et la force d'évocation des portraits, donnent à *La Communale* un charme immédiat, proche de Jules Renard ou de certaines nouvelles campagnardes de Maupassant.

Nous sommes à Lunéville, au temps du Front populaire, dans cette Lorraine que l'auteur connaissait bien pour y être né. L'achat d'une automobile par l'instituteur est un événement familial et local. Mais la liberté que peut accorder la voiture est reçue, avec une grande prudence par le maître d'école et sa femme, enseignante dans le même établissement. Ce moyen de transport

avec Jacques Tati, en particulier pour *Mon oncle*, tant l'univers des deux créateurs est proche. Cinéma, il avait adapté *La Communale*, avec Yves Robert dans le rôle de l'oncle Henri. Mais Jean L'Hôte avait surtout travaillé pour la télévision. Diffusé sur TF 1 en mars, son dernier téléfilm, *Le Diable dans le bénitier*, racontait la préparation d'une Passion interprétée par des ouvriers, avec le responsable d'une cellule communiste en Judas renouant un dernier moment à trahir. On se souvient également du *Métier*, chronique intimiste sur la transformation des mentalités dans un petit village français au début du siècle.

Jean L'Hôte disait chercher un « ton à mi-chemin entre le tragique et le comique ». Ce « ton » est bien celui de ses films aussi bien que de ses livres. Son ami Hubert Comte le décrit « avec son regard d'écolier doué et malin, son air de joyeux luron pris en faute », comme le « champion de l'insaperçu ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LA COMMUNALE, de Jean L'Hôte, éditions Lattès, 179 p., 70 F.

Une gymnastique de l'âme

AVEC l'Attrait des choses, Roger Lewinter ne nous donne pas un journal chronologique, non, plutôt des « fragments de vie oblique », comme l'oreille d'Apollon qu'Ésope consulta à Delphes... Tandis qu'il est éditeur des œuvres complètes de Diderot (1), metteur en scène de Molière, traducteur de Groddeck, tantôt il est lecteur de Rilke ou de Musil et continuellement chineux passionné aux Puces de Londres, Paris ou Genève. Tout le temps et partout, il subit l'attrait des choses : « Le matin, eux, Poètes, curieux de ce que je pourrais trouver qui signifierait l'événement de la nuit... » Ainsi, quand il met un point final, en 1972, à son travail sur Diderot, il quitte Svetlana, s'offrant en cadeau d'adieu un miroir en argent « trouvé » aux Puces de Portobello Road. Ainsi, quand il achève, en 1980, l'établissement du dernier tome des Conférences psychanalytiques de Groddeck (2), il « déniche » un carré de cachemire lourd d'arabesques. Ainsi, au terme de la traduction du Chercheur d'âme, roman psychanalytique du même Groddeck (3), il écrit, en quelques jours, le Centre du Cachemire et, à Genève, « découvre » chez un bouquiniste des titres épuisés de saint Jean de la Croix, Rilke et Mercanton : « verdict des signes... » Et puis, il y a ce travail de deuil, très présent dans les deux longs fragments autour de la mort de l'un et de l'autre parent : « memento mori » soumis à la même démarche...

Pour rendre cette concentration de coïncidences qui jalonnent, animent, hiérarchisent l'autobiographie, Lewinter procède par titonnements : « Aveuglément, j'ai refait l'intégralité de Groddeck dans son labyrinthe, pour en trouver l'issue, l'introuvable dehors, se situant dedans [...] » L'issue, pour Lewinter, c'est l'enfouissement dans les méandres mystiques des cachemires, l'ouverture vers l'Orient.

« Depuis, voulant m'expliquer, je ne puis m'expliquer sans, faisant intrusion, la joie. » Le « journal » 1980-1983 de Roger Lewinter s'achève là, sur cette phrase que ne conduit aucun point final, sur cette pensée qui désigne un champ bien plus vaste et serait que l'introspection menagée d'incises, de sautes de pensée, de ruptures, de digressions, de répétitions, donnée comme une « gymnastique de l'âme ».

CLAIRE PAULHAN.

★ L'ATTRAIT DES CHOSES, FRAGMENTS DE VIE OBlique, de Roger Lewinter, Champ libre/Gérard Lebovici, 113 p., 45 F.

(1) Œuvres complètes de Diderot et Société encyclopédique française. Lewinter a publié également un essai sur Diderot : *Diderot ou les mots de l'absence*, Champ libre, 1976.

(2) Georg Groddeck : *Conférences psychanalytiques à l'usage des malades*, Champ libre, 1978.

(3) *Le Chercheur d'âme*, Gallimard, 1982.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'envers du décor

(Suite de la page 21.)

COCTEAU se détourne de ces trivialités mornes. Il fait retraite au Cap-Ferrat, chez ses amis Weissweiler. Il point, il voit beaucoup son voisin Picasso, à Vallauris, il écrit des poèmes et envisage la publication de ses œuvres complètes. L'année marque une sorte d'entracte, mais non une détente. Celui qu'on disait superficiel et confiné dans la création ressent certains scandales de la vie publique avec un sens insoupçonné des responsabilités de l'artiste.

La connivence d'auteur dramatique ne suffit pas à expliquer le crédit particulier que Cocteau attache aux prises de position de Sartre. Il les préfère de beaucoup aux articles de Mauriac, avec qui il se garde de polémiquer, mais dont il conteste, dans le secret du Journal, les interventions multipliées. Celui qu'on dit parisien exerce le parisianisme qui « vous boude quand on arrive et vous fête quand on part ».

Les journalistes en prennent pour leur grade. Cocteau les juge aveugles aux vraies valeurs, gogos et ingrats. Il ne se montre pas moins sévère qu'eux, mais à meilleur escient et pour lui seul, puisqu'il ne compte pas publier ces notes de son vivant. Curieusement, il ne voit pas l'importance d'*En attendant Godot*, de Beckett, réduit à une mode du sombre inaugurée par Huis clos, ni celle de la Ville dont le prince est un enfant, de Montherlant, dont le thème devrait pourtant émouvoir le père du petit Dargelos. Quant à la Condition humaine, de Malraux, ce serait du Claude Farrère, « détestable ». Anouilh et Giraudoux ne sont pas mieux traités...

LES conversations avec Picasso mériteraient un tiré à part. Cocteau parle brillamment de la manière dont le génie de Velleurs ne « fait jamais de fautes », puisque son esthétique consiste à les « sanctifier ».

C'est l'année où meurt Staline. L'affaire du portrait jugé trop réaliste par certains et pes ées par d'autres offre l'occasion d'échanges pittoresques sur Picasso et le Parti communiste, lequel tient lieu au peintre de « famille », comme au poète la religion, du temps de ses visites à Jacques Maritain.

Est-ce un effet de l'âge, que subissent les moins conformistes ? Cocteau, qui fête ses soixante-quatre ans, commence à trouver que l'art exalte trop complaisamment ce qui mine la société. Il rebombe les zézous, les touristes, les jeunes. Il reproche à Sartre d'avoir abîmé la génération de Saint-Germain-des-Près. C'est son refus personnel d'accompagner la chute générale qui le ferait passer pour insolent. Cocteau se sent plus qu'incompris. Une véritable paranoïa le conduit à voir des ennemis et de la malchance partout. Alors que la moindre maladresse de Picasso tourne à son avantage, l'inverse serait son triste lot.

Il aurait dû se douter que la présidence du jury de Cannes mettrait un comble à son écosystème. La Croisette fête et égratigne l'artiste, tandis que la juré s'indigne des pressions, se soucie d'équité. 1953 voit sévir le meccarthysme à un point qu'on avait oublié. La presse américaine décèle dans la

Salaire de la peur, de Clouzot, un film dangereusement communiste. Se souvient-on que les spectateurs de *Limelight*, aux États-Unis, devaient inscrire à la caisse leurs nom et adresse ?

À la guerre froide rend difficile la neutralité où l'artiste Cocteau aimait se cantonner.

Son cœur le fait pencher vers les apparences tranquilles du couronnement anglais et son « cérémonial qui ôta à l'humanité la crainte de n'être rien ». Il préfère la « bêtise respectueuse » des Britanniques à la « bêtise critique » des Français. Au fond, le désordre de son œuvre cache un ordre, ou du moins une envie d'ordre. Mais il n'est pas de ceux qui font passer cet ordre avant une injustice. Tout en déjouant les pièges où vaut l'entraîner Aragon, il signe, en faveur des époux Rosenberg, et sa curiosité pour ce qui se passe ailleurs ne se dément pas.

Les plus belles pages de ce volume concernent un long voyage en Espagne. Sa visite à Tolède a la grâce nerveuse de celle de Barrès. Cocteau se sent chez lui dans un pays où il n'est pas ridicule de dire : je viens d'écrire un poème. Comme Genet, il est à son aise chez les mauvais garçons du Barrio Chino. Il écrit flamenco, il est « flamenco ». Bonheur de sa fondre dans l'autre ; mais d'abord joie de prendre du champ par rapport à une France jugée haïssable et haineuse.

CERTAIN soir d'août 1953, le dégoût explose. Cocteau trouve médiocres et ridicules la plupart des œuvres que loue Paris. Il se sent éliminé par les diverses coteries de la capitale, d'autant plus seul que l'indifférence s'habille de fausse affection amusée. Il s'en veut d'avoir cru à une « justice qui se formerait à l'insu de celle des hommes ». Il décide de ne plus écrire que pour lui, « par hygiène », sans attendre de réponse. Cocteau se drapait dans la dignité offensée du misanthrope brouillé avec son temps et sa patrie. « On ne sera jamais assez fier, écrit-il, d'être abandonné par ce que la France est devenue. » 1953 marque, sur ce thème, une année de crise.

Les malentendus avec la presse et le public s'apaisèrent ; on cessera de dévisager Cocteau pour, enfin, l'envisager selon son vœu. Mais il restera la preuve vivante des bizarreries de la gloire à la française. Celle-ci ne procède pas des œuvres, généralement ignorées, mais d'une « harmonie d'ondes » qui « s'échappent de la morale particulière » des artistes, invisible à tous.

Un des rares mystères, cette gloire, que Cocteau n'a pas fait semblant d'organiser, et dont il n'a joui que par intermittence, à regret, comme d'une réponse louche à l'angoisse de créer, donc de plaire.

★ LE PASSÉ DÉFINI, Journal, tome II, 1953, de Jean Cocteau, texte établi et annoté par Pierre Chanel. Gallimard, 430 p., 140 F.

★ CAHIERS JEAN COCTEAU, n° 10. Gallimard, 342 p., 130 F.

★ MOI, JEAN COCTEAU, de Philippe de Miomandre. J.-C. Codefroy éd., 260 p., 95 F.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

— poètes du temps présent —

- Jean-Michel TINET
« LE TEMPS D'UNE VIE »
54 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Michelle FAGES
« POINTS DE SUSPENSION »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Josette DELPLANQUE
« DÉCEPTION D'UNE VIE AMOUREUSE »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Gilbert DUEZ
« UN POINT DANS LA LUNE »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Valérie KRONENBERGER
« DU CÔTÉ AMER AU CÔTÉ AMOUR
EN PASSANT PAR VOUS ET MOI »
112 pages, 51,00 F.T.T.C.
- Michèle SAUVAGE
« RACONTE-MOI LA VIE »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean-Denis MOULIN
« ALAZRAO CELUI QU'ON APPELAIT
L'HOMME BLEU »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean-Marie BUCHALIN
« DEDICACES »
128 pages, 51,00 F.T.T.C.
- Dider GENEST
« CHEMIN POÉTIQUE »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Bernard PIFFARETH
« UN SOLEIL POUR UNE FLEUR »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Chantal DAGIER
« MIROIRS D'HÉCATE »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Georges DEMOUCHEY
« POÈME DES ANNONCIADES »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Louise-Léon de DANNE
« POÈMES »
272 pages, 84,00 F.T.T.C.
- Albertine COMPERAT
« VISAGES AIMÉS, VISAGES PERDUS »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Antonio MANNARINO
« PAROLES POUR L'AUBE NOUVELLE »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- CHAMPETIÈRE
« VOIX DE BRAISE »
144 pages, 51,00 F.T.T.C.
- Louise KOBRYN
« EXERÈSE »
50 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Victor LATOR
« AU GRE DU JOUR ET DE LA PENSÉE »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Jean-Claude PUEO
« FLAMMES ET FEMMES »
56 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Rémi DECEUR
« LE DERNIER SOUFFLE »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Muriel MOURGUE
« EMPREINTES »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Marylin MARCHINI
« LE COURS DE LA VIE »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Daniel NEVEU
« CONCERNÉS CONSTERNÉS »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- Hamid BOUHADI
« ÉCUMES POÉTIQUES »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Charles BRECHENMACHÉ
« SUITES DE RÊVES »
80 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Janine LOUISY
« LES POÈMES DE TA MAMAN »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Claude GUILLEMETTE
« IRIS suivi de CLAIRIÈRE »
128 pages, 52,00 F.T.T.C.
- Henri DUGUE
« SINCÈRES MESSAGES »
128 pages, 51,00 F.T.T.C.
- Richard SCHWARTZ
« HASARDS »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Marie-Joséphine RAFFENEAU-GIACOBBI
« LE VENT DE L'IDÉAL »
80 pages, 41,00 F.T.T.C.
- Eli NEZERTI
« DIALOGUE CROISÉ »
112 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Daniel GADESAUD
« DOUBLE REGARD »
56 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Rachel PURRO
« UNE CORBEILLE
DE PHRASES ENBAUMÉES »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.
- René DAFOUR
« D'UN CERTAIN JOUR
A LA NUIT CERTAINE »
48 pages, 34,00 F.T.T.C.

— romans - nouvelles —

- Jacqueline LEYSARD
« DEUX ROUTES SE SONT CROISÉES »
Amours éphémères à la recherche de deux destins
176 pages, 81,00 F.T.T.C.
- Alain SAINTOT
« LA FUGUE »
Amour, jalousie et vengeance dans le Midi de la France
192 pages, 84,00 F.T.T.C.
- Jean-Joseph Vincent COUSSEANS
« ET VOGUE LA GALÈRE »
Passion, aventures exotiques et suspense à bord d'un cargo
160 pages, 76,00 F.T.T.C.
- Henri G. FRANCO
« TERRE PROMISE »
Anticipation politique où les robots remplacent le cerveau humain
128 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Raymond FISCHER
« FAUSTUS RESARTUS »
Un faust impitoyable qui se débatait de son destin
254 pages, 119,00 F.T.T.C.
- Jean-Marie MORIO
« LE MIROIR VOILE DES VAGUES »
Un roman poétique fait de rêveries et d'images
112 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Marie KAISER
« L'IMPRÉVISIBLE BONHEUR »
Bonheur, révolte, combats : l'histoire d'un amour exceptionnel
254 pages, 86,30 F.T.T.C.
- Carmen VINCENT
« LE JOUET DU DESTIN »
La vie d'une femme soumise à un destin cruel et extravagant
256 pages, 129,50 F.T.T.C.
- Océane TARDIVEL
« MYOSOTIS »
La vie pleine de rebondissements d'une femme indomptable et passionnée
192 pages, 87,00 F.T.T.C.
- Georges WEBER SCHIRMER
« HAUTECOMBE »
La réinvention d'un pittoresque village français détruit en 1914-1918
160 pages, 76,00 F.T.T.C.
- Jacques MATHON
« LE JARDIN DES PRIMITIFS »
Roman d'aventures au pays nouveau
128 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Auguste BALLESTRA
« LES AMOUREUX DE NAZARETH »
Un homme en quête de lui-même à l'époque du Christ
128 pages, 66,00 F.T.T.C.
- Hélène RIHA-LE CALVEZ
« LES DIFFICILES LIBERTÉS »
L'apocalypse d'un individu malade des obstacles sociaux
94 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Gilbert ELBAZE
« PERLES A REBOURS »
Des perles d'humour dans un océan d'extravagances
224 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Charles LAPOUDGE
« LA BAGUE »
Un imaginaire fantastique et onirique, un réalisme cru
176 pages, 83,50 F.T.T.C.
- Colette CHARTRES
« LE COURAGE D'AIMER »
Préface du docteur Paul TOURNIER, fondateur du Mouvement international de la médecine de la personne
Essai de anthropologie chrétienne et de psychologie ?
336 pages, 148,50 F.T.T.C.
- Philippe BIANCATO
« CAS PARTICULIER »
Au cœur de l'imaginaire et de l'irrationnel
80 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Bernard ACHÉL
« PASSION OU RACISME »
Un roman plein de passion, de violence et de remise en question
128 pages, 63,10 F.T.T.C.
- Salif SIDIBE
« SIBO OU LE SONGE DE DOMA »
Un roman puissant, onirique et vrai
128 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Monica LAERT
« VOIR, ENTENDRE ET PENSER »
La réalité souvent tragique de la vie
64 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Bertrand LOTTE
« L'HOMME, L'HERMAPHRODITE,
OU LA GÉNÉRATION SPONTANÉE »
Une étape dans la recherche éternelle du toujours plus
96 pages, 56,70 F.T.T.C.
- SAM PHARO
« EVELYN OU LE BONHEUR PARFAIT »
L'atmosphère sensuelle de l'Amérique informelle
160 pages, 82,50 F.T.T.C.
- Nicole BRUYÈRE
« L'AMOUR EN TÊTE »
Un grand moment de passion non dénué de l'humour et de la différence humaine
192 pages, 83,50 F.T.T.C.
- Andrew MAC COLLEY
« LE CARNASSIER DE GLENN-HORSE »
Au milieu de sa horde dans des combats sanglants
96 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Jo KERFERRE
« LES INCOMPARABLES
OU LES NOUVELLES DE L'OUEST »
A la recherche de la voie humaniste des problèmes écologiques de la société
128 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Franky E. BOLS
« LES PORTES DE LA JUNGLE »
Le comportement des Antilles à Marseille, aux environs du Vieux-Port
140 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Jacques BRENNER
« PIÈGE INFERNAL »
Dix chasseurs canadiens mystérieusement disparus
dans une région isolée et sauvage
96 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Guy AGIER
« UN CHIEN RACONTÉ »
Essai de philosophie canine, critique de l'écriture et romanesque...
à vocation humaine
160 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Daniel DEROUIN
« LA VICTOIRE DE MAHALON »
Les tribulations d'un village breton
192 pages, 86,60 F.T.T.C.

— essais —

- Betty CHAULERT
« MYSTÈRES, EXPÉRIENCES
ET RÉVÉLATIONS »
Voyage astral au pays de la lumière et de la sagesse
280 pages, 95,30 F.T.T.C.
- Marc JONCAS
« LES DÉMONS EXISTENT, ALLELUIA ! »
Une foi rénaissante, une croisière contre l'égotisme
224 pages, 106,00 F.T.T.C.
- Claudio VAULTIER
« L'ÉVANGILE SELON JÉSUS »
Humanisme et morale à travers une étude non conformiste de l'Évangile
192 pages, 84,00 F.T.T.C.
- Marc LIZENOT
« YAWEY DIEU UNIQUE »
Un ouvrage théologique pour rappeler l'homme dans le voie juste
192 pages, 77,10 F.T.T.C.
- Julien LAMÉ
« CHANGEMENT POUR LUTTER
CONTRE LA FAMINE DANS LE SAHEL »
Une étude intelligente et constructive du problème de la faim dans le monde
64 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Jacques NERE
« LE PROBLÈME DU MUR D'ARGENT »
Une étude pertinente des fluctuations monétaires entre 1924 et 1926
160 pages, 74,90 F.T.T.C.
- Gérard STHÈME DE JUBECOURT
« LA CHRONIQUE LITTÉRAIRE
DE ROBERT BRASILLACH
DANS LE PETIT PARISIEN »
La lucidité ironique et intelligente de Brasillach rassemblée dans un recueil
256 pages, 102,70 F.T.T.C.
- Gustave BALTA
« CAR LE CIEL EST D'UN ROUGE SOMBRE »
L'apocalypse vu sous un angle futuriste et spirituel
256 pages, 119,30 F.T.T.C.
- Georges ALLAIN
« DES TABLES DE LA LOI A L'ÉVANGILE »
La ramène en question des religions monothéistes et chrétiennes
dans leurs conséquences sociales et politiques
328 pages, 178,70 F.T.T.C.
- Jean GÉRARD
« L'ÉGLISE CONSTITUTIONNELLE
DITE « NATIONALE » DANS LES PAYS
DE LA CHARENTE (1790-1802) »
Le problème des vices sacerdotaux sous la Révolution
128 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Georges MAC GRATH
« LE PROCÈS DE JÉSUS »
Une étude historique et juridique faite par un juriste
64 pages, 48,20 F.T.T.C.
- Rémi RIZZO
« BYRON ET LA MISANTHROPIE »
Un plaidoyer drôle contre l'accusation de misanthropie qui colonise Byron
128 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Michel BOUSSOU EBAH
« L'UNIVERSITÉ D'ABIDJAN :
UN PARLEMENT ? »
Analyse d'un problème de société en Côte d'Ivoire : le tribalisme
288 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Vladimir KARIKINE
« STRESS EUSTRESS »
A travers le développement affectif humain, un remède contre le stress
160 pages, 79,20 F.T.T.C.
- Benoît KUETÉY
« L'INFLATION
ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI »
La reconstruction de l'économie nationale des pays capitalistes
est devenue une nécessité absolue
112 pages, 62,10 F.T.T.C.

— récits - souvenirs —

- Pierre BOIMOND
« JAPON A PIED OU LE VOYAGE VERS SOI »
A la découverte de la vie quotidienne et de l'homme
320 pages, 99,50 F.T.T.C.
- Jean RIPPE
« EN CE TEMPS-LÀ... 39-40 »
Une évocation historique à la fois personnelle et pertinente
192 pages, 83,50 F.T.T.C.
- Mileva KORAK
« JE SUIS TOUJOURS LÀ »
En 1941, en Yougoslavie, sous l'occupation italienne
160 pages, 76,00 F.T.T.C.
- Maurice BLANC
« J'AI VOTÉ A DIX-HUIT ANS EN 1945-1946 »
Récit en couleurs courtes
80 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Roger GILLET
« POURSUIVI PAR LA MALCHANCE »
Un récit tragique qui met en scène un destin implacable
128 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Hubert DURAND
« UN FILS DE PAYSAN DEVENU SALARIÉ »
Vers un communisme chrétien
160 pages, 76,00 F.T.T.C.
- Had HANNA
« REBATISSEURS DU YICHOV MES FRÈRES »
Le sursis du peuple juif
384 pages, 128,40 F.T.T.C.
- Georges LEBAILLIF
« LES CAHIERS D'ARLEQUIN »
Un jeune de vingt ans perdu dans l'époque bouillonnante de 1940-1945
224 pages, 84,60 F.T.T.C.
- José MARTINEZ
« L'ÉMIGRANT AMBITIEUX »
Tous les problèmes d'adaptation et de communication d'un immigré
256 pages, 128,40 F.T.T.C.
- Anne HAUSNER
« GOLOD »
Un soldat allemand prisonnier en Russie pendant la première guerre mondiale
288 pages, 128,40 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette

سكنا من الاموال

culture

THÉÂTRE

« LE PAIN DUR », vu par la Salamandre

Un avatar de Dracula

Le Théâtre de la Salamandre redonne, jusqu'au 14 décembre, au Théâtre de la Cité, le spectacle intitulé *Le Pain dur*, qu'il avait déjà à Paris au printemps 1984 après l'avoir créé à Tournai en mars de la même année. Il s'agit donc d'une redite, qu'autorise le « succès bouff » qu'avait obtenu ce spectacle.

L'œuvre de Paul Claudel, qui porte le même titre et qui, en effet, a été utilisée comme livret de cette suite de tableaux vivants et burlesques présentée par la Salamandre, date de 1917. *Le Pain dur* formait, avec *l'Osage* et *le Père humilié*, une trilogie particulière de pièces, comme dit Claudel, « étroitement mêlées à l'histoire », qui « comportent une vue extérieure des événements historiques ». L'Empire, Louis-Philippe, le Second Empire.

Dans le *Pain dur*, Claudel, sous le règne de Louis-Philippe, met en jeu des faits comme l'influence du chemin de fer sur l'industrie, l'apport agricole de la colonisation en Algérie, mais il s'attache surtout à la captation de l'héritage d'une des « dernières grandes familles du pays » par un « roturier », au « tempérament extrêmement brutal et aventureux », Toussaint Turelure. Claudel écrit, si l'on veut, sa *Cerise*, et il a précisé qu'il se sent « beaucoup plus rapproché de Toussaint Turelure que du représentant des dernières grandes familles », de même que Tchekhov échoit Lopakhine contre les Gaev.

Cette trilogie historique, dont le ton est bien plus terre à terre que celui de *l'Echange* ou du *Partage de midi*, a gardé quelque chose d'achevé, dans l'œuvre de Claudel, comme une tentative parallèle insoumise à l'École de beaux-arts est celle de Le Corbusier. Celui que les Marseillais appellent « le fada » depuis qu'il leur a donné sa première nuit d'habitation. Que diraient-ils, ces mêmes Marseillais, devant Chaudigat, neuve capitale de l'Inde indépendante, ou devant Ahmedabad, où « Corbu » devait laisser à cinq reprises sa signature.

Cela dit, c'est seulement afin d'avoir quelque chose à rappeler au lecteur que nous évoquons ici Paul Claudel. Le spectacle que présente la Salamandre a peu de chose à voir avec cet auteur. Nous nous trouvons devant un spectacle de foire, sans élévation d'esprit, un tape-à-l'œil recolor, qui exploite les effets les plus payants des scènes de salons des westerns, ou des séquences blafardes et lunaires des films d'horreur de Dracula. Quoique M^{me} Marianne Epin, quelques minutes avant la fin, au cours d'une tirade, se lance dans une tentative désespérée pour arracher cette entreprise à sa vulgarité foncière, il est tout de même surprenant de trouver un tel bémol, une telle ébauche, dans une salle de théâtre. Ce serait mieux situés dans un cirque, un petit muséo-hall, une baraque de foire, soit dit sans sous-estimer ces domiciles de l'ita.

MICHEL COUNOT.
* Théâtre de la Ville, 20 h 45.

EXPOSITIONS

« ARCHITECTURES EN INDE », à l'Ecole des beaux-arts

Le « fada » et le gnomon

« Architectures en Inde », ça ne veut pas dire toute l'architecture indienne, ni que les architectes doivent être tous indiens. D'ailleurs, la figure centrale de l'exposition présentée à l'Ecole des beaux-arts est celle de Le Corbusier. Celui que les Marseillais appellent « le fada » depuis qu'il leur a donné sa première nuit d'habitation. Que diraient-ils, ces mêmes Marseillais, devant Chaudigat, neuve capitale de l'Inde indépendante, ou devant Ahmedabad, où « Corbu » devait laisser à cinq reprises sa signature.

Si, par ethnocentrisme ou effet de miroir, un Français est au cœur de l'Inde et de la représentation que nous nous en donnons, l'exposition, patronnée par le Festival d'automne et réalisée par l'Association française d'action artistique (1), consacre deux larges ensembles à la construction traditionnelle et à la construction contemporaine.

Traditionnelle, elle se définit par opposition à l'architecture religieuse à laquelle l'archéologie nous a habitués. Par opposition encore à l'architecture importée, coloniale. Tous ces aspects, considérables, sont restés dans les réserves pour d'autres expositions, d'autres découvertes du subcontinent. Le regard, cependant, compensé par l'intelligence et la richesse de cette section dite traditionnelle.

Le plus célèbre des ensembles montrés ici est l'observatoire de Jaipur, le « Jantar Mantar ». Les amateurs de fantastique, de sciences fiction et d'ésotérisme ont toujours trouvé leur compte dans cet assemblage de fleches et d'escaliers vers le ciel, dans ces colonnes trop belles pour n'être que mathématiques, dans ces homothéties complexes de la voûte céleste. Mais personne — sinon les touristes — n'avait pu en savourer aussi bien les détails, ni en mesurer l'harmonie. Des relevés exacts de chaque élément, gnomon (2), cadran, coupe (relevés qui corrigent ceux laissés par les Anglais), donnent leur sens aux photographies, remarquables comme toutes celles de cette section, ainsi qu'à une immense maquette.

Raj Rewal, le commissaire indien responsable de cette partie, a ainsi choisi un petit nombre de monuments dans le foisonnement formidable de la péninsule. Chacun d'eux est montré sous toutes les coutures, abondamment expliqué en français comme en anglais et placé dans son contexte tant historique que géographique. L'intérêt pédagogique renforce des images qui n'auraient, sans cela, que la vertu de redonner leur sens aux superlatifs : les rues de Jaipur, Srirangam au bord de l'eau, le palais fantôme de Fatehpur Sikri où

même les visiteurs de la toute proche Agra oublient souvent d'aller, les deux palais fortresses de Datta et d'Ochha, les citernes de Mathura et d'Adalaj. Et puis, à l'autre extrémité de l'Inde, au Sud, hymne au travail du bois, après tant d'hymnes à la pierre, le palais de Padmanabhapuram. Tous ces hauts lieux de l'ingéniosité remettent nos propres cathédrales et nos palais à leur place.

Après un choix aussi sévère — ces monuments obéissent manifestement aux critères du « patrimoine mondial » — la section contemporaine apparaît bien éclectique. Heureusement, pour les meilleurs des bâtiments présentés, un récent numéro de *Technique et architecture* (3) donne les détails, les jalons, les compléments qui font défaut aux beaux-arts.

Et Le Corbusier ? Indiquons seulement ici qu'une série impressionnante de documents originaux, sortis pour la plupart des réserves de la fondation qui porte son nom, éclairent et expliquent l'œuvre de celui que Nehru avait lui-même choisi pour édifier la capitale moderne de l'Inde. Le profil du taureau, la main ouverte, la cheminée de refroidissement et tous les piges à soleil trouvent ici leur signification. On notera que vient de s'ouvrir à « l'autre bout du monde », à Amsterdam, une exposition sur l'œuvre du « fada » aux Pays-Bas, et qu'il convient de souligner l'exceptionnel effort des Néerlandais pour faire connaître notre pays à travers une série de manifestations culturelles de tous ordres : « La France aux Pays-Bas ».

FREDERIC EDELMANN.

UN SONDAGE SOFRES - « LES NOUVELLES LITTÉRAIRES »

Les Français préfèrent Victor Hugo aux romans policiers

Roboratif et rassurant, un sondage SOFRES sur la culture ouvre le numéro 1 de nouvelles, nouvelles, *Nouvelles littéraires*, désormais mensuel, et qui va se consacrer exclusivement, selon son rédacteur en chef Alain Bulser, à « la création, la vie, le plaisir ». Beau titre, satisfaisante définition de la culture, justement. Alors, quel est le rôle principal de la culture ? 72 % des mille personnes interrogées répondent : « Permettre de communiquer avec les autres », vision altruiste s'opposant à la vision égoïste qui arrive en deuxième position : « Contribuer à son bonheur personnel ».

D'abord, la culture, qu'est-ce que c'est ? Pour 57 % des Français, la littérature. D'accord. En numéro deux, la musique (44 %), talonnée par les spectacles (43 %). Logique. Plus étonnante, l'entrée en force de l'informatique (20 %) et de la technologie (17 %).

Autre question intéressante : « Parmi ces différentes activités, quelles sont celles que vous préférez ? » Lire un livre arrive largement en tête pour 43 % des hommes et 68 % des femmes, et, tout de suite après, battant l'écriture, la pratique d'un sport, le bricolage, s'impose la télévision (44 % des hommes, 46 % des femmes). Le consensus est clair. La télévision, aujourd'hui, en France, c'est de la culture.

A propos, quel est, selon vous, le meilleur moyen de s'informer sur la vie culturelle ? Out ! entre dix-huit et quarante-neuf ans, la presse écrite tient le coup (45 % des avis exprimés en moyenne), mais au-delà, — les caractères d'imprimerie paraissent-ils trop petits ? — la télé prend le pas (47 %).

An fait, préférez-vous lire un roman policier ou une œuvre de Victor Hugo ? Eh bien, 43 % des Français préfèrent les *Misérables* et 27 % seulement *Par d'orchidées pour Miss Blandish*. Alors, même les sondés ont le droit de mentir.

Enfin : « Par rapport aux autres pays européens, diriez-vous que la vie culturelle en France est plus riche que dans les autres pays ou moins riche ? » 38 % des Français disent qu'ils sont plus riches que leurs voisins dans ce domaine, contre 13 % seulement qui s'estiment plus pauvres. Réconfortant.

A signaler encore une surprise dans les *Nouvelles littéraires*. Elle se cache dans le générique du mensuel, où l'on découvre entre les

secrétaires de rédaction et les reporters un poste inédit : accoucheuse. Voilà qui va échauffer notre ministre Yvette Roudy et sa rapporteuse Benoîte Groult. L'accoucheuse s'appelle Isabelle Cabut. On lui souhaite de mettre au monde beaucoup de petites *Nouvelles littéraires*.

D. H.

NOTES

JAZZ

Carte blanche à Pierre Favre

Centre culturel suisse : le percussionniste Pierre Favre y est comme chez lui. Il invite tous les soirs les compagnons de route d'une longue carrière : Tania, bien entendu, chanteuse ou vocaliste, dont la recherche est fidèle à sa propre force de batteur. Mais aussi John Surnam, André Jaume, Jean-François Canapa, d'autres percussionnistes comme Nana Vasconcelos et Fredy Studer, ou l'autre Helvète de l'aventure, le bassiste Léon Francioli. Changement de groupe tous les soirs... Ce qui ne change pas, c'est l'extrême délicatesse du geste et du toucher, la sensibilité de Pierre Favre.

* Salle des Arbalétriers, 38, rue des Francs-Bourgeois, jusqu'au 7 décembre, à 20 h 30. — F. M.

Joe Henderson au New Morning

Un gros à couvrir le bruit des chaînes de Detroit. Une présence incontestable. Joe Henderson, saxophoniste au long cours né en 1927 dans l'Ohio, a été longtemps le ténor préféré des petites formations de choc : Horace Silver, Herbie Hancock, Freddie Hubbard... Il fait désormais cavalier seul. Il tringle avec autorité son idée de la musique. Cette fois, son entourage mérite l'attention. Joanne Brackeen et Léon Thomas donneront, une couleur très particulière à sa prestation. Au New Morning, ce sera l'atmosphère des grands soirs (7 décembre à 21 h 30). — F. M.

REVUE

« Un rat dans la contrebasse »

M. et M^{me} Ratichon, leur fille Quickly, le président de celle-ci et sa tante, M^{me} Ratatouille, reprennent une revue qu'abandonna la troupe d'un théâtre en déconfiture. C'est au Caveau des Oubliettes, près de l'église Saint-Julien-le-Pauvre, que se donne le spectacle. Daniel Desmiers a écrit et mis en scène l'argument de cette revue, sorte de pastiche des bouffonneries en un acte d'Offenbach où des humains font semblant d'être des rats, sur fond de chansons du répertoire varié entre la poésie, la farfouille, le romantisme, l'humour. La tante Ratatouille joue seulement du piano. C'est Hélène Péguet, et elle fait cela en virtuose du music-hall, pendant que Jacqueline Valois, qui garde la tradition des grandes diseuses de cabaret, Dominique Mouret, soprano, Philippe Ariotti et Daniel Desmiers : chanteurs d'opéra détaillent des romances, dévident un chapelet de gaga, arrivent à ne pas se bousculer sur la scène minuscule, ne déquissent, courent dans l'allée entre les tables, enrent et sortent par des portes qu'on dirait dérobées, le décor minimal de l'établissement s'y prêtant. On peut, pris par la bonne humeur, chanter avec la troupe. — J. S.

* Caveau des Oubliettes, 11, rue Saint-Julien-le-Pauvre, 75005 Paris. Mardi, mercredi, jeudi, vendredi à 19 heures.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77 du 5 déc. au 5 janv.
STRINDBERG / ARTAUD PASSION SELON d'après "La Plus forte" et "Lettres à Annie Besant" mise en scène Françoise MAIMONE

CINÉMA

LE FESTIVAL DE RIO-DE-JANEIRO

Victoire d'un western colombien

En couronnant le *Temps de mourir* de Jorge Ali Triana, Colombie, le jury international du Festival de Rio, où l'on relevait les noms des cinéastes Miguel Littín et István Szabo, des actrices Ellen Barkin et Bernadette Lafont, a remarqué la seule œuvre qui ait provoqué un semblant d'unanimité parmi le public, sur les vingt-deux films, venus de dix-neuf pays inscrits dans la compétition.

Coproduit par la Colombie et Cuba, le *Temps de mourir* est l'adaptation d'un scénario original de Gabriel Garcia Marquez, écrit il y a vingt et un ans. Juan Sayago, un ancien prisonnier retourné dans son village après avoir purgé sa peine : il avait tué, dans un duel au revolver, Raul Moscone, qui l'avait provoqué. Mais les fils Moscone peussent autrement. Ils attendent la première occasion d'affronter celui qui reste l'assassin de leur père.

Gabriel Garcia Marquez a vu les meilleurs westerns hollywoodiens et, malgré un ou deux temps morts, le metteur en scène tire tout le parti possible d'une construction parfaitement symétrique.

L'acteur Gustavo Angarita, interprète du rôle de Sayago, a également décroché le prix du meilleur acteur. Le *Temps de mourir* qui marque le début d'une authentique volonté de développement d'une industrie cinématographique en Colombie a été en partie tourné dans la commune d'Armero, engloutie le 14 novembre dernier lors de l'éruption volcanique de Nevado del Ruiz.

Les responsables brésiliens du Festival applaudissent d'autant plus sincèrement la victoire colombienne qu'ils redoutaient que leur pays ne remporte une fois de plus le Toucan d'or, ce qui aurait pu mettre en doute l'objectivité de la manifestation. Le Brésil, par ses dimensions géographiques et économiques, bénéficie d'un énorme avantage. Il est le seul pays du sous-continent latino-américain qui possède les moyens d'imposer sa loi face aux Américains du Nord. Le seul qui puisse donner une véritable impulsion aux projets de collaboration et de coproduction entre les diverses nations qui, de Mexico à Buenos Aires et Santiago du Chili, constituent l'Amérique latine.

L'attribution du Prix Pierre-Kast (en hommage à notre compatriote décédé l'an dernier, qui avait depuis longtemps élu le Brésil comme sa seconde patrie) au film brésilien *Tigite*, première œuvre de fiction d'un cinéaste formé au documentaire, Pedro Jorge de Castro, réparait en partie l'absence au palmarès des émeutes de Glauber Rocha et de Nelson Pereira dos Santos.

Mais à Rio, les meilleures œuvres n'étaient pas en compétition. D'abord ce n'est pas *toute la vérité* de Roger Sganzerla (le *Monde* a-t-il ? 2 décembre), film passionnant, étrange, dont les reparties, Ennate Frida, de Paul Leduc, et *Tangos*, de Fernando Solanas. Si *Tangos* a connu un véritable triomphe lors de la soirée de clôture, démentant certains prophètes de malheur qui doutaient de sa carrière en Amérique latine, Frida, un des plus beaux films de ces dernières années, se retrouve une fois de plus sur le carreau. C'est profondément injuste.

LOUIS MARCORELLES.

CARAVELLE BAR-RESTAURANT
Ouvert jour et nuit
Votre menu 80 F de 19 h 30 à 22 h
Saumon fumé de Norvège
Foie gras d'Alsace - Salade
Jambon de Parme
Salade royale
Sélection de langoustes fraîches
...
Notre plat du jour : du
Fillet de saumon au champagne
Faites nos plats
Cépages d'Argentan
Pommes allumettes
Shake tartare
...
Platons de fromages, ou
Pâtisseries maison - Glaces
Sorbetes - Crème caramel
Mousse au chocolat
4, rue Armand-Houssaye, Paris-9
Réservations, service non compris
43-59-14-35

MUSIQUE

A L'OPERA

Un grand Roméo de cinquante-huit ans

Pour Alfredo Kraus, l'opéra reprend *Roméo et Juliette*, de Gounod, dans la sobre production de Georges Lavaudant, dont le mérite revient à l'administration de Bernard Lefort (le *Monde* du 16 juin 1982). Unique et superbe décor de Jean-Pierre Vergier, aux immenses colonnes de marbre noir dominant, lorsque le jour se lève ou s'éteint, sur les échafers et les toits de Véronne, enveloppant dans la nuit les quatre duos auxquels l'œuvre se résume, ouvrant sur le ciel, le ébuit de l'alcovette ou du rosignol.

La vision frontale du chœur dans l'ombre s'éveille peu à peu en une lumière bleutée et les belles orbes des foules déployées autour des scènes d'action, dépeignent et simplifient le côté anecdotique, réduisant la grandiloquence du conte Capulet ou du Frère Laurent aux traits schématisés du drame, pour laisser s'épanouir les caniques passionnées des deux jeunes gens, « qui se répètent trois heures durant », mais n'en restent pas moins marqués par une poignante brièveté sous la menace de la mort plantée en ce décor de gigantesque tombeau.

Pourtant, avec ce Roméo de cinquante-huit ans, c'est aussi l'opéra d'une autre époque qui revit sur la scène du palais Garnier, paré de toutes les vertus de la technique ancienne, dont Alfredo Kraus fait une démonstration éblouissante : voix éblouissante, d'un soutien admirable dans toutes les intensités et les nuances, éclipsant les autres interprètes par les inimitables coups de soleil de ses crescendos, phrases distillées avec une richesse frémissante, diction française d'une

lisibilité parfaite malgré une émission très nasale, lyrisme emphatique dont chaque note cependant vibre d'émotion, tout un art aujourd'hui presque perdu, suranné sans doute, mais fabuleux.

À côté d'un tel monstre sacré, qui ne pâillirait ? La Juliette d'Anna-Maria Gonzalez résiste avec une voix brillante, un peu verte encore, aux aigus durs, qui s'embrouille dans la prononciation de notre langue et disparaît dans le mezza voce, et son personnage manque quelque peu de séduction. Dans les couplets du page, échantés devant le rideau baissé, Marie-Christine Furtu triomphe, avec sa voix chaude et malicieuse, et l'on est heureux de réentendre le grand Ernest Blanc, Capulet impressionnant dont le timbre se bronze pour ne pas se briser. L'ensemble de la distribution française (Jean-Jacques Duménil, Philippe Duminy, etc.) est de qualité, comme les ébéniers préparés par Jean Lafarge.

Révélation de cette soirée, le jeune chef chilien Maximiano Valdes donne l'image la plus harmonieuse et émue, mais sans épanouissement suspect, de cette musique pleine d'elan, avec un orchestre vigoureux et délicat, parfumé de roses dans les ténèbres.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 6, 9, 12, 15, 18 et 22 décembre. Rappelons le magnifique enregistrement de *Roméo et Juliette*, avec Alfredo Kraus et Catherine Malfitano, sous la direction de Michel Plissone, paru l'an passé (trois disques EMI, 1732.053).

DISQUES

STEVIE WONDER A PARIS

Paix et amour

Décor : le salon de la paix de l'Hôtel George-V à Paris. Sujet : Stevie Wonder. Objet : une conférence de presse. Prétexte : la promotion de l'album *In Square Circle*, sorti il y a deux mois environ. Participants : plus d'une centaine de journalistes (presse, radio, télé). Ils sont venus, ils étaient là le mercredi 4 décembre, et c'était, comme de coutume dans ce genre d'exercice collectif et titonnant, moins pour savoir que pour le voir. Sous les applaudissements, ses gardes du corps l'ont guidé jusqu'à sa place.

Avant de commencer, Stevie Wonder a tenu à remercier et à encourager ceux qui soutiennent la lutte contre l'apartheid et qui ont fait écho aux entreprises du Live Aid et de USA For Africa. Ambassadeur de la paix, il était l'essentiel. Mais il n'est prêt avec la même attention (son large sourire en guise d'expression) à toutes les questions. Il a parlé de l'Afrique, de ses méthodes de travail, de sa station de

radio, comme de ses lunettes et de son coiffeur. Parfois, il amorçait une plaisanterie et précisait aussitôt que c'en était une. Dès qu'il portait sa tasse de thé à la bouche, les flashes crépitaient. Il a cité Bob Dylan, Curtis Mayfield, les Beatles, Sly Stone comme des inspirateurs.

Quand on lui a demandé ce qu'il pensait des mesures de censure aux États-Unis à l'encontre des textes à caractère pornographique dans le rock, il a d'abord signalé que la liberté d'expression des artistes devait être inaliénable, tout en estimant que certaines paroles n'étaient pas à mettre aux oreilles des enfants mais qu'il appartenait aux parents d'en décider. Concrètement, enfin, il a promis (sans jurer) un nouvel album pour l'année prochaine. A bientôt, Stevie, sur les ondes planétaires.

ALAIN WAIS.

* Discographie : In A Square Circle : RCA, ZL 2003.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LILLOU : Glimmer (47-27-81-15), 20 h 30.
TALCA-CLA (46-72-63-37), 21 h 30.
SURTOUT QUAND LA NUIT TOMBE : Jardin d'Éden (42-55-74-40), 21 heures.
FEPOU ET SES AMIS : Théâtre des Champs-Élysées (43-33-33-88), 20 h 30.

Les salles subventionnées

« Spectacles sélectionnés par le club de la Montée des spectacles »
COMÉDIE FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte.
CHAILLOT (47-27-81-15), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PETIT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 : Jours de femme.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : La Vieillesse.
RENAUD (42-77-12-33), 20 h 30 : L'École buissonnière.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), 20 h 30 : Black and Blue.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 30 : Le Pain dur.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-26-34), 20 h 30 : Béatrice.

Les autres salles

A DÉJAZET (48-87-97-34), 21 h : La Répétition.
AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), 20 h 45 : Sept vocal.
ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-11), 20 h 30 : Liby et Lily.
ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23), 21 h : Le Sexe faible.

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Deux sur le balcon.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-90), 20 h : Le Mahabharata.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34), 21 h : Talma pour dames.
BOURVILL (43-02-42-44), 20 h : Droit d'apostrophe.
CARTOUCHE (42-74-24-08), 18 h 30 : L'Épave terrible.
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), 20 h 45 : Les Femmes blanches.
CLÉ (46-72-63-37), 21 h : Talca-Clé.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Les Femmes blanches.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-30-08-24), 21 h : L'École buissonnière.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Les Femmes blanches.
COMÉDIE DE PARIS (42-61-00-11), 20 h 30 : L'École buissonnière.
DAUNOU (42-61-49-14), 21 h : Au second, elle me veut.
DÉCHANGEMENTS (42-36-00-02), 21 h : Les Femmes blanches.
DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : Femmes.
ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 18 h : Le Spectacle.
ESPACE CARDIN (42-66-17-81), 20 h 30 : Foot for Love.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : M. Jolivet.
FONDACTION DE LA MÉTAPHYSIQUE (48-72-82-87), 20 h 45 : La Bonne Place.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : La Bonne Place.
GAITE MONTEPARNAISE (43-22-16-35), 20 h 45 : Love.
GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : The Cantaville Ghost.
GRAND HALL MONTORGUILL (42-96-04-06), 20 h 30 : Shogun.
BUCHETTE (43-26-33-99), 19 h 30 : La Cantaville Ghost.
JARDIN D'HIVER (42-55-74-40), 21 h : Sur le balcon.
LUCIENNE (45-44-57-34), 20 h : Les Femmes blanches.
LUCIENNE (45-44-57-34), 20 h : Les Femmes blanches.
LYS-MONTEPARNAISE (43-27-83-61), 20 h : Les Femmes blanches.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. L'appel 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Jeudi 5 décembre

MADELINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
MARAI (42-78-03-33), 20 h 30 : L'École buissonnière.
MARIE-STUART (45-08-17-50), 18 h 30 : Bienvenue au club.
MARIGNY (42-56-04-41), 20 h 30 : Napoléon.
MATHURIN (42-65-90-00), 20 h 30 : La Bonne Place.
MICHELON (47-42-95-22), 20 h 30 : La Bonne Place.
MOCADOR (42-85-45-30), 20 h 30 : La Bonne Place.
MONTMARTRE (43-20-89-90), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PAULUS-ROYAL (42-97-91-81), 20 h 45 : L'École buissonnière.
NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : L'École buissonnière.
ŒUVRE (48-74-22-77), 21 h : L'École buissonnière.
PALEIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PALEIS-ROYAL (42-97-91-81), 20 h 45 : L'École buissonnière.
PALEIS DES SPORTS (48-28-40-00), 20 h 30 : L'École buissonnière.
THÉÂTRE ZINGARO (sans chapiteau), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PORT DE GENTILLY (45-80-20-20), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : L'École buissonnière.
POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : L'École buissonnière.
QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : L'École buissonnière.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 21 h : L'École buissonnière.
SALLE VALHUBERT (45-84-30-60), 20 h 30 : L'École buissonnière.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : L'École buissonnière.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-33-35-10), 21 h : L'École buissonnière.
TAI TH D'ESSAY (42-78-10-79), 12 h 30 : L'École buissonnière.

NOUVEAU THÉÂTRE DE COLETTE (43-54-53-79), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PETIT CASINO (42-78-56-50), 21 h : L'École buissonnière.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : L'École buissonnière.
SENTIER DES HALLES (42-36-27-27), 20 h : L'École buissonnière.
THÉÂTRE 33 (45-38-19-63), 18 h 30 : L'École buissonnière.

La danse

BASTILLE (42-57-42-14), 21 h : L'École buissonnière.
CARÉ DE LA DANSE (48-05-57-22), 20 h 30 : L'École buissonnière.
PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), 20 h 30 : L'École buissonnière.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-47-77), 20 h 30 : L'École buissonnière.

Opérettes

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99), 20 h 45 : L'École buissonnière.
TH. DE PARIS (42-80-09-30), 20 h 30 : L'École buissonnière.

Le music-hall

AMERICAN CENTER (43-35-21-50), 21 heures : M. Moschen, R. Borky, The Alchemists.
CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-77), 21 heures : Chansons françaises.
C.I.A. (46-72-63-28), 20 h 30, le 8 à 16 h : M. Alencar.
DIX-MUIT-THÉÂTRE (42-26-47-47), 20 h 30 : Black and Blue.
DUNOIS (45-84-72-00), 21 h : F. Truche.
ESCALIER D'OR (45-23-15-10), 20 h 45 : G. Lafaille.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 22 h : Kandian.
FLAP (45-88-89-15), 18 h 15 : J.-L. Rosdès.
FORUM DES HALLES (42-03-11-11), 21 h : Talca-Clé.
GYMNASIE (42-46-79-79), 21 h : Th. Le Luron.
OLYMPIA (47-42-35-49), 20 h 30 : L'École buissonnière.
THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30), 20 h 30 : L'École buissonnière.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-96-29-15), 20 h 15 : L'École buissonnière.
BLANC-MANTEAUX (48-87-15-44), 12 h 15 : L'École buissonnière.
CAFÉ D'YDGEAR (43-20-85-11), 12 h 15 : L'École buissonnière.
CAFÉ DE LA GARE (45-49-27-78), 22 h : L'École buissonnière.

Eglise Saint-Jacques-le-Pauvre, 21 h : L'École buissonnière.
Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : L'École buissonnière.
La Table verte, 22 h : M. Terashi (Beethoven, Chopin, Liszt).

Festival d'automne

Hôtel Splendide, 20 h 30 : Les Tablettes de bois.
Th. de la Commune, Aubervilliers, 20 h 30 : Le Boulevard du mélodrame.
Bobigny, MC, 21 h : Marguerite Paradis.
Théâtre musical de Paris, 20 h 30 : Black and Blue.

Festival de l'Île-de-France

Paris, Eglise Saint-Jacques-le-Pauvre, 20 h 30 : Ensemble instrumental A. Sanjo (Scarlatti, Boccherini, Corelli).

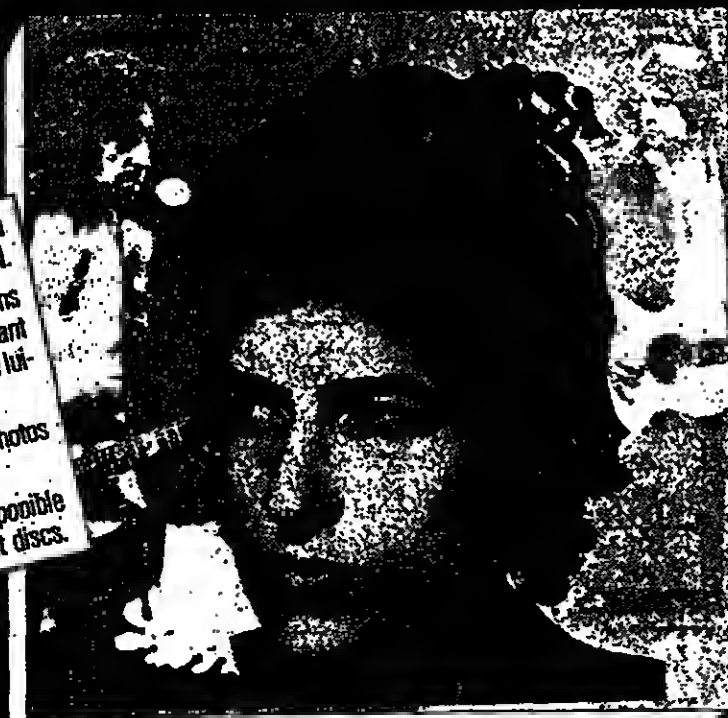
En région parisienne

ANTONY, Th. F. Glimmer (46-66-02-74), 21 h : Bête comme un homme.
AUBERVILLIERS, Th. de la Commune (48-34-67-67), voir Festival d'automne.
BOULOGNE-BILLANCOURT, THB (46-03-04-44), 20 h 30 : Au bal.
LA COURNEUVE, CC (48-36-11-44), 20 h 45 : Nouvelles d'Odessa.
GENNEVILLIERS, Th. (47-93-26-30), 20 h 30 : Les Femmes blanches.
MANTES-LE-JOLIE, CIAM (30-94-34-67), 21 h : Petit Garçon rouge avec bibou.
NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30 : Le Legs d'Éprouve.
SURESNES, centre de loisirs (45-06-13-10), 20 h 45 : Taux pour cinq cent mille soldats.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CONCERTS LAMOUREUX
 Dir. : Jean-Claude BERNEDE
 Sol. : Arthur GRUMIAUX
 MOZART, BRUCH, MOUSSORGSKY - RAVEL

L'ESSENTIEL DE BOB DYLAN EN 5 DISQUES EXCEPTIONNELS



BIOGRAPH, un coffret de 5 disques qui vous fera découvrir toute l'évolution musicale de BOB DYLAN. De 1962 à nos jours, l'essentiel de BOB DYLAN dans un coffret exceptionnel de 5 disques, comprenant 53 titres dont 9 inédits, sélectionnés par l'artiste lui-même, regravés et mixés en digital. Le tout accompagné d'un luxueux album de photos originales. BIOGRAPH, c'est le must de BOB DYLAN, disponible également en coffret cassettes et compact discs.

ET SUR RFM 96.9 UN GRAND CLASSIQUE DU ROCK

WEEK-END SPÉCIAL DYLAN SUR RFM 96.9 SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 DÉCEMBRE. À PARTIR DE 7 H DU MATIN, UN TITRE DE DYLAN TOUTES LES DEMI-HEURES... TOUTE SA CARRIÈRE EN UN WEEK-END. CBS

صباح من الامل

Cadeaux nouveaux

Créateurs à l'honneur

LES boutiques de Noël et du Jour de l'An le prouvent : jamais les créateurs n'auront été à l'honneur autant qu'aujourd'hui. Indéniablement, l'esprit de création souffle en rafales, pour secouer la poussière de nos habitudes.

Dans le sillage de la mode - qui, depuis une décennie, s'est lappée dans toutes les audaces - le secteur de la maison est animé par un courant de créativité. Tout l'environnement de la vie quotidienne est touché : le mobilier, les luminaires, les tissus. Et même un domaine aussi ancré dans la tradition que celui des tapis.

Dans ce climat d'évolution (hélas, toujours bien circonscrite en France), la création n'est pas un oiseau plumeux.

Elle se veut le reflet de notre époque et, partant, souhaite susciter de nouveaux goûts en matière de décor. Créer ? Au-delà du mythe de l'artiste en proie au renouvellement, il y a la volonté de séduire le public. De le convaincre, par des formes nouvelles et des couleurs, d'acheter de l'avenir plutôt que du passé.

Dans l'absolu, l'imagination du créateur n'a pas de limites. C'est vrai pour l'écrivain, le peintre. Un peu moins pour le sculpteur, le céramiste ou le vanner, aux prises avec une matière.

La liberté de l'imagination est encore plus « surveillée » chez les créateurs de produits pour la maison. Aussi originales soient-elles, leurs formes, une table doit avoir

un plan horizontal, un siège est fait pour s'asseoir, un luminaire doit diffuser de la lumière.

Les tissus et le linge de maison suivent de près les fluctuations d'une mode de la décoration. La création des graphismes et des coloris est due généralement à des stylistes, certains venant de la mode « habillément ». Il leur faut à la fois renouveler les thèmes d'inspiration et s'insérer dans le courant des tendances-clés des autres secteurs de la maison. Et plus contraignant encore est le travail des designers, confrontés aux impératifs d'objets à fabriquer dans diverses matières.

Où sont vendues les créations contemporaines ? Dans quelques galeries-boutiques, fréquentées par un public de connaisseurs.

Mais aussi - ce qui est nouveau - dans des circuits de grande distribution. Du mobilier et des luminaires, signés de créateurs connus, sont diffusés par des grands magasins comme les Galeries Lafayette et le Printemps (qui consacre les huit étages d'un de ses magasins à la maison) et dans les magasins Habitat de Paris et de province. La vente par correspondance mise aussi sur la création, avec le catalogue « Tartie » des Trois Suisses.

A ce goût du risque, manifesté par certains producteurs et négociants envers la création, devrait correspondre la demande des consommateurs, à la recherche d'un environnement adapté à notre temps.

JANY AUJAME



Beau sur soi...

Drapés et cachemires

Les « Tops » de Baco apportent une note sophistiquée aux tenues du soir. Le grand soyeux lyonnais décline ses taffetas, mousselines, pannes et satins en grandes écharpes à draper en bustiers ou à nouer aux hanches dans les plus belles couleurs de l'été. (A partir de 990 F. Victoria, 12, place des Victoires; Fabrics, 28, rue Bonaparte.)

Hanne Mori monte en culottes sur les hanches une soie drapée fermée d'un Valcort. (De 1 800 F à 2 000 F, 19, avenue Montaigne, 62, faubourg Saint-Honoré.) Stéphanie de Monaco et Aïda de la Combe signent des hauts du soir en velours, lamés ou lurex. (A partir de 795 F aux Galeries Lafayette.)

Trois gemmes de châles complètent les « Must » de Cartier : en laine et soie, imprimés ou tissés réversibles, ils représentent les thèmes orientalistes. (A partir de 1 250 F.) Encore des cachemires dans les chemisiers et hauts du soir en soie chez Coco. (1 100 F env. 142, rue de Courcelles.)

Les châles en cachemire et soie de Christian Dior, imprimés d'indienne (1 540 F), côtoient les écharpes à franges de Pierre de Cartier : en laine et soie, imprimés ou tissés réversibles, ils représentent les thèmes orientalistes. (A partir de 1 250 F.) Encore des cachemires dans les chemisiers et hauts du soir en soie chez Coco. (1 100 F env. 142, rue de Courcelles.)

Charentaises et tricotés

Destinées aux portouffards, les charentaises se renouvellent et abandonnent leurs dessous classiques en faveur de la fantasia Woolmark grise banquière, garnie de bordeaux. C'est un des cadeaux à succès du catalogue l'Exemple réalisé par l'Expansion et les 3 Suisses. Sur semelles de

7 mm de laine au fond de coton, elles existent en tailles 40 à 44, 195 F. (A commander par téléphone : 43-59-65-73.)

Simone adapte les pentures de Concorde à l'intérieur de satin et soie. (550 F dans leur poche) et propose, en outre, des mousselines de velours souple à pompons d'agneau (850 F, 18, avenue Victor-Hugo). Séverine remet au goût du jour la chemise-bouillotte à encre, recouverte d'écolle verte et rouge (280 F en pharmacie).

Marta et Spencer garde son excellent rapport qualité-prix, notamment en cachemires : chemises en V ocillant entre 799 F et 849 F les interstices. Les vestes et cardigans en textures « rustiques » sont tricotés à l'indienne (275 F dans les magasins du groupe à travers la France).

Chez Burberry, les cardigans de laine d'agneau commencent à 850 F, les vestes à 970 F (8-10; bd Haussmann, 55, rue de Rennes). Old England côtoie les minimes six fils en laine et cachemire à 990 F, ses cachemires deux fils à partir de 1 495 F, les cols roulés dans une quinzième de coloris (12, bd des Capucines). Esméralda Zegna, en haut de gamme, propose des vestes de gilet marine à l'écureuil et d'écureuil (10, rue de la Paix).

Les chasseurs apprécieront les boutons de manchette animaliers d'Intershop (de 600 à 1 320 F) en argent massif (12, rue de Presbourg). Chez Nina Ricci, la chemise-pied en métal argenté intègre le cuir (200 F env., 39, avenue Montaigne). La soie de voyage, robe rectangulaire de 12 m x 4,5 m, Total comprend le rasoir à tête pivotante, le mini-blaireau et le savon à barbe en bûchette, sans oublier la lame de rasage. En cinq coloris (180 F env., dans les parfumeries et grands magasins).

Bijoux pour elle et lui

Les bijoux les plus déliés de la saison sont signés Bill Boy, jeune créateur américain récemment installé à Paris.

De la taille de canapé de cocktail, ils sont découpés à l'emporte-pièce, incrustés de perles et de cabochons en robots masqués et copieusement dorés. Existent en broches, pendants d'oreilles et colliers. (A partir de 300 F chez Jansen, 9, rue Royale.) Karl Lagerfeld propose une série de broches-médaillon dix-huitième siècle : bague granoulée (800 F); poignée de porte; chaise ou console. (A partir de 450 F, 62, faubourg Saint-Honoré.)

Jacques Gautier martèle l'éclat en colliers rigides sortis de ses rêves merveilleux en ovales édités d'améthyste, de granat, de cristal de roche ou de turquoise, à bracelets et pendants d'oreilles assortis. (A partir de 950 F, 38, rue Jacob). Agnès B. propose pour Arthur Bertrand des feuilles d'argent ou de vernis en broches et boucles d'oreilles. (A partir de 595 F, 6, place Saint-Germain-des-Près.)

Les bijoux-éphémères de Pol Bury pour qui « tout ce qui est rond appelle le cercle » rejoignent l'impressionnante collection de bijoux éphémères vendues avec certification chez Artcurial (9, avenue Montaigne).

Par Spook saupoudré de strass ses boucles d'oreilles, broches et boutons de manchette en forme d'étoiles de neige. (A partir de 240 F, 18, avenue George-V.) Dans les premiers prix classiques, Laurent Gaudouy propose bagues et boucles d'oreilles en montures arrondies et pierres ainsi que des escargots à goudrons. (A partir de 130 F, 6, rue de la Paix.)

N. M.-S.

... Commode chez soi

Jusqu'à 50 F

Pour donner un air de fête à la cuisine, un couvre-pot à confiture en tissu orné d'un fruit (18 F), un sac à sésame en toile avec un petit coq brodé or (32 F) et un sac à sésame en forme de cœur (37,50 F). « Le Torchon à carreaux », 17, avenue des Ternes et centre commercial Galade, 30, avenue d'Italie, à Paris.

Dans sa nouvelle boutique dédiée à l'art des jardins dans la maison, Cléopâtre de Turckheim propose un « tour de bougie » en fleurs de tissu (15 F), un bouquet sec en miniature (35 F) et un petit cache-pot en céramique vernissée verte ou jaune (40 F) (Le Jardin Imaginaire, 9 bis, rue d'Assas, 75006 Paris).

Artisanat et couleurs s'allient dans la boutique « La Charnière » (195, rue de Grenelle, 75007 Paris). Venus du Mexique, des fruits décoratifs en bois peint (30 F) ou en papier mâché de couleurs vives (40 F) et de larges tranches de citron ou d'orange pour servir de dessous-de-verre (25 F).

De 50 à 100 F

Pour ceux qui ont « les doigts verts », la directrice orfèvre de « La Charnière » fait venir de Martinique des pots pour plantes, réalisés en cœur de joujane arborescente (50 F). Quant à Saint-Cloud, la « Boutique naïve » s'installe à Paris, face au lycée Janson-de-Sailly (89, rue de la Pompe). Tous les cadeaux s'inspirent de l'art naïf, telles les boîtes d'Annie Chazotte en tissu « paysage » (58 F) et une collection de petits personnages en plâtre recréant la vie dans la rue en 1900 (70 F environ la pièce).

Sous le signe de l'humour, « Actus » (42, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris) propose une salière-poirrière Janus, à deux visages, l'un gris et l'autre noir (89 F) et des bougies en forme de gros flacon de vernis à ongles ou de tube

giant de rouge à lèvres (77 F). « Culinaire » (89, rue de Rennes, 75006 Paris) a pensé aux amateurs d'huîtres. Pour les ouvrir, une moule en caoutchouc (57 F); pour les servir, un support de pilet plant (75 F) et un broyeur de glace pour les déguster bien fraîches (95 F).

De 100 à 200 F

A deux pas de Notre-Dame, la « Librairie gourmande » (4, rue Danto, 75005 Paris) réunit des livres, du XVIII^e siècle à nos jours, sur la gastronomie, la cuisine, les vins et des objets de table du siècle dernier. On y trouve un grand choix de verres, de carafes et d'assiettes sur divers thèmes, à partir de 150 F. Aux « Jardins Imaginaires », pour prendre le thé dans la véranda, un service copie de barbe à papa à motifs fleuries (88 F la tasse, 195 F la théière) et un amusant « cortège » destiné pour garder les toasts bien chauds (170 F).

Les sportifs apprécieront un grand cendrier rond décoré d'un terrain de football, de golf ou d'un court de tennis (179 F) et un cadre « périmètre » de photos, avec les mêmes terrains de sports et des plots magnétiques en forme de balles (175 F) (Actus).

A 200 F et plus

Du sport encore, mais dans la style naïf, avec des cadres décorés de cyclistes, golfeurs ou joueurs de croquet à l'ancienne mode (225 F) (« Boutique naïve »). Noël sera placé, aussi, sous le signe des animaux. Pour les chiens et leurs maîtres, un ensemble élégant : collier et laisse (220 F, 190 F) et ceinture à même décor d'une rampe de chiens noirs sur fond rouge (« Dogstory », 26, rue Boesquet, 75007 Paris). A la « Compagnie des chats » (4, rue Beaugrenelle, 75015 Paris), les amoureux des félins trou-

veront des coussins en forme de chats couchés, en velours gris, noir, blanc ou bordeaux (à partir de 220 F), des masques en plumes et les chats en céramique de Jean de Bethel, habillés en marins anglais de jadis, 495 F.

Dépayement polaire avec les animaux en céramique réunis par Hélène Lagras dans sa boutique « La Compagnie des comptoirs de la banquise » (12, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris). L'ours blanc-boîte voisine avec les ours noirs-boîte (850 F) et le grizzli bleu glacé, 1 200 F.

Et pour se réchauffer au coin du feu, un châle en pure laine fine de Nobilis (38, rue Bonaparte, 75006 Paris), à motifs chevrons ou petits daniels, dans un carreau de rouille, beige, bleu et vert (700 F). Ce châle peut aussi servir de plaid pour recouvrir un siège.

J. A.

La France vue d'en haut

L'Institut géographique national, IGN, met à la disposition du public ses collections de photographies aériennes verticales, en noir et blanc, ayant servi à l'établissement des fameuses cartes de la série bleue. On repère sur ces cartes son lieu préféré, on le transmet à l'IGN, qui peut en fournir la photographie agrandie aux dimensions d'un poster.

Il existe aussi cent cinquante photographies aériennes en couleur de Paris dont on peut obtenir des agrandissements. A titre indicatif, un agrandissement d'un coin de Paris en 50 x 50 coûtera 440 F. * Renseignements au magasin de l'IGN, 107, rue La Boétie, 75006 Paris. Tél. : 43-59-10-83.

OFFRE SPECIALE FETES.
Pour les cadeaux de fin d'année, les plus grandes marques à tout les prix.
Guitares classiques, à partir de 450 F.
Orgues, à partir de 520 F.
Flûtes à bec, à partir de 39 F.
Hornemonts, à partir de 60 F.
Carillons multicolores, à partir de 75 F.

Thamm
La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité

ILIAS LALAOUNIS
à Plastitut de France le 13 novembre 1985

METAMORPHOSES

Couronné par l'Académie des Beaux-Arts à l'Institut de France le 13 novembre 1985

Dans son livre, **METAMORPHOSES**, Ilias Lalaounis analyse les sources d'inspiration, les méthodes de travail, la créativité de l'artiste moderne.

Chaque des dix-neuf collections de bijoux et objets d'art, inspirée de l'histoire, de la nature ou de la technologie, est présentée en couleur et commentée par son créateur.

Pour Ilias Lalaounis, chaque bijou a son histoire.

ILIAS LALAOUNIS

364, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}) - Tél. : 42-61-55-65
Athènes - New-York - Zurich - Genève - Londres - Hongkong - Tokyo

LA BAGAGERIE

Pore véritable, la serviette 345 F
l'attaché-case 699 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse
Lyon - La Part-Dieu

10, rue la Boétie...

...une adresse qui fait battre un peu plus vite le cœur des femmes!

Au 10, rue la Boétie, une prestigieuse collection de bijoux vous attend. Chaque modèle ARAX est une création exclusive conçue dans la plus pure tradition de la joaillerie; une perfection d'élégance, d'équilibre et de raffinement.

Les prix? Venez aussi les découvrir. Ce sont les plus doux de Paris.

Arax
JOAILLIER FABRICANT

10, rue la Boétie - 75006 PARIS - MÉTRO MIROUESN - 42.66.25.46

سكنى من الامم

Repas de fêtes

NOEL ! Jour de l'an ! On peut réveiller bruyamment au cabaret, préférer les dîners prolongés dans une grande maison (tenez, par exemple, cette année, le *Vivier* de l'avenue Victor-Hugo sera ouvert pour les fêtes, et Claude Peyrot vous surprendra par ses créations gourmandes).

Mais aussi, en famille, entre amis, on peut préférer rester chez soi. Alors il faudra élaborer un menu permettant à l'hôte de ne pas trop s'attarder à la cuisine (des préparations froides avec un seul plat « du dernier moment » par exemple. Ou au contraire un plat pouvant se réchauffer !).

Mais c'est fête ! Alors on songe aux produits du plaisir gourmand.

Les huîtres

Elles n'ont pas trop augmenté cette année, et il y a, dans chaque quartier, des bancs d'huîtres. Choisissez ceux ayant le plus de débit. Ne proposez pas de sauce vinaigrée, échalote mais simplement poivre du moulin et citron. Pour les amateurs, le pain aux algues de Paul Corcellet tartiné de beurre d'Eclairé demi-sel. Le vin ? Un blanc sec.

Caviar et poissons fumés

Trois catégories : Beluga, Sevruga, Oscietre. Le premier le plus coûteux. N'en proposez pas, plutôt que de léser : ni citron ni pain (et surtout pas de miel) mais « à la cuiller ». Si vous choisissez le caviar pressé (beaucoup moins cher mais nullement négligeable), servez-le avec des blinis (ceux de Corcellet sont incomparables). Accompagnement de vodka, russe ou polonoise.

Avec le saumon fumé (la norvégien est le plus grasement goûteux), vous pourrez proposer du pain de campagne légèrement grillé et l'arroser de vodka, skovvitt, ou un lésé Malt whisky comme, par exemple, le Bowmore.

MES ADRESSES :

* *Petromax*, 18, bd de Latour-Maubourg (45-51-70-64). C'est « Monsieur Caviar ». Mais aussi poissons fumés et vodka.

* *Unité Fish Food* (saumon fumé) 27, rue Yves-Karras à Boulogne-sur-Seine (46-09-02-28) fournissent les meilleurs charcutiers ou saumons des fjords norvégiens fumés en France.

* *Paul Corcellet*, 46, rue des Petites-Champs (42-96-51-83). Le pain aux algues, les blinis, et cent autres merveilles.

Truffes

Elles seront hors de prix cette année, après la sécheresse de l'été. Ne dégustez que des truffes fraîches d'après les premières gélées. Et nature, à la croque au sel (en lamelles légèrement beurrées de demi-sel et avec un oignon ou un beau bordeloux).

Foie gras

Oie ou canard ? Question de goût. Le foie d'oie plus fin peut-être, celui de canard plus « fauve » et « goûteux ». En tout cas prohibez les boîtes. Bien de bons charcutiers de quartier, aujourd'hui, préparent d'excellents foies. Faites-leur confiance. Ou achetez-le à un restaurateur québécois (liste ci-dessous). Pour l'accompagnement ? Pas de pain de mie, surtout, mais du « campagne »

légèrement grillé et tiédi. Et le vin de votre goût : blanc liquoreux du Bordelais, parfumé de l'Alesee, champagne, bordeloux rouge ou même porto.

* *Lamoussier*, 23, rue de Ponthieu (43-59-66-66). Un spécialiste qui vous vendra aussi ses confits en pots métalliques.

* *Le Bistrot de Maréchal*, 59, rue de Dauterive (48-28-31-25). Tout le Sud-Ouest dans votre assiette par la grâce de Christiane Massot.

* *Les Compagnons de la Tour d'Argent*, 2, rue du Cardinal Lemoine (46-33-45-38). Le fameux foie gras des Trois Empereurs !

Cochonnailles

Et pourquoi pas ? Les petites saucisses grillées avec les huîtres, à la façon bordelaise, sont excellentes. Et la tradition des bouillottes blanches et noires du réveillon fait un plat relativement peu onéreux, facilement préparé au dernier moment et amusant (accompagnez-le de quartiers de pommes-frites poêlées). Mais ayez un très bon charcutier.

Volailles

L'oie de Noël n'est plus qu'un souvenir : le dindon, même bourré de marrons, un peu dépassé. Si vous êtes nombreux et en fonds servez un chapon (chose rare) en le commandant à l'avance au *Bell'Vandier*, 25, rue du Vieux-Colombier (45-48-57-83).

Chocolats

Pour cadeaux ou per gourmandise, il n'y a rien de mieux que les chocolats. Pour les bons chocolats sont en somme assez rares et quasi toujours trop sucrés.

Vous pouvez les commander (comme les gourmets du monde entier) chez Barnabachon, 42, cours Franklin-Roosevelt à Lyon (tél. 52-20-88). Vous en trouverez sûrement d'excellents dans chaque coin de France. Et pour la région parisienne, voici :

* *Christine Constant*, 26, rue du Bac (42-96-53-53) avec aussi bien d'autres gourmandises, chez ce pâtisseries-traiter de qualité. Merveilleux : macarons glacés.

* *Jeanne*, 6, rue de Chaligny (43-44-48-88) où les bonbons de « couverture » cacao-café est, notamment, une merveille.

* *Lecroix*, 2, place de l'Abbé-de-Porto à Saint-Germain-en-Laye (34-51-05-92). Un chocolat aussi aux chocolats succédant.

* *Corvelier*, 42, bd. des Capucins à Meaux.

* *Tessard*, 18, rue Vignon (47-02-26-99). Ce confiseur, chez qui se trouvent aussi *Grosjean de la République* et *Bellus*, est spécialiste de l'excellent chocolat Weiss, pas sucré.

Vins et liqueurs

Il s'en trouve de bons dans chaque quartier, de fabuleux aussi. De *Lucien Lagard*, 1, rue de la Banque (42-80-07-12) à *M. Mennavi*, 50, bd Richard-Wallace à Puteaux (45-08-07-75), où vous trouverez le vin de Suresnes. Et aussi, pour les collectionneurs de « minigourmets » (bouteilles-microphiliques), les amateurs de cadeaux millésimés de l'année de naissance, les cadeaux « précieux » des vins de France... et d'ailleurs : le *Verger de la Madeleine*, 4, bd Malesherbes, tél. 42-65-51-99.

LA REYNIERE.

DEUX GUIDES

Le Bottin gourmand : un monument

EN même temps que le beaujolais, le Bottin gourmand 1986, plus fitté que le Michelin, moins iconoclaste que le Gault-Millau, nous est arrivé en primeur.

Sept cents hôtels et restaurants nouveaux (soit 7 500 établissements classés), des « étoiles » en nombre et surtout, avantage sur ses rivaux, le classement par départements, avec indication des sites, des monuments, des richesses touristiques et gourmandes, des stations-service ouvertes la nuit, etc.

En tout, 134 promotions pour 84 déclassements. Les « 4 étoiles » (mais oui, une de plus qu'au Michelin !) augmentent de deux élus dont, à Paris, *Alain Senderens*. Les « 3 étoiles » sont 9 de plus, dont le *Petit Nice* à Marseille, l'*Aubergine* à Puy-en-Vie, le *Père Bise* à Talloires, le *Ritz* à Paris (avec aussi *Chyp* Savoy pour les amateurs de portions congrues). Parmi les « 2 étoiles », le *Briquetaria* de Guéret, *Bouillotte* à Lyon, la *Cressonnière* à Saint-Rémy-lès-Chevreuse et, dans la capitale, le *Céladon*, la *Cantine des gourmets*, le *Jules-Verne* (Tour Eiffel), le *Manoir de Paris*, pour lesquels on se réjouit, ainsi que quelques autres qui, personnellement, m'échappent moins. Une étoile à Paris, entre autres, et bien méritée, pour le *Paris* (hôtel Lutetia), *Labrousse*, le *Cartouche* d'Edouard-VII, *Aux saveurs de Provence*, *Ramponeau*, la *Brasibère*, *Lajarrige*, *Sorment*, *Michel Comby* et le *Monarcha-bich*, ce qui n'étonnera point le lecteur qui les a découverts au fil de ces chroniques.

A Paris encore, 91 nouvelles maisons accèdent au Bottin gourmand 1986. C'est un peu fourre-tout : si l'on se réjouit pour les *Potiers* et le *Globe d'Or* (1^{er} arrondissement), on peut se demander par quel miracle *Angelina* les accompagne. De même, dans le VI^e, outre le *Paris* et *Xavier Grégoire*, justement étoilés, on se félicite de voir, nouveaux venus, l'*Arrosée*, le *Jockey* et *Tante Madèle* (une revivante). Ainsi avec *Labrousse*

dans le VII^e, l'*Addition* et l'*Espace Cardin* dans le VIII^e, les *Domaines* (bistrot à vins), le *Cartouche* d'Edouard-VII déjà nommé, le *Mus et le Relais Beaujolais* dans le IX^e, le *Canard au pot* dans le XIV^e (où vient aussi, comme suit, pour le *Bré-mouille*), le *Troquet* dans le XV^e, le *Montan blanc*, *Sous l'olivier* et *Candido* dans le XVI^e, *Chez Fred* et les *Cypri* dans le XVII^e.

La banlieue, par contre, semble moins étonnée, et l'on s'étonnera de ne pas voir ici l'*Auberge* du 14-Juillet à La Garenne-Colombes. Sans doute me dira-t-on qu'il était trop tard. Je sais trop aujourd'hui la difficulté de tenir un guide à jour pour accabler Jean Didier, d'autant que les restaurateurs, trop souvent, n'y mettent point de leur. Mais pourtant certains coins de France ont été bien mal testés par ses enquêteurs, la Côte d'Azur notamment.

Rétrogrades ? En province, à Vichy, le *Violon d'Ingres* passe de deux étoiles à une (il est vrai que le *Pavillon Sévigné*, lui, gagne sa deuxième étoile !). À Deauville, *Augusto* perd la sienne, de même que la *Ferme Saint-Siméon*, le *Lion d'Or* à Liffre, la *Renais-sance* à Rive-de-Gier, le *Frémont* de Lyon et les *Santons* à Grimaud passant de deux étoiles à une.

A Paris, le *Pré Catelan* passe de deux à une et le *Pavillon des Princes* est supprimé : nous n'avons plus au bois... Le *Movenpick*, sur lequel on avait fondé, moi le premier, bien des espoirs pour représenter en France la cuisine helvétique (qui a ses mérites), a été justement supprimé du guide.

Il y aura bien d'autres découvertes à faire, mais cet ouvrage de 1 400 pages (140 F) est un monument et, en tant que tel, mérite asile dans la voiture de tout gastronomiste.

Surtout que 24 % des tables recommandées sont signalées comme proposant un repas, vin et service compris, pour moins de 100 F.

L. R.

Le Gault-Millau : quatre cents toques de plus

TOUJOURS subjectif, partiel et d'humour (ce qui, dans mon esprit, n'est pas une critique), le Gault-Millau 1986 compte cette année 880 pages, coûte 99 francs, et nous « raconte » 5 400 établissements (France, mais aussi Belgique et Suisse).

Se caractérisant comme une infatigable alouette : pour 3 852 restaurants, on compte près de 400 toques de plus. Cela fait beaucoup.

On sait, au demeurant, que ces toques peuvent être noires (cuisine de tradition) ou rouges (cuisine inventive - traduisez mini-portions). Les ! La différence semble être aussi celle du petit bonheur : pourquoi la *Sologne* est-elle passée du rouge au noir, par exemple ? Du Laurent, dont la cuisine, le chef et la carte sont les mêmes que l'an dernier ? De même *Cosmopol*, rue de Belzunce, le *Petit Marguery* (boulevard de Port-Royal), tandis que la *Maison blanche* ou la *Grande Cascade* du Bois ont, au contraire, viré du noir au rouge.

Passons. Notons donc un nouveau « super-4 toques » (Roger Vergé du *Moulin de Mougins*) et quatre nouveaux « 4 toques » en province. Avelanès de « 3 toques », dont à Paris le *Boudoir* de Micheline Cost et le *Manoir de Paris* de Francis Vandenhende (sans oublier Denise Fabre, qui en est le charme, et Philippe Groult aux fourneaux) et, en province, un trop grand nombre. De même pour les « 2 toques » (la *Maison du bouffon* de Brussels Hilton, par exemple, promotion bien méritée,

ou, à Genève, le *Parc des Eaux Vives*, oublié l'an dernier).

On s'étonnera des toques parisiennes du gentil Ange gourmand (au 31, quai de la Touraine, et que je fus le premier à signaler au passage), quand l'*Auberge des deux signes* perd la sienne, alors que sa cuisine « gothique » a la double mérite d'être originale et roborative, ce qui n'est pas le cas d'un *Borgias* à Eze-Village, antoqué dès son ouverture (peut-être pour s'être vanté d'avoir été chef chez les Troisrois).

La banlieue s'enrichit de nouveaux arrivants, qui ne sont pas des inconnus pour mes lecteurs : la *Closerie péripétrique* d'Argenteuil (une toque), l'*Auberge* du 14-Juillet de la Garenne-Colombes, avec aussi une toque (soit il pour la *Raspoutine* de Neuilly, Neuilly où figure le *Sébillon* modern-style, où l'on s'entasse sans retrouver les plaisirs du marin frit et du gigot d'antan (n'est-ce pas ici qu'un garçon a répondu au client qu'il s'étonnait de la sole annoncée ait des allures de limande : « Monsieur, c'est une sole, une sole de mer » ?).

Faisons ici et là, et découvertes aussi. Colles, par exemple, qui m'enchantent avec une toque d'embellie, mais noire - pourquoi pas rouge ? pour le *Plateau* gourmand de la rue du Plateau, et pour le *Poulbot* gourmet de la rue Lamarck.

En conclusion, un guide copieux, passionné et donc passionnant, qui fera parler de lui. N'est-ce pas ce que ses auteurs cherchent ? L. R.

L'agenda du Monde



L'AGENDA DES JOURNALISTES ET DES LECTEURS DU MONDE

Pour ses journalistes, le *Monde* a conçu spécialement ce magnifique agenda de bureau, cet instrument sobre, pratique et clair qui leur permet d'organiser de façon simple un emploi du temps souvent bousculé par de multiples rendez-vous et déplacements.

Cet agenda, le *Monde* le met désormais à la disposition de ses lecteurs. Tous ceux qui exercent des responsabilités dans l'administration, les affaires, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique ou associative trouveront dans l'agenda du *Monde* le collaborateur indispensable, discret et bien informé dont ils ont besoin.

PREMIÈRE QUALITÉ : une présentation sobre et élégante. Couverture protégée par des coins dorés. Impression en trois tons de gris différents sur papier légèrement cannelé. Typographie simple et lisible.

L'agenda du *Monde* existe en deux versions (luxe en cuir pleine peau et *Rondura* pleine peau) et trois coloris (Noir, Bordeaux et Marine). En version luxe, l'impression des initiales au fer à dorer sur la couverture est gratuite.

DEUXIÈME QUALITÉ : un instrument pratique et rationnel. Votre emploi du temps découpé jour par jour, demi-heure par demi-heure. Une mise en page aérée prévoyant le plus de place possible aux notations personnelles.

Sur une double page, l'agenda du *Monde* vous offre une vision complète de toutes vos tâches, le tableau de bord de votre semaine.

FICHE TECHNIQUE
Format 220 x 280.
Couverture amovible en cuir pleine peau ou *Rondura* pleine peau.
Trois coloris : Noir, Bordeaux, Marine.
Coins renforcés en métal doré.
144 pages dorées sur tranche, dont cartographie : 10 pages colorées.
Répertoire adresses séparé.
L'agenda de bureau du *Monde* est rechargeable.

TROISIÈME QUALITÉ : un outil de documentation unique. Des centaines d'adresses et de numéros de téléphone : banques, organisations politiques, sociales, patronales, syndicales, institutions internationales. Mais aussi les compagnies aériennes, les aéroports, les gares, les radio-taxis à Paris et en province, les loueurs de voitures. De quoi gagner un temps précieux en évitant de longues recherches.

Unique et original, l'agenda du *Monde* présente également chaque jour les points de repère historiques de ces 40 dernières années. 6 février : chute du gouvernement Mendès-France (en 1955). 22 avril : putsch des généraux d'Alger (en 1961). 11 septembre : coup d'État de Pinochet (en 1973). 22 novembre : assassinat de Kennedy (en 1963).

QUATRIÈME QUALITÉ : un guide complet du voyageur. Un index géographique de 169 pays précisant les formalités de voyage, le nom de la monnaie nationale, les cartes de crédit acceptées, l'indicateur téléphonique, le téléphone des sièges bancaires français et des compagnies aériennes, le téléphone de notre ambassade et de nos missions diplomatiques et économiques.

L'agenda du *Monde* contient enfin une riche cartographie en couleurs de 10 pages avec des planisphères géopolitiques, économiques et - ce qui est bien utile - l'indication des fuseaux horaires.

Une réalisation Le Monde

Agendas Brépols

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA 86 DU MONDE

A renvoyer avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde* à : Agenda du *Monde*, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Veuillez me réserver et m'adresser :

☐ l'agenda de luxe cuir pleine peau au prix unitaire de 450 F TTC (frais d'expédition inclus).
coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

initiales : _____

☐ l'agenda reliure *Rondura* pleine peau au prix unitaire de 280 F TTC (frais d'expédition inclus).
coloris : noir ☐ bordeaux ☐ marine ☐

gravure des initiales : _____ (15 F TTC en supplément)

☐ je souhaite recevoir une facture justificative.
Étranger : supplément de 40 F par agenda.

M. _____
Mme _____
Mlle _____
Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____

Localité _____

En cas de commande multiple, merci d'indiquer sur papier libre le nombre d'exemplaires et pour chacun, le coloris et les initiales à graver.

MOE

LA BAGAGERIE

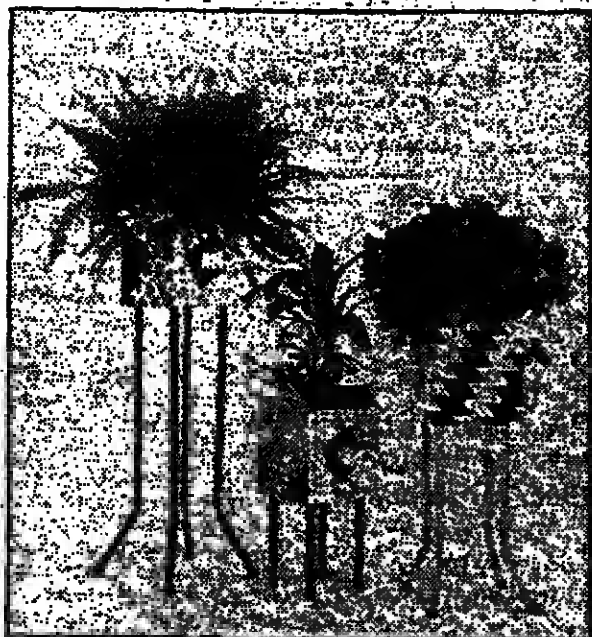
Jean Marlain

Agneau ultra-souple
12 teintes
1108 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Taut Marie Montparnasse
Lyon - La Part-Dieu

Pêle-mêle

Bacs sur pattes



Une nouvelle race de bacs à plantes plaira à ceux qui aiment les couleurs vives et l'humour. Ces « Floripèdes » sont des bacs à réserve d'eau, à niveau visible. Sortis de l'imagination de Nicole Brocq, jeune sculpteur, ils sont montés sur des pieds en métal laqué noir, jaune ou rouge vif. Leur caisson a des parois décorées

de motifs géométriques formant jeux d'optique. D'où surgissent d'étonnantes îles d'animaux stylisés. Chacune des trois tailles des bacs (40, 60 et 80 cm de haut) a un décor différent.

* « Floripèdes », 900 F, 950 F et 1.100 F. Boutique Unicité, 5, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

Immeubles de collection



Les amoureux de Paris peuvent, désormais, collectionner les immeubles du temps passé. Jean-Pierre Gault est l'artisan de ces reproductions en miniature, réalisées entièrement à la main, en céramique. Travaillant à partir de documents anciens et de photographies, il a su transmettre l'esprit des vieux quartiers. De l'île de la Cité à Montmartre, il a déjà reproduit des dizaines de maisons, n'omettant aucun détail des vieux toits, des façades, des enseignes de boutiques. Ces immeubles, de 15 à 20 centimètres de haut, valent entre 140 F et 160 F.

* « Architectures miniatures », 266, rue de Rivoli, Paris.

Mésange d'argent



Cette mésange fait partie de la nouvelle collection « Lumière d'argent » de Christoffe, réunissant sept oiseaux de la famille des passeriformes. D'une grande finesse, ils sont réalisés en dentelle d'argent, technique transposée des ouvrages en filigrane d'argent qui étaient, vers 1830, l'une des spécialités des ateliers Bouilhet-Christoffe. Leurs yeux sont en pierre d'onyx.

* Collection « Lumière d'argent », la mésange, 700 F. Christoffe, 12, rue Royale, 75008 Paris et dans les Parfums Christoffe.

Bois de parfums



Les Casafior, parfums d'atmosphère, de Marnet Canovas, recréent trois ambiances : « Palais d'été », une note de fleurs blanches ; « Bois secret », boisé dans un climat intimiste d'automne ; « Brune et d'or », orientaliste et sensuelle. Ils sont présentés en boîtes dans des coupes de verre satiné, inspirées des terres cuites de la Grèce antique, en vaporisateurs rechargeables et en coffrets d'essence à brûler dans un emballage rose vil de galuchat.

* A partir de 190 F, recharge 110 F, coffret, 95 F.

Bons « sent bon »

LES flacons de parfum s'habillent : ainsi L'arviri propose une pochette du soir en échantillon noir à rabat plaqué en marbre sur le côté. Elle contient l'essence d'« Arviri », « Béatité » de Léonard se glisse dans un petit sac souple en noir garni de rouge comme le gland et le cordonnet de la bandoulière. Enfin, Yves Saint-Laurent ferme d'un gros cabochon de strass l'armonie noire rigide contenant un flacon de « Paris ».

Création vedette de 1985, « Poison », de Christian Dior, en esprit de parfum concentré, s'insinue dans les sacs en vaporisateur à recharge vert moutarde. « Folle ivresse », d'Isabelle Lancry, est coiffée d'un bouchon en toit de pagode, à choisir en blanc ou noir. Valentino revient dans un superbe flacon cannelé à gland rouge. Maxim's mise sur un flacon giré et un vaporisateur ovale pour un jus passe-partout.

Giorgio, de Beverly Hills, arrive aux Galeries Lafayette paré de la séduction hollywoodienne, avec un jus sensuel et fleuri créé par Florasynth. « Habanita », de Molinard, destinée à l'origine à combattre les odeurs du tabac retrouve un flacon sculpté de Lalique.

Les douceurs pour le bain se déclinent en lots satinés, désodorisants, savons, gels pour la douche, et eaux de toilette en petits formats. Guerlain ajoute aussi un talc à ses délices « Jardins de Bagatelle ». Les coffrets abondent : « Courages in blue », « Serein », de Jean-Marc Sinan, « Nocturnes », de Caron, « Calèche », d'Hermès ou « Anais Anais », de Cacharel. « Fidji », de Guy Laroche associe un foulard de soie au flacon d'eau de toilette, tandis qu'« Afghane », de Jean d'Estée, y ajoute des paillettes de maquillage.

Au masculin

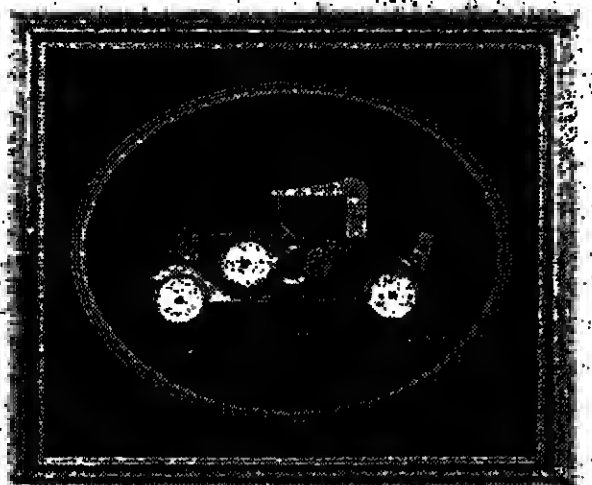
L'homme est l'objet de multiples sollicitations de la part des parfumeurs. « Masculin Vetyver », de Bourjois, apparaît dans la grande distribution. « Polo », de Ralph Lauren, propose un chypre boisé dans un beau flacon vert à bouchon doré siglé du joueur à maillet levé. « Tuscan », d'Aramis, allie toutes les senteurs de la Méditerranée dans un flacon repris d'un modèle de voyage de la marine italienne, cul étroit, coiffé d'un bouchon argent.

Pour « Sagamore », de Lancôme, le nez Jean-Louis Sieuzac a voulu un chypre oriental, versé dans un flacon gris fumé, très sobre. « Edition », de Dunhill, propose dans le style londonien un jus frais et épicé pour fumeurs de pipe. « R. de Capucci », dans une présentation triangulaire, prend un départ vert et tonique.

Les inédits du maquillage féminin jouent sur plusieurs registres. Ainsi, la « Brume embellissante », de Joanne Gatineau, réveille au matin sur peau nue et ravive l'éclat du maquillage en cours de journée. Le fond de teint Chanel dans les tonalités de beige se complète d'un blanc, correcteur de teint, à poser en dessous. Enfin, Helena Rubinstein sort un crayon feutre pour les yeux, soluble à l'eau et rechargeable, dans un étui laqué.

N. M.-S.

La voiture sur le mur



Les prestigieuses voitures du début du siècle suscitent toujours la passion des amateurs. La Rolls-

Royce Silver Ghost a inspiré un étonnant tableau à un artiste d'outre-Manche. A partir de royaumes et de cadrans de montres, il a reconstitué le fameux coupé de 1923, en juxtaposant et en superposant toutes ces pièces. La voiture est mise en valeur sur un fond noir. La dorure du cadre à l'ancienne s'harmonise au triple filer or ovale qui cerne le véhicule.

* Le tableau de 33 x 26 cm, 370 F. Au grand atelier, 31, rue La Botte, 75008 Paris.

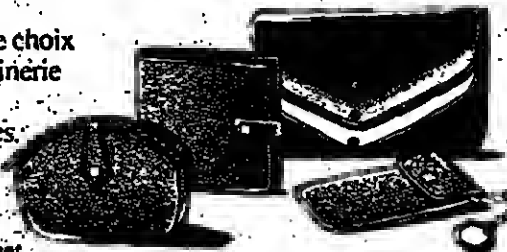
Jacques GAUTIER



Broche cristal sur argent et bronze argent 1.800 F
Boucles d'oreilles 950 F
Bague cristal sur argent 850 F
OMAL, eau de parfum naturelle et originale
36, rue Jacob, Paris-6 42-60-44-33

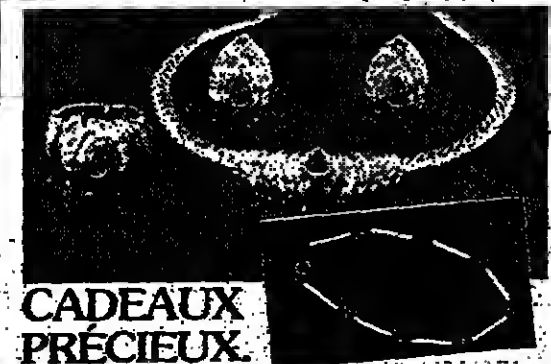
LA BAGAGERIE®

Fantastique choix de maroquinerie de poche, en 20 teintes.



Paris : 12, rue Tranchée, 41, rue du Four - 74, rue de Passy - Tour Maine-Montparnasse
Lyon - La Part-Ouv.

Francis Javitt



CADEAUX PRÉCIEUX.

Venez découvrir les créations exclusives du bijoutier Francis JAVITT : une parure d'or brillants et saphirs ; une parure 2 tons d'or et brillants, ainsi qu'un bracelet or et acier à partir de 2300 francs (prix net).

Francis Javitt

Centre Commercial Maine Montparnasse 75015 PARIS
Comptoir d'Or 13, avenue de Flandre - Le KREMLIN-BICÊTRE
Centre Commercial Grand Sud-Nord 2

CHOCARNE



le spécialiste de la perle de culture
Choix exceptionnel
1, rue de la Paix
Paris

Pour moi le top du mouton, c'est le mouton-taupe.



Orrevillon
40 rue La Botte, Paris 8.
44 rue du Dragon, Paris 6.
45 La Croisette, Cannes.

Mouton en mouton-taupe

Meyrowitz

OPTICIEN

DES CADEAUX ORIGINAUX
BAROMETRES, JUMELLES, LOUPES,
LUNETTES EN ECAILLE...

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON D'OFFIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 42.61.40.67

COMMUNICATION

Faire vibrer la création

C'est curieux, tout de même, cette difficulté de parler « culture » à la télévision. Pourquoi, aussitôt qu'on traite de peinture, de sculpture, de civilisation, faut-il sombrer dans le cours magistral, la visite commentée du musée, la pensée pédagogique ? Glissements progressifs vers le dépit. La série sur le Louvre qu'on voit en ce moment est l'exemple même du projet ambitieux, compétent... et décourageant.

On se gardera bien d'essayer, car le problème dépasse largement cette dernière réussite. Il ne date pas d'aujourd'hui, les exemples foisonnent, et nous ne sommes pas les seuls à buter sur l'obstacle. Au cours d'une récente rencontre des télévisions francophones à Luxembourg, des responsables de programmes de plusieurs pays se sont justement

interrogés sur cette question. Et plus particulièrement sur celle des magazines dits pluriculturels.

Leurs défauts, c'est qu'ils donnent l'impression d'un catalogue bien ordonné, destiné à montrer au téléspectateur ce qu'il doit voir, écouter, pour être cultivé. Le téléspectateur a peur, il ne veut pas retourner à l'école. La réponse est difficile mais pas impossible. Il y a des exemples. Les magazines qui sont fortement personnalisés, imprégnés par le caractère de ceux qui les fabriquent. Par leur passion. Leurs auteurs sont parfois un peu fous, égoïstes, ils ont des vices et des défauts, qu'importe. « Etoiles et toiles », « Cinéma, cinémas », « Apostrophes » transmettent, pour finir — à leur manière, — un peu de la folie des grands créateurs, le souffle, la vibration de la création.

CATHERINE HUMBLLOT.

Jeudi 5 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Série : Colombo. *Le mort suspect d'un criminel homme d'affaires.* Colombo démontre les faits.
- 21 h 50 Les Judo de l'information : l'information. Magazine d'A. Deavers, R. Pic, J. Decrocy, M. Albert et B. Laine.
- 22 h 10 Les Blancs d'Afrique du Sud : une communauté fragmentée (ce qui bouge, ce qui change, ce qui « crispe » dans les rapports quotidiens entre Blancs et Noirs) ; l'école des petits pots ; dans une école primaire à Fregate se côtoient des enfants de dix-sept nationalités (les réactions des parents, les efforts des professeurs, une expérience plutôt pilote dans un contexte difficile) ; Jimmy : l'enfant qui revient du froid.
- 23 h 5 Journal.
- 23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Cinéma : Petit Joseph. Film français de J.-M. Baril (1982), avec J.-M. Thiébaud, J. Brac, J.-P. Blanc, L. Weingarten. Un petit garçon, dont les parents sont sur le point de se séparer, passe les vacances avec ses grands-parents paternels, couple d'enseignants laïques et communistes. Entre le souvenir et les larmes, la chronique d'un clan familial, les méfaits d'une éducation monolithique. D'après un roman de Chris Donner.
- 22 h 30 Mégaécho : Résistances. De R. Langlois.
- 23 h 10 La solitude du juge d'instruction ; Angola : dans les maquis de l'UNITA ; Sahel : quand les paysans s'organisent. Avec le musicien camerounais Francis Bebey.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h 10 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions sauf à 17 h où l'on verra sur tous les réseaux : « La Révolte des Hat-douls » ; à 17 h 30, « Edgar, le détective cambrioleur » ; à 18 h 55, « Les Fautifs roses » ; à 19 h 35, « Un journaliste un peu trop voyant ».
- 19 h 55 Dessin animé : les Entrecatchés.
- 20 h 5 Les Jeux.
- 21 h 35 Téléfilm : le Traité de paix. D'après le roman de F. Grenet, réal. H. Bromberger. Avec V. Kopyov, A. Sossou, J.-Y. Gauthier.

Non seulement Cato n'est pas obligé de tuer Abel, mais les frères ennemis peuvent se réconcilier, même si tout les sépare : leurs origines, leur milieu, et surtout cette guerre d'Algérie qui les oppose. Etude subtile sur la naissance d'une amitié impossible.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Bloc-notes de François Mauriac. *Regard d'un témoin de Dieu-Bien-Plus.*

22 h 45 Météo.

23 h 15 Prélude à la nuit. Concerto pour guitare, opus 30, de M. Giuliani, par l'Ensemble orchestral de Haute-Normandie.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 10 La révolte des Hat-douls ; 17 h 15 Île-de-France ; 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; 17 h 55, Tout sur la région ; 18 h, Interview (la gastronomie) ; 18 h 35, Quel de nous ? 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Tout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Romances et confidences, film de M. Monicelli ; 22 h 35, Vireo, film de K. Fukasaku ; 0 h 25, Le Valseur, film de S.-J. Stora ; à 1 h 55, Vireo la comédie (un garçon de chez Vireo) ; Les suites d'un premier lit.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 « Le Palais », de Gérard Noël, avec M. Simonnet et H. Couraux.
- 21 h 30 Vocale : mélodies vocales du XX^e siècle, avec Marie-Claude Vallin, soprano ; de Schoenberg à Marc-Antoine Charpentier.
- 22 h 30 Naïades : la nuit et le moment ; bruits du monde (la Birmanie).
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert des lauréats du 3^e Concours international de piano Frédéric-Chopin (donné le 20 octobre à la Philharmonie de Varsovie) : avec Pijlman (URSS), Lusaia (France), Koyan (Japon), Jobonaki (Pologne), Lafort (France), Bouni (URSS).
- 21 h 30 Les solistes de France-Musique : William Kapell.

Pour faire face à la crise, un Auvergnat débarrasse et transforme son bistrot en café-théâtre engagé. Trois jeunes acteurs jouent « Rio-la-vec », jusqu'à ce que l'une d'elles, Aïdha, fille d'un riche émir, soit victime d'un attentat sur scène. Une série banale.

- 21 h 30 Quelques mots pour le dire. Magazine de la sécurité routière.
- 21 h 35 Face à la Trêve : Georges Marchais.
- 22 h 30 Georges Marchais, le maître, continue de diriger ses fidèles entre le Champs-Élysées, version Mitterrand, et le Scylla du réformisme, style Mitterrand. Trouverai-je sa verge de narguer devant les caméras de télévision ?
- 22 h 35 Journal.
- 22 h 55 Montagne.

CANAL PLUS

- 7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Top 50 (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, Cabon Cadu ; 8 h, Superstars ; 8 h 30, Rue Carnot ; 8 h 55, Deux affreux sur le sable, film de N. Gessner ; 10 h 25, La grille de l'essence ; 12 h, Desin animé ; 12 h 30, Magazine ; Direct : 14 h, Under Fire, film de R. Spode-wood ; 16 h, Bive droite, rive gauche, film de P. Labro ; 17 h 45, C.C. ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Manière (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 55, 26miti ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Superstars ; 21 h, La Tracée, film de B. Favre ; 22 h 45, Apocalypse 2024, film de L.-Q. Jones ; 0 h 10, Vireo, film de K. Fukasaku ; 2 h, Flammes des méduses, film de C. Frank ; 3 h 45, Antropophages, film de J. d'Amato ; 5 h 5, Vive la comédie ; 6 h 25, Superstars ; Stéphane de Monaco.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Arno Mayes, historien transatlantique : le vingtième siècle revisité.
- 21 h 30 Black and blue : l'histoire de la batterie.
- 22 h 30 Naïades : la nuit et le moment ; à suivre.
- 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné le 10 décembre 1984 au Théâtre des Champs-Élysées) : Jazz, de Debussy ; Une baroque sur l'opéra, Alceste del grandio comitato des Mirroir, de Ravel ; Adagio et Stravinsky, de Anny ; Poèmes pour M. de Messiaen, par l'Orchestre national de France, dir. P. Boulez, sol. P. Bry-Julson, soprano.
- 22 h 30 Les solistes de France-Musique : Pêcheurs de perles ; à 0 h, Musique traditionnelle : années de l'Inde, le Tyagaraja.

Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique vont de 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (Le Monde du 30 novembre).

TF 1 ADOPTE UN PLAN D'ÉCONOMIES

Les programmes seront touchés

Cent trente à cent cinquante millions de francs de déficit budgétaire pour TF 1 en 1985. M. Hervé Bourges, PDG de la chaîne, confirme lui-même aujourd'hui cette estimation. La perte est lourde, mais il se refuse à sombrer dans le catastrophisme, car, dit-il, elle représentera moins de 6 % du chiffre d'affaires de 2,324 milliards de francs. Toutefois, M. Bourges reconnaît, avec son équipe de direction, que des mesures d'économies drastiques doivent être prises pour redresser la situation. Il répond ainsi aux critiques, et notamment à celles du sénateur Jean Clozel (Le Monde du 15 novembre) et se donne trois ans pour y parvenir. Une décision approuvée par le conseil d'Etat et le conseil d'administration de la chaîne, et qui a également recueilli, il y a dix jours, l'appui des syndicats lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise.

Le plan d'action proposé par le PDG de TF 1 a tout de même nécessité deux matinées successives de délibérations (les 25 et 30 novembre) du conseil d'administration. Un constat a d'abord été fait : les mesures d'économie de 50 millions de francs, décidées cet été (Le Monde du 14 août) n'ont, pas été menées complètement à bien. Elles se sont limitées de 15 à 20 millions de francs, car, nous a dit M. Michel Astorg, le nouveau directeur général délégué, « il a été impossible de recourir en si peu de temps certains problèmes structurels », en particulier pour la production.

D'autre part, on reconnaît que des « dérapages ont eu lieu dans tous les secteurs », y compris le fait d'avoir « mal prévu » l'importance des frais financiers qui impliquent le découvert bancaire dû aux difficultés de trésorerie de la chaîne. Ces dépenses supplémentaires, précise-t-on à TF 1, se sont ajoutées aux charges déjà lourdes de la chaîne et ont pesé d'autant plus que les recettes budgétaires réelles ont été inférieures à celles prévues par la loi de finance. Au total, un peu plus de 55 millions de francs de manque à gagner, dont 44 millions de francs sont imputables à une surestimation des recettes de la rediffusion.

La politique de production de la chaîne, en quête d'un surcroît d'audience, la création de la tranche du matin en week-end, la diffusion d'une émission propre entre 19 h 15 et 19 h 40 (à la place des informations régionales), ont aussi pesé dans le budget.

La direction de la première chaîne rappelle aussi que TF 1 a des charges plus importantes qu'Antenne 2. Ou les évalue à 100 millions de francs pour 1985. D'une part, en raison des surplis (46 millions de francs) de commandes obligatoires à la Société française de production auxquelles est astreinte la première chaîne ; d'autre part, à cause d'un effectif de personnel plus important (une cen-

taine d'emplois en plus qu'à Antenne 2) ; enfin, en raison de l'existence de dix-sept équipes internes à faire tourner. Ces charges supplémentaires ont toutefois existé

frira pas. Une première analyse a permis de constater que 100 millions de francs d'économies pouvaient être réalisés (ne serait-ce que sur le plan de l'organisation) sans que l'on touche, affirme-t-on à TF 1, à la structure même de la grille. Une réduction des coûts de 50 millions de francs supplémentaires est aussi prévue par la suppression de certaines émissions dans l'après-midi ou la modification dans leur rythme de diffusion. Le secteur « variétés » va lui aussi être touché, tandis que les productions de fiction sont maintenues simplement au même niveau. En revanche, le volume des émissions de théâtre, de jeunesse et de musique va sans doute augmenter. Les productions commandées à l'étranger seront en outre moins nombreuses, la volonté étant de les « rapatrier » vers les équipes internes. Quant aux achats de films et de séries, ils seront substantiellement réduits.

L'ensemble de ces mesures va impliquer des changements de comportement. M. Michel Astorg les résume ainsi : « On va désormais avoir à défendre le secteur public avec la mentalité de ceux qui travaillent dans le secteur privé ».

ANITA RIND.

« Comme dans le privé »

Dans son plan de redressement, TF 1 s'est d'abord fixé de tenir pour 1986 un budget au-dessous de 2,5 milliards de francs (soit à peu près le même que celui que la chaîne aura effectivement réalisé cette année). Cela implique, des économies. Collectif, partant sur trois grands secteurs. Celui du personnel, d'abord, mais aucun économiste n'est enivré, nous a affirmé M. Bourges ; en revanche, les recrutements seront réduits (chez les « permanents », un pour deux départs) ou considérablement freinés. Épis question, d'autre part, pour les unités de programmes de dépasser les dotations qui leur seront accordées. « Nous suivons cette question avec une extrême rigueur », nous a déclaré M. Pascal Joseph, directeur du cabinet du PDG. Enfin, il est prévu de réduire de près de 6 % le budget du secteur dit « programme-information-technique ». Cela correspond à une réduction des programmes d'écritures quatre heures par semaine (quatre-vingt-deux heures) et non plus quatre-vingt-seize heures. Pour y parvenir, il a été décidé de retarder l'ouverture d'Antenne 2 d'une demi-heure en matinée et d'avancer d'une heure un quart l'heure de fermeture le vendredi soir. « Tapage nocturne », dont le coût en année pleine représente 7 millions de francs, va donc disparaître.

On va aussi produire moins cher, en espérant que la qualité n'en souffre pas.

« Piranha », le journal qui voudrait dévorer « Je bouquine »

Y aurait-il du rififi dans la presse des jeunes ? Le numéro du mensuel *Piranha*, journal lancé par les éditions Gallimard et l'hebdomadaire *Hérisse*, du groupe de presse catholique Bayard-Presses, est venu en décembre. Son principe ? Chacun des titres de Folio Junior, la collection romanesque des éditions Gallimard destinée aux jeunes de dix à quinze ans, se vend en moyenne à 50 000 exemplaires. Et les jeux de rôle vendus sous le label Gallimard sont diffusés au rythme de 70 000 exemplaires chacun.

Piranha a donc adapté cette (bonne) recette : outre un dossier consacré aux journalistes, une revue de presse mêlant textes et bandes dessinées, des chroniques et des rendez-vous, son numéro 1 propose un grand jeu de rôle superhéros illustré (« La pierre de sang ») et un roman complet avec dessins à la clef (« La troisième guerre mondiale n'aura pas lieu » de Gérard Carré). *Piranha* a été tiré à 40 000 exemplaires et est vendu 30 F, uniquement sur abonnement et dans les librairies Gallimard. Sa diffusion espérée est de l'ordre de 30 000 exemplaires.

Mais *Piranha* a déjà un concurrent : *Je bouquine*, mensuel lancé en mars 1984 par un autre groupe catholique, Bayard-Presses, est venu en décembre. Son tirage est actuellement de 32 F. Son tirage est actuellement de 70 000 exemplaires, et sa diffusion moyenne de 53 000.

Les deux journaux ont une pagination voisine (128 et 120 pages), ils utilisent tous deux la couleur et s'adressent à la même clientèle, avec des formules voisines. Les promoteurs de *Piranha* espèrent « mordre » sur le lectorat de *Je bouquine*. Du côté de celui-ci, on juge le lancement d'un concurrent « sain et intéressant ». Mais l'allusion du soutien de *Piranha* — « le journal qui vous dévore », est parfaitement et sérieusement comprise.

Clin d'œil du destin : il y a cinq ans, un projet de mensuel destiné à cette tranche d'âge et fondé aussi sur la volonté de donner envie de lire aux jeunes avait été concocté par les éditions Gallimard et le groupe Bayard-Presses. Le journal, qui devait s'appeler *Plume*, n'a jamais vu le jour. Les allées d'acier sont devenues les concurrents d'aujourd'hui.

YVE-MARIE LABÉ.

DESSEINE-MOI UN MOUTON... DE SYNTHÈSE

Il n'a rien du petit prince. Abonné, douze ans, à des cheveux ébouriffés et les yeux d'un noir d'émeraude, Assis devant l'un des nombreux écrans qui ont fait leur apparition sur Centre d'action culturelle de Saint-Ouen-l'Auxois à la mi-novembre, lors de Créatique 85 (1), il habite, son pinceson électronique à la main. Pourtant, les dessins dessinés par ordinateur n'ont plus de secrets pour lui. Tous les soirs, après le travail, Ahmed vient à la Maison pour tous. Sou de diffusion et de création culturelle de cette ville nouvelle plus jeune que lui puisqu'elle n'a que dix ans.

Il habite, à court d'inspiration, à été intimé à l'idée de participer au concours qui récompenserait le meilleur dessin, en noir et blanc ou en couleur. « Dessine-moi un mouton », lui souffle un concurrent, qui a des lettres. Il s'exécute avec enthousiasme. Il a beau habiter un HLM, un mouton, il sait ce que c'est puisqu'il en voit à la fin de chaque rampe-dan !

Pour ces enfants des banlieues, qui se pressent tous les soirs au Forum de l'Image — non pour chahuter, fumer ou draguer comme d'habitude, mais pour admirer les dernières trouvailles de l'information sous toutes ses formes (images de synthèse, traitement d'images, vidéo et nouvelles images) — les nouvelles de la « créatique » ne représentent même pas l'avenir. C'est déjà leur univers. Ils tapent sur un clavier et marient une palette graphique assistée par ordinateur comme leurs parents griffonnent avec des crayons de couleur.

ALAIN WOODROW.

(1) De 16 à 24 novembre, le Centre d'action culturelle de Saint-Ouen-l'Auxois a présenté sous le titre de Créatique 85, un Forum de l'Image, comprenant des stages de sensibilisation et de formation sur vidéodisque et de dessins animés, une soirée sur les projets de la ville en matière de vidéo-communication, une journée animée sur les nouvelles images « de la photographie à l'ordinateur » et une Nuit synthétique présentant les plus récentes images de synthèse réalisées en Europe, aux États-Unis et au Japon.

La CLT et la satellite luxembourgeoise. — M. Jacques Samer, président du gouvernement du Luxembourg, a, devant la Chambre des députés du Grand-Duché, mercredi 4 décembre, lancé un « appel à la CLT ». La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) pour « quelle ne se fût pas avec une confiance aveugle et peut-être excessive à des solutions dont la réalisation lui échappe et nous échappe ». Le chef du gouvernement, évoquant le futur satellite de télévision GDL, a ajouté : « Je demande à la CLT de considérer désormais dans sa stratégie pour l'accès à l'ère de la télévision par satellite le projet luxembourgeois comme une possibilité ».

MUSÉE DE L'ORANGERIE TERRASSE DES TUILERIES

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE

TOUS LES JOURS SAUF MARDI DE 9 H 45 A 17 H 15

ENTRÉE LIBRE

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 5 décembre à 0 heure et le vendredi 6 décembre à 24 heures.

En cours des prochaines heures, la France va passer sous l'influence d'un flux perturbé océanique d'ouest. Des perturbations successives traverseront rapidement le pays d'ouest en est.

Vendredi matin, temps très nuageux et pluvieux sur toute une moitié sud-est, depuis la Corse, le Roussillon et la Provence jusqu'au Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est. Sur la Côte d'Azur, le vent de secteur sud-est soufflera assez fort.

A l'arrière, temps variable avec des éclaircies, excepté sur la Bretagne et la Normandie où le ciel se couvrira et deviendra pluvieux dès le matin. Quelques averses se produiront près des frontières belges. Le vent de secteur sud-ouest sera modéré à assez fort sur les côtes bretonnes.

Dans la journée, la première zone de pluie progressera vers le Sud-Est, ne touchant plus le soir que les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse. Les précipitations pourront prendre un caractère orageux en Corse.

A l'arrière, des éclaircies apparaîtront sur le golfe du Lion, le Massif Central et le Nord-Est. Mais la deuxième zone de pluie gagnera rapidement les Pays de Loire, le Centre et le Nord. A l'arrière, des éclaircies se formeront sur le Breton. Les températures avoisineront 10 à 12 degrés sur les côtes atlantiques, 7 à 9 degrés du Sud-Ouest au Centre et au Nord-Est, 10 à 11 degrés dans le Centre-Est, 11 à 13 degrés en Méditerranée. Les températures maximales resteront douces pour la saison : 12 à 14 degrés sur le Nord-Ouest, 10 à 13 degrés sur le Centre, le Nord et le Nord-Est, 14 à 17 degrés sur le Sud-Ouest, 13 à 15 degrés en Méditerranée.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 15; Genève, 12 et 4; Lisbonne, 20 et 13; Londres, 13 et 11; Madrid, 17 et 8; Rome, 15 et 11; Stockholm, 4 et -2.

(Document établi avec la support technique spécial de la Météorologie nationale.)

1. Grenoble-St-M.-H., 9 et 8; Grenoble-St-Georges, 9 et 8; La Rochelle, 17 et 12; Lille, 13 et 10; Limoges, 17 et 11; Lorient, 13 et 12; Lyon, 14 et 11; Marseille-Martignas, 16 et 12; Menton, 13 et 8; Nancy, 15 et 10; Nantes, 15 et 13; Nice-aéroport, 13 et 9; Nice-Villa, 15 (max); Paris-Montsouris, 11 et 11; Paris-Orly, 14 et 9; Pau, 27 et 8; Perpignan, 16 et 7; Rennes, 13 et 12; Rouen, 13 et 10; Saint-Etienne, 16 et 10; Strasbourg, 13 et 8; Toulouse, 15 et 13; Tours, 16 et 11.

2. Les collections XVIII^e française et Renaissance italienne au musée Jacquemart-André, 14 h 30, 158, bd Haussmann (Paris et son histoire).

3. L'hôtel de Talleyrand, membres association culturelle, sur inscriptions (Approche de l'art).

4. Versailles : l'hôtel de M^{me} du Barry, 14 h 30, 21, avenue de Paris; 10 h 30, « l'Orangerie »; 14 h 30, « musée Guimet : collections chinoises » (Chin, les amis de l'histoire) tél. : 47-34-36-63.

5. Exposition Raynolds, 11 h 15, entrée exposition Grand Palais.

6. L'Histoire : la médecine d'Ambrósio Paré, médecin de Charles IX, Charles, d'Espagne; instruments de l'Antiquité à Louis XIV, 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine (l'Hallier).

7. Salons décor Napoléon III, hôtel particulier, 14 h 30, 56, boulevard Malesherbes (C.A. Messier).

8. L'Opéra, 14 heures, hall.

9. Les maisons du cloître Notre-Dame, 14 h 30, portail central Notre-Dame.

10. Hôtels et jardins du Marais, place des Voies, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

11. Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie.

12. Le Marais : de l'anberge de l'Aligre d'aux hôtels de Souabe et des Ambassadeurs de Hollande, 15 heures, place Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jais).

13. Hôtel Concord-Saint-Lazare, salon Provence, troisième étage, 108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « Le christianisme primitif », Nag Hammadi.

14. Forum Saint-Eloi, sous-sol de l'église Saint-Eloi, 19 h 30 : « Le séisme et le psychanalyste » (G. Tordjman).

15. 114, rue Kappeler, 20 h 15 : « La magie de la prière ».

16. Salle Chailion-Gallier, 23, avenue George-V, 14 h 30 : « Pergame et l'antel de Zeus » (M. Odette Bouchet).

17. 26, rue Berghes, 19 h 30 : « Preuves de l'origine psychosomatique des cancers » (D. Michel Molodt).

18. Institut national, place du Puits-de-l'Enfer, 18 heures : « L'islam au XX^e siècle » (R. Garudy).

19. 5, rue Saint-Blaise, 18 heures : « Panorama des civilisations du Mexique ancien ».

20. Maison de l'Europe de Paris, 35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Arabes, école de l'Europe », par le professeur Claude Pouloux, de l'Académie des inscriptions et belles lettres, sous la présidence de M^{me} Hélène Ahwiler, recteur de l'Académie.

PARIS-EN-VISITES

VENDREDI 6 DÉCEMBRE

« Les collections XVIII^e française et Renaissance italienne au musée Jacquemart-André, 14 h 30, 158, bd Haussmann (Paris et son histoire).

« L'hôtel de Talleyrand », membres association culturelle, sur inscriptions (Approche de l'art).

« Versailles : l'hôtel de M^{me} du Barry », 14 h 30, 21, avenue de Paris; 10 h 30, « l'Orangerie »; 14 h 30, « musée Guimet : collections chinoises » (Chin, les amis de l'histoire) tél. : 47-34-36-63.

« Exposition Raynolds », 11 h 15, entrée exposition Grand Palais.

« L'Histoire : la médecine d'Ambrósio Paré, médecin de Charles IX, Charles, d'Espagne; instruments de l'Antiquité à Louis XIV », 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine (l'Hallier).

« Salons décor Napoléon III, hôtel particulier », 14 h 30, 56, boulevard Malesherbes (C.A. Messier).

« L'Opéra », 14 heures, hall.

« Les maisons du cloître Notre-Dame », 14 h 30, portail central Notre-Dame.

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie.

« Le Marais : de l'anberge de l'Aligre d'aux hôtels de Souabe et des Ambassadeurs de Hollande », 15 heures, place Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jais).

VENTES

Chez Christie's, à Monaco

Christie's, la deuxième entreprise mondiale de ventes aux enchères, inaugure son implantation à Monaco, place forte du marché de l'art, par une série de ventes spectaculaires à l'Hôtel Loews. En ouverture, le 6 décembre, la dispersion de la collection de Sir Charles Clow, qui comporte des meubles et objets d'art français du plus haut niveau.

Né à Londres en 1904, ce fils d'un tailleur d'origine russe a fait fortune dans les textiles et les chaussures. Il possédait plus d'un million de magasins. Marié pendant la guerre à une héroïne française de la Résistance, il avait été arrêté en 1971.

Quelques semaines avant sa mort en 1979, il avait enrichi sa collection de meubles français classiques par l'acquisition des plus belles pièces vendues par Daniel Wildenstein ou financier saoudien Akram Ojeh, meubles d'abord destinés à l'ex-paquet France, puis remis en vente à Monaco.

Il sera intéressant de comparer les prix de ces mêmes meubles proposés à Monaco. La commode Louis XVI signée J.-F. Lelen, vendue 4,2 millions de francs en 1979 est aujourd'hui estimée 9 millions de francs. On s'attend également à un doublement des enchères pour une paire d'encoignures de Latz vendues 2,8 millions à la vente Akram Ojeh. Une commode de Martin Carlin, une paire de commodes attribuées à André-Charles Boulle, un cabinet de BVRB (Bernard Van Riesenbergh) qui s'étaient vendus 1,5 million, 2 millions et 2,8 millions de francs il y a six ans, doubleront certainement les prix payés par Sir Charles Clow. Mais la hausse du dollar, même s'il est en léger retrait, relative l'apparente plus-value en francs de ces meubles exceptionnels. D'autres ventes également prestigieuses de meubles et d'objets d'art, puis d'art nouveau et d'art déco, auront lieu, dans la foulée de la vente Clow les 7 et 8 décembre, toujours à l'Hôtel Loews.

GERSAINT.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Tribunal de grande instance de Bonneville - Jugement du 27 juillet 1984 définitif

Demandeur : Société SEB, S.A. dont le siège social est à Seignelay (21).

Défendeur : 1) La société de droit espagnol Radar S Coop, Arizules de menaje para el hogar, dont les bureaux sont Carreras Aranzazu 25, P.O. box 30, à Oñate (Guipuzcoa) Espagne;

2) Terrier Michel, syndic, demeurant 6, rue de l'Américain, à Annecy (Haute-Savoie), syndic de la liquidation des biens de la société Représentation Générale B.G., Tignes (Haute-Savoie).

Par exploit en date du 8 juin 1982, la société SEB a assigné Représentation Générale B.G. et la société de droit espagnol Radar S Coop afin de voir dire que ces deux sociétés sont coauteurs d'actes de contrefaçon des modèles déposés n° 116 408, 811 738, 811 736, 811 737, dont elle est titulaire tant en application dans les articles 10 et suivants de la loi du 14 juillet 1909 que des articles 70 et suivants de la loi du 11 mars 1957 et que ces actes constituent également des actes de concurrence déloyale.

La tribuna :

1) Filt interdiction à la société Radar, et ce sous astreinte définitive non communément de 300 francs (trois cents francs) par infraction constatée, d'introduire en France, de fabriquer ou de faire fabriquer en France, ou de commercialiser des autocollants ou leurs accessoires reproduisant les caractéristiques des modèles déposés de la société SEB;

2) Ordonne la confiscation en vue de leur destruction en présence d'un huissier, et ce aux frais de la société Radar, de tous les articles déposés en France par les sociétés défenderesses et constituant la contrefaçon des modèles déposés par la société SEB;

3) Condamne la société Radar S Coop à payer à la société SEB une indemnité provisionnelle de 200 000 francs (deux cent mille francs français);

4) Ordonne l'insertion de la présente décision dans cinq publications, aux frais de la société Radar et au choix de la société SEB;

5) Condamne la société Radar S Coop à payer à la société SEB la somme de 3 000 francs (trois mille francs) en application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Ordonne l'exécution provisionnelle de la présente décision.

Condamne la société Radar S Coop aux entiers dépens.

Pour extrait certifié conforme. M^{re} Geoffrey GAULTIER, avocat à la Cour.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel de la République française :

1. Les lois.

2. Les décrets.

3. Les arrêtés.

4. Les décisions.

5. Les avis.

6. Les rapports.

7. Les procès-verbaux.

8. Les délibérations.

9. Les résolutions.

10. Les propositions.

11. Les amendements.

12. Les votes.

13. Les questions.

14. Les réponses.

15. Les interpellations.

16. Les déclarations.

17. Les communications.

18. Les annonces.

19. Les avis.

20. Les décisions.

21. Les arrêtés.

22. Les décrets.

23. Les lois.

24. Les avis.

25. Les décisions.

26. Les arrêtés.

27. Les décrets.

28. Les lois.

29. Les avis.

30. Les décisions.

31. Les arrêtés.

32. Les décrets.

33. Les lois.

34. Les avis.

35. Les décisions.

36. Les arrêtés.

37. Les décrets.

38. Les lois.

39. Les avis.

40. Les décisions.

41. Les arrêtés.

42. Les décrets.

43. Les lois.

44. Les avis.

45. Les décisions.

46. Les arrêtés.

47. Les décrets.

48. Les lois.

49. Les avis.

50. Les décisions.

51. Les arrêtés.

52. Les décrets.

53. Les lois.

54. Les avis.

55. Les décisions.

56. Les arrêtés.

57. Les décrets.

58. Les lois.

59. Les avis.

60. Les décisions.

61. Les arrêtés.

62. Les décrets.

63. Les lois.

64. Les avis.

65. Les décisions.

66. Les arrêtés.

67. Les décrets.

68. Les lois.

69. Les avis.

70. Les décisions.

71. Les arrêtés.

72. Les décrets.

73. Les lois.

74. Les avis.

75. Les décisions.

76. Les arrêtés.

77. Les décrets.

78. Les lois.

79. Les avis.

80. Les décisions.

81. Les arrêtés.

82. Les décrets.

83. Les lois.

84. Les avis.

85. Les décisions.

86. Les arrêtés.

87. Les décrets.

88. Les lois.

89. Les avis.

90. Les décisions.

91. Les arrêtés.

92. Les décrets.

93. Les lois.

94. Les avis.

95. Les décisions.

96. Les arrêtés.

97. Les décrets.

98. Les lois.

99. Les avis.

100. Les décisions.

loterie nationale

Le règlement de TACOTAC au public pour le tirage du 26/09/85

Le numéro : 618792 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille :

018792, 418792, 118792, 518792, 218792, 718792, 318792, 818792

gagnent 50 000,00 F

Les numéros approchant aux :

608792, 610792, 618092, 618702, 618790, 628792, 611792, 618192, 618712, 618791, 638792, 612792, 618292, 618722, 618793, 648792, 613792, 618392, 618732, 618794, 658792, 614792, 618492, 618742, 618795, 668792, 615792, 618592, 618752, 618796, 678792, 616792, 618692, 618762, 618797, 688792, 617792, 618892, 618772, 618798, 698792, 619792, 618992, 618782, 618799

Tout les billets se terminant par :

8792, 792, 92, 2

gagnent 5 000,00 F, 1 000,00 F, 200,00 F, 100,00 F

TIRAGE : DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 1985

85 TACOTAC 101

loterie nationale

Le règlement de TACOTAC au public pour le tirage du 26/09/85

Le numéro : 618792 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine de mille :

018792, 418792, 118792, 518792, 218792, 718792, 318792, 818792

gagnent 50 000,00 F

Les numéros approchant aux :

608792, 610792, 618092, 618702, 618790, 628792, 611792, 618192, 618712, 618791, 638792, 612792, 618292, 618722, 618793, 648792, 613792, 618392, 618732, 618794, 658792, 614792, 618492, 618742, 618795, 668792, 615792, 618592, 618752, 618796, 678792, 616792, 618692, 618762, 618797, 688792, 617792, 618892, 618772, 618798, 698792, 619792, 618992, 618782, 618799

Tout les billets se terminant par :

8792, 792, 92, 2

gagnent 5 000,00 F, 1 000,00 F, 200,00 F, 100,00 F

TIRAGE : DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 1985

85 TACOTAC 101

LOTTO

Le règlement de TACOTAC au public pour le tirage du 26/09/85

Le numéro : 61

ROLIERS
franca

COMMENT LES INGENIEURS DE MOTOROLA ONT RESOLU UN VIEUX PROBLEME DE MARKETING A L'AIDE D'UNE TECHNOLOGIE NOUVELLE.

Le problème se pose depuis des années.

Chaque pays européen a ses propres exigences techniques en matière de postes émetteurs-récepteurs. C'est pourquoi les fabricants d'électronique ont cherché depuis longtemps à utiliser les avantages de la production de série pour ce type d'appareils.

Il n'était pas facile d'arriver à une solution.

Ce qu'il fallait, c'était fabriquer sur commande des émetteurs-récepteurs adaptés à chaque marché mais les produire en série sur une chaîne — ce qui, a priori, est totalement contradictoire !

Pourtant les ingénieurs de Motorola en Europe ont réalisé un tel exploit.

Et les émetteurs-récepteurs MC micro y sont maintenant produits en série.

Les installations ne sont ni plus ni moins qu'une chaîne de montage qui adapte automatiquement le produit aux diverses normes et exigences des marchés auxquels il est destiné, sans interrompre la production ni même la ralentir.

Presque tous les composants figurant sur les circuits imprimés relativement com-

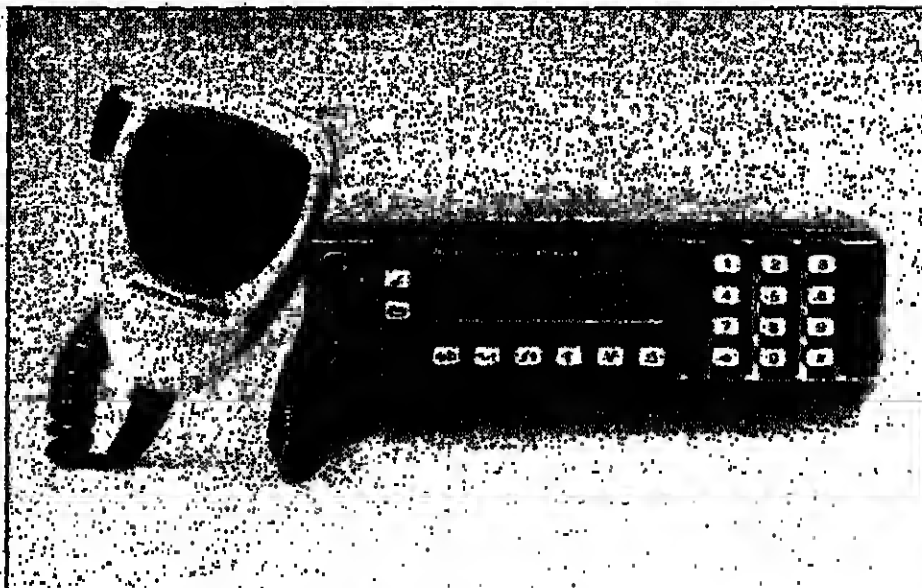
plexes de ces radios, sont envoyés en production sur une bande continue. Nos automates insèrent chaque heure des milliers de ces dispositifs miniatures dans toutes les configurations requises par des clients différents répartis à travers toute l'Europe, et tout cela avec une précision d'horloger.

Ce procédé permet non seulement de produire des émetteurs-récepteurs sur commande en grande série, mais donne également des appareils d'une excellente qualité tout en faisant des économies substantielles sur les coûts de fabrication.

Ces installations et l'émetteur-récepteur MC micro sont une synthèse des nouvelles technologies de Motorola en matière de fabrication et de communication. Ceci n'est qu'un exemple de ce que notre société a réalisé pour servir la clientèle européenne.

En France, les installations de Motorola d'Angers et de Toulouse apportent une contribution importante au développement de l'industrie électronique en plein essor. En plus de ces usines, nous avons 15 agences commerciales au service de notre clientèle française.

Motorola, société internationale de l'électronique, au chiffre d'affaires global de 52,8 milliards de francs est active sur les cinq continents dans le domaine des radiocommunications (parole et données), de l'informatique, des ordinateurs, des semiconducteurs, et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel. Nos cent mille collaborateurs ont un objectif commun : le service auprès de nos clients.



Un produit peut-il être fabriqué à la fois sur commande et en série ? Pour le poste MC micro de Motorola, la réponse est "oui".



MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe.

صكنا من الامم

ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

Le groupe Flick va être vendu

De notre correspondant

Bonn. — Rendu célèbre par le plus grand scandale politico-financier de l'après-guerre en RFA, l'empire industriel de la famille Flick va être vendu et transféré en société par actions. L'opération a été confiée par l'actuel propriétaire, Friedrich Karl Flick, à la Deutsche Bank, qui achètera les parts de la nouvelle société pour ensuite les répartir dans le public.

Le groupe Flick est le plus important groupe industriel familial de la RFA. Il avait été créé par le père de l'actuel propriétaire, Friedrich Flick, l'un des rois de la sidérurgie ouest-allemande entre les deux guerres. Condamné par le tribunal de Nuremberg pour avoir fait tourner ses usines pendant la deuxième guerre mondiale avec le main-d'œuvre juive et étrangère que lui fournissaient les nazis, ce financier général avait néanmoins réussi à reconstruire son empire après guerre à partir de ce qui avait échappé aux confiscations des alliés, notamment des soviétiques.

En 1984, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 10,5 milliards de deutschemarks en RFA et de 20,3 milliards de deutschemarks si l'on compte ses participations à l'étranger. Ses opérations s'étendent de la chimie aux assurances en passant par la papeterie, l'automobile et bien

d'autres secteurs. En 1984, il employait 43 350 personnes réparties dans 63 sociétés. Parmi ses fleurons figurent le groupe chimique Dynamit Nobel, les sociétés Buderus (mécanique) et Feldmühlin (papeterie). Le holding possède également une participation de 88 % dans le holding d'assurances de l'industrie allemande, détenteur lui-même de 51 % des parts du groupe d'assurances Gerling, et une participation de 27 % dans le groupe américain Grace, spécialisé lui aussi dans la chimie. A cela viennent s'ajouter les 10 % de parts qu'il lui reste dans Mercedes-Daimler-Benz après la vente de 24 % des parts en 1975.

Les efforts de la firme pour tenter d'éviter de payer des impôts sur cette vente en utilisant les subtilités de la législation ont conduit, dix ans après, à l'ouverture du procès pour corruption de l'ancien chargé d'affaires du groupe, Eberhard von Brauchitsch et des deux anciens ministres de l'économie, Hans Friedrich et Otto Graf Lambsdorff.

La Deutsche Bank a indiqué, mercredi 4 décembre, que la vente du groupe devait permettre, dans l'intention de Karl Friedrich Flick, d'assurer le développement du holding en le rendant indépendant des problèmes de succession.

HENRI DE BRESSON.

L'aide publique au tiers-monde devrait augmenter de 4 % cette année

Plus qu'une célébration de résultats incertains, c'est une tentative de réflexion sur vingt-cinq ans d'aide au tiers-monde qu'ont entreprise, le lundi 2 et le mardi 3 décembre, les dix-huit pays membres du Comité d'aide au développement (CAD). Créé sous l'égide de l'OCDE, ce « forum des donateurs » assure 75 % de l'aide publique mondiale soit 28,7 milliards de dollars en 1984. S'ils disposent d'une place de choix pour dresser le bilan d'un quart de siècle de financements, les membres du CAD n'avaient guère de raisons de s'adonner à l'autosatisfaction.

Le comité a certes pu souligner que ses efforts, conjugués à ceux des pays en développement, ont permis, depuis le début des années 60, de pratiquement doubler le revenu moyen par habitant dans le tiers-monde et d'y porter l'espérance de vie, toujours en moyenne, de quarante à soixante ans. Mais, comme l'a déclaré dès l'ouverture des travaux le secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude Paye, il est difficile de « pouvoir dire : mission accomplie ». Les fortes tensions dues au fardeau croissant de la dette et à la montée des pressions protectionnistes la dégradation constante de la situation dans les pays de l'Afrique subsaharienne, la persistance de poches de misère dans le monde entier confirment que le plus difficile reste à faire et confèrent aux pays industrialisés une « responsabilité accrue ».

Dans leurs grandes lignes, les thérapies préconisées au sein de l'OCDE comme au CAD sont connues : assurer dans les pays industriels une croissance stable et soutenue, annoncer la baisse des taux d'intérêt réels, sur la toile de fond d'une lutte résolue contre le protectionnisme. Qui n'y souscrit ? Reste à orchestrer une telle politique en dépit des intérêts contradictoires des parties prenantes. Permettre au tiers-monde de retrouver une meilleure expansion ne tient pas de la philanthropie mais de l'intérêt bien compris de chacun. Aujourd'hui, tous les pays industrialisés en sont convaincus sans bien savoir comment dégager en période d'austérité budgétaire généralisée les moyens d'y parvenir.

Les pays du CAD sont loin d'avoir atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé : consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique. En 1984, ce pourcentage n'a été limité, en moyenne, à 0,36 %, malgré une augmentation de 4 % en termes réels de leurs soutiens financiers. Tout au moins le président du CAD, M. Rutherford Foats, a-t-il indiqué qu'il comptait sur un maintien de cette progression cette année, permettant de dégager 1 milliard de dollars supplémentaires, dont l'Afrique qui s'enfonce dans la crise devrait bénéficier, en priorité.

F.Cr.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH DAMAS — RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE

Avis d'appel d'offre n° 9026

L'Établissement public des eaux de Figeh, domicilié à El Nasser Street, Damas, lance un appel d'offre — les soumissionnaires devant être présentés sous pli cacheté — pour la construction d'une usine pilote d'adoucissement de l'eau qui servira à adoucir l'eau de l'un des puits de la région de Mazraa, la supervision des travaux de construction et la mise en service de ladite usine, conformément aux dispositions ci-après :

- Règlements contractuels tels que stipulés au décret 195/T DE 1974 ;
- Conditions générales de soumission n° 424, du 20 mars 1977, telles qu'établies par le ministère du Logement et des Services publics ;
- Dispositions et conditions suivantes :
- Caution provisoire : d'un montant de 25 000 livres syriennes (vingt-cinq mille). Cette caution sera présentée sous forme d'une garantie bancaire provisoire fournie par la Commercial Bank of Syria, Bank n° 4, Damas, sur demande de la banque du soumissionnaire, ou sous forme d'un chèque certifié.
- Garantie d'exécution : fixée à 10 (dix) pour cent du montant contractuel.
- Délais d'exécution : fixés à six mois à compter de la date d'ouverture de la lettre de crédit.
- Durée de validité de l'offre : 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date d'ouverture des offres.
- Pénalités de retard journalières : 1/100 (un pour mille) du montant total du contrat.
- Si le soumissionnaire a un représentant exclusif sur place, il devra être inscrit auprès du ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, au registre des compagnies étrangères.
- Les prix seront cotés FOB port d'embarquement (ou indiquant le nom du port) et C & F port de destination.
- Les soumissionnaires devront remettre leur (s) offre (s) au secrétariat de l'ÉPEF, accompagnée(s) des documents justificatifs requis, de la caution provisoire et d'une copie des documents d'appel d'offres, en ayant soin d'avoir préalablement visé chacune des pages des documents.
- Les documents d'appel d'offres peuvent être retirés auprès du département contrats contre paiement de 50 (cinquante) livres syriennes au comptant, qui remetta un reçu officiel.
- Les offres devront être présentées avant le 29 janvier 1986 (14 heures) dernier délai.

Toute offre remise après la date de clôture susmentionnée ou qui ne serait pas accompagnée de la caution provisoire ou des documents justificatifs demandés, sera rejetée.

Ing. Rida MOURTADA
Président directeur-général de l'ÉPEF

Aux États-Unis

Le Sénat propose une aide fédérale pour les banques agricoles

Alors que le Sénat et la Chambre des représentants s'apprêtent à harmoniser les projets de loi concernant l'agriculture (Farm Bill) qu'ils ont adoptés il y a peu, afin de les rendre, si possible, acceptables par le président Reagan, le Sénat a approuvé (par 57 voix contre 34) un nouveau projet de loi visant à empêcher que le Farm Credit System ne soit accablé à la faillite.

Le réseau des trente-sept banques régionales formant le système coopératif de crédit à l'agriculture détient 70 milliards d'engagements, pour un endettement total de l'agriculture américaine évalué, selon les sources, entre 195 milliards et 213 milliards de dollars. Les difficultés des banques sont dues aux faillites enregistrées par les agriculteurs américains, très endettés et dont les emprunts sont hypothéqués sur les actifs. D'après une étude du ministère de l'agriculture des États-Unis, la valeur des terres continuera à se dégrader en 1986. L'ensemble du patrimoine foncier et immobilier agricole vaudrait, en 1985, entre 790 et 840 milliards de dollars, contre 856 milliards en décembre 1984.

Le projet de loi du Sénat prévoit l'ouverture d'une ligne de crédits, dont le montant serait laissé à l'appréciation du Trésor. Il rendrait obligatoire la mise en commun des ressources du réseau, forçant les établissements en bonne santé financière à transférer des fonds vers ceux qui en ont besoin. Cette disposition rencontre une forte opposition des quelques banques qui ne connaissent pas de difficultés. Enfin, le texte prévoit de renforcer les pouvoirs de la Farm Credit Administration, agence semi-publique chargée de coordonner le réseau.

Si ce projet était adopté, ce serait la première fois qu'une aide publique serait apportée au système bancaire agricole depuis la dépression des années 30. Le président Reagan, qui tente de s'opposer à toute aug-

mentation des dépenses fédérales dans le secteur agricole (la Maison Blanche s'efforcera, n'indiqua le secrétaire à l'agriculture, M. Block, de maintenir à 50 milliards de dollars les crédits à l'agriculture sur trois ans contre 56 et 58 milliards dans les projets de Farm Bill adoptés par chacune des deux chambres), risque d'être embarrassé : dans de nombreux États, c'est la santé de l'ensemble de l'économie qui est compromise par la crise bancaire et agricole.

J.G.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DES EAUX DE FIGEH DAMASCUS WATER SUPPLY ESTABLISHMENT EL NASSR STREET, DAMAS (Syrie)

Avis n° 9027

Préqualification pour la fourniture d'un réseau téléphonique automatique

L'Établissement public des eaux de Figeh (Damascus Water Supply Establishment) invite les sociétés spécialisées dans les réseaux de branchement automatique aux centraux téléphoniques privés à soumissionner pour la fourniture, l'installation et la livraison clé en main d'un réseau téléphonique privé qui desservira tous les postes et centres de l'Établissement dans l'agglomération de Damas.

Il est prévu que la part du projet payable en devises étrangères sera financée par un prêt de l'AFSEF (the Arab Fund for Social and Economic Development).

Le questionnaire de préqualification peut être demandé par écrit ou par télex à :

Major Projects Division
Établissement public des eaux de Figeh
El Nasser Street, Damas (Syrie) - Téléc : 411213 SY FGDM

Les formulaires doivent être remplis et les annexes jointes doivent parvenir à l'ÉPEF à l'adresse susmentionnée, le 15 février 1986 au plus tard.

Après analyse des propositions, l'ÉPEF fera savoir quelles sont les sociétés retenues pour participer à l'appel d'offres et auxquelles les documents d'appel d'offres seront éventuellement envoyés.

Ing. Rida MOURTADA, président-directeur général

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE-OBLIGATIONS NATO-INTER NATO-OBLIGATIONS

Sociétés d'investissement à capital variable

Abaissement du droit d'entrée

Les conseils d'administration de ces trois SICAV, gérées par le groupe BNP, viennent de décider de ramener de 4,75 % à 2,75 % le versement maximal de dividendes d'entrée demandé aux nouveaux souscripteurs.

Un barème dégressif commun a été retenu :

- 2,75 % jusqu'à 500.000 F ;
- 1,75 % de 500.000 F à 2.000.000 F ;
- 1,50 % au-delà de 2.000.000 F.

La part du droit d'entrée acquise à la SICAV est fixée uniformément à 0,50 %.

Ces mesures prendront application pour les souscriptions reçues à partir du 16 décembre 1985.

INTERBAIL

Le conseil de surveillance s'est réuni sous la présidence de M. Jean Martineau.

A début novembre, les chiffres de l'exercice en cours communiqués par le président du directoire, Jean-Baptiste Pascal, sont les suivants :

- Production de crédit-bail immobilier : 600.000.000 F hors taxes, ce qui porte les engagements globaux de crédit-bail immobilier à 3.150.000.000 F hors taxes ;
- A ces chiffres, viennent s'ajouter à la fin de l'année un certain nombre de contrats en cours de négociations.
- Production de location simple : La société a acquis un immeuble de bureaux pour 30.000.000 F à Vézey, qui est loué à Matra, et également un immeuble en cours d'édification à La Défense, de 12.110 mètres carrés de bureaux et locaux techniques, pour 127.000.000 F.

Après ces opérations, le patrimoine de location simple s'élève maintenant à 869.000.000 F hors taxes.

Le conseil a été informé de ce que la valeur économique de ce patrimoine dépassait, maintenant de façon significative, les fonds propres de la société.

Les actifs de toute nature et les engagements de la société s'élèvent désormais à 3.590.000.000 F hors taxes.

Les recettes globales sont estimées, en fin d'exercice, devoir atteindre 336.000.000 F hors taxes contre 463.000.000 F à la fin 1984.

Le directeur a indiqué que la capacité bénéficiaire de la société pour l'exercice, qui s'exprimera comme en 1984 au niveau du résultat courant, témoignera d'une progression qui ne sera pas inférieure à 10 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES



Le chiffre d'affaires pour les neuf premiers mois de 1985 s'est élevé à 4 747 millions de francs contre 4 419 millions de francs pour la période correspondante de 1984, soit une progression de 7,4 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ALCATEL s'établit à fin septembre 1985 à 11 446 millions de francs, dont 10 520 millions de francs en provenance des sociétés contrôlées, et 926 millions de francs en provenance des sociétés affiliées. Par rapport au chiffre d'affaires consolidé de la période correspondante de 1984, soit 9 972 millions de francs, la progression s'établit à 14,8 %. A structures comparables, la progression par rapport à la période correspondante de 1984 serait d'environ 11 %.

Ce chiffre d'affaires ne prend pas encore en compte celui des filiales de THOMSON-TELECOMMUNICATIONS, les opérations d'absorption par CIT-Alcatel de THOMSON-TELECOMMUNICATIONS, d'une part, de la division Communication publique de THOMSON CSF TELEPHONE et de la branche Equipements de LIT, d'autre part, qui doivent prendre effet rétroactivement au 1^{er} juillet 1985, ne devant être soumises à l'approbation des Assemblées générales d'actionnaires concernées qu'à la fin du mois de décembre prochain.



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Les actionnaires, réunis en Assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Georges PEBEREAU, ont approuvé les comptes de l'exercice 1984-1985.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 147 728 000 F contre 49 987 000 F pour l'exercice précédent.

Le résultat des opérations courantes, calculé selon les méthodes traditionnellement appliquées par la Compagnie, s'élève, après impôt, à 46 338 000 F, contre 45 071 000 F pour l'exercice précédent.

Le solde positif de la balance des plus et moins-values en capitaux, déduction faite de l'impôt, atteint le montant exceptionnellement élevé de 101 390 000 F, en raison des désinvestissements effectués durant l'exercice, dans le cadre de la politique de restructuration du portefeuille de la Compagnie.

L'Assemblée générale a décidé de répartir, entre les actionnaires une somme globale de 44 749 000 F, contre 41 034 000 F au titre de l'exercice 1983-1984.

Le dividende correspondrait s'élève ainsi à 31,50 F, contre 30,50 F pour l'exercice précédent. Compte tenu d'un avoir fiscal de 15,75 F, le revenu global par action s'établit à 47,25 F.

Le coupon représentatif de ce dividende sera détaché le 4 décembre 1985 et sera mis en paiement le 26 décembre 1985. Le règlement en sera effectué sans frais aux guichets des banques suivantes : Crédit commercial de France, Société générale, Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Banque Indosuez et Electro Banque.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, l'Assemblée a décidé de donner aux actionnaires qui le souhaiteraient la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions de la Compagnie. Le délai d'option est de trois semaines à compter de la date de l'Assemblée ; il prendra fin le 18 décembre 1985. Le prix d'émission s'établit à 686 F.

Le dernier cours coté hier est de 685 F, coupon de 31,50 F attaché.

Enfin, les actionnaires ont élu administrateur de la Société M. Michel GALLOT, directeur général adjoint du Crédit lyonnais.

D'autre part, dans le cadre d'une Assemblée générale extraordinaire, il a été décidé de procéder à un certain nombre de modifications statutaires touchant notamment les articles concernant par les récentes évolutions de la législation.

Au cours de son allocution, le président Georges PEBEREAU a notamment indiqué qu'à la date du 26 novembre, en regard d'un cours de Bourse atteignant 685 F, la valorisation par action avoisinait 845 F (contre 712 F il y a un an), ce qui correspond, déduction faite de l'impôt potentiel sur les plus-values, à une valeur liquidative de 790 F (contre 655 F l'an dernier à la même époque).

M. PEBEREAU a en outre précisé que le résultat net courant de l'exercice en cours devrait, sauf événement imprévu, être en très sensible progression par rapport à celui de l'exercice 1984-1985 et qu'en dépit d'un nombre d'actions à rémunérer fortement accru du fait de l'augmentation du capital social, la politique de distribution de la Compagnie devrait pouvoir être poursuivie.



A. FE

LA BOURSE C'EST LA VIE

Jamais la Bourse n'a été aussi dynamique, aussi performante, aussi présente qu'aujourd'hui dans la vie.

Plus qu'un métier, une passion:
Cette bourse qui bouge, qui va de l'avant, avec ses engouements, ses risques et ses réussites, nous l'aimons. Et nous avons envie de vous la faire découvrir. De vous en dévoiler tous les avantages. Pour vous, votre famille, votre entreprise. Partagez l'intérêt de notre passion.

Performances à l'appui:
Rencontrez-nous. Nous vous expliquerons pourquoi plusieurs de nos Fonds Communs de Placement (spécialisés ou diversifiés) ont des performances sur 4 ans les situant aux tout premiers rangs de l'ensemble du marché. A titre d'exemples:
FCP VIVACTION: + 190 % entre le 1^{er} janvier 1982 et le 22 novembre 1985.

FCP VIVRENDEMENT: + 255 % pour la même période. Nous vous montrerons toutes les opportunités que vous offrent notre gestion. Vous comprendrez pourquoi, depuis la naissance du Second Marché, huit sociétés ont déjà été introduites par nos soins: Calberson, C.E.E., Clarins, DAFSA, Biscuits Gardeil, Gérard PASQUIER International, M.B. Électronique, MÉTROLOGIE International.

Pour nous rencontrer:
Sur simple appel téléphonique ou envoi de votre carte de visite, nous vous organiserons, sans engagement de votre part, un premier entretien. Nous ferons alors, si vous le souhaitez, un diagnostic gratuit de vos placements actuels. En bref, nous vous dirons clairement, simplement où sont vos intérêts.

Personne à contacter:
Alain Maurice, à Paris.

A. FERRI, B. FERRI, C. GERME, AGENTS DE CHANGE

A Paris: 53, rue Vivienne 75002 Paris. Tél. (1) 42.60.37.55.
A Bordeaux: 16, cours du Chapeau-Rouge 33000 Bordeaux. Tél. 56.48.54.77.

HCM

صكنا من الامم

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE :

NOTE D'INFORMATION

I - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 a décidé de porter le capital social de 1 500 000 F à 16 500 000 F par l'émission de 30 000 actions nouvelles de 500 F nominal au prix de 500 F par action en se réservant la faculté prévue par l'article 185 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée. Elle a décidé également l'abandon par les actionnaires de leur droit préférentiel de souscription, au profit du public.

Montant de l'émission. - 15 000 000 F représentés par 30 000 actions nouvelles de 500 F nominal qui seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts. Tout nouvel actionnaire devra être agréé par le conseil d'administration.

Prix d'émission. - Au pair, soit 500 F. Les actions souscrites devront être libérées en totalité à la souscription.

Produit brut de l'émission. - 15 000 000 F.

Estimation du produit net : environ 14 480 000 F, après prélevement sur le produit brut des charges relatives à l'opération estimées à : 505 000 F environ, au titre de la rémunération des intermédiaires financiers, 15 000 F environ, au titre des frais légaux et administratifs.

Forme des titres. - Conformément à l'article 9 des statuts, les actions nouvelles seront nominatives.

Il est rappelé que depuis le 3 novembre 1984, il n'est plus délivré matériellement de certificats nominatifs. Les actions seront représentées par des inscriptions en comptes au nom de leurs titulaires ; elles devront, en raison des dispositions de l'article 94-1 de la loi du 30 décembre 1981 et du décret du 2 mai 1983, être obligatoirement inscrites en comptes tenus par la société et, s'il le souhaite, auprès d'un intermédiaire habilité. Ces inscriptions seront réalisées dans le courant de mois de février 1986.

Négociation des titres. - Conformément à l'article 10 des statuts, toute cession d'action doit être agréée par le conseil d'administration (cf. infra chapitre II « Renseignements relatifs à la société » - paragraphe « Cessions d'actions »).

Il n'est pas envisagé, dans les conditions actuelles, de solliciter la cotation des actions.

Souscription du public. Délai et lieux de souscription. - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 ayant décidé la suppression de droit préférentiel de souscription aux 30 000 actions nouvelles, les offres seront offertes uniquement au public du 2 décembre 1985 au 31 décembre 1985, avec possibilité de clôture anticipée en cas de souscription intégrale avant expiration de ce délai. Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le conseil d'administration.

Les bulletins de souscription et les versements correspondants seront reçus sans frais au siège social de la Société des lecteurs du Monde ainsi qu'aux guichets des sièges, succursales et agences en France des établissements suivants : Banque nationale de Paris ; Banque Indosuez ; Crédit du Nord.

Les fonds provenant des souscriptions seront déposés aux caisses de la Banque nationale de Paris, 15, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

Garantie de bonne fin. - La présente opération a fait l'objet d'une garantie irrévocable de bonne fin par un groupe de banques dirigé par la Banque nationale.

Eléments tirés de la comptabilité analytique Exploitation réelle 1984 et prévisionnelle 1985-1986 HYPOTHÈSES

DIFFUSION DU JOURNAL

La diffusion du journal en 1985 devrait décroître par rapport à celle de 1984 de l'ordre de 5 à 6 % ; cette diminution devrait être compensée par les hausses tarifaires intervenues en avril 1985 (quotidien de 4,20 F à 4,50 F) ; le chiffre d'affaires annuel des ventes au numéro devrait être ainsi en hausse de 10 à 15 % par rapport à 1984. La publicité devrait suivre en valeur la même tendance que celle de la diffusion ; les hausses tarifaires de 7 % en janvier et 8 % en juillet 1985 pour la publicité commerciale et de 15 % en mars et 10 % en septembre pour les petites annonces devraient permettre d'enregistrer une progression globale du chiffre d'affaires de 6 % environ.

Pour 1986, les hypothèses sont les suivantes :
- hausse de la diffusion de 5 % par rapport à 1985 - hausse tarifaire 5 % ;
- chiffre d'affaires de publicité égal à celui de 1985.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges proportionnelles : commissions de vente, affranchissements d'abonnements, commissions publicité, consommation de papier et encres, devraient augmenter dans les mêmes proportions que celles du chiffre d'affaires correspondant en 1985 et 1986.

Les frais de fonctionnement de 1985 devraient décroître de 3 à 4 millions par rapport à 1984, compte tenu des mesures prises dans le plan de redressement. En 1986, ces frais augmenteraient du fait de la hausse des prix (5 %) et de la charge locative du siège social venue fin 1985 (10 millions de francs).

L'estimation de la masse salariale pour 1985 a été faite sur la base des différentes mesures contenues dans le plan de redressement :
- départ volontaires, licenciements, suppressions d'activités ;
- hausses de rémunérations négociées avec le personnel et les organisations syndicales ;
- plafonnement des augmentations individuelles ;
et a pris en considération les recrutements nécessaires.

Pour 1986, la structure salariale, la hausse des salaires a été considérée comme égale à la hausse générale des prix sauf pour les catégories visées par le plafonnement individuel.

(En millions de francs)	Le Monde 31-12-1984 pour 1985	Le Monde + Le Monde public 1985	1986
PRODUITS D'EXPLOITATION			
1. Le Monde quotidien			
- Vente au numéro	311,8	315	312
- Abonnements	70	73	73
- Publicité	321,2	340	340
- Produits divers	5,9	5	4
TOTAL PRODUITS	708,9	733	729
2. Publications annexes	50,6	56	57
TOTAL PRODUITS	759,5	789	786
CHARGES D'EXPLOITATION			
1. Le Monde quotidien			
- commissions de vente	154,2	150	149
- Affranchissements, abonnements	19,4	18	19
- Commissions publicité	93,3	92	92
- Papier et encres	79,1	79	79
- Masse salariale	318,4	320	285
- Frais de fonctionnement	71,7	69	84 (1)
2. Publications annexes	701,1	698	678
- Abonnements	50	51	53
- Publicité	751,1	749	731
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	8,4	40	55
- Frais financiers	18,1	16	5
MBA COURANTE	(9,7)	24	50
- Amortissements	12,3	12,5	12,5
- Provisions	-	2,5	2,5
RÉSULTAT COURANT D'EXPLOITATION	(22)	9	35
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
- Coût social	(13)	(49)	-
- Coût de réorganisation	-	(3)	(3)
- Plus-value	-	(107)	(3)
- Amortissements et provisions exceptionnelles (2)	-	(8,5)	(3)
- Ajustements	(32)	-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	(67)	55,27	27
- Participation des salariés	-	-	12
- Impôt sur les sociétés	-	-	-
RÉSULTAT NET	(67)	55,15	15

(1) Dont 10 millions de francs de charges nouvelles correspondant au loyer versé à partir de 1986 au nouveau propriétaire des immeubles du siège social.

(2) Il s'agit des amortissements accélérés des immobilisations de l'usine de Saint-Denis et des bureaux et ateliers de Paris dans la perspective de leur fermeture respective fin 1987 et fin 1988.

(3) Constitution d'une provision de 3,5 millions de francs pour paiement d'une indemnité compensatrice exigible à la libération de l'immeuble du siège social.

nale de Paris, en application des dispositions de l'article 181-1 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Jouissance. - Les actions nouvelles émises porteront jouissance de 22 octobre 1985. Elles seront immédiatement assimilées aux actions anciennes et seront dès leur création soumises à toutes les dispositions des statuts.

Régime fiscal des actions nouvelles applicables à la société émettrice et aux actionnaires personnes physiques. - En l'état actuel de la législation fiscale, le régime suivant est applicable :
- Société émettrice : les sommes effectivement allouées à titre de dividende aux actions nouvelles sont déductibles des bénéfices imposables pendant dix exercices.

Les dividendes alloués aux actions nouvelles détenues par des sociétés disposant de 10 % au moins du capital sont, sauf option de ces dernières, exclus du bénéfice de la déductibilité. A défaut d'option, l'impôt sur les sociétés afférent à ces dividendes est une charge de l'exercice de mise en paiement.

Actionnaires personnes physiques :

● Pour ceux dont le revenu n'excède pas la deuxième tranche du barème d'impôt progressif sur le revenu, il existe un abattement de 3 000 F par an et déclarant sur le montant imposable des dividendes d'actions françaises ;
● Pour ceux non redevables de l'impôt sur les grandes fortunes, le montant des souscriptions en numéraire ouvre droit à une réduction d'impôt de 25 % dans la limite d'un investissement de 7 000 F par an (ou 14 000 F pour un couple marié) sous réserve que les actions figurent dans un compte d'épargne en actions ouvert dans les conditions fixées par la loi de finances pour 1983, article 68.

Ces avantages sont cumulables.

Les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1932 peuvent choisir, soit d'adopter le système décrit ci-dessus, soit de continuer de bénéficier des dispositions de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 (titre 1, article 6). Les déductions opérées à ce titre ne peuvent être cumulées avec l'abattement sur les dividendes pour un montant de 3 000 F.

II - RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SOCIÉTÉ

A) Renseignements juridiques concernant l'émetteur

1) Identification

Dénomination : Société des lecteurs du Monde.

Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris.

Nationalité : Française.

Registre du commerce et des sociétés : B 333 749 786 - BS B 11 862.

Code APE : 7802.

Forme juridique. - Société anonyme régie par la législation française et en particulier par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Date de constitution et durée. - La société a été constituée le 22 octobre 1985 pour une durée venant à expiration le 22 octobre 2084.

Objet social. - La société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la société Le Monde ;

- plus généralement la société a pour vocation de participer à toutes entreprises sous contrôle de la société Le Monde dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la société Le Monde serait intéressée ;

et généralement toutes opérations quelle qu'elle soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société. - Les statuts, bilans et comptes, rapports et renseignements mis à la disposition des actionnaires et du public peuvent être consultés au siège social, qui mettra à disposition les mêmes documents concernant la SARL Le Monde.

2) Fonctionnement

Exercice social. - Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social, commencé le 22 octobre 1985, sera clos le 31 décembre 1986.

Répartition statutaire des bénéfices. - Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélevement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre, avec ou sans affectation spéciale, ou de reporter à nouveau.

Assemblée générale. - L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'ils aient été libérés des versements exigibles. Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même actionnaire ou conjoint d'un actionnaire représenté.

Sous réserve de la limitation du nombre de voix ci-après, chaque actionnaire dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions.

Toutefois, dans toute assemblée générale, quelle que soit sa forme, le nombre de voix dont un actionnaire peut disposer à titre personnel est limité à dix.

Aucun mandat ne peut être consenti pour le surplus d'actions ou de droits de vote détenus par une même personne.

Le mandataire d'actionnaires dispose des voix de ses mandants dans la limite d'un maximum de 40 (quarante) voix, de telle sorte que, par application de la double limitation, une même personne physique ou morale, actionnaire de la société, ne pourra jamais disposer de plus de 50 cinquante voix en assemblée générale (à titre personnel et comme mandataire).

Le droit d'assistance ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée. Toutefois, le conseil d'administration a la faculté, par voie de mesure générale, de réduire ce délai.

Service financier des actions. - Le paiement des dividendes et le service des titres sont assurés par la Banque nationale de Paris.

3) Capital

Capital social au 20 novembre 1985 : 1 500 000 F, divisé en 3 000 actions de 500 F nominal, toutes entièrement libérées, de forme nominative.

Cessions d'actions. - Les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux au profit des descendants, descendants ou conjoint d'un actionnaire, ainsi que les cessions entre actionnaires, s'effectuent librement.

De même, est entièrement libre l'attribution d'actions au profit d'un ayant droit quelconque, à la suite d'un partage de succession ou d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

Toutes autres transmissions d'actions et de droits de vote, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même que la cession ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration. Cette autorisation est donnée dans les conditions prévues aux articles 275 à 277 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Répartition du capital au 20 novembre 1985 :

● Nombre d'actionnaires : 174

● Aucun actionnaire ne détient plus de 5 % du capital.

4) Administration - Direction - Contrôle

Conseil d'administration :

M. Alain MINC, président, directeur à la compagnie Saint-Gobain ;

M. Gérard CARLES, président de la commission des nouvelles technologies au Conseil national de la communication audiovisuelle ;

M. Paul DELOUVIER, préfet honoraire, président de l'Établissement public du parc de La Villette ;

M. Jean-Louis FUNCK-BRENTANO, président du Centre mondial informatique et ressources humaines ;

M^{me} Nicole GARCIA, comédienne ;

M^{me} Françoise JURGENSEN CHANDERNAGOR, maître des requêtes au Conseil d'État ;

M. Georges KJEMAN, avocat à la Cour ;

M. Jacques LESOURNE, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ;

M. Jean MARTIN, avocat à la Cour, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme ;

M^{me} Marie-Claire MENDES-FRANÇOIS, présidente ;

M. Dominique WOLTON, sociologue, directeur de la recherche intégrée sur les sciences de la communication ;

Commissaire aux comptes titulaires : M. Raymond THOMAS, 12, rue Vauqu Coast, 95130 Sarcelles.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Robert PAOLINI, 13, rue des Genêts, 91600 Savigny-sur-Orge.

Rémunération des organes sociaux. - Aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, n'est actuellement prévue pour qui concernent les organes sociaux.

B) Présentation de la Société des lecteurs du Monde.

Son objet. - La Société des lecteurs du Monde a été constituée le 22 octobre 1985.

Elle est destinée à associer les lecteurs de Journal qui, en participant à l'augmentation de capital proposée, lui fournissent les moyens de poursuivre à 140 parts nouvelles émises par la SARL Le Monde.

Au-delà de cette opération initiale, la vocation générale de la Société des lecteurs sera d'être une société à vocation entrepreneuriale par la SARL Le Monde pour développer et diversifier ses activités.

Historique. - Capitaliste avec un capital de départ de 250 000 F souscrit par 500 actions, la Société a été créée en 1985 dans le but de développer le capital par souscription, en vue du développement de la SARL Le Monde.

La SARL Le Monde, créée par l'assemblée générale extraordinaire du 22 octobre 1985 a été constituée en date du 7 novembre 1985.

Fonctionnement. - Compte tenu de son objet, la Société des lecteurs du Monde aura des frais de fonctionnement limités aux charges de gestion courantes.

La première assemblée, qui a débuté le 22 octobre 1985, s'achèvera le 31 décembre 1986.

Rémunération des actionnaires. - Les profits de la Société seront essentiellement constitués du dividende prioritaire versé par la SARL Le Monde.

Elle sera assujettie à l'impôt sur les sociétés sur lequel s'imposera l'impôt fiscal afférent aux dividendes perçus.

La première assemblée générale des actionnaires se tiendra au cours du premier semestre 1987. Elle pourra éventuellement statuer sur la distribution d'un dividende dans l'hypothèse où la SARL Le Monde aurait versé en 1986 un acompte sur la distribution au titre de cet exercice.

Représentation au sein de la SARL Le Monde. - La Société des lecteurs du Monde aura deux représentants au sein du conseil de surveillance de la SARL, lui-même constitué de douze membres.

Dans une lettre reproduite ci-après, envoyée par M. Alain Fontaine à M. Alain Minc, président de la Société des lecteurs du Monde, le directeur de Monde retrace l'évolution récente de l'entreprise, les principales mesures du plan de redressement et les objectifs de développement à l'avenir.

III - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

(pour vérification de l'actif et du passif, conformément aux dispositions de l'article 182 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales)

Par ordonnance du 13 novembre 1985, M. le président de tribunal de commerce de Paris m'a désigné en qualité de commissaire chargé de vérifier l'actif et le passif de votre société.

En effet, l'augmentation de capital par appel public à l'épargne qui vous est proposée, se réalisant moins de deux ans après la constitution de la Société des lecteurs du Monde, doit être précédée, aux termes des dispositions de l'article 182 de la loi sur les sociétés, d'une vérification de l'actif et du passif ainsi que, le cas échéant, des avantages particuliers consentis.

J'ai l'honneur, par le présent rapport, de vous rendre compte de l'exécution de ma mission.

La situation de votre société, au 15 novembre 1985, remise par votre président, est la suivante :

PASSIF :

● Capital libéré 1 500 000 F

● Parts 12 400 F

● Dettes 1 487 600 F

● Dettes 12 400 F

TOTAL PASSIF 1 500 000 F

ACTIF :

● Banque BNP 1 500 000 F

TOTAL ACTIF 1 500 000 F

Votre société a été constituée, par acte déposé le 8 octobre 1985 au greffe du tribunal de commerce de Paris, au capital de 250 000 F entièrement souscrit et libéré.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 23 octobre 1985, il a été porté à 1 500 000 F, son montant actuel, par émission de 2 500 actions nouvelles de numéraire de 500 F chacune, émises au pair, entièrement souscrites et libérées.

La perte de 12 400 F correspond aux frais de constitution de votre société, non encore réglés.

L'actif est composé de la somme de 1 500 000 F, correspondant à la libération des 3 000 actions actuellement émises. Elle est déposée à un compte ouvert au nom de votre société, à l'agence centrale de la BNP, qui m'a confirmé, par lettre, le solde créditeur de ce compte.

Il ne m'a été signalé aucun avantage particulier et je n'en ai pas relevé au cours de mes travaux.

Ces-ci me permettant ainsi de certifier la situation ci-dessus de votre société à la date du 15 novembre 1985.

RAYMOND SAINT-JAMES,
commissaire aux comptes.

Evolution et répartition du chiffre d'affaires

(en 1.000 F)	1982	1983	1984
- Le Monde	676.988	721.222	708.721
- Publications annexes	294.244	312.520	311.768
- Publicité	65.885	78.973	69.965
- Sélection hebdomadaire	308.381	335.483	321.218
- Weekly selection	5.300	5.312	5.330
- Le Monde quotidien	293	293	450
- Le Monde des publications	8.122	9.852	11.175
- Le Monde - Documents et documents	5.386	5.386	6.164
- Le Monde de l'éducation	11.940	15.717	15.700
- Divers	8.913	9.508	11.657
- Divers	128	614	838
Total	717.562	768.664	759.435
% variation	+ 8,4 %	+ 7,1 %	- 1,2 %

RAPPORT DES RÉVISEURS COMPTABLES SUR LES COMPTES PRÉVISIONNELS CONSOLIDÉS du Monde au 31 décembre 1985 et 1986

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à l'examen des comptes prévisionnels consolidés établis pour la SARL Le Monde.

Ces prévisions ainsi que les principales hypothèses à partir desquelles elles ont été établies sont jointes à ce rapport.

Cette mission nous a conduits à examiner, d'une part, la pertinence des différentes hypothèses retenues par la direction et, d'autre part, le mode d'élaboration et la cohérence interne de ces prévisions. Elle a notamment comporté les procédures suivantes :

- comparaison entre les prévisions établies et les résultats réels historiquement observés en tenant compte des caractéristiques propres à l'activité et des incidences du plan de redressement mis en place au cours de l'exercice 1985 ;

- identification et examen critique auprès des principaux responsables des différentes hypothèses de base retenues, notamment la diffusion du journal et la publicité, appréciation de la cohérence interne des hypothèses ;

- examen des principes comptables retenus pour l'établissement des résultats prévisionnels et de leur cohérence avec les procédures en vigueur dans la

صك من الامل

Société
des
Lecteurs

Le Monde

AUGMENTATION DE CAPITAL

Suite de la lettre d'André Fontaine

Les nombreux contacts pris avec les différents partenaires susceptibles d'être intéressés laissent augurer des possibilités d'accord en ce sens, l'état du parc industriel parisien étant par ailleurs fort vétuste. Pour ces raisons, le plan de financement n'est pas définitivement arrêté mais on peut, d'ores et déjà, indiquer que :

- la réduction des coûts de production et le développement de produits nouveaux doivent permettre de dégager les marges nécessaires ;
- il est d'usage pour ce type de matériel d'obtenir des fournisseurs des crédits sur 7/8 ans, ce qui permet de limiter le financement direct à 20 % environ du montant global de l'investissement. Par ailleurs, l'investissement immobilier pourra faire l'objet d'une aide au financement selon le site choisi.

Le calendrier retenu pour que cet investissement soit opérationnel à l'été 1988, implique un bouclage technique et financier de l'opération au printemps 1986.

Enfin, bien que l'avenir de la presse écrite ne paraisse pas menacé si l'on se réfère aux expériences étrangères, notamment aux Etats-Unis, il est indispensable pour un quotidien tel que le Monde d'envisager des diversifications qui lui permettent de participer au développement d'ensemble du marché de la communication. Cette action a été vigoureusement engagée. Elle s'est notamment traduite par un accord exclusif avec la société GAMMA-TV qui porte sur la coproduction d'émissions d'information et de magazines à destination des chaînes de télévisions françaises et étrangères.

L'augmentation de capital de la SARL Le Monde

Au moment de son entrée en fonctions, la nouvelle direction du Monde a fait clairement part de son intention de procéder à une augmentation de capital. Un nombre important de lecteurs ayant manifesté leur souhait d'y participer, nous avons mis à l'étude les moyens de les associer à l'opération. Pour la lancer, nous avons naturellement attendu l'adoption du plan de redressement par l'ensemble des catégories de personnel et par l'assemblée générale de la SARL. Celle-ci, le 31 mai, a adopté le principe d'une augmentation de capital portant le nombre de parts de 1 000 à un maximum de 1 330. Les parts nouvelles seront dénommées « parts D ».

Cette augmentation de capital est destinée, d'une part, à associer les nombreux lecteurs ayant manifesté leur soutien au journal, pour lesquels vous avez accepté de continuer la Société des lecteurs du Monde ; d'autre part, le Monde envisage de faire appel à un certain nombre d'investisseurs connus pour leur attachement aux valeurs défendues par le journal, pour souscrire un complément de part D. L'assemblée générale des porteurs de parts, réunie le 21 novembre, a autorisé la création de 140 parts réservées à la Société des lecteurs du Monde.

Ces parts seront émises au prix de 106 060 F, se décomposant en valeur nominale de 500 F, prime d'émission de 105 560 F. Cette assemblée a également approuvé les résolutions instituant le paiement d'un dividende prioritaire de 6 %, calculé sur le nominal et la prime d'émission, ainsi que les modifications statutaires consécutives à l'ouverture du capital.

La création du solde des parts nouvelles sera amorcée lors d'une prochaine assemblée générale. Leur souscription se fera dans le cadre des procédures normales des SARL de presse, qui prévoient, en particulier, un agrément individuel de chaque souscripteur.

Les capitaux extérieurs représenteront au maximum 25 % du capital ; dans ce cas, de 40 % actuellement, la participation de la société civile des lecteurs sera ramenée à 30 % ; il en sera de même pour l'ensemble des parts de fondateurs (parts A). Le gérant détiendra 6 %, contre 11 % actuellement, les sociétés civiles des cadres et employés continuant de détenir respectivement 5 % et 4 %.

Le conseil de surveillance, prévu par les statuts du Monde, a un rôle consultatif étendu sur l'ensemble de la gestion de l'entreprise ; il se prononce en particulier sur le projet de budget annuel. Il est prévu de porter le nombre de ses membres à 12, répartis à raison de 2 représentants pour chacun des groupes suivants : rédacteurs, parts A, cadres et employés ; 4 pour les nouveaux porteurs, dont 2 pour la Société des lecteurs (parts D1), 2 pour les investisseurs directs (parts D2).

Au nom des associés de la SARL Le Monde et de l'ensemble du personnel du journal, permettez-moi, cher Ami, pour conclure, d'exprimer notre profonde gratitude à l'égard de nos lecteurs, qui, en participant à l'augmentation de capital de la Société des lecteurs du Monde, vont confirmer leur attachement aux valeurs et principes qui ont assuré et continueront de faire le succès du Monde.

Le Gérant : André Fontaine.

Bilans des exercices 1983 et 1984, selon le plan comptable général 1982
Bilan consolidé prévisionnel au 31-12-1985 à structure comparable (Le Monde + le Monde Publicité)

EN MILLIERS DE FRANCS	31-12-83	31-12-84	31-12-85	EN MILLIERS DE FRANCS	31-12-83	31-12-84	31-12-85
ACTIF IMMOBILISÉ				CAPITAUX PROPRES			
- Immobilisations incorporelles	2 748	2 671	(1) 32 300	- Capital	500	500	500
- Immobilisations corporelles	94 136	92 641	43 000	- Réserves	16 834	16 834	16 834
- Immobilisations financières	20 609	22 853	24 400	- Report à nouveau	- 17 827	- 47 059	- 113 800
Total	117 493	118 165	99 700	- Résultat de l'exercice	- 29 231	- 46 745	+ 55 300
ACTIF CIRCULANT				- Provisions réglementées	21 191	5 575	4 000
- Stocks	7 418	7 187	7 500	- Subventions	336	700	600
- Créances	109 737	90 782	90 000	- Plus-value d'apport	-	-	30 000
- Divers	9 807	3 058	1 500	Total	- 8 197	- 90 194	(3) - 6 300
Total	126 982	101 027	99 000	- Provisions pour risques et charges	-	-	6 500
- Créances hors exploitation (2)	-	-	27 500	DETTES			
- Compte de régularisation	3 526	38	1 200	- Après d'établissements financiers	64 736	62 544	33 500
Total général	248 002	219 230	227 400	- Fournisseurs	43 659	45 827	146 700
				- Sociales et fiscales	76 910	122 876	47 000
				- Autres (4)	66 528	70 852	47 000
				- Compte de régularisation	4 365	732	-
				Total général	248 002	219 230	227 400

(1) Dont 30 MF d'immobilisations incorporelles du Monde Publicité.
(2) Solde à recevoir sur la cession de l'immeuble.

(3) Dont groupe : - 21 300 et hors groupe (Régie-Presse) : + 15 000.
(4) Dont abonnements à servir : 48 756 (en 83), 59 285 (en 84), 40 000 (en 85).

Annexe aux bilans des exercices 1983 et 1984

En 1 000 F	1983	1984
Immobilisations corporelles :		
Terrains	12 250	12 250
Constructions	142 851	149 000
Amortissements	(88 883)	(96 609)
Installations techniques, matériel et outillage industr.	65 834	70 447
Amortissements	(47 412)	(50 046)
Autres immobilisations corporelles	19 833	22 811
Amortissements	(14 359)	(15 298)
Immobilisations en cours	4 022	86
Amortissements	(244 790)	(254 594)
Valeur brute totale	(150 654)	(161 953)
Amortissements	-	-
Valeur nette totale	94 136	92 641
Immobilisations financières :		
Participations	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-
Autres titres immobilisés	1 666	1 666
Prêts (aide à la construction)	18 287	20 703
Autres immobilisations financières	656	484
Total	20 609	22 853
Dettes auprès d'établissements financiers :		
Emprunts à long et à moyen terme :		
- à 1 an	2 928	1 480
- à plus de 1 an	26 848	25 368
Total	29 776	26 848
Découverts bancaires	34 275	34 967
Agios à payer	685	729
Total des dettes financières	64 736	62 544

Tableaux de financement réel 1984 et prévisionnels 1985 et 1986

En millions de francs	1984	1985	1986
RESSOURCES :			
- Capacité d'autofinancement (1)	-	-	32,5
- Cessions d'actif immobilisé	0,3	110	-
- Augmentation des capitaux propres	0,4	15	20
- Augmentation des dettes financières	0,6	-	-
- Augmentation des abonnements à servir	-	-	-
Total des ressources	1,3	125	52,5
EMPLOIS :			
- Insuffisance d'autofinancement (1)	54,4	8,5	-
- Distributions faites en paiement	0,6	-	1
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	10,5	7	10
- Acquisitions d'immobilisations corporelles courantes	2,4	3	3
- Réduction des capitaux propres	15,6	-	-
- Remboursements de dettes financières	1,5	35	15
Total des emplois	84,8	53,5	29
Variation du fonds de roulement net global	(83,5)	71,5	23,5
Variation des besoins en fonds de roulement	(84,0)	56,5	10,5
Variation de la trésorerie	0,5	15,0	13,0
(1) Capacité d'autofinancement :			
Résultat net	(66,1)	55,5	15
- Plus-value de cession	-	(107)	-
+ Amortissements courants	12,3	12,5	12,5
+ Amortissements exceptionnels	-	8,5	5
+ Provision sur coût social	-	22	-
Total	(54,4)	(8,5)	32,5

PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission.

Le Président du conseil d'administration : Alain MINIC.

Le Commissaire aux comptes : Raymond THOMAS.

M. Thomas est également commissaire aux comptes de la SARL Le Monde dont il a certifié les comptes.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 2 décembre 1985.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 87-833 du 28 septembre 1987, la commission des opérations de Bourse a apposé sur la présente note le visa n° 85-374 en date du 26 novembre 1985.

Société
des
Lecteurs

Le Monde

Société anonyme au capital de 1 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 749 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société LE MONDE ;
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société LE MONDE, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société LE MONDE serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 1 500 000 F A 16 500 000 F
par l'émission au prix de 500 F de 30 000 actions nouvelles de 500 F nominal créées jouissance du 22 octobre 1985 (date de constitution de la Société)

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 a décidé de porter le capital à 16 500 000 F, en se réservant la faculté prévue par l'article 185 de la loi n° 66 537 du 24 juillet 1966 modifiée de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée.

La notice exigée par la loi a été publiée au « Bulletin des Annonces Légales Obligatoires » du 2 décembre 1985.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 85-374 en date du 26 novembre 1985 de la Commission des Opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 30 000 actions émises seront déposés chez la BANQUE NATIONALE DE PARIS, 16, boulevard des Italiens, Paris (9°).

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 ayant décidé la suppression du droit préférentiel de souscription, les 30 000 actions nouvelles seront offertes directement au public du 2 décembre au 31 décembre 1985, avec possibilité de clôture anticipée en cas de souscription intégrale avant expiration de ce délai.

PRIX D'ÉMISSION : 500 F PAR ACTION

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le Conseil d'administration.

Société
des
Lecteurs

Le Monde

Société anonyme au capital de 1 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 749 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société LE MONDE ;
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société LE MONDE, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société LE MONDE serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 1 500 000 F A 16 500 000 F
par l'émission au prix de 500 F de 30 000 actions nouvelles de 500 F nominal créées jouissance du 22 octobre 1985 (date de constitution de la Société)

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 a décidé de porter le capital à 16 500 000 F, en se réservant la faculté prévue par l'article 185 de la loi n° 66 537 du 24 juillet 1966 modifiée de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions recueillies, à condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation de capital décidée.

La notice exigée par la loi a été publiée au « Bulletin des Annonces Légales Obligatoires » du 2 décembre 1985.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 85-374 en date du 26 novembre 1985 de la Commission des Opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 30 000 actions émises seront déposés chez la BANQUE NATIONALE DE PARIS, 16, boulevard des Italiens, Paris (9°).

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 novembre 1985 ayant décidé la suppression du droit préférentiel de souscription, les 30 000 actions nouvelles seront offertes directement au public du 2 décembre au 31 décembre 1985, avec possibilité de clôture anticipée en cas de souscription intégrale avant expiration de ce délai.

PRIX D'ÉMISSION : 500 F PAR ACTION

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le Conseil d'administration.

PIT

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 décembre

Forte hausse : + 1,6 %

A côté d'un marché obligataire relativement bien tenu, les actions françaises ont fortement progressé mercredi. Au lendemain d'une baisse de 0,8 % (les transactions s'étant souvent maintenues à un peu plus de 550 millions de francs pour les valeurs françaises du placement mensuel ou RM), les actions ont regagné près du double (+ 1,6 %, soit 42 % de hausse depuis le début de l'année) dans le sillage de quelques titres initialement « réservés » en raison de l'abondance des achats.

Dans cette catégorie, figurent Moulins, Auzanet-Rey, CFDE, trois sociétés dont la hausse a dépassé 7 % à 8 %, supplantées, toutefois, par Générale de Pontier, à son plus haut niveau de l'année avec un gain de 10 % en cours de cette séance de mercredi.

Nord-Est, Guyenne Gascogne (également à leur plus haut de l'année) sont aussi en progrès (+ 5 %), initiées par Raffinage, Legrand, Darty.

A l'inverse, seuls les reptils de Borealis, Nordion, CIT-Alcatel, Olfid (+ 3 %) méritent d'être signalés. CCF Participatif et Rhône-Poulenc ont patif reculé dans les mêmes proportions.

Sur le marché de l'or international le métal fin s'est établi à 324,50 dollars l'once à Londres (322,50 mardi). A Paris, le lingot gagnait 100 F à 80 000 F, le napoleon s'ajoutant à 4 F 815 F. Dollars : 7,68/103 F.

Par ailleurs, l'introduction des actions de la société IN-Informatique, prévue le 3 décembre 1985 au second marché de la Bourse de Paris, a été reportée au jeudi 5 décembre en raison de l'abondance des ordres d'achat. Elle se fera sous forme d'offre publique de vente au prix unitaire de 380 F (330 F lors de l'offre initiale). Le 5 décembre, 12,1 millions de titres IN-Informatique étaient demandés alors que 207 800 actions seulement étaient offertes au public.

NEW-YORK

Record battu

Wall Street a tenu ses promesses, et même bien au-delà. A la fin de la séance, vingt-quatre heures auparavant, a succédé, mercredi, une hausse violente, si violente que le terrain paraissait entièrement à ses dépens et que tous les records de température autour du « Big Board » ont été pulvérisés. Le « Dow » s'est établi au plus haut de toujours, à 1 484,40, avec 25,35 points d'avance, l'indice des transports a fait de même en atteignant 709,62 (+ 18,84 points), tout comme le New York Stock Exchange, index parvenu à 117,70 (+ 1,82 point), et le Standard and Poor's 500, stock index grimpé à 204,23 (+ 3,57 points). Le bilan de la journée a été tout aussi éloquent. Sur 2 052 valeurs traitées, 1 285 ont monté, 356 seulement ont baissé et 281 ont été sans variation. Au passage, le VIX, le baromètre de la crainte, a baissé de 0,10 point, à 1,45, et le CBOE, le baromètre de la spéculation, a baissé de 0,10 point, à 1,45. La communauté était persuadée que le marché allait continuer son ascension et, en conséquence, de nombreux records ont été battus. Les professionnels parient d'acheter « techniques » favorisées par l'espérance d'une baisse des taux d'intérêt qui débloquerait immédiatement sur une réaction de la croissance. La communauté était persuadée que le marché allait continuer son ascension et, en conséquence, de nombreux records ont été battus. Les professionnels parient d'acheter « techniques » favorisées par l'espérance d'une baisse des taux d'intérêt qui débloquerait immédiatement sur une réaction de la croissance.

VALEURS	Cours de 3 déc.	Cours de 4 déc.
Alcoa	28 7/8	29 1/8
AT&T	22 1/2	22 3/4
Chrysler	44 1/2	45 1/2
General Motors	44 1/2	45 1/2
IBM	128 3/4	129 1/4
Intel	31 1/4	31 3/4
Microsoft	31 1/4	31 3/4
Oracle	31 1/4	31 3/4
Sun Microsystems	31 1/4	31 3/4
Unisys	31 1/4	31 3/4
US Steel	31 1/4	31 3/4
Verizon	31 1/4	31 3/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SINGAPOUR: CHUTE BRUTALE DES COURS A LA RÉVÉLATION. La Bourse de Singapour a ouvert ses portes jeudi 5 décembre, après trois jours de fermeture décidée pour éviter le mouvement de panique qui aurait pu causer la faillite du groupe Pan-Electric Industries (PEI), l'un des plus importants du pays. Les cours ont repris, le même jour, à Kuala Lumpur.

Malgré la décision prise d'interdire toutes les négociations à terme pour empêcher un effondrement des cours, des ventes massives se produisant, et, peu avant la clôture, le marché avait baissé d'environ 10 %. Mercredi 4 décembre, au plus de sauge avait été mis sur pied avec l'aide des quatre grandes banques de Singapour. Ce plan comportait l'achat sur dix ans d'un

crédit de 71,4 millions de dollars US (550 millions de francs). Une autre ligne de crédit à court terme de 14,3 millions de dollars (111 millions de francs) avait été également débloquée. Les vingt-cinq banques concernées avaient accepté de garantir tous ces crédits à hauteur de 2,5 millions de dollars chacune et de couvrir 0,25 % du produit de leurs commissions à la création d'un fonds spécial destiné à prévenir d'éventuelles défaillances.

PROVINCENCE AXA: LA BATAILLE JUDICIAIRE. - La bataille financière, qui oppose les sociétés d'assurance Providence et le groupe AXA de M. Bédier, s'est dépliée sur le terrain judiciaire. La transmission au ministre des finances du dossier de l'OPA, lancée par AXA sur la Providence SA (le Monde du 4 décembre), a dû être ajournée par la Commission spéciale des agents de change, à la suite de l'interdiction lancée par les dirigeants de la Providence SA devant le tribunal de grande instance de Paris. Ces derniers estiment que l'OPA a été faite sans les offres successives faites par le groupe AXA sur les titres de la Providence, qu'ils ne consentent pas de minimum à acquiescer à quelle que soit la restructuration de groupe, ce qui les incite à demander 89 millions de dommages et intérêts. Le groupe AXA, de son côté, a l'intention de lancer une assignation pour « rachat de titres » par ses adversaires.

BOURSE DE PARIS

Comptant

4 DECEMBRE

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours de 30 nov.	Cours de 30 nov.	%	Cours de 30 nov.	Cours de 30 nov.	%	Cours de 30 nov.	Cours de 30 nov.	%	Cours de 30 nov.	Cours de 30 nov.	%
30 90	30 94	+ 0,13	30 90	30 94	+ 0,13	30 90	30 94	+ 0,13	30 90	30 94	+ 0,13
48 30	48 34	+ 0,08	48 30	48 34	+ 0,08	48 30	48 34	+ 0,08	48 30	48 34	+ 0,08
71 10	71 14	+ 0,06	71 10	71 14	+ 0,06	71 10	71 14	+ 0,06	71 10	71 14	+ 0,06
103 50	103 54	+ 0,04	103 50	103 54	+ 0,04	103 50	103 54	+ 0,04	103 50	103 54	+ 0,04
136 30	136 34	+ 0,03	136 30	136 34	+ 0,03	136 30	136 34	+ 0,03	136 30	136 34	+ 0,03
169 10	169 14	+ 0,02	169 10	169 14	+ 0,02	169 10	169 14	+ 0,02	169 10	169 14	+ 0,02
201 90	201 94	+ 0,02	201 90	201 94	+ 0,02	201 90	201 94	+ 0,02	201 90	201 94	+ 0,02
234 70	234 74	+ 0,02	234 70	234 74	+ 0,02	234 70	234 74	+ 0,02	234 70	234 74	+ 0,02
267 50	267 54	+ 0,01	267 50	267 54	+ 0,01	267 50	267 54	+ 0,01	267 50	267 54	+ 0,01
300 30	300 34	+ 0,01	300 30	300 34	+ 0,01	300 30	300 34	+ 0,01	300 30	300 34	+ 0,01
333 10	333 14	+ 0,01	333 10	333 14	+ 0,01	333 10	333 14	+ 0,01	333 10	333 14	+ 0,01
365 90	365 94	+ 0,01	365 90	365 94	+ 0,01	365 90	365 94	+ 0,01	365 90	365 94	+ 0,01
398 70	398 74	+ 0,01	398 70	398 74	+ 0,01	398 70	398 74	+ 0,01	398 70	398 74	+ 0,01
431 50	431 54	+ 0,01	431 50	431 54	+ 0,01	431 50	431 54	+ 0,01	431 50	431 54	+ 0,01
464 30	464 34	+ 0,01	464 30	464 34	+ 0,01	464 30	464 34	+ 0,01	464 30	464 34	+ 0,01
497 10	497 14	+ 0,01	497 10	497 14	+ 0,01	497 10	497 14	+ 0,01	497 10	497 14	+ 0,01
529 90	529 94	+ 0,01	529 90	529 94	+ 0,01	529 90	529 94	+ 0,01	529 90	529 94	+ 0,01
562 70	562 74	+ 0,01	562 70	562 74	+ 0,01	562 70	562 74	+ 0,01	562 70	562 74	+ 0,01
595 50	595 54	+ 0,01	595 50	595 54	+ 0,01	595 50	595 54	+ 0,01	595 50	595 54	+ 0,01
628 30	628 34	+ 0,01	628 30	628 34	+ 0,01	628 30	628 34	+ 0,01	628 30	628 34	+ 0,01
661 10	661 14	+ 0,01	661 10	661 14	+ 0,01	661 10	661 14	+ 0,01	661 10	661 14	+ 0,01
693 90	693 94	+ 0,01	693 90	693 94	+ 0,01	693 90	693 94	+ 0,01	693 90	693 94	+ 0,01
726 70	726 74	+ 0,01	726 70	726 74	+ 0,01	726 70	726 74	+ 0,01	726 70	726 74	+ 0,01
759 50	759 54	+ 0,01	759 50	759 54	+ 0,01	759 50	759 54	+ 0,01	759 50	759 54	+ 0,01
792 30	792 34	+ 0,01	792 30	792 34	+ 0,01	792 30	792 34	+ 0,01	792 30	792 34	+ 0,01
825 10	825 14	+ 0,01	825 10	825 14	+ 0,01	825 10	825 14	+ 0,01	825 10	825 14	+ 0,01
857 90	857 94	+ 0,01	857 90	857 94	+ 0,01	857 90	857 94	+ 0,01	857 90	857 94	+ 0,01
890 70	890 74	+ 0,01	890 70	890 74	+ 0,01	890 70	890 74	+ 0,01	890 70	890 74	+ 0,01
923 50	923 54	+ 0,01	923 50	923 54	+ 0,01	923 50	923 54	+ 0,01	923 50	923 54	+ 0,01
956 30	956 34	+ 0,01	956 30	956 34	+ 0,01	956 30	956 34	+ 0,01	956 30	956 34	+ 0,01
989 10	989 14	+ 0,01	989 10	989 14	+ 0,01	989 10	989 14	+ 0,01	989 10	989 14	+ 0,01
1021 90	1021 94	+ 0,01	1021 90	1021 94	+ 0,01	1021 90	1021 94	+ 0,01	1021 90	1021 94	+ 0,01
1054 70	1054 74	+ 0,01	1054 70	1054 74	+ 0,01	1054 70	1054 74	+ 0,01	1054 70	1054 74	+ 0,01
1087 50	1087 54	+ 0,01	1087 50	1087 54	+ 0,01	1087 50	1087 54	+ 0,01	1087 50	1087 54	+ 0,01
1120 30	1120 34	+ 0,01	1120 30	1120 34	+ 0,01	1120 30	1120 34	+ 0,01	1120 30	1120 34	+ 0,01
1153 10	1153 14	+ 0,01	1153 10	1153 14	+ 0,01	1153 10	1153 14	+ 0,01	1153 10	1153 14	+ 0,01
1185 90	1185 94	+ 0,01	1185 90	1185 94	+ 0,01	1185 90	1185 94	+ 0,01	1185 90	1185 94	+ 0,01
1218 70	1218 74	+ 0,01	1218 70	1218 74	+ 0,01	1218 70	1218 74	+ 0,01	1218 70	1218 74	+ 0,01
1251 50	1251 54	+ 0,01	1251 50	1251 54	+ 0,01	1251 50	1251 54	+ 0,01	1251 50	1251 54	+ 0,01
1284 30	1284 34	+ 0,01	1284 30	1284 34	+ 0,01	1284 30	1284 34	+ 0,01	1284 30	1284 34	+ 0,01
1317 10	1317 14	+ 0,01	1317 10	1317 14	+ 0,01	1317 10	1317 14	+ 0,01	1317 10	1317 14	+ 0,01
1349 90	1349 94	+ 0,01	1349 90	1349 94	+ 0,01	1349 90	1349 94	+ 0,01	1349 90	1349 94	+ 0,01
1382 70	1382 74	+ 0,01	1382 70	1382 74	+ 0,01	1382 70	1382 74	+ 0,01	1382 70	1382 74	+ 0,01
1415 50	1415 54	+ 0,01	1415 50	1415 54	+ 0,01	1415 50	1415 54	+ 0,01	1415 50	1415 54	+ 0,01
1448 30	1448 34	+ 0,01	1448 30	1448 34	+ 0,01	1448 30	1448 34	+ 0,01	1448 30	1448 34	+ 0,01
1481 10	1481 14	+ 0,01	1481 10	1481 14	+ 0,01	1481 10	1481 14	+ 0,01	1481 10	1481 14	+ 0,01
1513 90	1513 94	+ 0,01	1513 90	1513 94	+ 0,01	1513 90	1513 94	+ 0,01	1513 90	1513 94	+ 0,01
1546 70	1546 74	+ 0,01	1546 70	1546 74	+ 0,01	1546 70	1546 74	+ 0,01	1546 70	1546 74	+ 0,01
1579 50	1579 54	+ 0,01	1579 50	1579 54	+ 0,01	1579 50	1579 54	+ 0,01	1579 50	1579 54	+ 0,01
1612 30	1612 34	+ 0,01	1612 30	1612 34	+ 0,01	1612 30	1612 34	+ 0,01	1612 30	1612 34	+ 0,01
1645 10	1645 14	+ 0,01	1645 10	1645 14	+ 0,01	1645 10	1645 14	+ 0,01	1645 10	1645 14	+ 0,01
1677 90	1677 94	+ 0,01	1677 90	1677 94	+ 0,01	1677 90	1677 94	+ 0,01	1677 90	1677 94	+ 0,01
1710 70	1710 74	+ 0,01	1710 70	1710 74	+ 0,01	1710 70	1710 74	+ 0,01	1710 70	1710 74	+ 0,01
1743 50	1743 54	+ 0,01	1743 50	1743 54	+ 0,01	1743 50	1743 54	+ 0,01	1743 50	1743 54	+ 0,01
1776 30	1776 34	+ 0,01	1776 30	1776 34	+ 0,01	1776 30	1776 34	+ 0,01	1776 30	1776 34	+ 0,01
1809 10	1809 14	+ 0,01	1809 10	1809 14	+ 0,01	1809 10	1809 14	+ 0,01	1809 10	1809 14	+ 0,01
1841 90	1841 94	+ 0,01	1841 90	1841 94	+ 0,01	1841 90	1841 94	+ 0,01	1841 90	1841 94	+ 0,01
1874 70	1874 74	+ 0,01	1874 70	1874 74	+ 0,01	1874 70	1874 74	+ 0,01	1874 70	1874 74	+ 0,01
1907 50	1907 54	+ 0,01	1907 50	1907 54	+ 0,01	1907 50	1907 54	+ 0,01	1907 50	1907 54	+ 0,01
1940 30	1940 34	+ 0,01	1940 30	1940 34	+ 0,01	1940 30	1940 34	+ 0,01	1940 30	1940 34	+ 0,01
1973 10	1973 14	+ 0,01	1973 10	1973 14	+ 0,01	1973 10	1973 14	+ 0,01	1973 10	1973 14	+ 0,01
2005 90	2005 94	+ 0,01	2005 90	2005 94	+ 0,01	2005 90	2005 94	+ 0,01	2005 90	2005 94	+ 0,01
2038 70	2038 74	+ 0,01	2038 70	2038 74	+ 0,01	2038 70	2038 74	+ 0,01	2038 70	2038 74	+ 0,01
2071 50	2071 54	+ 0,01	2071 50	2071 54	+ 0,01	2071 50	2071 54	+ 0,01	2071 50	2071 54	+ 0,01
2104 30	2104 34	+ 0,01	2104 30	2104 34	+ 0,01	2104 30	2104 34	+ 0,01	2104 30	2104 34	+ 0,01
2137 10	2137 14	+ 0,01	2137 10	2137 14	+ 0,01	2137 10	2137 14	+ 0,01	2137 10	2137 14	+ 0,01
2169 90	2169 94	+ 0,01	2169 90	2169 94	+ 0,01	2169 90	2169 94	+ 0,01	2169 90	2169 94	+ 0,01
2202 70	2202 74	+ 0,01	2202 70	2202 74	+ 0,01	2202 70	2202 74	+ 0,01	2202 70	2202 74	+ 0,01
2235 50	2235 54	+ 0,01	2235 50	2235 54	+ 0,01	2235 50	2235 54	+ 0,01	2235 50	2235 54	+ 0,01
2268 30	2268 34	+ 0,01	2268 30	2268 34	+ 0,01	2268 30	2268 34	+ 0,01	2268 30	2268 34	+ 0,01
2301 10	2301 14	+ 0,01	2301 10	2301 14	+ 0,01	2301 10	2301 14	+ 0,01	2301 10	2301 14	+ 0,01
2333 90	2333 94	+ 0,01	2333 90	2333 94	+ 0,01	2333 90	2333 94	+ 0,01	2333 90	2333 94	+ 0,01
2366 70	2366 74	+ 0,01	2366 70	2366 74	+ 0,01	2366 70	2366 74	+ 0,01	2366 70	2366 74	+ 0,01
2399 50	2399 54	+ 0,01	2399 50	2399 54	+ 0,01	2399 50	2399 54	+ 0,01	2399 50	2399 54	+ 0,01
2432 30	2432 34	+ 0,01	2432 30	2432 34	+ 0,01	2432 30	2432 34	+ 0,01	2432 30	2432 34	+ 0,01
2465 10	2465 14	+ 0,01	2465 10	2465 14	+ 0,01	2465 10	2465 14	+ 0,01	2465 10	2465 14	+ 0,01
2497 90	2497 94	+ 0,01	2497 90	2497 94	+ 0,01	2497 90	2497 94	+ 0,01	2497 90	2497 94	+ 0,01
2530 70	2530 74	+ 0,01	2530 70	2530 74	+ 0,01	2530 70	2530 74	+ 0,01	2530 70	2530 74	+ 0,01
2563 50	2563 54	+ 0,01	2563 50	2563 54	+ 0,01	2563 50	2563 54	+ 0,01	2563 50	2563 54	+ 0,01
2596 30	2596 34	+ 0,01	2596 30	2596 34	+ 0,01	2596 30	2596 34	+ 0,01	2596 30	2596 34	+ 0,01
2629 10	2629 14	+ 0,01	2629 10	2629 14	+ 0,01	2629 10	2629 14	+ 0,01	2629 10	2629 14	+ 0,01
2661 90	2661 94	+ 0,01	2661 90	2661 94	+ 0,01	2661 90	2661 94	+ 0,01	2661 90	2661 94	+ 0,01
2694 70	2694 74	+ 0,01	2694 70	2694 74	+ 0,01	2694 70	2694 74	+ 0,01	2694 70	2694 74	+ 0,01
2727 50	2727 54	+ 0,01	2727 50	2727 54	+ 0,01	2727 50	2727 54	+ 0,01	2727 50	2727 54	+ 0,01
2760 30	2760 34	+ 0,01	2760 30	2760 34	+ 0,01	2760 30	2760 34	+ 0,01	2760 30	2760 34	+ 0,01
2793 10	2793 14	+ 0,01	2793 10	2793 14	+ 0,01	2793 10	2793 14	+ 0,01	2793 10	2793 14	+ 0,01
2825 90	2825 94	+ 0,01	2825 90	2825 94	+ 0,01	2825 90	2825 94	+ 0,01	2825 90	2825 94	+ 0,01
2858 70	2858 74	+ 0,01	2858 70	2858 74	+ 0,01	2858 70	2858 74	+ 0,01	2858 70	2858 74	+ 0,01
2891 50	2891 54	+ 0,01	2891 50	2891 54	+ 0,01	2891 50	2891 54	+ 0,01	2891 50	2891 54	+ 0,01
2924 30	2924 34	+ 0,01</									

صوت من الامم

Le Monde

APRÈS LE SOMMET DE LUXEMBOURG

M. Delors « espérait mieux » M. Pflimlin est « déçu »

Les résultats du conseil européen de Luxembourg (le 4 décembre) ont suscité un certain nombre de réactions dans différents milieux de la Communauté. A Bruxelles, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, n'a pas caché son déception, au cours d'une conférence de presse, que la Commission « espérait mieux », mais qu'elle allait désormais s'employer à « transformer en compromis dynamique » le « compromis de progrès », selon la formule employée par M. Mitterrand, auquel sont arrivés les dix à Luxembourg.

Il n'est également indiqué que les espoirs de la Commission, « qui, au cours des deux années précédentes, n'ont pas réussi à régler les querelles de famille », tenaient en trois objectifs pour les dix ou vingt ans à venir. D'abord un « socle de la relation » : la réalisation du grand marché intérieur d'ici à 1992, la consécration de la coopération monétaire, le renforcement de la cohésion entre les États, la possibilité de participer à l'aventure technologique, et une dimension sociale.

En second lieu, n'ajouté M. Delors, il faut « augmenter la capacité institutionnelle et opérationnelle de la Communauté en conciliant efficacité et démocratie », et le Parlement européen doit y participer davantage. Enfin, a conclu le président de la Commission, il était important que le sommet aboutisse à un texte unique,

« parce que certaines propositions qui avaient été faites ces derniers mois laissent à penser que, pour certains pays, l'Europe pouvait continuer à vivre dans la Communauté existante et trouver un élan par ailleurs ».

A La Haye, où il avait été invité par le gouvernement néerlandais, M. Pierre Pflimlin, président du Parlement européen, a toutefois exprimé sa « déception personnelle » devant les résultats des travaux du conseil, que l'Assemblée examinera plus en détail le 11 décembre. « Les décisions de Luxembourg n'apportent aucune amélioration réelle au fonctionnement des institutions », a-t-il dit. « Aucun pouvoir réel n'est attribué au Parlement européen dans le domaine législatif, de sorte que la Communauté continue d'être une démocratie bien singulière, où le pouvoir législatif est exercé uniquement par les gouvernements ». Le président du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, M. Egon Klepsch (RFA), a, pour sa part, estimé : « C'est moins que nous ne craignons ».

M. Thatcher, de son côté, s'est félicité des progrès enregistrés dans la mise en place d'un marché intérieur unique au sein de la Communauté, mais elle a aussi souligné la modestie des concessions faites dans d'autres domaines par la Grande-Bretagne au cours des négociations.

MM. MITTERRAND ET KOHL VONT SE RENCONTRER A DEUX REPRISES EN UN MOIS

MM. Mitterrand et Kohl vont se rencontrer à deux reprises en à peine un mois, a-t-on appris mercredi 4 décembre. Le mardi 17 décembre, le chancelier ouest-allemand doit, en effet, se rendre à Paris, sans être accompagné de membres de son gouvernement, pour évoquer avec le président français différentes questions d'actualité, européennes notamment. Le principe de cette visite avait été arrêté lors du dernier sommet franco-allemand, les 7 et 8 novembre à Bonn. Cette rencontre sera la dixième de l'année entre les deux hommes.

En outre, M. Mitterrand se rendra au quartier général des FFA (Forces françaises en Allemagne) à Baden-Baden, le 16 janvier prochain, pour inspecter les troupes cantonnées dans la région. A cette occasion, il aura un nouvel entretien avec M. Kohl.

Selon Moscou

LES RELATIONS SINO-SOVIÉTIQUES S'AMÉLIORENT RAPIDEMENT

Pékin (AFP). — Les relations sino-soviétiques « s'améliorent rapidement », a déclaré, le jeudi 5 décembre, M. Mikhaïl Kapitsa, vice-ministre des affaires étrangères soviétique, à son arrivée à Pékin.

M. Kapitsa, qui doit séjourner neuf jours en Chine, rencontrera notamment son homologue chinois, M. Qian Qichen, pour un échange de vues sur « les problèmes internationaux, la situation dans le monde et en Asie ». Il a précisé devant les journalistes que le problème du soutien soviétique à la présence vietnamienne au Cambodge « ne serait pas abordé cette fois ».

M. Kapitsa a souligné la distinction entre les discussions bilatérales — jusqu'à présent menées du côté soviétique par le ministre adjoint des affaires étrangères, M. Leonid Il'yichev — et les consultations sur les questions internationales telles qu'il en aura avec M. Qian. Pékin, pour sa part, estime que les relations bilatérales et les questions internationales ne peuvent être traitées séparément dans les discussions.

Le numéro du « Monde » daté 5 décembre 1985 a été tiré à 467 507 exemplaires

A B C D E F G

JACQUES TOUR

« un vrai joaillier
de toute confiance... »
9, 80 DES CAPUCINES
OPERA - PARIS

Les professionnels rejettent le projet de budget de l'Office des céréales

Les professionnels majoritaires au Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC), ont rejeté, le 4 décembre, le projet de budget pour 1986. Ils entendent ainsi protester contre le niveau des taxes parafiscales prélevées sur les céréales et qui s'élève globalement à 2,5 milliards de francs.

Pour l'abandon de la modulation

Ils exigent aussi que la modulation, adoptée au temps où M. Cresson était ministre de l'Agriculture, soit abandonnée. Cette modulation revient à faire payer plus aux producteurs importants. Ces taxes parafiscales servent à financer l'ONIC, le budget social de l'agriculture et le développement ou la formation permanente des agriculteurs. M. Nallet, ancien ministre de l'Agriculture, avait admis lors du dernier congrès des producteurs de blé à Vichy, le principe d'une diminution de ces taxes.

Le projet de budget de l'ONIC s'élève à 251 millions de francs, en baisse de 1,9 % en francs courants. Il prévoit un allègement des charges

de personnel avec la suppression de 200 postes sur 1 250 en cinq ans sans licenciements.

LE NUMÉRO DEUX D'AIRBUS-INDUSTRIE DEVIENDRAIT LE PATRON DE DORNIER

Airbus-Industrie va changer de directeur général. M. Johan Schaeffler, qui occupe ce poste, se verrait proposer de prendre la tête de la firme aéronautique allemande Dornier, qui développe sa part dans l'industrie aéronautique. M. Schaeffler, ancien directeur de la division avion de Messerschmitt-Bölkow-Blohm, semble particulièrement qualifié pour mener à bien cette politique.

M. Schaeffler devrait être remplacé à la tête du consortium européen par un de ses compatriotes, le poste d'administrateur général d'Airbus-Industrie étant occupé actuellement par le Français Jean Pierson.

Dornier, qui a repris Dornier, veut développer sa part dans l'industrie aéronautique. M. Schaeffler, ancien directeur de la division avion de Messerschmitt-Bölkow-Blohm, semble particulièrement qualifié pour mener à bien cette politique.

BAS-RHIN : crise

au sein du RPR

Strasbourg. — Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a annoncé, mercredi 4 décembre, l'exclusion de trois militants alsaciens : MM. Robert Grossmann, conseiller général, Jean-Claude Burckel, président de la commission des finances du conseil régional d'Alsace, et Gérard Schmalz, ancien secrétaire départemental du mouvement. Avec d'autres élus et militants du RPR, ils avaient créé, il y a dix jours, un « courant critique » au sein du mouvement, le Rassemblement pour la région Alsace. Ils protestaient contre la séparation des listes d'opposition dans le Bas-Rhin et contre la place donnée à M. André Bord, ancien ministre, sur la liste RPR pour les législatives conduites par M. Durr, député sortant.

Ces exclusions concernent la crise du RPR du Bas-Rhin. Les exclus ne sont pas les seuls fondateurs du RPR. Ils ont reçu le soutien d'une dizaine de leurs collègues au conseil municipal de Strasbourg, membres du groupe RPR.

M. Grossmann, ancien président de l'Union des jeunes pour le progrès (UJPP), a déclaré : « Je reste au sein du RPR auquel j'appartiens depuis mes dix-huit ans », et il a rappelé que, aux élections municipales, M. André Bord avait conduit une liste dissidente et n'avait pas été élu. MM. Burckel et Schmalz dénoncent « une mesure d'intimidation » et ils envisagent de proposer une liste dissidente à côté de celle conduite par M. André Durr. — (Corresp. par.)

Des professeurs privés de badges. — « SOS-Racisme » a protesté, mercredi 4 décembre, contre l'attitude du proviseur du lycée Saint-Eusèbe de Créteil (Val-de-Marne), qui a demandé mardi à deux enseignants d'enlever leurs badges « Touché pas mon pote » au cours d'un conseil de classe. Le proviseur s'appuie sur une circulaire de l'éducation nationale qui interdit la « propagande politique » dans les lycées et notamment le « port d'insignes politiques ». Ce chef d'établissement affirme en outre que « d'autres personnes ne mettent pas d'autres badges affichant des opinions différentes, entraînant ainsi des risques de bagarres ». « SOS-Racisme » a demandé au recteur d'académie d'intervenir « afin que de telles entraves à la liberté d'expression et à la défense des principes moraux qui fondent les valeurs de l'école républicaine ne se reproduisent plus ».

Sur le vif

Copains

Je suis drôlement vaniteux. Ça fait trois jours que j'essaye de vous parler de la visite de Jaruzelski, et ça fait trois jours qu'on ne me remercie : Touche pas à ça ! C'est une affaire sérieuse. Occupe-toi de tes nans et ne parle pas de ce qui ne te regarde pas. Et puis là, maintenant qu'il est parti, qu'il n'indresse plus personne, on me laisse-faire. Alors, je vais vous dire, moi, je suis ravi que Mitterrand ait trouvé un ami. Non, c'est vrai, je me faisais du souci. Je me disais : en mars, il va changer de classe politique, François. Il va se heurter à une bande de copains très fermés, très ramassés. Ils voudront pas de lui, ils vont l'embêter. Il va se retrouver très isolé.

Déjà avec Beigun, ça ne va pas du tout. Il se boude, il se fuit la tête. Ils refusent d'aller goûter l'un chez l'autre. Les petits voisins du Marché commun, c'est pareil : ils sont ulcérés. Faut plus leur parler de Mitterrand. Il a anobli le déjeuner offert par le grand-duc Jean, au sommet de Luxembourg, lundi dernier. Il a préféré faire la grosse matelote à Latcha et il n'est arrivé qu'après le café. Même Gorbatchev, bon,

d'accord, il est passé le voir, mais on est bien obligé de reconnaître qu'il n'est pas en train à Genève qu'à Paris. Il n'est pas en admiration devant Mitterrand. Il préfère Reagan, c'est évident.

Tandis que là, avec Pinochet, comme l'a très drôlement surnommé le patron des bateaux-mouches, ça a l'air de très bien aller. Après la façon dont il a débrouillé l'Élysée, c'est bien le diable s'il ne demande pas à Mitterrand de venir le voir à Versaille un mercredi après-midi. Avec un peu de chance, il invitera aussi le Roumain, comment il s'appelle déjà... Ceasevici. Et puis il y a Kadafi. Il est gardé un très bon souvenir de leur rencontre en Crète. Des amis, il en aura. Et Chirac pourra aller se réchauffer.

Fabius, c'est déjà fait. De le voir profiter de l'absence du patron pour jouer les grandes comédiennes trébéliées, hier, à l'Assemblée, ça valait mille, avouez. Parce que, enfin, quand il est allé chez le président pour lui demander des explications, les portes, il n'a pas fermé les portes. Il n'a pas fermé les portes. Il n'a pas fermé les portes. CLAUDE SARRAUTE.

Au Liban

Les six juifs enlevés à Beyrouth seraient vivants

Une personnalité juive antisioniste, Mme Ruth Blau, vient d'engager une démarche pour obtenir la libération de six juifs libanais enlevés à Beyrouth-Ouest. Mme Blau, qui appartient au groupe ultra-orthodoxe de « Natsura Karta », installé dans le quartier Mea Sharim de Jérusalem, a séjourné à Beyrouth durant les deux premières semaines de novembre. Elle y a notamment été reçue par le chef spirituel des

hezbollahis, Mohamed Hussein Fadlallah, par le dirigeant du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, ainsi qu'à l'ambassade d'Iran. Intervenant à la demande de la famille d'un des otages, Mme Blau a estimé, à son retour, que ces derniers étaient vivants. Il s'agit de MM. Elie Halak, vice-président du conseil supérieur de la communauté israélite du Liban, Elie Srouf et Haim Cohen, commerçants. Tous trois ont été enlevés le 30 mars dernier. Le lendemain disparaissait M. Isaac Sasson, président de la communauté. M. Isaac Tallab, professeur, a été enlevé en juillet 1985, alors que M. Selim Jamous, secrétaire de la communauté, a disparu en août 1984. A la suite des interventions de Mme Blau, à Beyrouth, le 17 novembre, un mystérieux groupe, « l'Organisation des deshérités », a proposé la libération de quatre des otages contre celle de trois cents détenus de la prison de Khayyam, dans la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban du Sud.

Mise en garde israélienne à l'Arabie saoudite. — Israël considère comme « une menace pour sa sécurité » la présence de chasseurs américains F-5, récemment déployés sur la base aérienne saoudienne de Tabok (à proximité de la frontière jordanaise), a déclaré, mercredi 4 décembre, le chef d'état-major israélien, le général Moshe Levy. S'adressant aux délégués des organisations juives américaines, à Jérusalem, il a affirmé qu'Israël « ne saurait ignorer cette menace ». Il a précisé que la présence de F-5 à Tabok, à quelques kilomètres du port israélien d'Eilat, sur la mer Rouge, « date d'un mois ». Il faut de deux à trois minutes à un F-5 pour atteindre Jérusalem », a-t-il souligné. — (AFP.)

Micros-poche en Fêtes chez Duriez

YENEZ ESSAYER, fureter, feuilleter, demander, discuter, gager chez Duriez. Duriez est le grand spécialiste des calculatrices scientifiques et micros-poche : Casio, Sharp, Canon, Hewlett-Packard, Texas Instruments. Il vous dit tout sur tous, vous évite des erreurs.

Ex : « Canon X07 (archi-complet) 1580 F. etc. » Casio FX7.000 (dessine des courbes) : 1170 F. etc. Sharp 1401 (le plus vendu) : 970 F.

Et plein d'autres affaires. Fêtes à faire chez Duriez : 112, Bd. St. Germain - M° Odéon.

Sur CFM de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100,3 MHz) à Bordeaux (101,2 MHz) à Saint-Nazaire (101,2 MHz) à Lorient (102,1 MHz) à Toulouse (88,6 MHz)

JEUDI 5 DÉCEMBRE

« Le Monde » reçoit

M. Roland Carraz

secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique

avec PHILIPPE BOUCHER

VENDREDI 6 DÉCEMBRE

DARIE BOUTBOUL

Face au « Monde »

avec CHRISTIAN VILLAIN

et CLAUDE LAMOTTE

Recherches franchises provinciales.

RADIO ORIENT

Centre De Modulation

Sultan Bin Salman

FM 104.30 MHz

Au service de l'amitié

Franco - Arabe

La Fréquence de la Communauté Musulmane de Paris

Liaisons déjà établies avec :

Abou Dhabi

Bagdad

Djeddah

La Mecque

Muscat

Riyad

Tripoli

Beyrouth

Damas

Doha

Le Caire

Rabat

Sanaa

Tunis

Sultan Bin Salman 1^{er} astronaute arabe - Juin 1985

KNAP
SOLDE 40%
SES COLLECTIONS
A PARTIR DE
34, Fg SAINT-HONORÉ

JEUX & STRATEGIE

Le magazine intelligent de tous les jeux de réflexion. Du Scrabble au wargame, du go au jeu de rôle, du tarot aux jeux micro...

JEUX & STRATEGIE EN VENTE PARTOUT.